Rodrigue Tremblay Ph.D.

Économiste, professeur émérite, Université de Montréal

(2003)

Pourquoi Bush veut la guerre

Religion, politique et pétrole dans les conflits internationaux

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec, courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Rodrigue Tremblay, Ph.D. (2003). Professeur d'économie et de Finance Internationale à l'Université de Montréal.

Pourquoi Bush veut la guerre. Religion, politique et pétrole dans les conflits internationaux

Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Rodrigue Tremblay, Pourquoi Bush veut la guerre. Religion, politique et pétrole dans les conflits internationaux. Montréal : Les Éditions des Intouchables, 2003, 277 pp.

[Autorisation de l'auteur accordée le 1er décembre, 2005 de diffuser cette œuvre sur ce site]

Courriel : rodrigue_tremblay@yahoo.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 17 février 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Du même auteur](#)

[Présentation du livre](#)

[Au sujet de l'auteur](#)

[Index](#)

Chapitre 1.	<u>Prologue : des questions et des réalités.</u>
Chapitre 2.	<u>Prologue : des questions et des réalités</u>
Chapitre 3.	<u>La religion et la civilisation occidentale</u>
Chapitre 4.	<u>Le mal intérieur : les persécutions religieuses</u>
Chapitre 5.	<u>Le manichéisme de ben Laden et de George W.Bush</u>
Chapitre 6.	<u>La montée de l'intégrisme politico-religieux aux États-Unis</u>
Chapitre 7.	<u>La politique et la religion aux États-Unis</u>
Chapitre 8.	<u>La politique aux États-Unis</u>
Chapitre 9.	<u>Les conséquences des politiques internationales de George W. Bush</u>
Chapitre 10.	<u>Le parti pris américain envers Israël</u>
Chapitre 11.	<u>La cour criminelle internationale de 2002</u>
Chapitre 12.	<u>Le pétrole et la théologie dans les politiques américaines: la nouvelle croisade</u>
Chapitre 13.	<u>Les préparatifs de guerre contre l'Irak</u>
Chapitre 14.	<u>La politique partisane et la guerre</u>
Chapitre 15.	<u>Le caractère flou des lois internationales</u>
Chapitre 16.	<u>La doctrine Bush d'hégémonie et de domination mondiales</u>
Chapitre 17.	<u>Les deux visages de l'Amérique</u>
Chapitre 18.	<u>Une guerre sainte pour le pétrole ?</u>
Chapitre 19.	<u>Grandeur et décadence de l'Occident</u>
Chapitre 20.	<u>Conclusion : les dix fondements de la civilisation occidentale</u>

[Bibliographie](#)

Rodrigue Tremblay, Ph.D.
(2003)

Illustration de la couverture : Isabelle Arsenault
Maquette : Olivier Boissonnault

Du même auteur

N. B : Ces volumes sont ou seront sur le site [Les Classiques des Sciences sociales.](#)

L'Heure juste, le choc entre la politique, l'économique et la morale. Montréal, Les Éditions Stanké Internationales, 2001

Les Grands Enjeux politiques et économiques du Québec. Montréal, Les Éditions Transcontinental, 1999

Macroéconomie moderne, théories et réalités. Laval, Études Vivantes, 1992

Le Québec en crise. Montréal, Les Éditions Sélect, 1981

La 3^e option. Montréal, Les Éditions France-Amérique, 1979

L'Économie québécoise. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976

Indépendance et Marché commun Québec-États-Unis. Montréal, Les Éditions du Jour, 1970

Rodrigue Tremblay Pourquoi Bush veut la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Le monde est en droit de se demander pourquoi, après le 11 septembre 2001, la guerre légitime lancée contre le terrorisme islamiste international s'est peu à peu transformée en une guerre d'agression contre l'Irak, un pays relativement peu islamisé du Moyen-Orient. Pourquoi le gouvernement américain, sous la houlette de George W. Bush, veut-il concentrer ses énormes ressources militaires pour envahir l'Irak et renverser son gouvernement ? Quelles ont bien pu être les motivations profondes de cette orientation des politiques américaines ? Quelle a été l'importance de la religion, de la politique intérieure partisane et de l'attrait du pétrole dans les raisons officielles et cachées de l'administration américaine ? Y a-t-il des objectifs inavouables que l'on a voulu garder secrets ?

Dans ce livre, nous ne craignons pas de faire le lien explosif entre la religiosité dans l'espace public, la politique partisane et le besoin de contrôler les sources de pétrole, afin de mieux cerner les causes et aboutissements des phénomènes et des événements qui bouleversent présentement le monde.

Ancien ministre de l'Industrie et du Commerce au sein du gouvernement du Québec et auteur de nombreux ouvrages, Rodrigue Tremblay est professeur émérite à l'Université de Montréal.

Les Éditions des Intouchables bénéficient du soutien financier de la SODEC, du Programme de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, du PADIÉ et sont inscrites au Programme de subvention globale du Conseil des Arts du Canada.

Au sujet de l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

Rodrigue Tremblay est un économiste qui a fait ses études de doctorat à l'Université Stanford aux États-Unis.

Au cours de sa carrière au Canada et dans le reste du monde, il a occupé les postes de professeur de sciences économiques et de finance à l'Université de Montréal, de président de la North American Economics and Finance Association, de président de la Société canadienne d'économie, d'aviseur à la Banque du Canada, de consultant pour l'Union monétaire ouest-africaine, de ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement du Québec et de chroniqueur financier au journal *Les Affaires*. Il a publié 25 livres, la plupart portant sur des questions économiques et financières, mais certains traitant aussi de questions morales et politiques. Il est professeur émérite à l'Université de Montréal.

Sa connaissance des États-Unis est considérable et de première main. En plus d'y avoir étudié, d'être marié à Carole, née aux États-Unis, et d'y avoir présidé une association professionnelle, Rodrigue Tremblay y passe de cinq à six mois chaque année. Il a visité toutes les régions des États-Unis, en plus d'avoir rédigé des articles et des livres sur l'économie américaine et ses relations commerciales et financières avec le reste du monde. Il a aussi effectué de nombreux voyages au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne.

*À Carole,
pour son inspiration*

Vous dites que l'on s'en va en guerre...
mais c'est à moi seul de décider...

George W. Bush
(le 31 décembre 2002)

Index

[Retour à la table des matières](#)

A

Afghanistan
Al-Qaida (Al-Qaeda)
Al-Zawahiri, Ayman
Albright, Madeleine K
Allemagne
Amaury, Arnold
American Academy of Arts and Sciences
American Israel Public Affairs Committee
Annan, Kofi
Arabie saoudite
Arafat, Yasser
Ashcroft, John
Atatürk (Mustafa Kemal)

B

Baker, James
Balfour, Arthur
Gourion, David Ben
Laden, Oussama ben
Bible (1a)
Blair, Tony
Blix, Hans
Boniface VIII (pape)
Bruno, Giordano
Bush, George H. (président américain)

C

Calixte II (pape)

Canada
Carter, Jimmy (président américain)
Cathares
César, Jules
Chalabi, Ahmed
Charles I^{er} (roi)
Cheney, Richard
Chi'ites
Chine
Chirac, Jacques
Christianisme
Churchill, Winston
Civilisation occidentale
Clinton, Bill (président américain)
Cohen, William
Conseil de sécurité
Constantin (empereur)
Constantinople
Constitution américaine
Constitution française
Coran
Corée du Nord
Cour pénale internationale (la)
Cromwell, Olivier
Cuba

D

Danneels, Godfried
Daschle, Tom
Däubler-Gmelin, Herta
Démocratie
Descartes, René
Doctrine Bush (la)

Doctrine Monroe (la)	Hagel, Chuck
Dudley, Leonard	Henri IV (roi)
E	Herzl, Theodor
Église	Hitler, Adolf
Einstein, Albert	Human Rights Watch
Eisenhower, Dwight (président américain)	Humanisme
Empire byzantin	Hussein, Saddam
Empire d'Occident	I
Empire Ottoman	Impérialisme
Empire Romain	Indonésie
Enron (société)	Indulgences (les)
Erdogan, Recep Tayyip	Inglis (ville de)
Espagne	Innocent II (pape)
Europe	Innocent III (pape)
F	Inquisition
Falwell Jerry	Iran
Farrakhan, Louis	Ishihara, Shintaro
Ferdinand (et Isabelle)	Islam
Fondamentalisme (religieux)	Israël
France	Italie
G	J
Galilée	Japon
Galileo Galilei	Jean XXIII (pape)
Génocide	Jefferson, Thomas (président américain)
Gephardt, Richard « Dick »	Jésus-Christ
Gerson, Michael	Johnson, Lyndon B. (président américain),
Giroud, Françoise	judéo-chrétienne (tradition), 17, 18
Gonzales, Alberto R. « Al »	Juifs (les)
Gore, Al	Justinien (empereur)
Graham, Franklin	K
Grande-Bretagne	Karsai, Hamid
Grégoire I« (pape)	Kennedy, John F. (président américain)
Grégoire IX (pape)	Kennedy, Paul
Grégoire VII (pape)	Khomeiny (l'Ayatollah)
Guerre du Vietnam	Kissinger, Henry
H	Kosovo

Koweït	Organisation des Nations Unies
Krugman, Paul	(ONU)
Kurdes (les)	Orwell, George
	Oslo (accord d')
L	OTAN (l')
La Fontaine (Fables de)	P
Latran (Concile de)	
Léon I ^{er} (pape)	Pakistan
Liberté religieuse	Paul de Tarse
Lieberman, Joseph	Pearl Harbor (Hawaii)
Lincoln, Abraham (président améri- cain),	Peña, Charles
Lindsey, Lawrence, 207	Perle, Richard
Londres	Persécutions religieuses
Luther, Martin	Pétrole
	Pew (rapport)
M	Philippe Auguste (roi)
	Pie IX (pape)
Machiavel	Plan Marshall (le)
<i>Magna Carta</i>	Poutine, Vladimir
Maher, Bill	
Mahomet	R
Manichéisme	
McNamara, Robert	Reagan, Ronald (président américain)
Médecins contre la guerre	Renaissance (la)
Mexique	Résolutions de l'ONU
Milosevic (gouvernement)	Révolution française (la)
Modèle américain (le)	Révolution industrielle (la)
Monroe, James (président américain)	Rice, Condoleezza
Mussolini, Benito	Ritter, Scott
	Robertson, Pat
N	Roosevelt, Franklin D. (président améri- cain)
	Rothschild, James
Napoléon (empereur)	Rove, Karl
National Energy Policy (rapport)	Rumsfeld, Donald H.
Nicée (Concile de)	Russie,
Nietzsche, Friedrich	
Nixon, Richard (président américain)	S
O	Saint Augustin
	Schwarzkopf, Norman
Omar, Mohammed	Scopes Monkey (trial)
OPEP (l')	Scowcroft, Brent
	Sharon, Ariel

Sida	Urbain VIII (pape)
sionisme	
Sixte IV (pape)	V
Société des nations	
Soljenitsyne, Alexandre	Vatican I (Concile de)
Spencer, Oswald	Vatican II (Concile de)
Staline, Joseph	Villepin, Dominique de
	Voltaire
T	
	W
Talibans (les)	
Tolède (Concile de)	Wilson, Woodrow (président améri-
Tonkin (résolution du Golfe du)	cain)
Torquemada, Toms de	
Totalitarisme	Y
Truman, Harry S. (président améri-	Yémen
cain),	
Turquie	Z
U	
	Zinni, Anthony
Union soviétique (l')	

1

Prologue : des questions et des réalités

L'homme est la mesure de toutes choses.

Protagoras, philosophe grec
(vers 485-410 av. J.-C.)

[Retour à la table des matières](#)

Le monde est en droit de se demander pourquoi, après le 11 septembre 2001, la guerre légitime lancée contre le terrorisme islamiste international s'est peu à peu transformée en une guerre d'agression contre l'Irak, un pays relativement peu islamisé du Moyen-Orient. Pourquoi le gouvernement américain, sous la houlette de George W. Bush, décida de concentrer ses énormes ressources militaires pour envahir l'Irak et renverser son gouvernement ? Quelles ont bien pu être les motivations profondes de ce changement de cap dans les politiques américaines ? Quelle a été l'importance relative de la religion, de la politique intérieure partisane et de l'attrait du pétrole dans les motivations officielles et cachées de l'administration américaine ? Y a-t-il des objectifs inavouables que l'on a voulu garder secrets ?

Sur un terrain plus vaste, comment les religions chrétiennes ont-elles connu une évolution qui rendit possible l'éclosion de la démocratie en Occident, alors que d'autres religions, tel l'islam, sont demeurées figées dans une vision totalitaire du monde qui les rendit réfractaires aux valeurs démocratiques et aux valeurs de progrès ? En quoi la civilisation occidentale, dominante dans le monde depuis les derniers siècles, est-elle redevable à cette ouverture du christianisme vers la démocratie ? Et, en bout de piste, comment la dérive religieuse extrémiste que l'on observe aujourd'hui chez de nombreux Américains risque-t-elle de faire d'eux des impérialistes et peut même se traduire par un recul de la civilisation occidentale ?

Dans ce livre, nous ne craignons pas de faire le lien explosif entre la religiosité dans l'espace public, la politique partisane et le besoin de contrôler les sources de pétrole, afin de mieux cerner les causes et aboutissements des phénomènes et des événements qui bouleversent présentement le monde.

Au chapitre de la violence, par exemple, l'humanité est toujours menacée de rebasculer dans la barbarie. Et la violence religieuse est la plus dangereuse de toutes. Est-ce que les hommes deviennent plus violents et sont disposés à aller plus loin dès lors qu'ils considèrent que leurs actions leur sont dictées par Dieu ?

Ce n'est pas que les grandes traditions religieuses encouragent nécessairement la violence. Pour la plupart d'entre elles, c'est plutôt le contraire. Elles prêchent l'amour d'autrui et l'entraide mutuelle. Néanmoins, les individus et les groupes qui se trouvent à la frange intégriste ou fondamentaliste des grandes religions utilisent inmanquablement des textes fondateurs pour y puiser les arguments derrière leur fanatisme et pour justifier leur cruauté et leur violence contre les personnes qui ne pensent pas comme eux.

Parce que les religions prosélytiques recherchent l'appui et l'adhésion du plus grand nombre, elles se comportent dans certains pays comme des partis politiques populistes. En fait, elles sont souvent des substituts aux partis politiques traditionnels, proposant diverses politiques et différentes attitudes et offrant à des individus désespérés une identité et une appartenance.

Le pire des mondes survient quand des religieux fanatiques s'emparent formellement du pouvoir politique dans une société. La confusion entre le politique et le religieux introduit alors un élément d'absolutisme et d'intolérance qui, à la limite, peut justifier les pires exactions. C'est ce dérapage des religions prosélytiques et politisées qui a fait et qui continue de faire tant de dégâts dans l'histoire humaine.

Or, les deux principaux personnages qui peuvent menacer la paix mondiale présentement sont le chef terroriste Oussama ben Laden et le président américain George W. Bush. Comme ces deux leaders emploient fréquemment un vocabulaire religieux pour justifier leurs actions, il est important de comprendre les liens qui peuvent exister entre la politique et la religion quand cette dernière cesse d'être personnelle et envahit l'espace public.

Mais les motivations religieuses sont loin d'expliquer les tendances de l'Homme vers la violence. Les intérêts économiques et politiques jouent un grand rôle dans le déclenchement des conflits et des guerres. C'est pourquoi il importe de voir comment les intérêts économiques reliés au contrôle des réserves de pétrole peuvent influencer les politiques de guerre et de paix.

C'est ce mélange de religiosité, d'intérêts politiques et d'intérêts économiques qui constitue présentement un cocktail explosif Ajoutez-y une superpuissance ou une « hyperpuissance » blessée et humiliée, dirigée de surcroît par une personnalité au tempérament simpliste et guerrier, puis vous avez là un cocktail doublement explosif qui risque de transformer la planète.

Considérons les approvisionnements en pétrole des économies industrialisées comme des économies émergentes. On constate que les moyens de locomotion motorisés se multiplient avec la hausse des niveaux de vie. Les besoins en sources d'énergie aussi. Quand le monde en développement troque ses bicyclettes pour des automobiles, en Chine, en Inde ou ailleurs, la consommation de pétrole explose, alors même que la production pétrolière tend à plafonner. Dans un avenir prévisible, on n'entrevoit guère de substituts suffisamment éco-

nomiques pour remplacer l'or noir comme source principale d'énergie. Dans un tel contexte de croissance économique mondiale, ceux qui contrôlent les réserves de pétrole détiennent un levier géopolitique incontestable.

Même si l'Afrique et certaines anciennes républiques soviétiques accroîtront leur production de pétrole au cours des prochaines années, le Moyen-Orient demeure et demeurera le principal réservoir mondial de pétrole. Au cours des prochaines décennies, par conséquent, ce qui arrivera à l'Arabie saoudite et à l'Irak en particulier influencera non seulement la région du Moyen-Orient, mais le contexte géopolitique dans son ensemble.

Les États-Unis d'Amérique, en tant que leaders du monde occidental, sont la seule superpuissance militaire restante après l'effondrement de l'Union soviétique. Ce grand pays est nécessairement appelé à jouer un rôle central dans l'équilibre, ou éventuellement dans le déséquilibre mondial, qui s'installe. Le marché politique interne aux États-Unis intéresse tout le monde, car c'est là que les politiciens américains trouvent leurs premières inspirations et leurs principales motivations. Pour comprendre les politiques internationales des États-Unis, il importe donc de bien comprendre le fonctionnement du marché politique intérieur de ce pays.

Sous ce rapport, la nouvelle « doctrine Bush d'hégémonie et de domination mondiales » et d'America First pour les États-Unis, énoncée le 20 septembre 2002 par le gouvernement de George W. Bush, influencera les relations politiques et économiques internationales pour plusieurs décennies. Armés de cette doctrine, les États-Unis, s'ils n'y prennent garde, risquent de devenir au XXI^e siècle ce qu'a été au monde l'Allemagne du XX^e siècle.

Tous les pays doivent prêter attention à cette nouvelle expression d'une volonté manifeste de puissance chez les dirigeants américains. Il s'agit, en partie, d'une réaction viscérale à l'humiliation ressentie par tous les Américains le 11 septembre 2001. Les Américains, à commencer par leur président, recherchent une victoire militaire et politique pour venger et effacer l'affront subi le 11 septembre 2001.

C'est un sentiment profond que l'on retrouve, bien sûr, chez de nombreux politiciens américains, mais aussi chez des dirigeants d'organisations religieuses et médiatiques. Il existe, en effet, une alliance quasi sacrée entre les milieux religieux, les milieux médiatiques et les milieux politico-économiques pour que les États-Unis utilisent leur énorme supériorité militaire pour affirmer leur présence dans le monde et pour promouvoir les intérêts américains.

Cette alliance est présentement au pouvoir, tant à Washington que dans les antichambres des grands médias américains. Elle n'éprouve aucun scrupule, ne s'impose aucune retenue et n'a aucun doute sur le bien-fondé de ses buts et objectifs. Son instrument politique de pointe est le Parti républicain. Le monde doit se préparer à subir les contre-coups de cette nouvelle volonté impériale de puissance de la « *no-menklatura* » américaine.

Tout en étant centré sur la nouvelle situation géopolitique internationale, ce livre adopte comme toile de fond l'évolution de la civilisation occidentale depuis cinq siècles et demi, soit depuis la chute de Constantinople en 1453. C'est que le passé est un laboratoire commode qui fournit des exemples et qui dispense des leçons pour éviter les catastrophes. Son étude aide à comprendre les problèmes du présent et ceux que l'on voit poindre devant nous. En ce qui concerne la réflexion, l'auteur souhaite qu'il soit impossible de lire ce livre et d'en sortir dans le même état d'esprit que celui qu'on avait avant de l'ouvrir.

2

La religion et la civilisation occidentale

Je crois qu'à tout prendre l'influence morale des religions a été terrible. Avec ou sans la religion, les gens bons peuvent se comporter correctement et les gens mauvais peuvent faire le mal ; mais, pour que des gens bons fassent le mal — cela prend l'influence de la religion.

Steven Weinberg, Prix Nobel de physique,
Facing Up (Harvard University Press, 2001)

Le zèle religieux est un attachement pur et éclairé au maintien et au progrès du culte qu'on doit à la Divinité ; mais quand ce zèle est persécuteur, aveugle et faux, il devient le plus grand fléau de l'humanité.

Voltaire (1694-1778)

[Retour à la table des matières](#)

Certains croient que le fondement premier de la civilisation occidentale a été la religion. Ce serait cette dernière qui aurait apporté des valeurs spirituelles et morales, à commencer par les Dix Commandements bibliques de Moïse, et qui aurait permis l'éclosion de la civilisation occidentale. Il est vrai que la tradition et les valeurs judéo-chrétiennes ont servi de base à la civilisation occidentale. C'est d'elles

que découlent, en effet, un certain nombre de grands principes et de grandes idées civilisatrices, dont :

1. L'idée, que chaque, individu a une, valeur intrinsèque et, conséquemment, a une responsabilité morale personnelle ;
2. Le principe de la supériorité de la raison sur les superstitions de toutes sortes ;
3. L'idée de, la subordination de la nature à « l'Homme et celle, concomitante, du progrès humain ;
4. Le concept de la propriété privée et la, motivation à économiser les ressources qui en découlent, de même que l'incitation à parfaire le monde et à accumuler des capitaux productifs.

Cependant, sans diminuer l'importance des apports civilisateurs de la tradition judéo-chrétienne et sans sous-estimer la contribution des grandes religions à la spiritualité et à la moralité individuelles, nous croyons qu'historiquement la civilisation occidentale a vraiment commencé à s'épanouir à partir du moment où l'Occident s'est affranchi du contrôle politico-religieux auquel les grandes religions l'avaient soumis pendant plusieurs siècles ¹.

En effet, c'est lorsque l'Europe s'arracha définitivement du despotisme et de l'autocratie d'essence divine et religieuse qu'elle put véritablement s'épanouir. L'ascension du monde occidental par rapport aux autres régimes et civilisations qui prévalaient en Asie et en Afrique commença au XV^e et au XVI^e siècles, quand une série de chocs, d'événements et de transformations fondamentales permit à la liberté politique et à la liberté économique de s'implanter. Il s'est agi d'une coupure avec la tradition totalitaire des pouvoirs religieux et monarchiques, ces derniers ayant dominé l'Europe pendant plus d'un millénaire auparavant.

¹ Pour une analyse des contributions positives et négatives des religions à la civilisation, voir Rodrigue Tremblay, *L'Heure juste, le choc entre la politique, l'économie et la morale*, Montréal, Stanké internationales, 2001, chapitre 4.

Ainsi, les principes républicains et démocratiques sont venus compléter et renforcer les idées judéo-chrétiennes sur l'organisation de la vie en société. La tradition judéo-chrétienne avait préparé le terrain philosophique pour l'avènement de la démocratie. Mais, il demeure que le grand idéal démocratique est essentiellement et avant tout européen dans son origine et dans sa conception. Il stipule que :

1. La liberté individuelle est un attribut naturel du genre humain ;
2. Les hommes naissent égaux et, sont capables de se gouverner eux-mêmes ;
3. Le gouvernement doit être civil, et non pas religieux ;
4. Le fanatisme philosophique ou religieux doit être, écarté au profit de l'idée du progrès par les sciences et les connaissances ;
5. La propriété doit être décentralisée ;
6. Les échanges peuvent être libres tout en étant soumis aux règles du droit et des contrats ².

Comme pour certains pays islamistes aujourd'hui, lesquels en sont encore où était l'Europe il y a plus de cinq siècles, c'est-à-dire soumis à des systèmes politiques et économiques fondés sur un mélange empoisonné du politique et du religieux, l'Europe fut paralysée dans son développement pendant plus de mille ans par la domination que les religions exercèrent sur les régimes politiques et sur les peuples ³.

² Voir David Landes, *Richesse et pauvreté des nations*, Paris, Albin Michel, 1998.

³ Dans la plupart des pays où l'islam domine, le clergé islamique considère la science comme étant une invention occidentale et « irreligieuse ». Tout progrès scientifique et économique est pour eux une menace à leur conservatisme réactionnaire. Leur grand espoir est de revivre le Moyen Âge primitif quand les populations n'étaient pas instruites et pouvaient plus facilement être manipulées par leur caste politico-religieuse. Sans le secours du progrès de la

On ne peut pas véritablement parler de civilisation occidentale au début du Moyen Âge quand le régime féodal régnait en maître. On peut encore moins parler de civilisation occidentale pendant la période la plus sombre du Moyen Âge, soit celle dominée par le régime terroriste de l'Inquisition religieuse, régime qui perdura en Europe depuis sa justification par le Concile de Vérone en 1184 et sa création officielle par le pape Grégoire IX en 1233, jusqu' à son abolition définitive en 1820.

Religions spirituelles et religions politisées

À ses tout débuts, le christianisme était une religion essentiellement spirituelle et individuelle qui professait officiellement la séparation du pouvoir séculier et du pouvoir ecclésiastique. L'accent y était mis sur le perfectionnement personnel et sur la morale individuelle : « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le vous-mêmes pour eux. » (Matthieu 7, 12). Jésus-Christ lui-même, le fondateur, avait proclamé que son « royaume n'était pas de ce monde » (Jean 18, 36) et qu'il fallait rendre à César [romain] ce qui revenait à César et à Dieu [hébreu] ce qui revenait à Dieu » (Matthieu 22, 21) ⁴.

Cela était fort compréhensible : le gouvernement local était alors sous la tutelle étrangère des Romains. Le pouvoir politique véritable échappait à la population locale. Seule une religion d'origine locale pouvait créer chez les gens le sentiment de contrôler leurs propres institutions. Souvent, en effet, la religion sert de refuge aux personnes qui se croient dépourvues de pouvoir.

science et de la technologie, les populations des pays musulmans sont condamnées à la médiocrité matérielle et au sous-développement.

⁴ Pour une critique, au nom de la raison, de la croyance en une immortalité corporelle personnelle, voir Ludwig Feuerbach, *Pensées sur la mort et l'immortalité*, ouvrage publié en 1830 et reproduit par Le Cerf, Paris, en 1991.

Au début du christianisme, par conséquent, il n'était donc pas question que le clergé s'immisce dans les affaires politiques et exerce un pouvoir temporel. La nouvelle religion ne pouvait servir à soutenir un État d'origine étrangère et cet État étranger, en contrepartie, ne pouvait se faire le propagandiste d'idées religieuses autochtones. La séparation de la religion et du pouvoir politique était alors dictée par les circonstances du temps.

Quand le christianisme déménagea ses assises au centre de l'Empire romain, à l'instigation de Paul de Tarse, les choses prirent une autre allure ⁵. Rome était une capitale essentiellement politique et elle l'avait été pendant des siècles auparavant. Le christianisme allait profiter énormément du prestige romain et des réseaux politiques qui émanaient de Rome. En effet, si le christianisme était resté une religion juive, avec des quartiers généraux en Israël, il n'aurait jamais connu le succès phénoménal qu'il a connu au cours des 2 000 dernières années.

En déménageant à Rome, le christianisme fit figure de corps étranger et fut, au début, persécuté par les empereurs. Cependant, avec le temps, les empereurs et plus tard les rois, crurent possible de renforcer leur autorité sur les populations et influencer le comportement des masses en s'appuyant sur la religion. En l'an 380 de l'ère moderne, l'empereur romain Théodose I^{er} ouvrit une énorme boîte de Pandore, laquelle allait influencer tout le Moyen Âge et retarder le monde chrétien pendant plus d'un millénaire : il décréta que le christianisme était la seule religion officielle de l'Empire romain et que, comme corollaire, les empereurs exerçaient leur pouvoir sous l'autorité de Dieu. L'Église et l'État ne faisaient plus qu'un.

Pendant mille ans, en effet, le christianisme fut la religion d'État en Europe et le personnage politique le plus puissant était le pape catholique de Rome, (le mot latin *papa* signifie « père ») ⁶, dont l'autorité temporelle s'était considérablement accrue avec la disparition des der-

⁵ Le père de Paul de Tarse était romain, de sorte que ce dernier hérita de la citoyenneté romaine.

⁶ Ce n'est qu'en 1073, sous Grégoire VII, que le nom de « pape » fut exclusivement réservé à l'évêque de Rome. Auparavant, le terme s'appliquait à tout prêtre et évêque, comme c'est encore la coutume chez les chrétiens de Russie.

niers empereurs romains ⁷. En fait, on peut dire que le pape catholique de Rome devint l'empereur *de facto* de l'empire d'Occident pendant la période du Moyen Âge, après la disparition de l'Empire romain ⁸. Une part non négligeable du succès phénoménal du christianisme est donc attribuable au fait historique et géographique que l'Église catholique chaussa les souliers de l'Empire romain lorsqu'il s'effondra.

Politisation de la religion

Le geste politique de l'empereur romain Théodose I^{er} à l'endroit du christianisme consistait véritablement à ouvrir une boîte de Pandore, parce que c'est lorsque la religion est au service du pouvoir qu'elle risque le plus de devenir virulente et opprimante.

⁷ Il faut dire que le premier empereur chrétien Constantin (règne de 306-337) avait, à toute fin pratique, décrété le christianisme religion d'État en 325, à l'occasion du Concile de Nicée. En France, le roi des Francs Clovis (481-511), dont la femme était catholique, se fit baptiser avec 3 000 de ses soldats par Rémi, à Reims en 496. En Espagne, en 589, le Concile de Tolède proclama le catholicisme religion d'État. Le véritable fondateur de l'Église politique fut le pape Grégoire I^{er} (dit « Le Grand »). Son pontificat s'étendit de 590 à 604. C'est lui qui permit au catholicisme de s'établir en force en Europe. Il fixa la doctrine du purgatoire, encouragea l'usage des images et créa plusieurs chants sacrés en musique grégorienne.

⁸ La grande contribution politique des papes catholiques fut de rétablir l'ordre politique en Europe après l'affaiblissement et l'effondrement de l'Empire romain d'Occident. Déjà, le prestige politique des papes s'était accru considérablement en Europe lorsque le pape Léon I^{er}, le 8 juillet 452, réussit à persuader Attila et son armée de Huns d'épargner la ville de Rome et de rebrousser chemin. Après 476, l'émiettement de l'Empire romain d'Occident faisait en sorte que le contrôle de l'ancien Empire était réparti : les Vandales contrôlaient l'Afrique du Nord, les Wisigoths l'Espagne et l'Aquitaine, les Ostrogoths l'Italie, les Burgondes la vallée de la Saône et du Rhône, les Francs le nord de la Gaule, et les Anglo-Saxons la Bretagne. Les Francs et les Anglo-Saxons étaient païens, tandis que les autres étaient ariens. Lorsqu'ils persécutèrent les chrétiens, le pape demanda l'aide militaire de l'empereur d'Orient. C'est ainsi que Justinien (483-565), en poste de 527 à 565, vint anéantir les Vandales et les Ostrogoths aux environs de 534.

Il existe une incompatibilité profonde entre le système démocratique de lois faites par un gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple » et le totalitarisme religieux qui considère que ses lois s'appliquent en priorité en totalité et pour toujours. La vision théocratique du monde est l'antithèse de la démocratie et du respect des droits humains fondamentaux. Il existe une grande différence entre la religion spirituelle et la religion politisée. Autant l'une sert l'individu, autant l'autre peut l'écraser ⁹.

Quand des leaders religieux réussissent à prendre le pouvoir dans un pays et à imposer leur système, l'individu cesse d'être un citoyen responsable maître de son destin et devient un sujet ou un automate à qui l'on dicte le chemin à suivre. L'État cesse d'être au service des citoyens et les citoyens deviennent les instruments de l'État. Le temporel et le spirituel, le religieux et la politique se confondent. Le droit divin et les lois divines remplacent le droit public et le droit privé. Les droits individuels s'estompent au profit des droits divins de la hiérarchie auto-désignée qui s'installe. L'intolérance et la censure ont pour effet de suspendre les libertés et d'imposer le conformisme. La médiocrité intellectuelle et matérielle en découle. C'est un retour à un passé décadent d'oppression et de pauvreté.

⁹ Au début du XXI^e siècle, il existe dans le monde 51 pays qui ont inscrit une religion d'État dans leur constitution ou dans leurs statuts. De ce nombre, 25 sont des États islamistes, situés surtout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Afghanistan, Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Brunei, Les Comores, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Koweït, Malaisie, Les Maldives, Mauritanie, Maurice, Maroc, Oman, Pakistan, Qatar, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, Tunisie, Émirats arabes unis et Yémen), 12 sont des États catholiques romains, situés surtout en Amérique centrale et en Amérique du Sud (Argentine, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Haïti, Malte, Panama, Paraguay, Pérou, Seychelles, Vatican et Venezuela), 6 sont protestants (Danemark, Angleterre et Écosse, Islande, Norvège, Suède et Tuvalu), 1 est grec orthodoxe (Grèce), 1 est juif (Israël), 1 est hindou (Népal), 1 est *pancasilan* (Indonésie) et 4 sont bouddhistes (Bhoutan, Cambodge, Sri Lanka et Thaïlande). Voir J. Denis Derbyshire et Ian Derbyshire, *Political Systems of the World*, New York, St. Martin's Press, 1996, p. 21.

Les obstacles institutionnels à la démocratie

À partir de 380 de l'ère moderne, grâce à Théodose I^{er}, c'en fut fait en Europe de toute possibilité d'établir un système politique à base de liberté de pensée et d'expression et, par extension, un système fondé sur la démocratie. Le spirituel se confondit avec le temporel. La religion chrétienne ne fut plus une affaire personnelle comme l'avait voulu son fondateur, Jésus-Christ de Nazareth, mais elle devint une affaire politique. La religion s'appuya sur l'État pour devenir officielle et omniprésente dans la vie des individus, tandis que l'État renforça son autorité et sa légitimité en s'appuyant sur la religion.

Les conséquences furent de repousser l'avènement de la démocratie en Europe de plusieurs siècles. Les populations jouissaient d'un minimum de libertés et de droits, encadrées qu'elles étaient, tant au plan politique que spirituel, par des systèmes autoritaires imposés. Pendant dix longs siècles, par conséquent, les peuples européens furent soumis à l'arbitraire des dîmes et des taxes et furent privés de droits fondamentaux. La plupart des droits et des pouvoirs étaient concentrés dans les hiérarchies politico-religieuses.

Le système global était simple : il y avait la loi de Dieu qu'un clergé sélectionné avait pour mission de faire appliquer. Les rois séculiers, auxquels un peuple démuni de toute propriété et de tout moyen devait obéissance et allégeance, exerçaient un pouvoir absolu conféré par l'autorité divine et une aristocratie jouissait d'un rang social naturel supérieur. C'est ce système politico-religieux que l'Église et les royaumes de droit divin maintinrent pendant mille ans en Europe.

Encore aujourd'hui, les pays d'allégeance musulmane comme l'Arabie saoudite ou l'Iran appliquent un système semblable, c'est-à-dire que la caste des mollahs veille à l'application de la charia, la loi divine supposément révélée à Mahomet, tandis que les rois et les dictateurs musulmans sont les gardiens de la hiérarchie pyramidale, avec le peuple plus ou moins terrorisé en bas de l'échelle, les femmes étant reléguées au dernier rang.

La démocratisation du christianisme

À l'exception notoire de l'islam, les religions « révélées » et organisées, chrétienne et juive — cette dernière étant cependant une religion essentiellement ethnique — en vinrent lentement et avec réticence à accepter les droits humains fondamentaux. Elles acceptèrent, en particulier, que la liberté de conscience et de culte soit un droit fondamental de tout être humain.

Dans le cas de l'Église catholique romaine, ce ne fut cependant qu'en 1966, soit à la fin du Concile de Vatican II, qu'elle accepta officiellement le principe de la tolérance religieuse. En effet, sous l'influence civilisatrice d'un pape humaniste, Jean XXIII, l'Église mit fin à sa position historique de religion imposée par le pouvoir. En 1965-1966, le Concile de Vatican II prit ses distances avec les vues médiévales de la religion en reconnaissant le bien-fondé du régime démocratique de gouvernement et en proclamant « qu'en matière de religion, personne ne peut être contraint d'agir en contradiction avec ses croyances ».

Cependant, même aujourd'hui, dans un pays aussi démocratique que la Grande-Bretagne, la religion anglicane est une religion d'État, avec comme conséquence qu'un catholique ne peut légalement aspirer à devenir premier ministre et encore moins devenir roi ou reine du pays. C'est même le premier ministre qui nomme les évêques anglicans. Il reste donc beaucoup à faire pour que la vertu de la tolérance religieuse et le principe de la liberté de conscience et de culte, de même que celui de la séparation de l'Église et de l'État, soient partout reconnus.

L'islam en tant qu'exception

L'islam est une religion profondément ancrée dans les traditions d'une société paysanne du VII^e siècle, qui nie le droit à la liberté de conscience et de culte, qui refuse le principe de la tolérance religieuse, qui piétine le principe démocratique de l'égalité de l'homme et de la femme, ainsi que celui de la séparation de l'Église et de l'État. L'islam, en effet, est une religion dominatrice et impérialiste. Lorsqu'elle est en minorité dans un pays, elle revêt la peau d'agneau, puis se fait discrète et tire profit de la mansuétude des lois libérales. Cependant, du moment où elle devient majoritaire, elle recherche le pouvoir politique absolu.

L'Arabie saoudite wahhabite est un bon exemple d'un pays islamique théocratique où l'islam est religion d'État, donc politisée à l'extrême, et où les autres religions sont officiellement proscrites.

Dans ce pays, on tolère les Juifs et les chrétiens, parce qu'on les désigne comme des « gens du Livre », précurseurs de la seule vraie religion que serait l'islam. Cependant, ces « étrangers » doivent proclamer leur soumission aux dirigeants islamiques, payer une taxe spéciale, porter des vêtements distinctifs et leurs propriétés ne doivent jamais être plus hautes que celles des musulmans. C'est un fait que partout où il domine, l'islam est tolérant envers les non-musulmans seulement dans le statut de *dhimmitude*, c'est-à-dire que les non-musulmans doivent vivre en situation de stricte subordination.

La subordination systématique des femmes règne aussi en Arabie saoudite. On y applique la loi coranique : dans la religion islamique, les femmes sont considérées comme des « objets de tentation » et doivent être soustraites au regard des hommes ; elles n'ont pas le droit de vote ; elles doivent porter une *burka* qui les recouvre entièrement ; elles ne peuvent conduire une automobile ; elles peuvent difficilement acquérir une éducation supérieure et travailler à l'extérieur de leur domicile. Elles sont parfois lapidées et mises à mort en cas d'adultère ou de conception en dehors du mariage. Le tout est supervisé par une puissante police religieuse, la *muttawa*.

*Les facteurs fondamentaux derrière
la réussite du monde occidental*

Historiquement, la grande réalisation du monde occidental fut à la fois politique et économique. En effet, la réussite occidentale fut de réconcilier, dans ses principes et dans ses institutions, les exigences de la liberté individuelle avec celles de la prospérité économique. C'est la combinaison de la liberté politique et de la liberté économique qui rendit possible les investissements et les initiatives productrices qui se traduisirent, à leur tour, en hausse de revenus et de richesse.

D'une façon plus précise, au-delà des principes fondamentaux, on peut identifier les quatre grands développements qui sont à l'origine de l'ascension du monde occidental, ou de ce que nous appellerons plus loin l'Empire démocratique d'Occident, à partir du milieu du XV^e siècle : de nouvelles idées, de nouveaux territoires, de nouvelles techniques de communication et de production et de nouvelles organisations politiques et économiques.

- Les nouvelles idées en faveur de la liberté politique et religieuse et de la décentralisation du pouvoir politique véhiculées en Europe entre le XV^e siècle et le XVIII^e siècle ;

- La découverte des Amériques à la fin du XV^e siècle ouvrit de nouveaux territoires à la colonisation et à l'immigration, ce qui permit d'absorber les excédents européens de population et renforça les pays européens qui exploitèrent les ressources naturelles du Nouveau Monde ;

- L'avènement de nouvelles techniques de communication au XV^e siècle et de la Révolution industrielle proprement dite au milieu du XVIII^e siècle permirent d'accroître les investissements, de hausser la productivité du travail et de repousser les rendements décroissants reliés à l'usage trop intensif des productions traditionnelles sur les terres.

- Les nouvelles organisations politiques et économiques découlèrent de l'avènement de la démocratie et de l'État-nation en tant que régime politique à la fin du XVIII^e siècle. La déconcentration des pouvoirs qui s'en suivit permit à l'Europe de s'extirper de la stagnation que lui imposaient les pouvoirs totalitaires, tant religieux qu'aristocratiques. Au plan, économique, un exemple de nouvelles formes d'organisation est la société à responsabilité limitée. Elle permit d'organiser la vie économique en encourageant la prise de risque et les investissements, tout en limitant le risque financier des actionnaires à leurs seuls apports.

La nécessaire révolution dans les idées : l'humanisme de la Renaissance

L'Europe connut d'abord un choc culturel et scientifique. En effet, avec l'avènement de la Renaissance, soit cette période de renouveau littéraire, artistique et scientifique des XV^e et XVI^e siècles, les populations européennes commencèrent à se libérer peu à peu des carcans religieux et politiques qui les dominaient. En Europe, sous l'influence d'intellectuels acquis à la liberté et à la démocratie, les pays entreprirent de faire le passage entre le monde clérical, ecclésiastique, théologique et totalitaire du Moyen Âge et un nouveau monde humaniste, individualiste et naturaliste, que l'on voulait fonder sur les valeurs essentielles de l'homme et sur le concept central de la liberté humaine.

La démarcation civilisatrice entre la raison éclairée et la foi aveugle, entre la recherche de la vérité et la crédulité dans les dogmes imposés, put enfin prendre forme. Ce fut une énorme révolution, non seulement humaniste, mais aussi économique, puisque la liberté politique ainsi acquise devint aussi une liberté économique d'entreprendre et d'innover.

L'humanisme de la Renaissance ne permettait pas seulement de renouer avec la culture et la philosophie antiques, mais il rompait avec l'idée religieuse abstraite que l'homme est foncièrement mauvais, qu'il doit être « sauvé » et que tout progrès humain est illusoire et vain. À ce fatalisme pessimiste, les humanistes opposèrent leur propre utopie, à savoir que l'homme est foncièrement bon, qu'il est capable de progrès et de perfectionnement et qu'il peut être libre et heureux.

Au plan politique, avec la Renaissance et l'humanisme, les pays européens commencèrent donc lentement à découvrir le principe démocratique du gouvernement par le peuple. Ils purent ainsi se libérer progressivement du double joug des religions établies et des royautés despotiques de droit divin, ces deux pouvoirs s'associant et se renforçant l'un l'autre pour mieux encadrer les populations et les exploiter. L'humanisme, en effet, se caractérise par le respect de la personne et de la valeur humaine, par la tolérance entre individus, de même que par l'adoption de la démocratie comme système politique pour les nations.

Au plan économique, le système d'idées, de valeurs et de normes fondé sur la liberté individuelle et sur la liberté d'entreprendre permit d'enlever les droits de propriété des mains aristocratiques et ecclésiastiques et de les étendre au niveau individuel. En effet, la concentration des droits de propriété et les lourdes taxes prélevées sur les populations pour entretenir les gros appareils aristocratiques et ecclésiastiques détournait les ressources d'un usage plus productif et était une source de léthargie et de stagnation économiques. La liberté d'entreprendre, d'investir et d'innover, l'avènement du capitalisme commercial et industriel et l'avènement de marchés libres constituèrent un énorme progrès pour l'Europe. Ces innovations culturelles, politiques et sociales permirent de libérer des énergies et de la créativité, ce

qu'aucun système centralisé et fondé sur la concentration des propriétés n'aurait pu faire.

Bien avant la Révolution industrielle des années 1750, la technologie joua un grand rôle dans la diffusion des idées humanistes de liberté politique et de liberté économique. En effet, la découverte de la gravure sur bois en 1423 et sur métal en 1452 et, surtout, celle de l'imprimerie par l'Allemand Johann Gutenberg en 1450, permirent aux nouvelles œuvres et aux nouvelles connaissances de se répandre rapidement. Fini le temps où seuls quelques érudits ecclésiastiques pouvaient écrire des livres théologiques en latin, inaccessibles au grand public. Les humanistes en viennent rapidement à utiliser leur propre langue pour communiquer avec un public élargi.

Au plan scientifique, le goût pour la nature suscita le développement des sciences. On opposa la méthode scientifique, objective et précise, au flou et à la confusion scolastiques ¹⁰. Des universités s'établirent à Venise, Bâle, Paris, Louvain, etc., pour étudier les nouvelles disciplines. En médecine, on étudia la structure du corps humain et la circulation du sang. En astronomie, on établit avec précision la place du Soleil et des planètes. La Renaissance marqua vraiment le début de l'ère moderne.

Le choc salutaire de la chute de Constantinople

Une deuxième série d'événements politico-économiques vint ouvrir les portes de l'expansion géographique et du développement économique pour l'Europe relativement stagnante. En effet, la chute de Constantinople et de l'Empire byzantin aux mains des Turcs ottomans, le 29 mai 1453, provoqua un choc à travers toute l'Europe. Il s'agit, cependant, d'un exemple où ce qui apparaît être une catastrophe à court terme, se révèle un bienfait à long terme, du moins pour l'Europe. En effet, en bloquant le passage de la route des épices vers l'Asie, la conquête ottomane et musulmane de Constantinople, rebaptisée Istanbul par les Turcs, poussa l'Europe à chercher une route al-

¹⁰ En France, ce sera René Descartes (*Discours de la méthode*, 1637) qui établira définitivement la méthode scientifique.

ternative vers l'ouest et ce faisant, à découvrir les vastes et riches territoires des Amériques. Les vagues de colonisation et d'immigration vers ces nouveaux territoires desserrèrent l'étau de la surpopulation sur les terres agricoles européennes, en plus de procurer à l'Europe une nouvelle source de richesse.

La révolution religieuse

Une troisième série d'événements concomitants contribua à ouvrir la voie à une certaine liberté religieuse et politique en Europe.

C'est qu'au XVI^e siècle le monopole romain connut une scission et la chrétienté se brisa en deux sous-ensembles.

Le 31 octobre 1517, en effet, Martin Luther (1483-1546) s'opposa au commerce des indulgences pratiqué par l'Église catholique de Rome et lança sa Réforme protestante, en affichant ses 95 propositions à la porte de l'église Palest de Wittenberg, en Allemagne. Luther y dénonçait aussi la suprématie du pouvoir de l'Église sur le pouvoir politique et les droits exclusifs du pape à interpréter les Écritures et à convoquer les conciles. Pour lui, chaque chrétien était en lui-même prêtre, évêque et pape.

Les indulgences étaient une sorte de système de points de fidélité que l'Église vendait à ceux et celles qui souhaitaient écourter la durée de leur passage au Purgatoire, avant d'entrer au Paradis. Le Purgatoire était un endroit inconfortable, pas autant que l'Enfer, mais où il valait mieux ne pas passer trop de temps. Les riches avaient donc le loisir de réduire au minimum cette période d'expiation de leurs péchés après la mort, en achetant des indulgences en espèces sonnantes ici-bas. Quant aux pauvres, ils devaient se priver pour se les procurer, sans quoi ils devaient s'attendre à voir croupir leurs âmes au Purgatoire.

Les papes se servaient des indulgences comme monnaie d'échange non seulement en tant que source de revenus, mais souvent aussi pour atteindre leurs fins politiques. Dans ce dernier contexte, les indulgences plénières étaient tout particulièrement efficaces. L'indulgence plé-

nière était une sorte de billet garanti pour le ciel : elle effaçait d'un coup toutes les fautes et tous les péchés que son récipiendaire pouvait avoir commis auparavant.

Pour les rois et les princes, l'attrait de telles indulgences plénières se doublait d'un autre avantage : ils pouvaient conserver les terres dont ils s'emparaient au cours de leurs missions contre les « infidèles ». C'est cette combinaison de récompenses terrestres et extraterrestres qui permit, par exemple, de lever des armées pour les croisades au Moyen-Orient, de même qu'elle permit aux papes de persuader les rois d'écraser les sectes religieuses qui pouvaient se développer de temps à autre sur leurs territoires.

Le pape Sixte IV (1414-1484), en poste de 1471 à 1484, accrût considérablement la valeur économique des indulgences en proclamant que non seulement elles pouvaient être utiles à quiconque voulait préparer son au-delà, mais qu'elles pouvaient aussi servir à écourter la durée de séjour au Purgatoire des âmes qui s'y trouvaient déjà. L'on pouvait donc acheter des indulgences sur terre afin d'aider un parent ou un ami déjà décédé et au sujet duquel l'on soupçonnait que ses péchés ou crimes passés risquaient de lui valoir un séjour prolongé au Purgatoire.

En critiquant le commerce abusif des indulgences et cette exploitation mercantile de la crédulité des gens et en publiant ses 95 propositions (ou thèses) de réforme, Luther encourut le courroux de l'Église catholique qui l'excommunia en janvier 1521 ¹¹. Cependant, cette ex-

¹¹ Cette date marque le deuxième grand schisme de la chrétienté. Le premier schisme se produisit en 1054 quand le patriarche de Constantinople, Michel Celularius, et ses fidèles furent excommuniés de l'Église catholique romaine. Ce fut le début de l'Église orthodoxe d'Orient. L'Église de Rome avait érigé en dogme le « filioque », c'est-à-dire que « L'Esprit procède du Père et du Fils comme d'un seul principe ». Pour les orthodoxes, le « filioque » était inacceptable parce que, selon eux, « L'Esprit procède du Père seul ». La lumière divine se fait ensuite « à travers le Fils ». Toute la matière, y compris les icônes, se trouve sanctifiée par ce « souffle divin ». Pour les orthodoxes, en effet, les icônes constituent une sorte de Bible pour ceux qui ne savent pas lire. Quand l'Empire byzantin est tombé aux mains des musulmans en 1453, le monde religieux orthodoxe s'est scindé en plusieurs Églises nationales (grecques, rus-

communication suscita un puissant mouvement de scission religieuse qui eut comme conséquence d'affaiblir considérablement le pouvoir politique de la papauté romaine et du clergé. Le mouvement réformateur protestant de Luther scinda la chrétienté occidentale en deux, l'Église catholique romaine d'un côté et les églises protestantes de l'autre ¹².

La fin du monopole politico-religieux de l'Église catholique romaine

Les monopoles, en politique comme en économie, sont toujours à craindre, car ils sont des instruments d'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi, ce qui est à craindre dans l'entreprise religieuse, c'est la manipulation des crédules par les ambitieux. Sur ce point, la Réforme protestante eut au moins le mérite de mettre fin à des siècles d'exactions politiques de la part de l'Église catholique romaine et de ses papes.

Au cours des siècles, les papes catholiques s'étaient arrogé deux pouvoirs exorbitants. Ils détenaient le pouvoir de taxation sans représentation, en plus du pouvoir de saisir des tribunaux religieux pour de multiples affaires quotidiennes et des tribunaux d'exception ou d'inquisition afin de poursuivre toute personne qui refusait de tomber sous leur joug ¹³.

Au cours de la période de mille ans du Moyen Âge (476-1453), la société médiévale reposait complètement sur le fait religieux, et l'Église catholique romaine était l'organisation mondiale qui contrôlait la plus grande richesse financière. Partout en Europe, même en

ses... etc.), le grand patriarche orthodoxe demeurant toutefois à Constantinople. Voir Mircea Eliade, *Traité d'histoire des religions*, Paris, Payot, 1974.

¹² Les catholiques mettent l'accent sur l'infailibilité du pape, tandis que les protestants mettent l'accent sur l'infailibilité de la Bible. L'infailibilité du pape fut confirmée solennellement par le Concile de Vatican I en 1870, sous le pape Pie IX.

¹³ L'Église catholique a reconnu officiellement les torts de l'Inquisition à l'occasion du jubilé de l'an 2000.

Islande et au Groenland, les sujets devaient payer la dîme, soit un dixième des revenus annuels d'une personne. Parfois, il y avait des prélèvements spéciaux, comme pour le financement des croisades.

Ces entrées continues d'argent comptant s'ajoutaient aux autres sources de revenus découlant du commerce des indulgences. En outre, l'Église possédait des grandes surfaces de terre arable ¹⁴ et des mines d'alun, détenait des monopoles pour le commerce du sel, des licences pour l'exportation du blé et percevait divers droits, dont ceux pour le passage du bétail en transit entre les pâturages.

Les pouvoirs judiciaires de l'Église étaient encore plus étendus et pesants que ses pouvoirs fiscaux et économiques. Depuis l'an 380, date à laquelle l'Empire romain adopta officiellement le christianisme en tant que religion d'État, l'Église et les papes exerçaient un contrôle serré sur les gens. Les cours religieuses administraient toutes les questions légales relevant des serments et des vœux, de sorte que les testaments, les mariages, les dons de charité et les contrats tombaient tous sous l'autorité religieuse. C'est ainsi que le pape Boniface VIII, au pouvoir de 1294 à 1303, put déclarer qu'il fallait que toute créature vivante lui soit complètement soumise si elle voulait être sauvée. De même, un moine franciscain put écrire au XIV^e siècle que le pape « peut retirer ses droits à quiconque, selon son bon vouloir » et que « tout ce qui lui plaît a force de loi ».

L'institution de l'excommunication et celle de la confession étaient deux puissants instruments de contrôle des personnes et de l'information. La menace d'excommunication était tout particulièrement efficace pour obtenir la soumission d'un individu à l'autorité papale ou à celle de l'évêque des lieux. Par l'excommunication, en effet, une personne était condamnée à l'enfer et était mise au ban de la société : personne ne pouvait même lui parler sous peine d'être excommunié à son tour. À l'inverse, la soumission à l'Église permettait de transformer une vie terrestre misérable en une vie paradisiaque dans l'au-delà.

¹⁴ On estime qu'en 1250, l'Église possédait 60 % des terres arables en Angleterre et le tiers en Allemagne. Voir Cynthia Grossen, *The Rich and How They Got That Way*, New York, Crown Publishers, 2000, p. 76.

Si l'excommunication était l'arme des grands jours et réservée au haut clergé, la confession était une arme quotidienne encore plus redoutable pour le bas clergé. Sorte de terrorisme psychologique, la confession permettait de centraliser l'information et donc le pouvoir dans une communauté. La confession était une méthode efficace pour garder le contrôle sur les gens. Elle constitua une innovation brillante pour soumettre le peuple à l'autorité ecclésiastique locale ¹⁵.

La lutte entre la théocratie, l'aristocratie et la démocratie

Les rois despotiques des régimes arbitraires et totalitaires furent d'abord matés en Grande-Bretagne par la *Magna Carta* de 1215 ; mais aussi par la remise en cause, avant tout, de la royauté de droit divin par l'exécution du roi Charles I^{er} (règne de 1625 à 1649), vaincu par le puritain Olivier Cromwell en 1649 ; et par le remplacement, en 1688, de l'absolutisme royal par la monarchie constitutionnelle.

En France, il fallut attendre la Révolution française de 1789 pour que les rois d'autorité divine soient définitivement écartés du pouvoir. Dans ces deux grands pays, la religion fut *de facto* éjectée de la sphère politique au profit de la démocratie sociale et politique, de manière à ce que l'on put consacrer dans le monde occidental, notamment dans la constitution américaine de 1787, les grands principes démocratiques de la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que du pouvoir du peuple par le peuple.

Ce n'est donc qu'après ces événements décisifs que la civilisation occidentale naquit véritablement et commença sa montée fulgurante. Si ces événements marquants ne s'étaient pas produits, l'Occident en serait resté là où il était au Moyen Âge, soit au niveau où se retrouvent aujourd'hui les pays islamiques qui ont conservé le principe totalitaire de la suprématie du religieux sur le politique et sur l'économique. De

¹⁵ La confession n'existait pas chez les premiers chrétiens, sauf pour de grandes fautes publiques.

là découlèrent donc le dynamisme, la prospérité de l'Occident et le succès mondial de la civilisation occidentale.

L'histoire de l'Occident est donc une longue lutte entre les valeurs totalitaires et les valeurs démocratiques. Grâce au renouveau intellectuel et scientifique de la Renaissance, ce furent les valeurs universelles de liberté et de démocratie qui l'emportèrent contre les valeurs totalitaires et réductrices de la théocratie et de l'aristocratie. Nous profitons aujourd'hui de cette victoire de la démocratie sur le totalitarisme.

3

Le mal intérieur : les persécutions religieuses

Tuez-les tous ! Dieu saura bien reconnaître les siens.

Mots attribués au légat du pape, Arnold Amaury,
au massacre de Béziers en pays d'Oc, en 1209

Il y a une persécution juste, celle que font les églises du
Christ aux impies [...] ; L'Église persécute par amour et les
impies par cruauté.

Saint Augustin, lit. 185

L'intolérance religieuse

[Retour à la table des matières](#)

Les persécutions religieuses et les massacres du Moyen Âge étaient certes un des maux qui se sont échappés de la boîte de Pandore lorsque l'empereur Théodose I^{er} fit du christianisme romain une religion d'État. Il se trouvait par le fait même à introduire l'ère des persécutions religieuses. En effet, quand une religion s'étatise, elle ne peut tolérer de concurrence. Toutes les autres religions ou sectes sont nécessairement hérétiques. On peut alors lancer des anathèmes à ses pra-

tiquants et les persécuter impunément. Les exemples de persécutions religieuses dans l'Histoire sont trop nombreux pour que l'on puisse en faire ici un recensement, même incomplet. Nous nous contenterons de souligner quelques-unes des persécutions les plus célèbres, dans trois pays différents.

***Un exemple de mélange de politique et de religion :
la guerre « sainte » contre les cathares en France
(1208-1243)***

L'Inquisition catholique (le terme *inquisitio* signifie enquête) commença en France lorsque le pape Lucius III prononça l'excommunication (en 1184) contre la secte hérétique des cathares, aussi nommés les Albigeois du Languedoc, dans le sud-ouest de la France. À ce moment, les évêques locaux étaient chargés de faire les enquêtes et de remettre les « coupables » aux pouvoirs laïques. Les peines en vigueur étaient alors l'emprisonnement et la confiscation.

La persécution des cathares s'intensifia entre 1208 et 1229, quand le puissant pape Innocent III (1160-1216, élu pape en 1198), doté d'une formation en droit, s'allia au roi capétien de France, Philippe Auguste (1165-1223), depuis longtemps soucieux de conquérir le territoire des cathares du Languedoc, dont la principale ville était Albi. C'est ce pape qui, en 1208, lança officiellement la croisade contre les Albigeois, la seule croisade chrétienne en terre chrétienne, après quatre croisades menées auparavant contre les musulmans.

En 1209 donc, à l'instigation du pape, Philippe Auguste organisa une croisade et dépêcha au Languedoc une armée de 20 000 hommes, dirigée par le général Simon de Monfort, assisté d'un moine cistercien, pour mettre le Languedoc cathare et hérétique à feu et à sang ¹⁶.

¹⁶ Le 22 juillet 1209, 20 000 personnes furent massacrées à Béziers. (Joan Accocella, « Good and Evil », *The New Yorker*, 6 août 2001, p. 82-85. Voir aussi Stephen O'Shea, *The Perfect Heresy*, New York, Walker & Company, 2000, p. 5.)

Cette croisade politico-religieuse en territoire de France dura jusqu'en 1244, soit jusqu'à la chute de Montségur et l'anéantissement, à toute fin pratique, du catharisme.

En effet, les cathares pratiquaient une religion que les pouvoirs établis pouvaient à juste titre considérer comme révolutionnaire et subversive ¹⁷. Dans leur religion il y avait effectivement deux dieux : un mauvais dieu (le diable) trônant sur le monde matériel, y compris l'humanité, de sorte que tout ce qui était matériel était par définition, mauvais ; et un dieu supérieur et bon (Dieu), dominant le monde spirituel, mais désincarné et n'existant qu'en tant qu'idée dans l'esprit des hommes. La théologie des cathares essayait de cette façon de résoudre une contradiction fondamentale du christianisme, pour lequel un seul dieu serait responsable de la Création, ce qui implique que ce dieu bon aurait non seulement créé le bien, mais aussi le mal et la souffrance ¹⁸.

¹⁷ La désignation de cathare vient du terme grec *katharos*, qui signifie « les purifiés ». Son fondateur fut Pierre Valdo, aux environs de l'an 1170.

¹⁸ Selon le mythe hébreu adopté par les chrétiens, au tout début Dieu aurait créé un monde parfait et des êtres humains parfaits. Cependant, les premiers humains, Adam et Ève, auraient désobéi à Dieu, ce qui leur aurait valu d'être entachés par le péché originel et bannis du Paradis terrestre. Par la suite, si les hommes sont nés avec le péché originel, ils ont nécessairement besoin de la grâce de Dieu, et le seul intermédiaire de cette grâce sur terre est l'Église. Selon saint Augustin, par exemple, toute l'humanité souffre du péché depuis Adam et Ève, et seule la grâce de Dieu peut conduire sa nature viciée par cette faute originelle vers la guérison. La liberté de l'Homme, en elle-même, est impuissante. Ainsi, la véritable liberté, confirmation de la volonté dans le Bien par la grâce, tend à une perfection réservée aux bienheureux dans l'au-delà. L'Homme n'a pas de mérite, le salut est un don absolu. Sans le mythe du péché originel, il n'y a pas d'Église. Le pélagianisme est une « hérésie » qui nie le mythe du péché mortel en niant la transmission du péché d'Adam à ses descendants. L'arianisme est une autre « hérésie » qui nie la divinité de Jésus-Christ. Ce dernier, comme Abraham et d'autres prophètes avant lui, aurait été envoyé sur terre, selon les enseignements du christianisme, en tant que fils du Père pour sauver l'humanité de ses péchés. Homme-Dieu, sa mise à mort et le versement de son sang auraient servi à purifier l'humanité et auraient ouvert la voie à sa rédemption. Pour les cathares, « Si le Seigneur vrai Dieu avait, au sens propre et principal, créé les ténèbres et le mal, il serait à n'en pas douter la cause et le principe de tout mal, ce qu'il est vain et funeste de penser. » (*Le Livre des Deux Principes*, Paris, Le Cerf, réédition de 1973.)

Puisqu'ils estimaient que tout ce qui était matériel et humain était mauvais, les cathares n'avaient que faire d'une Église établie et hiérarchisée et de tout son appareil de clergé, de prières, de messes, de mariages et de temples. Ils méprisaient les biens de ce monde. Ils considéraient aussi que les hommes et les femmes étaient égaux et ils refusaient l'institution du mariage.

Cependant, parce qu'à leurs yeux le corps humain et le sexe étaient impurs, les cathares ne permettaient pas à leurs prêtres de prendre femme. Ils établissaient une distinction commode entre les simples croyants, appelés « bonshommes », qui devaient bien mener la vie de tous les jours, et le clergé, sorte de caste purifiée qui avait reçu le *Consolamentum*, c'est-à-dire une sorte d'ordination spéciale.

Coiffés de cette hiérarchie purs-impurs, les cathares prenaient de haut le christianisme orthodoxe, tel que pratiqué par l'Église catholique du temps, dont certains prêtres étaient mariés, et le considéraient comme une forme d'hédonisme dégénéré. En fait, ils n'étaient pas loin de penser que l'Église catholique romaine et ses prélats richissimes étaient ni plus ni moins une manifestation de Satan ¹⁹.

Dans la même veine, ils n'avaient que faire des taxes et des dîmes que les princes, rois et évêques voulaient leur imposer. Ils souhaitaient affranchir les communes de la féodalité. Ils rejetaient le serment d'allégeance aux rois et aux princes, serment qui se trouvait à la base de la société féodale. Pacifistes et végétariens, ils refusaient la guerre et toute forme de violence. Par conséquent, il est facile de comprendre pourquoi les pouvoirs établis considéraient le catharisme comme une religion subversive qui venait menacer les fondements même du pouvoir ecclésiastique et aristocratique du temps. Il fallait donc que les cathares soient anéantis.

Le Catharisme, au XIII^e siècle, était devenu par son importance un élément dangereux pour la politique de l'Église de Rome et celle des rois de France qui voyaient, l'un comme l'autre, une partie de leur pouvoir rogné. C'est pour cette raison essentiellement politique que

¹⁹ Voir *Le Catharisme : L'histoire des Cathares de Jean Duvernoy*, Toulouse, Éditions Privat, 1992, chapitre 2, troisième partie.

l'Église catholique s'associa au roi de France pour lancer la machine infernale de l'Inquisition et de la croisade (« guerre sainte ») contre les Cathares ²⁰.

L'avènement du célibat des prêtres dans l'Église catholique

Peu de gens savent que le célibat des prêtres catholiques est une mesure qui date officiellement du XII^e siècle et qui fut, en grande partie, une réponse aux défis de pureté que les cathares lançaient à la hiérarchie catholique. Lorsque l'Église fut confrontée aux accusations crédibles de matérialisme indu de la part de ces derniers et lorsqu'elle fut effectivement devenue très riche, le problème du mariage et des héritages des prêtres se posa d'une façon particulièrement aiguë. La meilleure solution pour préserver à la fois une image apparente de pureté et l'immense richesse accumulée fut le célibat obligatoire des prêtres, des évêques et des papes.

C'est le pape Innocent II qui introduisit l'obligation du célibat chez les prêtres catholiques en 1139, dans le cadre du Concile de Latran II. Il faut dire que le Concile de Latran I, en 1123, sous le pontificat de Calixte II, avait considérablement réduit les prérogatives des prêtres mariés, en leur défendant de dire la messe. Ces mesures furent prises notamment en réaction contre les abus de certains prêtres qui utilisaient leur position privilégiée pour amasser des fortunes personnelles, ou pour s'attirer des faveurs sexuelles. Elles reflétaient aussi une certaine perception négative de la sexualité qui a de tout temps prévalu dans l'Église.

La hiérarchie catholique voyait d'un très mauvais œil que les titres de propriété des biens ecclésiastiques puissent faire partie de l'héritage que les prêtres mariés léguaient à leur épouse et à leurs enfants. Avec la mesure draconienne du célibat obligatoire, les papes purent s'assu-

²⁰ Selon certains historiens, le catharisme, par son caractère sectaire, préfigurait le protestantisme européen, lequel se manifestera aux XV, et XVI^e siècles contre l'Église catholique romaine.

rer que les grandes fortunes que les évêques, prêtres et congrégations religieuses avaient accumulées au cours des ans restent concentrées dans l'Église et ne soient point dissipées et émiettées dans des héritages familiaux ²¹.

*Les tribunaux ecclésiastiques :
le terrorisme religieux de l'Inquisition catholique
au Moyen Âge*

Le pape Grégoire IX (1170-1241), élu pape en 1227, présida en 1233 à l'établissement de tribunaux religieux permanents pour juger les hérétiques, relevant non plus des évêques locaux, mais du pape lui-même. Le pape Grégoire IX jugeait les tribunaux épiscopaux trop complaisants. C'est pourquoi il confia la responsabilité des enquêtes aux frères prêcheurs (dominicains), auxquels les Franciscains seront plus tard associés. Ces derniers ne dépendirent que du pape et non plus des évêques.

On considère que la désignation en 1233 de l'Ordre des Dominicains en tant que responsable de la lutte contre les hérésies marque le début de la transformation des tribunaux ecclésiastiques en une implacable machine d'intimidation et le début officiel de l'Inquisition catholique, en tant que police totalitaire de la pensée. C'est en France que l'Inquisition est apparue, avant de s'étendre à toute l'Europe et d'aller fleurir en Espagne.

Un pas important fut franchi en 1252, lorsque le pape autorisa l'usage de la torture (alors appelée pudiquement la « question »), à condition qu'elle ne mit pas en péril ni la vie ni l'intégrité physique des accusés et qu'il y eut commencement de preuve. Au début, la torture

²¹ Les premiers prêtres catholiques étaient des personnes mariées. Les tout premiers, c'est-à-dire les apôtres que Jésus avait choisis, étaient, pour la plupart, des hommes mariés. Le premier chef de l'Église, saint Pierre, était lui-même marié. Et même si saint Paul de Tarse ne l'était pas, il jugeait permis que les prêtres se marient. Dans son Premier Épître à Timothée (3,12), il avait écrit : « Qu'on laisse les vicaires se marier à une épouse, bien élever leurs enfants et bien gérer leurs ménages. »

fut confiée au pouvoir séculier, mais passa assez rapidement (en 1262) aux mains des inquisiteurs religieux ²².

Quelles étaient les peines appliquées par l'Inquisition ? Cela pouvait aller de la flagellation à la mise à mort. Pour les simples hérétiques, la peine pouvait résider dans le port d'une croix jaune, la flagellation ou le pèlerinage forcé. Pour les récidivistes, soit un hérétique sur neuf, c'était la prison à vie ou la résidence surveillée. Pour les irréductibles, c'est-à-dire un cas sur quinze, cela représentait la torture et la peine de mort, parfois le bûcher ²³.

Les tribunaux anti-hérétiques établis dans les villes du Languedoc durèrent jusqu'à la fin de l'hérésie cathare, soit jusqu'au XIV^e siècle. Ils servirent ensuite de modèles aux tribunaux de l'Inquisition en Europe, en Espagne et en Amérique latine et furent le fer de lance d'une vaste chasse aux sorcières, laquelle dura plus de 600 ans, soit du XIII^e au XIX^e siècle.

La menace islamique et l'Inquisition espagnole

Au XV^e siècle, il régnait en Europe une grande hantise des envahisseurs musulmans. En effet, les sultans turcs lançaient des attaques répétées contre les villes européennes en Hongrie, en Autriche et en Italie. L'Espagne avait déjà été victime d'une invasion arabe en 711 et les Maures originaires de l'Afrique du Nord ne furent complètement expulsés du continent européen qu'en 1492. On comprend que le militantisme islamique et les succès militaires musulmans ailleurs en Europe suscitérent de grandes craintes en Espagne.

²² Régine Pernoud, *Pour en finir avec le Moyen-Âge*, Paris, Seuil, 1977.

²³ Les outils de torture de l'Inquisition étaient nombreux et évoluèrent au cours du temps : verge de métal, masque de fer chauffé à blanc que l'on posait sur le visage pour obtenir une réponse. Pour les sorciers et les sorcières, on recourait à la « balançoire », laquelle permettait de noyer par étape la personne qui se trouvait dans une cage. Il y avait aussi le pilori, le chevalet et la « poire », qui écartait la mâchoire jusqu'à ce que la victime ne puisse même plus crier. La liste des autres instruments de torture est très longue : carcan, chaise à clous, fer brûlant, rouleau à épines, tourniquet, brodequin, roue de torture, plomb fondu et eau bouillante.

Une menace politique extérieure est souvent le début d'une ère de répression politique à l'intérieur d'un pays. En effet, sous le couvert de la menace qu'une force étrangère fait peser sur un pays, ses dirigeants peuvent se livrer à des politiques de répression qu'ils ne pourraient guère mettre de l'avant en temps normal. En temps de guerre ou de menace à la sécurité nationale, tout devient patriotique et les libertés individuelles peuvent être suspendues impunément, voire abolies.

L'Inquisition espagnole sera instituée à la demande des souverains catholiques espagnols, Ferdinand et Isabelle. Le pape Sixte IV en autorisa l'avènement en 1478 ²⁴. L'Inquisition était en partie une réaction à la menace extérieure que les musulmans faisaient peser sur le royaume des souverains espagnols. Ces derniers souhaitaient, en effet, faire de l'unité de la foi le ciment politique national pour consolider leur royaume.

C'est en Espagne que les rois ont imposé définitivement, sinon dans la pratique du moins dans l'idéal, l'équation « une nation, une religion, une culture ». Le moyen d'atteindre ce but politique était de s'assurer de la sincérité des convertis juifs (*conversos*) et des Maures (*morisques* ou Maures convertis), toujours soupçonnés d'être subversifs.

À la différence de l'Inquisition française, cependant, Ferdinand et Isabelle obtinrent que l'Inquisition ne dépende plus du pape mais d'une instance nationale espagnole présidée par un grand inquisiteur, dont le plus tragiquement célèbre allait être le Dominicain Tomás de Torquemada (1483-1497). L'Inquisition espagnole, encore plus cruelle que l'Inquisition française, fut davantage politique que religieuse, alors qu'en France le religieux domina le politique.

²⁴ Sixte IV est aussi ce pape qui fit construire et décorer la chapelle Sixtine.

La persécution des Juifs en Espagne

Après que la royauté espagnole eut définitivement expulsé les Maures musulmans du territoire espagnol, après la conquête de la ville de Grenade, capitale maure, le 2 janvier 1492, elle put se tourner vers ses sujets juifs qui avaient été tolérés jusqu'alors.

Le 30 mars 1492 une délégation juive se rendit à l'Alhambra de Grenade pour proposer au couple royal l'énorme somme de 30 000 ducats en or, en échange de « la permission de pouvoir survivre dans leurs ghettos », quartiers dont ils s'engageaient à ne pas sortir. La cupidité des souverains espagnols les aurait persuadés d'accepter ce tribut gratuit de la colonie juive. Mais l'Inquisition veillait. Torquemada s'interposa et compara leurs altesses royales à Judas Iscariote et à d'autres traîtres, déclarant qu'ils acceptaient de revendre Jésus pour la somme de 30 000 ducats, au lieu des 30 deniers historiques »

Torquemada persuada les souverains catholiques qu'il y avait plus d'argent à faire en exilant les juifs et en confisquant leurs biens qu'en les taxant, malgré que ce faisant le royaume allait se priver de spécialistes difficiles à remplacer. Le 31 mars 1492, Ferdinand signa l'édit qui indiquait que tous les juifs — hommes, femmes et enfants — devaient avoir quitté le royaume au plus tard le 1^{er} juillet 1492 en laissant derrière eux tous leurs biens. On poussa la générosité jusqu'à accorder la tolérance pour tous ceux qui se feraient baptiser ! L'édit royal précisait encore que les chrétiens qui leur porteraient assistance seraient considérés comme hérétiques et condamnés à être brûlés vifs.

Comme cela allait se répéter tout au long de l'histoire en Europe, la persécution des juifs en Espagne permit aux personnes près du pouvoir de s'approprier de superbes demeures ayant appartenu à de très vieilles familles juives pour des sommes ridicules. Il en alla de même des peintures de valeur et des bijoux de famille, leur liquidation en catastrophe n'atteignant pas 1 % de leur valeur courante. Par désespoir, plusieurs parmi les Juifs persécutés se suicidèrent.

L’Inquisition espagnole et la persécution des Juifs sont une page noire dans l’histoire de l’Espagne. Elle présente le triste spectacle de rois dévots et très catholiques pillant et tuant des innocents pour s’enrichir et enrichir leur coterie d’acolytes. L’Espagne catholique put être unifiée et « purifiée » des hérétiques et des juifs, mais à une période où la peste faisait rage, la perte d’une élite de médecins, de chirurgiens et d’ouvriers d’art juifs dans les étoffes et dans les livres lui fut très coûteuse ²⁵. D’autant que ces professionnels payaient beaucoup plus d’impôts que tous les autres. En sombrant dans les persécutions religieuses, l’Espagne catholique du XV^e siècle ne faisait que retarder son développement intérieur.

La persécution des scientifiques en Italie

Au cours de l’histoire, les scientifiques ont souvent été la cible des persécuteurs religieux. C’est que les découvertes scientifiques jettent à l’occasion du discrédit sur les vues fabuleuses du monde que les religions propagent.

Une période sombre dans l’histoire de l’Église catholique, par exemple, fut l’épisode au cours duquel elle dénonça comme hérétique le scientifique italien Galilée (1564-1642), parce que ce dernier avait prouvé la véracité de la théorie du Polonais Nicolas Copernic (1473-1543) selon laquelle c’était le Soleil qui était au centre du système solaire et non la Terre. Galilée acceptait cette remise en question du système de l’astronome grec du II^e siècle Ptolémée, selon lequel l’univers était centré sur la Terre ²⁶. Les censeurs de l’Inquisition catholique ne

²⁵ La perte de chirurgiens juifs fut tout particulièrement ressentie. En effet, les chirurgiens juifs étaient les seuls à avoir le droit de disséquer les morts, pratique interdite aux chrétiens à cause de la croyance en la résurrection des corps qui faisait partie intégrante du credo catholique. De cette manière, les médecins juifs purent acquérir une connaissance anatomique irremplaçable.

²⁶ Galileo Galilei (1564-1642) fut professeur de mathématiques à l’Université de Padoue à partir de 1592, où il enseigna pendant 18 ans. Le 21 décembre 1614, Galilée se vit attaquer dans un sermon par un moine dominicain du nom de Tommaso Caccini. Ce dernier déclara que « les disciples de Galilée et tous les mathématiciens en général étaient des adeptes d’arts diaboliques et [...] enne-

l'entendaient pas ainsi et en 1616, à l'unanimité des 11 voix, ils déclarèrent hérétique toute personne qui adhérerait à cette théorie de l'univers.

En effet, l'Église, se basant sur le système de Ptolémée, croyait que la Terre était le centre de l'univers et était située à un point fixe dans l'espace. De plus, elle se référait au livre de Josué dans la Bible pour affirmer que c'était la Terre qui était fixe et que le Soleil tournait autour d'elle. Il est dit en effet que Dieu ordonna au Soleil de stopper sa trajectoire afin de permettre aux armées d'Israël de gagner une bataille ²⁷ !

Galilée pensait que la Bible ne devait en aucun cas empiéter sur le champ de la science, à une époque où la religion prétendait concentrer en elle tout le savoir humain (moral, divin, philosophique, scientifique, etc.). En 1632, il avait publié un ouvrage dans lequel il prouvait le caractère héliocentrique de l'univers ²⁸. Sa démonstration de la théorie copernicienne à l'effet que la Terre tournait autour du Soleil allait non seulement contre la tradition et le sens commun, mais aussi contre la religion et ses enseignements.

Néanmoins, la démonstration de Galilée était dévastatrice : la Terre n'était pas le centre de l'univers et les planètes tournaient autour du Soleil et non pas autour de la Terre. Le mythe religieux selon lequel l'homme était une création divine, placée sciemment au centre de l'univers, venait d'éclater. Pour Galilée, la vérité qui découlait des lois mathématiques devait avoir préséance sur un sens commun fautif ou sur des enseignements religieux erronés.

Le pape Urbain VIII (r. 1623-1644) ne l'entendait pas ainsi. Il s'enfonça dans une des pires bévues de l'histoire de la pensée. L'année 1633 marque, en effet, un point tournant dans les relations entre la

mis de la vraie religion ». Voir Dava Sobel, *Galileo's Daughter*, Bath, G.K. Hall & Co., 1999, p.103.

²⁷ Josué 10, 12-14.

²⁸ La contribution principale de Galilée fut de présenter, grâce à l'invention du télescope, trois preuves que la Terre bouge et se déplace autour du Soleil. Ces preuves furent publiées en 1632. Voir Galileo Galilei, *Dialogue*.

science moderne et la religion. Le pape du temps et le tribunal de l'Inquisition, imbus de leurs idées sur la sacralisation du monde, convoquèrent Galilée à Rome en 1633, lui firent un procès, le condamnèrent à l'incarcération et le contraignirent à abjurer son « hérésie ».

C'est évidemment l'Église catholique qui était complètement dans l'erreur. Elle a finalement reconnu ses torts envers Galilée, mais seulement trois siècles et demi plus tard, soit le 31 octobre 1992 ²⁹.

Mais la véritable raison de l'hostilité de l'Église à l'endroit de Galilée tenait moins à sa théorie sur les relations astronomiques entre le Soleil et les planètes, qu'à sa théorie des atomes qui venait bousculer la foi traditionnelle aristotélo-thomiste que l'Église faisait sienne. La scolastique religieuse, se basant sur la physique aristotélicienne, enseignait en effet que la matière pouvait changer de substance sans changer d'apparence. En vertu de la théorie de la physique moderne, selon laquelle la matière est constituée d'atomes, il est impossible de changer la substance d'une chose sans en changer en même temps son apparence.

Le problème avec cette explication scientifique de la composition de la matière est qu'elle entraînait directement en conflit avec l'un des miracles auquel l'Église tenait le plus : le miracle eucharistique. Par le miracle de la transsubstantiation, l'Église prétendait (et prétend encore) que l'hostie et le vin gardent les apparences du pain et du vin, mais que leur substance devient celle du corps et du sang de Jésus-Christ. La physique moderne des atomes rendait cette prétention tout à fait impossible. De même, elle rendait absurde le phénomène de la réincarnation que certaines religions mettent de l'avant afin de justifier une supposée immortalité des âmes.

²⁹ En 1835, le livre *Dialogue* de Galilée fut retiré de l'Index par l'Église catholique. Cette dernière mit fin à sa pratique de mettre des livres à l'Index en 1966, à la suite du Concile de Vatican II.

Des erreurs multiples n'empêchèrent pas le pape Pie IX et le Concile de Vatican, en 1870, de proclamer le dogme de l'infaillibilité doctrinale du pape catholique romain.

Tout au long du XVII^e siècle, d'énormes efforts furent entrepris, en vain, pour discréditer la théorie des atomes et les scientifiques qui l'avançaient. Les théologiens de l'Église interdirent la nouvelle théorie, firent des procès aux atomistes scientifiques et allèrent jusqu'à envisager une proscription générale à l'endroit des auteurs de la physique moderne. Le miracle de la transsubstantiation demeurera ce qu'il est, c'est-à-dire une chose en laquelle personne ne croit, mais que certains acceptent en vertu de leur foi aveugle.

Les persécutions religieuses contre les scientifiques eurent un effet dissuasif important sur les chercheurs qui auraient souhaité publier les résultats de leurs travaux. Ainsi, en 1633, le mathématicien René Descartes (1596-1650) renonça à publier son traité *Du monde* quand il apprit la condamnation de Galilée. Souhaitant vivre en paix, Descartes décida de ne jamais publier d'ouvrages qui n'aient au préalable reçu l'imprimatur de « Messieurs les doyens et docteurs de la sacrée faculté de théologie de Paris ³⁰ ». Combien d'autres scientifiques du XVII^e siècle ont reculé devant la menace des juges religieux ? Pendant combien de temps et jusqu'où la religion fit-elle reculer la civilisation occidentale ?

Un autre scientifique eut encore plus maille à partir avec l'Église catholique que Galilée, le mathématicien, métaphysicien et humaniste italien Giordano Bruno. Ce dernier avait rédigé un ouvrage dans lequel il élaborait la théorie astronomique de l'héliocentrisme et celle de l'infinité de l'univers : « Un nombre infini de soleils existent ; un nombre infini de terres tournent autour de ces soleils comme les sept planètes tournent autour de notre Soleil. Des êtres vivants habitent ces mondes. »

Le 24 mars 1597, Bruno fut sommé par un tribunal religieux d'Inquisition d'abandonner sa théorie de l'infinitude des mondes, de même que son adhésion aux théories de Copernic — précurseur de Galilée et lui-même tributaire des philosophes Grecs de l'Antiquité — dont l'ouvrage sur le fonctionnement du système solaire sera mis à l'Index en 1616.

³⁰ George Minois, *Histoire de l'athéisme*, Paris, Fayard, 1998, p. 229.

Le 8 février 1600, Giordano Bruno fut condamné à être brûlé vif. Pour l'Église de l'époque, la vérité scientifique qui entraînait en contradiction avec les enseignements religieux coûtait la vie à ceux qui la découvraient. La déclaration de Bruno à ses bourreaux est demeurée célèbre : « Vous éprouvez sans doute plus de crainte à rendre cette sentence que moi à l'accepter. »

4

Le mal extérieur : les guerres de religion

La seule façon de se débarrasser des guerres saintes,
c'est d'abolir les religions.

Mark Twain (1835-1910)

Si nous sommes à l'abri d'une guerre intra-européenne,
c'est parce que, chez tous les acteurs d'un éventuel conflit,
Dieu est mort.

André Glucksmann (cité par Françoise Giroud,
On ne peut pas être heureux tout le temps, Fayard,
2001)

[Retour à la table des matières](#)

Le célibat forcé des prêtres et l'éloignement des femmes des centres hiérarchiques de décisions ecclésiastiques ont eu des conséquences. En effet, même si les grandes religions sont avant tout une affaire d'hommes, l'éloignement des femmes du sacré est plus prononcé dans l'Église catholique que dans les religions orthodoxes et protestantes. Il l'est toutefois moins, bien sûr, que dans l'islam qui réserve explicitement à la femme un rôle social subalterne.

On a peut-être là une raison qui explique pourquoi les religions sont si souvent sources de violence. Plus que toute autre forme d'organisation sociale humaine, les religions se sont isolées de l'influence modératrice des femmes.

L'histoire des deux mille dernières années est jonchée de destructions et de meurtres, plusieurs tirant leur justification des religions. C'est que les religions des prosélytes élargissent souvent leur influence à la pointe de l'épée et du fusil. Comme la citation de Voltaire en tête du second chapitre le souligne bien, le sang humain est versé au nom des religions, ce qui est encore vrai aujourd'hui.

À travers l'histoire, en effet, les crimes commis au nom de la religion sont innombrables. Parmi les plus récents, on retrouve les attentats en sol américain du 11 septembre 2001, alors que 19 assassins islamistes tuèrent des milliers de personnes innocentes au cri de « Allah est grand ». C'est que « croyance » rime souvent avec « violence » et « intolérance ».

C'est aussi que les systèmes de croyances religieuses sont facilement transformés en systèmes de domination politique des populations.

Le problème survient quand une religion organisée se corrompt et cesse de promouvoir des valeurs humaines fondamentales et universelles pour se politiser et imposer de force ses dogmes et croyances. La religion se trouve alors à cannibaliser la politique et devient un instrument d'oppression dans une société. Cela survient lorsque la religion occupe un espace laissé libre par la politique, ou lorsque la politique s'identifie avec la religion pour mieux consolider son pouvoir.

Tout au long de l'histoire, les religions ont servi d'instruments de violence à des fins sociales, politiques et économiques. La pire des situations survient alors que les églises et les mosquées s'identifient formellement avec le pouvoir. Lorsqu'une religion est au service du pouvoir, il devient facile de la détourner de ses fins transcendantes pour la corrompre et de l'utiliser pour justifier les pires atrocités.

Lorsque dans un pays le spirituel est mis au service du temporel, il ne peut rien en sortir de bon !

Par conséquent, le problème bien souvent ne réside pas dans les religions elles-mêmes, quoique certaines d'entre elles s'inspirent de textes qui sont violents et militaristes ³¹. En général, la corruption et le détournement des religions à des fins politiques découlent de l'absence de structures politiques démocratiques suffisamment fortes dans un pays, de même que de l'absence d'une Loi constitutionnelle suprême et opérante, afin de garantir la dignité et les droits fondamentaux des individus, indépendamment de toutes références à des religions transcendantes. Quand de telles infrastructures existent, comme c'est le cas dans la plupart des pays démocratiques, les religions organisées et prosélytiques sont forcées de respecter la liberté de conscience et ne peuvent contrôler l'espace politique.

Mais il ne faut pas être naïf : les enseignements de certains livres « saints » y sont sans doute pour quelque chose dans la violence qui tourbillonne autour des religions organisées. Les vieux préceptes bibliques guerriers (Ancien Testament) « d'œil pour œil et dent pour dent » nourrissent systématiquement la haine et la vengeance et sont certes un facteur important de conflits et de guerres. De même, quand l'islam et le Coran lancent des *jihads* (appels à la guerre « sainte ») et des *fatwas* (appels à des meurtres « religieux ») contre ceux qui ne suivent pas leurs diktats prosélytiques, on ne peut pas dire qu'ils sont des facteurs de paix entre les hommes ³². Dans un cas comme dans

³¹ À titre d'exemple, on peut lire dans le Coran (sourate IX, 5) que les musulmans doivent « combattre et tuer les non-croyants partout où ils les trouveront ».

³² L'écrivain Salman Rushdie en sait quelque chose. Après avoir publié en 1988 son livre intitulé *Les Versets sataniques*, l'ayatollah Khomeiny de l'Iran lui lança une condamnation à mort (*fatwa*), assortie d'une rançon pour ceux qui l'exécuteraient.

En effet, le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeiny proclama, sur les ondes de Radio Téhéran, ce qui suit : « J'informe le fier peuple musulman du monde entier que l'auteur du livre *Les Versets sataniques*, qui est contraire à l'Islam, au Prophète et au Coran, ainsi que tous ceux impliqués dans sa publication et qui connaissaient son contenu sont condamnés à mort. [...] J'appelle tout musulman zélé à les exécuter rapidement, où qu'ils soient. [...] Tout individu qui serait tué dans cette voie sera considéré comme un martyr. »

l'autre, on a affaire à des religions de guerres et de conflits. On se demande vraiment comment certains peuvent continuer d'affirmer que de telles religions sont des religions de « paix ³³ » !

À tout le moins, la tradition chrétienne (Nouveau Testament) du « tendez l'autre joue et pardonnez » est, en théorie, plus tolérante et plus conciliante. En pratique, cependant, le christianisme a été lui aussi à l'origine de nombreuses guerres, les plus notables étant les croisades militaires contre le monde musulman des XI^e, XII^e et XIII^e siècles, l'Inquisition sanglante qui dura sept longs siècles, soit du XII^e jusqu'au début du XIX^e siècle, de même que les ravageuses guerres de religion qui dominèrent la deuxième moitié du XVI^e siècle, soit de 1562 à 1598.

Tout au long des XVI^e et XVII^e siècles, effectivement, la Réforme et la Contre-réforme donnèrent naissance à de multiples guerres de religion en Europe. Les chrétiens d'obédiences différentes tentaient d'imposer par les armes leur foi et leur autorité ecclésiastique sur d'autres chrétiens. À l'intérieur, c'était la persécution. À l'extérieur, c'était la guerre.

Historiquement, il semble que les persécutions et les guerres qui ont pour origine les religions ont été les plus longues et les plus meurtrières. À titre d'exemple, la plus longue guerre de religion, soit la guerre de Trente Ans, opposa les forces catholiques et les forces protestantes. Elle dévasta l'Europe de 1618 à 1648, ne prenant fin qu'avec la signature du traité de Westphalie en 1648.

Avec l'aide d'historiens, l'UNESCO a tenté d'évaluer le nombre de personnes tuées par la violence religieuse et les guerres de religion au

³³ Que ce soit en Iran, en Arabie saoudite ou au Soudan, les pays islamisés exécutent encore des gens pour le seul fait qu'ils changent de religion. Cependant, l'exécution pour apostasie n'est pas dans le Coran. Mais parce que Mahomet lui-même fit tuer plusieurs personnes qui avaient abandonné l'islam, ce châtiment semble s'être imposé avec le temps dans les pays musulmans les plus fanatiques.

cours des 2 000 dernières années. Ces recherches historiques placeraient ce nombre approximatif à 200 millions de morts ³⁴.

³⁴ Daniel Baril, « Pour comprendre la violence religieuse, des croisades aux attentats du 11 septembre en passant par les suicides de l'Ordre du temple solaire, croyance rime souvent avec violence », *Forum*, Université de Montréal, p. 5.

5

Le manichéisme de ben Laden et de George W. Bush

Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur.

Préambule de la *Déclaration d'indépendance des États-Unis*, écrit par Thomas Jefferson

Chaque peuple a le droit de choisir la souveraineté sous laquelle il souhaite vivre.

Woodrow Wilson, président américain, en 1918

***Le « Bien » et le « Mal », le « bon terrorisme »
et le « mauvais terrorisme »***

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les religions, à des degrés divers, dépeignent le monde en noir et en blanc.

En 1948, dans l'État du New Jersey aux États-Unis, un pasteur évangéliste belliqueux, le révérend Carl McIntire, se rendit célèbre en préconisant sur les ondes radiophoniques une attaque nucléaire des États-Unis contre l'Union soviétique. En tant que religieux fondamentaliste, fondateur de la *Bible Presbyterian Church*, cet homme s'était persuadé qu'une hécatombe nucléaire mondiale était nécessaire afin de « purifier » le monde des pays communistes ³⁵. Aucun pays ne devait avoir un système qui s'éloignât du modèle religieux qui était le sien, quel qu'en soit le prix à payer.

La même démesure et la même recherche d'une vertu absolue se retrouvent chez les fondamentalistes islamiques. En 2001, un leader terroriste islamiste introduisit la notion de « bon » et « mauvais » terrorisme dans le vocabulaire politique international. Le terroriste religieux Oussama ben Laden déclara : « Oui, nous tuons leurs innocents et ceci est légal. » Dans un message vidéo, ben Laden dit que « d'un point de vue religieux et logique... il y a deux catégories de terreur, la bonne et la mauvaise. Nous ne cesserons point de les tuer, de même que quiconque qui les supporte ³⁶ ».

C'est que la recherche de cette « vertu absolue » conduit naturellement à détester et à haïr. Les pires crimes deviennent acceptables à celui dont l'esprit est enveloppé dans l'utopie du Bien suprême. Lorsqu'il se persuade qu'il agit pour un dieu, l'exalté ne voit aucune limite à sa cruauté. Le leader terroriste ben Laden enveloppait ses appels à la violence dans une prière : « je demande à Dieu de nous aider à promouvoir Sa religion et à poursuivre le *jihad* pour Sa plus grande gloire, jusqu'au jour où nous Le rencontrerons et qu'Il sera content de nous, si c'est Son souhait. Béni soit le Dieu tout-puissant ³⁷. »

Aux États-Unis, comme si un extrémisme en appelait un autre, le président George W. Bush n'hésita pas, lui non plus, à introduire la

³⁵ Douglas Martin, « Carl McIntire, Evangelist and Hawkish Patriot », *The New York Times*, 22 mars 2002, p. C13.

³⁶ Stephanie Nolen, « Bin Laden Quoted as Admitting to Attacks », *The Globe and Mail*, 12 novembre 2001, p. A4.

³⁷ « You Will Be Killed just as You Kill », *USA Today*, 14 novembre 2002, p. 4A.

religion et la dangereuse notion de la « vertu absolue » dans la politique américaine. Alors qu'il était gouverneur du Texas, il avait institué un *Jesus Day* le 10 juin de chaque année ³⁸. Dans des débats publics, il s'était aussi exclamé que « Jésus a changé mon cœur ! » Et une fois devenu président des États-Unis, en janvier 2001, George W. Bush décréta le 14 septembre jour national de prière.

Il ouvrit même les portes de son administration à un membre notoire de la droite religieuse américaine, en la personne du secrétaire à la justice, John Ashcroft. Ce dernier, fils et petit-fils de pasteurs protestants et potentiellement un nouveau Torquemada ³⁹, n'hésita point à déclarer devant un groupe d'étudiants du séminaire Bob Jones que « Nous n'avons pas d'autre roi que Jésus ⁴⁰ ». Toutes ces déclarations et toutes ces politiques constituaient une violation du principe de neu-

³⁸ « Therefore, I, George W. Bush, Governor of Texas, do hereby proclaim June 10, 2000, Jesus Day in Texas and urge the appropriate recognition whereof, in official recognition whereof, I hereby affix my signature this 17th day of April, 2000. » George W. Bush, *Jesus Day 2000 Proclamation*.

³⁹ En vertu de la loi intitulée Patriot Act et adoptée par le gouvernement américain en 2001, le ministre de la Justice John Ashcroft a autorisé le Federal Bureau of Investigation (FBI) à s'adonner à des activités d'écoute électronique et à d'autres formes de surveillance électronique auprès de citoyens, même lorsque ces derniers ne sont soupçonnés d'aucun crime. Un autre programme de surveillance, logé cette fois au Pentagone, est susceptible de limiter les libertés des citoyens américains. Il s'agit d'un programme de surveillance électronique projeté par le ministère de la Défense (le Pentagone), afin de collecter des milliards de renseignements privés sur les citoyens américains (appels téléphoniques, courriels, dossiers de cartes de crédit, transactions bancaires, réservations aériennes et de multiples autres données), dans le but d'identifier de possibles activités terroristes. Le système, qui sera déployé sous la couverture du Homeland Security Act adopté en 2002, portera le nom de Total Information Awareness (TIA), et utilisera des ordinateurs puissants afin d'accumuler des renseignements spécifiques sur certains individus (John Markoff, « Pentagon Plans a Computer System That Would Peek at Personal Data of Americans »

The New York Times, 9 novembre 2002.) Dans les mots mêmes du président américain George W. Bush : « L'Amérique est présentement un champ de bataille. [...] Il ne devrait y avoir aucun doute dans les esprits que nous devons tout faire pour protéger la patrie. » (Mimi Hall, « Deal Set on Homeland Department », *USA Today*, 13 novembre 2002, p. A1.)

⁴⁰ Jonathan E. Smaby, « American Ramadan », *The New York Times*, 18 novembre 2001, p. WK13.

tralité du gouvernement en matière de religion dans une société pluraliste et démocratique.

Ce ne fut donc pas une surprise lorsque George W. Bush, mimant en cela son vis-à-vis ben Laden, déclara après les attentats meurtriers du 11 septembre 2001 que les terroristes islamistes et le terrorisme de masse représentaient le « Mal », laissant entendre que le « Bien » et la vertu étaient l'apanage des États-Unis : « Nous allons débarrasser le monde du Mal et de la terreur », avait-il proclamé ⁴¹. Pour être bien compris, il avait ajouté : « La liberté et la peur, la justice et la cruauté, ont toujours été présentes en période, de guerre et nous savons que Dieu n'est pas neutre en ces matières ⁴². »

Plus loin dans son discours au Congrès américain, le 20 septembre 2001, il avait conclu : « Que Dieu nous accorde la sagesse et puisse-t-il veiller sur les États-Unis d'Amérique. » George W. Bush, comme beaucoup d'Américains d'ailleurs, n'est pas loin de penser que Dieu est américain et que les États-Unis ont été créés par Dieu. Il vint très près d'en faire une proclamation solennelle en 2001, quand il déclara : « Notre nation [les États-Unis] a été choisie par Dieu et mandatée par l'Histoire pour servir [au monde] de modèle de justice ! » Comme quoi l'obscurantisme est loin d'être d'un seul côté.

Il est ironique que dans leurs déclarations publiques, c'est à qui, de ben Laden, de George W. Bush ou même de Saddam Hussein, apparaîtra le plus pieux et mentionnera Allah ou Dieu le plus souvent. En effet, même le dictateur irakien Saddam Hussein, peu connu pour sa piété, eut recours à des références au Bien et au Mal pour vilipender les États-Unis et leur « politique du Mal » et se lança dans des incantations à Dieu ou à Allah. En 2002, après avoir été plébiscité à 100 %

⁴¹ Paul Koring, « Bush Pledges to Conquer "Evil" », *The Globe and Mail*, 12 novembre 2001, p. A4.

⁴² Le président américain ne fut point le seul à placer les États-Unis sur le piédestal de la pureté morale absolue. En effet, le maire de New York, Rudolph Giuliani, tint des propos identiques à ceux de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001 : « D'un côté, on trouve la démocratie, la règle de droit et le respect de la vie humaine ; de l'autre, la tyrannie, les exécutions arbitraires et les assassinats de masse. Nous sommes le Bien ; ils sont le Mal. C'est aussi simple que cela. » Voir *The New York Times*, 1^{er} octobre 2001.

par la population, Saddam Hussein déclara : « La question irakienne... est désormais au centre de la lutte entre le Bien et le Mal ⁴³. »

En 1996, le dictateur irakien crut de son intérêt, après les fiascos de sa guerre contre l'Iran et de son invasion du Koweït, de faire une campagne politique sur le thème de la « foi » ou de « l'imam », abandonnant ainsi le modèle séculier qui avait été le sien jusque-là. En effet, dans les années 70 et 80, sous l'influence du Parti Baas, l'Irak était devenu, avec la Turquie, un des pays à majorité musulmane les plus séculiers. Il en avait résulté une certaine émancipation des femmes et une légalisation de la vente de produits alcoolisés. Cependant, quand il se sentit isolé politiquement après ses défaites successives, Saddam Hussein se rapprocha de la religion. Il fit même construire à Bagdad deux énormes mosquées, dont l'une porte son nom ⁴⁴.

Ces trois leaders se réfèrent à des valeurs absolues à connotation religieuse pour consolider leur autorité et pour diaboliser leurs adversaires. On peut comprendre qu'il en soit ainsi dans le cas de ben Laden, la religion médiévale de l'islam étant le seul semblant de valeur qu'il ait à présenter au monde. On pourrait aussi comprendre pourquoi un dictateur sanguinaire comme Saddam Hussein s'accroche aux pouvoirs religieux et à des déités, ayant conduit son pays à la ruine, pour se légitimer.

Cependant, cela ne devrait pas être le cas des États-Unis d'Amérique, exemple historique par excellence, avec la France, de la démocratie et de la liberté. Que George W. Bush ne soit pas capable d'articuler les valeurs américaines fondamentales sans se perdre dans les méandres du Bien et du Mal est une tragédie pour les États-Unis, pour l'Occident et pour le monde.

⁴³ Jooneed Khan, « Les États-Unis reculent sur l'Irak », *La Presse*, 18 octobre 2002, p. A1.

⁴⁴ John F. Burns, « Iraq Arms Quest Uncovers a Zest for Drink », *The New York Times*, 7 décembre 2002, p. A1.

Ce que les États-Unis ont à offrir au monde, ce n'est pas la vision moyenne et étriquée du Bien et du Mal, mais un système de valeurs politiques fondamentales qui repose sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur le régime démocratique de gouvernement et la règle de droit, sur les droits humains inaliénables de liberté individuelle, de respect de la vie et de tolérance, sur les droits fondamentaux de liberté de pensée, de liberté de religion et de liberté de conscience, sur la liberté d'entreprise et de progrès économique par la science et l'effort, ainsi que sur le droit des individus à rechercher le bonheur.

Toutes ces valeurs sont niées par l'islam, mais le président américain est incapable de présenter le contraste entre les deux civilisations, l'une fondée sur une religion médiévale et totalitaire, l'autre sur un humanisme moderne et démocratique. Au contraire, George W. Bush s'embourbe dans un rôle qui n'est pas le sien, celui de théologien en chef, quand il s'arroge le droit, en tant que président américain, de juger de la valeur relative des religions. C'est bien ce qu'il fit quand il déclara publiquement que l'islam était une religion « à base de paix, d'amour et de compassion ⁴⁵ ».

Le manichéisme et l'absolutisme moral en tant que doctrine

La tentation de diviser le monde entre le Bien et le Mal revient périodiquement dans l'histoire. C'est la doctrine du manichéisme. Les manichéens proprement dits constituaient une secte religieuse au III^e siècle. Ces disciples de Manès (216-277) croyaient que le monde était irrémédiablement partagé entre le Bien et le Mal, les ténèbres de la matière obscurcissant la lumière de l'esprit. Les manichéens furent condamnés par l'Église catholique au Concile de Constantinople en l'an 381. Mais, comme on l'a vu, la même approche dualiste et manichéenne du monde, séparant le matériel du spirituel, revit le jour sous

⁴⁵ David Waters, « Bush Can't Begin to Judge Religion », *Scripps Howard News Service*, 8 décembre 2002.

le nom de catharisme dans le Languedoc du sud-ouest de la France aux XII^e et XIII^e siècles.

Le fléau du fanatisme politico-religieux

Quand des dirigeants sombrent dans le manichéisme et utilisent des termes absolus comme le Mal et le Bien, cela leur permet non seulement de « diaboliser » leurs ennemis avant, éventuellement, de les tuer et de commettre des atrocités, mais surtout d'établir dans leur propre esprit et dans celui des populations que l'adversaire est totalement dans l'erreur et qu'ils sont absolument dans la vérité ⁴⁶.

Dans un tel contexte métaphysique d'absolutisme moral, il ne saurait y avoir la moindre remise en question des fondements, des objectifs et des moyens retenus, tout étant noir ou blanc, tous les torts se trouvant d'un côté et toutes les pieuses justifications de l'autre. Entre l'ami et l'ennemi, il n'y a rien, seulement la haine.

En effet, le fanatique politico-religieux n'arbore aucun doute et aucune hésitation. L'acte même de penser est pour lui anathème. Tout compromis ou accommodement est pour lui impossible. La tolérance lui apparaît être une faiblesse ou une soumission à éviter à tout prix. Il méprise l'intellectuel qui dissèque les causes des choses et qui s'interroge sur les notions, les idées et les philosophies. Ce qui l'intéresse en bout de ligne, ce sont les résultats immédiats, quel qu'en soit le prix pour lui ou pour les autres.

Ce qu'il recherche avant tout, c'est la domination des personnes et des situations, préférablement par la peur, par la terreur et par la violence. Sa férocité est à la hauteur de ses convictions. Et quand il tue, c'est au nom de Dieu ou d'Allah, ce qui le dédouane d'avance de toute

⁴⁶ Le manichéisme fut, à l'origine, une religion fondée par Manès (vers 216-276), un Persan qui prétendait que l'univers moral était simultanément sous le contrôle du Bien et du Mal, mais que ces deux forces devaient être un jour séparées, chacune dans leur domaine. Cette religion disparut en Occident au VI^e siècle, mais perdura en Orient jusqu'au XVI^e siècle.

culpabilité personnelle et de tout remords. Il se sent imbu d'une mission et cela le rend important à ses propres yeux et aux yeux de ses condisciples.

Oussama ben Laden, le leader du mouvement terroriste Al-Qaida, l'a bien dit ; c'est au nom de Dieu (Allah) qu'il tue des victimes innocentes : « Ces hommes [les terroristes du 11 septembre 2001] ont compris que la seule façon de faire triompher la justice et de faire reculer l'injustice est de recourir au *jihad* [guerre sainte] pour la gloire de Dieu [Allah] ⁴⁷. » Il s'agit d'un langage presque identique à celui employé par le président américain George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

Il est paradoxal qu'au XXI^e siècle Oussama ben Laden et George W. Bush recourent tous les deux à la même terminologie manichéenne pour se décrire eux-mêmes et pour décrire leurs ennemis. L'un semble être le miroir de l'autre. Tous les deux se réfèrent, d'une façon toute primitive, à Allah et à Dieu pour justifier leurs actions politiques. Tous les deux pensent ou prétendent avoir la divinité de leur côté ; ils pensent être, à coup sûr, du côté du Bien, tandis que l'adversaire est automatiquement du côté du Mal.

Pour le leader manichéen, il ne saurait y avoir de débats ou de discussions. Toute politique est par le fait même justifiée, puisqu'il s'agit de combattre le « Mal absolu ». C'est la guerre totale ou le *jihad*, avec la caution de Dieu ou d'Allah. Il ne reste alors à un leader ambitieux qu'à mettre la cerise sur le gâteau et à proclamer que c'est « Allah » ou « Dieu » lui-même qui l'a choisi pour gouverner et le cercle est complètement fermé.

On a peut-être ici la raison fondamentale pour laquelle les religions manichéennes ont si souvent nourri le fanatisme et été à l'origine de si nombreuses guerres tout au long de l'Histoire. C'est qu'elles ont tendance à encourager le fanatisme aveugle et les instincts les plus primitifs plutôt que la réflexion, l'étude et le dialogue. Que ce soit dans la

⁴⁷ Propos attribués à Oussama ben Laden (Salah Nasrawi, « Arab Station Airs Tape with bin Laden Reportedly Naming all 9-11 Hijackers », *Associated Press*, 11 septembre 2002).

Bible ou dans le Coran, de nombreux passages justifient l'emploi de la violence contre les êtres humains.

Il faut toujours craindre que le manichéisme religieux s'immisce dans les affaires publiques. Une vue aussi simpliste du monde est dangereuse à plus d'un titre. Elle n'est pas seulement source d'aveuglement et de refus de penser, mais elle vise à imposer une conformité « mur à mur » dans la vision des choses. Elle est l'antithèse de la liberté et de la démocratie. La conformité imposée est l'ennemi du progrès dans tous les domaines. Face au fanatisme et au terrorisme aveugles, les démocraties doivent défendre leurs valeurs et leurs principes sur un autre terrain que celui du manichéisme religieux primaire.

Le terrorisme à base religieuse

La menace terroriste internationale — et elle est réelle — s'appuie sur une vision totalitaire et religieuse de la vie en société. Il s'agit d'une vision qui est fondamentalement irrespectueuse des individus et de la vie humaine. Sur ce plan, la terreur politico-religieuse lance un défi non seulement aux pays occidentaux, mais aussi à toutes les populations qui aspirent à vivre dans la liberté et dans la démocratie.

Il est donc erroné de penser que le terrorisme à base religieuse représente une sorte de guerre moderne des religions opposant l'islam à la chrétienté, ou à toute autre religion. Il s'agit plutôt d'une réaction extrême de certains milieux religieux totalitaires, qui s'opposent violemment aux valeurs humanistes de démocratie, de liberté, d'ouverture, de tolérance et de droit, c'est-à-dire aux valeurs qui ont dominé depuis trois siècles en Occident et qui sont à la base de son progrès.

Le terrorisme planétaire à saveur religieuse est une attaque et une négation de ces valeurs fondamentales, pas seulement en Occident mais partout dans le monde, peut-être même avant tout dans les pays où règne un totalitarisme religieux, comme c'est le cas aujourd'hui dans des pays comme l'Iran chi'ite ou l'Arabie saoudite sunnite et wahhabite.

6

La montée de l'intégrisme politico-religieux aux États-Unis

Pour qu'un être humain fasse le mal, il lui faut au préalable se persuader que ce qu'il fait est bon... L'idéologie – voilà ce qui fournit au méchant la justification longtemps recherchée et qui le renforce dans sa ténacité et dans ses convictions. C'est la théorie sociale qui l'aide à concevoir ses actes comme des gestes foncièrement bons à ses propres yeux et à ceux des autres, de telle sorte qu'on ne l'accablara point de blâmes et de reproches, mais plutôt de félicitations et d'honneurs.

Alexandre Soljenitsyne, écrivain russe

Le dirigeant qui a besoin de la religion pour contrôler son peuple est faible. On doit se débarrasser de la superstition. Que tous adorent qui ils veulent, mais que chacun ait la liberté de conscience.

Atatürk (Mustapha Kemal, 1881-1938),
fondateur de la République turque

[Retour à la table des matières](#)

Le 10 novembre 1620, un groupe d'Anglais qui s'étaient réfugiés en Hollande en 1609 pour fuir les persécutions religieuses qui les affligeaient en Angleterre débarquèrent à Plymouth, Massachusetts. Pendant leur séjour aux Pays-Bas, les enfants des Anglais religieux qui s'y étaient réfugiés avaient appris le néerlandais et s'étaient attachés au mode de vie que leurs parents considéraient comme une me-

nance à leur éducation, parce que trop frivole. Le 6 septembre 1620, ils décidèrent donc d'aller tenter leur chance en Nouvelle-Angleterre. Ils traversèrent l'Atlantique en 65 jours sur le *Mayflower*.

Au début, ils étaient 110 personnes, divisées en deux groupes : au nombre de 44, il y avait les plus religieux, soit ceux qui se faisaient appeler les « Saints » ; il y avait aussi 66 passagers que les premiers désignaient comme les « Étrangers ». Avant de mettre pied à terre et pour mettre fin aux tensions entre les deux groupes, ils conclurent une entente, le *Mayflower Compact*, laquelle établissait l'égalité entre les groupes. C'était le début du gouvernement civil américain, soit un compromis entre les religieux et les gens d'affaires. Le groupe réuni prit le nom des Pèlerins, ou *Pilgrims* en anglais.

Il ne s'agissait pas de la première colonie permanente à s'établir aux États-Unis. La première colonie européenne permanente avait été établie à Jamestown en Virginie, le 14 mai 1607, par la London Company, dirigée alors par un aventurier du nom de capitaine John Smith, à la tête d'un contingent de 105 hommes. Ce groupe d'hommes était à la recherche d'or. De 1607 à 1620, des villages s'étaient établis tout au long des côtes de la Nouvelle-Angleterre ⁴⁸.

On peut donc dire que parmi les premiers Américains, certains venaient dans le Nouveau Monde pour y trouver des occasions d'affaires et la richesse, tandis que d'autres espéraient y trouver un environnement où régnerait la liberté religieuse. Ces deux grandes tendances ont toujours été présentes dans l'histoire des États-Unis. Plus tard, jaloux de cette liberté religieuse retrouvée, plusieurs colons américains se révolteront contre l'Angleterre. Ce fut surtout le cas dans la Nouvelle-Angleterre congrégationniste, alors que le pouvoir royal tenta d'imposer l'Église anglicane comme religion d'État.

C'est pourquoi, après la guerre d'indépendance remportée contre la Grande-Bretagne, de 1776 à 1783, c'est sur les fondements d'une république laïque que l'on choisit d'édifier la nouvelle nation. La Constitu-

⁴⁸ À la même époque, Samuel de Champlain fondait la ville de Québec (1608) et la Nouvelle-France, après que Jacques Cartier eut découvert le Canada en 1534.

tion des États-Unis stipule bien, dans son préambule, que ce sont des objectifs politiques civiques qui sont le but recherché par la nouvelle constitution :

Nous, le Peuple des États-Unis, en vue de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, de faire régner la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous décrétons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique.

Contrairement à d'autres constitutions, dont celle du Canada, qui font directement référence à Dieu en tant que source du pouvoir politique, la Constitution américaine ressemble davantage à la Constitution française, cette dernière proclamant explicitement la laïcité de la France : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »

Les deux constitutions, américaine et française, s'inspirent en effet du même principe démocratique « du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » et proclament le même grand principe laïque selon lequel tout pouvoir politique découle du consentement du peuple et qu'il n'appartient pas au gouvernement, par conséquent, de se mêler de religion.

La Constitution américaine, tout en étant moins explicite sur ce point que la Constitution française, se rapproche, par son Premier amendement, du principe de laïcité. Ainsi, son Premier amendement stipule clairement que « le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion ». Les tribunaux américains ont interprété cet amendement comme une obligation faite au gouvernement de se tenir à l'écart des activités religieuses des citoyens.

Un pays religieux

Tout en étant une république laïque, les États-Unis n'en sont pas moins un pays très religieux. En effet, même si la Constitution est laïque, la Déclaration d'indépendance de 1776, qui l'avait précédée, faisait directement référence à un Créateur céleste pour asseoir les nouveaux droits et les nouvelles libertés que les révolutionnaires recherchaient. On y disait que « Tous les hommes sont créés égaux ; qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables... » Les signataires ajoutèrent qu'ils lançaient leur entreprise « en la faisant reposer sous la protection de la Providence divine ».

En réalité, les États-Unis ont toujours eu un fort penchant religieux. Aujourd'hui, les États-Unis sont sans contredit le pays occidental le plus religieux qui soit. Les Américains se prévalent en masse de la liberté de religion qui est garantie par leur Constitution. Tout comme le Moyen-Orient est balayé par la tempête de sable de l'intégrisme islamiste, les États-Unis sont le seul pays occidental à être lui aussi balayé par un fort courant d'intégrisme religieux ⁴⁹. Et, coïnci-

⁴⁹ L'enquête d'opinion publique menée à travers le monde par The Pew Research Center en 2002 (voir chapitre 19 ci-après) indique que parmi les pays industrialisés c'est aux États-Unis que les leaders religieux ont la plus haute cote (62 %), contre 54 % au Canada, 58 % en France, 52 % en Grande-Bretagne, 45 % en Italie, 39 % en Allemagne et seulement 13 % au Japon. C'est aussi le pays où les militaires sont le plus admirés (87 %).

TABLEAU – L'évaluation des institutions
(Pourcentage disant que l'institution a une « bonne influence » sur le pays)

	Militaire	Gouv. nat.	Médias	Leaders rel.
États-Unis	87	64	65	62
Canada	72	63	69	54
Grande-Bretagne	74	66	70	52
France	80	61	55	58
Italie	58	40	60	45
Allemagne	70	51	77	39
Japon	69	22	48	13

Source : The Pew Research Center For The People and The Press, *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002.

dence étrange, il semblerait que plus les États-Unis deviennent un empire mondial au plan économique, politique et militaire, plus ils se rapprochent de la religion.

On compte aujourd'hui plus de 220 dénominations religieuses et 2 000 sous-dénominations aux États-Unis, regroupées en 16 grandes familles religieuses ⁵⁰. On y retrouve près de 500 000 églises, temples et mosquées. C'est une industrie très prospère qui est exemptée d'impôts et qui possède des réseaux de radio et de télévision, des séminaires, des « universités » et d'énormes propriétés.

Elle ouvre une foule de carrières très rémunératrices à qui veut s'y consacrer. Certains guérisseurs-hypnotiseurs s'en donnent à cœur joie. En devenant des prêcheurs télévangélistes, ils prétendent parler à Dieu et faire des miracles en son nom. Ils réussissent de cette façon à extorquer des sommes fabuleuses, entièrement libres d'impôts, aux personnes les plus naïves et les plus vulnérables de la société ⁵¹.

Les États-Unis sont incontestablement le seul pays démocratique où de nombreuses chaînes de télévision sont investies par des entreprises religieuses, plusieurs d'entre elles extrêmement politisées. Jour après jour, des personnages mercantiles, hurlant et cognant sur la Bible, s'emploient à soutirer le maximum d'argent d'un public américain crédule. De nombreux télévangélistes américains sont d'ailleurs des multimillionnaires, possédant ranchs et domaines ⁵².

Les confessions les plus populaires et en plus forte croissance sont celles qui relèvent du protestantisme évangélique ou du christianisme fondamentaliste ⁵³. Le fondamentalisme religieux américain est le

⁵⁰ Frank S. Mead, *Handbook of Denominations in the United States*, (révision par Samuel S. Hill), Nashville, Abingdon Press, 1990.

⁵¹ « Where Does World-Famous Televangelist's Money Go ? », Dateline NBC, 27 décembre 2002.

⁵² Des livres sont publiés pour enseigner les meilleures recettes pour soutirer le maximum d'argent des « fidèles ». Voir Norman Shawchuck, P. Kotler, B. Wren et G. Rath, *Marketing for Congregations*, Nashville, Abingdon Books, 1992, 424 p.

⁵³ En termes de chiffres nominaux, cependant, c'est le catholicisme qui est la première religion aux États-Unis. En effet, il y a plus de 63 millions de catho-

pendant de l'islamisme. Tout comme l'islamisme est porté à accorder une signification littérale aux mots et expressions consignés dans le Coran, le fondamentalisme protestant aux États-Unis considère que toutes les histoires et toutes les fables que l'on retrouve dans la Bible sont l'œuvre de Dieu et doivent être prises au pied de la lettre ⁵⁴.

Le fondamentalisme religieux est un mouvement anti-modernisme qui remonte loin dans l'histoire des États-Unis. De nombreux « prêcheurs » se sont fait un nom en faisant la promotion des passages les plus excentriques de la Bible. Au XIX^e siècle, les révérends protestants John Nelson Darby et Cyrus Scofield développèrent les idées évangélistes d'une théologie du désespoir : pour eux, le monde devait aller de mal en pis, jusqu'à un jugement dernier qui coïnciderait avec une fin du monde cauchemardesque ⁵⁵. Au XX^e siècle, dans les années 20, le fondamentalisme religieux américain reprit forme avec le *social gospel* de Walter Rauschenbusch. Aujourd'hui, il est repris sur les écrans de télévision et à la radio par toute une pléthore de prêcheurs évangélistes qui rivalisent à qui sera le plus terrifiant et réussira à extirper le maximum de dollars des âmes apeurées ⁵⁶.

Le mouvement religieux constitue une réaction contre l'infiltration de la technologie dans la vie quotidienne des gens, laquelle transforme leurs façons de s'amuser, de travailler, d'aimer, de naître, d'être malade

liques aux États-Unis, répartis dans 19 000 paroisses. Ils constituent 23 % de la population. Un tiers des catholiques américains est hispanique, un groupe croissant, alimenté par l'immigration légale et illégale. Seulement 5 % sont noirs.

⁵⁴ Par exemple, les lions dans l'Arche de Noé n'auraient pas mangé les brebis qui s'y trouvaient ?

⁵⁵ Si notre monde n'est pas auparavant détruit par des moyens humains, il y aura dans un lointain futur une fin du monde naturelle. En effet, notre Soleil a une vie d'environ 10 milliards d'années, avant d'exploser et de devenir une géante rouge. Il a présentement environ 5 milliards d'années. Par conséquent, la Terre et tout le reste de notre système solaire connaîtront une transformation majeure dans environ 5 milliards d'années.

⁵⁶ Les radios de l'extrême droite religieuse évangéliste aux États-Unis emploient toutes sortes de tactiques plus ou moins loyales afin d'évincer des ondes les postes de radio polyvalents et pluralistes, telle la National Public Radio (NPR). (Bill Roberts, « Don't Tune out Diversity », *The Globe and Mail*, 24 octobre 2002, p. A21.)

et de mourir. La religion devient alors une sorte d'échappatoire, une fuite du réel et une façon de se libérer des pressions que la technologie et l'économie imposent aux êtres humains. La spiritualité collective vient ainsi suppléer à l'absence de vie intellectuelle personnelle. Certaines églises organisent des réunions monstres qui sont ni plus ni moins des séances d'hypnotisme collectif. Certaines d'entre elles ont même conduit, dans le passé, à des suicides collectifs ⁵⁷.

En effet, dans le sud des États-Unis, là où la religiosité est la plus répandue, les forces économiques semblent laisser l'individu peu instruit à lui-même. Devant les grandes corporations industrielles, américaines comme étrangères, on ne trouve guère d'organisations syndicales structurées, capables de défendre d'égal à égal les droits des travailleurs. L'organisation qui est toute prête à accueillir l'individu désemparé est fatalement l'organisation religieuse.

La population américaine, beaucoup moins instruite qu'on ne le croit généralement, surtout dans le Midwest rural et le sud des États-Unis ⁵⁸, se laisse séduire en grande partie par les fantaisies et les mythes que ces églises plus ou moins extravagantes essaient de leur vendre. Ainsi, plus du tiers de la population américaine, soit 36 %, croit que la Bible consigne bel et bien la parole de Dieu et doit être interprétée au sens littéral.

⁵⁷ En 1979, le révérend Jim Jones entraîna 900 personnes, à Jonestown, Guyane, dans un suicide collectif, en les incitant à boire du Kool Aid empoisonné. En février 1993, une secte religieuse dirigée par David Koresh se barricada dans des locaux d'une petite ville du Texas, Waco. Après un siège de 51 jours, une confrontation avec la police fédérale américaine résulta en un incendie dans lequel périrent 76 personnes, y compris des femmes et des enfants.

⁵⁸ Parmi les 24 pays les plus riches, selon un test de l'UNICEF, les États-Unis se classent au 18, rang pour la qualité de leur système d'éducation secondaire. La Corée du Sud, le Japon, la Finlande, le Canada et l'Australie occupent les premières places. Voir « U.S. Education Trails other Rich Nations », *USA Today*, 25 novembre 2002, p. 9D.

On a peine à imaginer, en cet âge de connaissances scientifiques, qu'il y a encore des gens qui croient à tant de mythes. Par exemple, que la Terre a été « créée » il y a 4 000 ans ou qu'il existait des hommes mesurant 25 mètres de haut, ou d'autres, comme Mathusalem, qui vivaient jusqu'à 969 ans (Genèse 5, 27) ; que la Terre est fixe et que le Soleil tourne autour d'elle (Josué 10, 12-14) ; que l'on peut vendre sa fille en esclavage (Exode 21, 7) ou que l'on doit mettre à mort ceux qui travaillent le jour du sabbat (exode 35, 2).

Les chrétiens fondamentalistes et les musulmans islamistes ont la même vision mythique et déformée du monde. Ainsi, les musulmans établissent eux aussi l'âge de la Terre à 4 000 ans. Et ils croient que la Kaaba à La Mecque fut construite par Adam lui-même ⁵⁹.

Ce regain de religiosité et ce flirt avec l'irrationnel aux États-Unis s'accompagnent d'une influence politique accrue des milieux religieux. Les ultrareligieux américains se concentrent principalement dans le Parti républicain, surtout depuis que George W. Bush en a pris la direction, tandis que les juifs orthodoxes et les catholiques américains tendent plus naturellement vers le Parti démocrate.

Lors des élections du 7 novembre 2000, élections que George W. Bush remporta face à son adversaire démocrate Al Gore, les milieux

⁵⁹ Les données scientifiques établissent plutôt l'âge de la Terre à environ 4,5 milliards d'années. Il en va de même de l'apparition des premières formes de vie sur la planète, événement qui remonterait à quelque 3,1 milliards d'années, quand des micro-organismes, sous la forme d'algues et de bactéries, apparurent. Une lente évolution a conduit à différentes formes de vie. On a découvert des traces des premiers hommes datant de 7 millions d'années. La partie de l'univers que nous habitons, c'est-à-dire la galaxie de la Voie lactée, laquelle abrite notre système solaire, serait beaucoup plus vieille que la Terre, et daterait d'un peu moins de 15 milliards d'années, après des explosions interplanétaires appelées « Big Bang ». Cependant, il existe diverses galaxies qui se sont formées différemment et à des périodes différentes les unes des autres. L'univers est, en effet, composé de grands vides et d'essaims et super-essaims de galaxies, formant les nœuds d'un gigantesque réseau, et reliés par des formations filamenteuses. (Carl Zimmer, « How Old is the Universe ? », *National Geographic*, septembre 2001.)

religieux exemptés d'impôts jouèrent un rôle décisif ⁶⁰. Ce fut un coup de maître de la part du Parti républicain d'avoir attiré dans son giron les blancs pauvres qui votaient traditionnellement démocrate du temps de Franklin D. Roosevelt et de John F. Kennedy et qui, à cause de la religion, votent aujourd'hui républicain.

On estime, en effet, qu'il existe aux États-Unis un bloc de quelque 30 millions d'électeurs que l'on peut désigner comme des électeurs intégristes au plan religieux, lesquels se désignent comme des *born again*, et qui votent surtout républicain. Ils se distinguent en étant passionnément contre le droit des femmes à l'avortement et contre toute législation limitant le droit de posséder des armes, même les plus meurtrières.

Une fois parvenu au pouvoir de justesse, George W. Bush se hâta de récompenser les milieux religieux qui l'avaient ouvertement appuyé en instaurant un régime de subventions publiques pour les œuvres de charité administrées par des églises ⁶¹. Le Parti républicain de George W. Bush réussit le tour de force de donner d'énormes réductions d'impôts aux Américains les plus riches, tout en s'attirant l'appui des Américains les plus pauvres, en leur offrant l'appât d'une idéologie religieuse réactionnaire. Une telle polarisation politique autour de la religion plutôt qu'en fonction d'intérêts socio-économiques est un nouveau phénomène aux États-Unis.

Est-ce que les États-Unis seraient en train de suivre les ornières des vieux pays européens d'avant la Révolution française, lorsque prévalait une symbiose malsaine du pouvoir politique et de la religion ? Les rois européens comptaient sur les milieux religieux pour légitimer leur pouvoir absolu et, à leur tour, les rois récompensaient les églises en

⁶⁰ George W. Bush est le premier président américain qui ait perdu le vote populaire, tout en étant déclaré élu par le collège électoral, depuis Benjamin Harrison en 1888.

⁶¹ Dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush a créé un Bureau des initiatives communautaires à base de foi religieuse, appelées *faith-based initiatives*, afin de canaliser des fonds publics vers les églises qui avaient favorisé son élection.

Voir Andrew Cohen, « Bush has Radical Plan for Church and State », *The Globe and Mail*, 30 janvier 2001, p. A9.

les exemptant d'impôts et en les couvrant de privilèges de toutes natures. La séparation de l'Église et de l'État fut le plus grand acquis de civilisation des trois derniers siècles.

Cette séparation met à la fois la démocratie et la liberté de religion à l'abri des contrôles étatiques. Ironiquement, c'était justement pour fuir une Europe corrompue par la jonction du pouvoir politique et des religions d'État que de nombreux Européens choisirent d'émigrer aux États-Unis. Aujourd'hui, certains milieux religieux américains souhaiteraient à nouveau investir le gouvernement et s'en servir comme instrument de leur travail.

En 1954, afin que les milieux exemptés d'impôts et donc subventionnés n'abusent indûment de leur exemption fiscale pour faire de la politique partisane, le sénateur du Texas, Lyndon B. Johnson, fit adopter par le Congrès américain un obscur amendement à la Loi sur l'impôt. En vertu de cet amendement, les groupes bénéficiant d'un statut d'organisation sans but lucratif, selon l'article 501 (c) 3 du code fiscal, ne peuvent appuyer ou attaquer les candidats qui se présentent à une élection, sous peine de se voir retirer leurs exemptions d'impôts. Il fut adopté par consentement unanime.

Même si la loi est fréquemment violée sans que l'IRS n'intervienne, les milieux religieux américains s'emploient présentement à faire résilier cette résolution. S'ils réussissent dans leur entreprise, alors même que la Constitution des États-Unis s'oppose clairement à ce que les milieux religieux investissent le gouvernement, ils réaliseraient un coup politique d'une grande ampleur ⁶².

Après les attentats du 11 septembre 2001, les milieux religieux américains n'ont pas perdu de temps pour récupérer à leur compte la

⁶² Un représentant républicain de la Caroline du Nord, Walter B. Jones jr., s'emploie à promouvoir une loi, The Houses of Worship Political Speech Protection Act (H.R. 2357), qui aurait pour effet de neutraliser la résolution du sénateur Johnson de 1954, afin de permettre aux groupes religieux de faire de la politique partisane malgré leur statut d'exemption fiscale. Le projet de loi de M. Jones a déjà reçu l'appui de 108 représentants républicains et de 4 représentants démocrates. Voir Laurie Goodstein, « Churches on Right Seek Right to Back Candidates », *The New York Times*, 3 février 2002.

grande catastrophe. Pour eux, en effet, cette tragédie n'était qu'accessoirement le fait de terroristes islamistes supervisés par l'organisation d'Oussama ben Laden, Al-Qaida, en représailles aux politiques américaines déséquilibrées au Moyen-Orient, mais représentait avant tout un châtement de Dieu.

Reprenant le refrain entendu ailleurs que les Américains étaient eux-mêmes responsables du malheur qui venait de les frapper, les deux leaders religieux américains les plus en vue et les plus proches du Parti républicain, Jerry Falwell et Pat Robertson, leaders respectivement des organisations Moral Majority et Christian Coalition, déclarèrent sur les ondes du réseau Fox, deux jours après les événements, que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 étaient une punition que Dieu envoyait au pays pour son caractère séculier : « Dieu tout-puissant a cessé de nous protéger ; [...] nous avons été punis par notre recherche de la santé, de la richesse et des plaisirs matériels et sexuels » (Robertson) ; « je les pointe du doigt [les personnes gaies, les libertaires civils, les partisans de l'avortement, les païens et les féministes] et leur dit qu'ils ont contribué à ce que ces événements se produisent » (Falwell) ⁶³.

Quant au fils du prêcheur protestant Billy Graham, Franklin Graham, il crut bon de prendre ses distances face au zèle religieux des terroristes musulmans : « Le dieu de l'islam n'est pas le même Dieu [que celui du christianisme]. C'est un dieu différent et je crois qu'il s'agit d'une religion malfaisante et corrompue. » Comme quoi un fondamentalisme en repousse un autre.

⁶³ Doug Saunders, « U.S. Got What It Deserves, Falwell Says », *The Globe and Mail*, 15 septembre 2001, p. A2. Le président Abraham Lincoln, dans sa proclamation de la fête de l'Action de grâce du 3 octobre 1863, avait employé un langage religieux semblable à celui de Robertson et Falwell : « la calamité terrible de la guerre civile qui ravage présentement le pays est peut-être une punition qui nous est imposée pour nos péchés de présomption ».

La hantise religieuse américaine de la fin du monde

Le phénomène le plus inquiétant aux États-Unis, en ce début de XXI^e siècle, est la popularité des scénarios de fin du monde que plusieurs confessions religieuses avancent, en se fondant sur des passages de la Bible. S'abreuvant au courant manichéiste religieux, les fondamentalistes américains se persuadent que le monde oscille entre le Bien et le Mal et que ce n'est, cependant, qu'à la fin des temps que le Bien triomphera. Ces milieux font la propagande de livres de fiction populaires qui échafaudent des scénarios de fin du monde, en utilisant la terminologie de l'Apocalypse et de la bataille d'Armageddon qu'ils puisent dans la Bible et en mettant invariablement en scène le combat du Bien contre le Mal.

Deux auteurs se sont rendus riches en publiant des livres de fiction évangélistes, dont la trame tourne autour de luttes mettant en présence un Antéchrist — présenté tantôt sous les traits d'un secrétaire général des Nations unies avec ses « forces de paix globalisées », tantôt sous ceux d'un dirigeant de l'Union européenne à la tête d'un nouvel Empire romain — et des héros qui combattent ce dernier et les non-croyants.

Tim F. LaHaye et Jerry B. Jenkins lancèrent une série de romans à saveur évangéliste en utilisant le vocabulaire du livre de l'Apocalypse dans la Bible. Celle-ci est intitulée *Left Behind* ⁶⁴. Il s'agit, en fait, d'une littérature religieuse fantaisiste pour adultes, qui est l'équivalente dans ses thèmes surnaturels de la série pour enfants *Harry Potter* ⁶⁵. Une dizaine de ces livres s'étant vendus à plus de trois millions

⁶⁴ Voir « Apocalypse Now », *Time Magazine*, 11, juillet 2002, p. 31-38.

⁶⁵ La série de romans britanniques *Harry Potter*, par J. K. Rowling, raconte les aventures d'un garçon, fils de sorciers, à l'école Hogwarts School of Witchcraft and Wizardry, où les élèves apprennent la magie. La série s'adresse aux enfants de 10 à 14 ans, soit l'âge où les jeunes commencent à s'interroger sur leur place dans le monde et sur leurs propres forces et talents, mais aussi à l'âge où les enfants savent faire la différence entre le réel et le fantaisiste.

d'exemplaires chacun, on se rend compte du nombre d'Américains qui s'abreuvent à ces scénarios politico-religieux de fin du monde.

De tels livres de fiction religieuse comportent une forte dose de propagande politique haineuse contre les Nations unies, de même que contre l'Europe et contre tout ce qui pourrait ressembler à un système de lois internationales et supranationales. Ils colportent la lubie que la création de l'Union européenne, les « États-Unis d'Europe » et l'établissement de l'euro sont des signes que la fin du monde est proche ⁶⁶ ! Étant donné qu'un verset de la Bible mentionne que « ceux qui bénissent Israël seront bénis », ces livres développent l'idée que pour que les prophéties contenues dans la Bible se réalisent, il importe que l'État d'Israël soit fort et victorieux. Un appel est ainsi lancé pour que les fondamentalistes et les évangélistes mettent tout en leur pouvoir pour persuader le gouvernement américain de soutenir Israël ⁶⁷.

De telles élucubrations paranoïaques ne porteraient pas à conséquence, si ce n'était que depuis janvier 2001 la Maison-Blanche est occupée par un individu imbu de religiosité et affichant des penchants évangélistes : George W. Bush. Ce dernier est en situation de poser des gestes concrets dans le sens des prophéties que les livres de la série *Left Behind* et d'autres romans du même acabit développent. Jusqu'à quel point les positions du gouvernement américain, notamment à l'endroit des Nations unies, de la Cour pénale internationale, d'Israël ou de l'Europe, sont-elles influencées par les convictions religieuses fondamentalistes de George W. Bush et de ses conseillers ? Comme on le verra plus loin, il y a certes lieu de s'inquiéter, car il s'agit d'un petit groupe de personnes qui ont accès au plus grand stock mondial d'armes nucléaires de tous les temps.

⁶⁶ Les milieux fondamentalistes américains répandent l'idée que la réunification de l'Europe est une indication du retour de l'Empire romain et de l'émergence d'un antéchrist.

⁶⁷ Pour les Juifs, ces livres de fiction religieuse et de propagande politique sont un couteau à deux tranchants : lors de la dernière bataille, les deux tiers des juifs périssent ; les autres acceptent Jésus en tant que vrai Messie ou sont damnés à jamais. Ce serait la fin du judaïsme.

Le terrorisme chrétien aux États-Unis

Le 19 avril 1995, quelques conspirateurs, avec à leur tête Timothy McVeigh, placèrent une puissante bombe devant un édifice gouvernemental dans la ville d'Oklahoma City. La déflagration qui s'en suivit tua plus de 200 hommes, femmes et enfants. C'était l'œuvre d'un groupe religieux américain fasciste, l'Identité Chrétienne, dévoué à la destruction du gouvernement fédéral américain, qu'ils qualifient de Gouvernement d'Occupation Sioniste (ou ZOG : Zionist Occupation Government) et qu'ils croient dominé par le diable (Satan) et les juifs.

Ce groupe politico-religieux se distingue des milieux religieux fondamentalistes américains en ce sens que ses membres ne supportent pas Israël et sont convaincus de la supériorité de la race aryenne. Ils sont d'avidés collectionneurs de fusils et de munitions et ils s'entraînent, en petits groupes, aux techniques de survie dans des régions reculées du nord-ouest américain. Tout comme les fondamentalistes, ils sont effectivement persuadés qu'un nouvel holocauste se prépare, mais selon leurs dires, cette catastrophe ne se produira pas au Moyen-Orient, mais aux États-Unis mêmes, et elle annihilera la race blanche et chrétienne.

Ces croyances politico-religieuses, même sur une petite échelle, alimentent aux États-Unis un sentiment de paranoïa et d'aliénation face à la vie moderne et au monde extérieur. La religion biblique devient pour une partie de la population un refuge permettant de s'éloigner du monde extérieur corrompue, afin de mieux le combattre ⁶⁸.

⁶⁸ Michael Barkun, *Religion and the Racist Right : The Origins of the Christian Identity Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994.

***Les États-Unis, la volonté de puissance et la loi du plus fort :
le danger que les intégristes religieux américains
font courir au monde***

En novembre 1901, un essai du grand philosophe allemand Friedrich Nietzsche (1844-1900) fut publié, de façon posthume, sous le titre de *La Volonté de puissance. Essai d'une transmutation de toutes les valeurs* ⁶⁹. Le titre initial devait être *Par-delà le bien et le mal*, ce qui illustre que le problème de distinction de ces notions n'est pas nouveau.

Dans ce livre, Nietzsche explique comment la volonté de puissance trouve sa source dans un désir de liberté conçu pour soi — une liberté sauvage qui s'acquiert par le combat, la lutte et l'écrasement des autres à son profit. La politique de George W. Bush du *USA First* semble être tirée tout droit du livre de Nietzsche sur la volonté de puissance. Ce qui porte à réfléchir, c'est que d'autres leaders du XX^e siècle, tels Adolf Hitler et Joseph Staline, avaient eux aussi souscrit dans les faits à cette justification de la volonté de puissance par tous les moyens, avec des résultats désastreux pour leur propre pays et pour l'humanité.

À la faveur de certaines circonstances particulières, économiques ou politiques, la volonté de puissance individuelle se meut en une volonté de puissance collective d'un clan, d'une classe, d'une caste (d'une nation ou d'un empire), d'une religion ou d'une idéologie, sur toutes les autres. Si vous y ajoutez une justification religieuse, vous avez là une recette immanquable pour déclencher une guerre chaque fois que vous croyez avoir le dessus. Au cours de l'Histoire, la religion a encouragé la volonté de puissance chez ses adhérents et, de ce fait, a souvent été à la source de guerres entre les hommes ⁷⁰.

⁶⁹ Le titre allemand est *Der Wille zur Macht. Versuch einer Umwerthung aller Werte*.

⁷⁰ Encore aujourd'hui, au début du XXI^e siècle, de nombreux conflits armés ont la religion comme toile de fond : conflit israélo-palestinien entre les juifs et les musulmans, conflit entre protestants et catholiques en Irlande du Nord, conflit entre musulmans et chrétiens au Kosovo et au Nigeria, conflit entre le mouvement Al-Qaida et les États-Unis, etc.

Triumphalisme et paranoïa aux États-Unis

Il est toujours dangereux que trop de gens dans un pays gagnent leur vie grâce à l'industrie de la guerre et à celle des religions. Or, aux États-Unis aujourd'hui, ces deux industries sont très prospères. D'une part, l'économie américaine tout entière profite des 340 milliards de dollars ⁷¹et plus que le Pentagone dépense chaque année. D'autre part, plus que partout ailleurs en Occident, les organisations religieuses américaines sont *de facto* des organisations politiques exemptes d'impôts qui agissent parallèlement aux grands partis politiques traditionnels. Aux États-Unis, en effet, le *WAR Inc.* et le *GOD Inc.* sont non seulement prospères, mais sont des alliés naturels.

Le président des États-Unis d'Amérique a le doigt sur le bouton nucléaire. C'est le seul pays qui a aujourd'hui la capacité de détruire le monde. La culture, la vision et la stabilité psychique d'un tel personnage ont par conséquent une importance majeure.

Plus fondamentalement, les États-Unis forment une société violente, de loin la plus violente de toutes les démocraties ⁷². Depuis la Seconde Guerre mondiale, elle semble continuellement avoir besoin d'un ennemi pour demeurer consolidée : la Corée du Nord, la Chine, l'Union soviétique, les pays du bloc communiste, Cuba, le Viêtnam du Nord, l'Iran, le Nicaragua, Grenade, le Panama, l'Afghanistan, l'Irak, etc. Dès qu'ils pactisent avec un ennemi, les États-Unis s'en trouvent tout naturellement un autre, de sorte qu'ils semblent être perpétuelle-

⁷¹ Sauf indication contraire, il est toujours question de dollars américains.

⁷² On estime qu'il y a 250 millions d'armes à feu en circulation aux États-Unis, soit plus d'une arme pour chaque citoyen adulte. Le ministère de la Justice interdit même à sa force de police, le FBI, de vérifier les listes d'acheteurs d'armes afin d'identifier les criminels qui auraient pu s'en procurer pour commettre des crimes. Des criminels notoires peuvent ainsi acheter des centaines d'armes de combat sans être nullement importunés. Le ministre de la Justice, John Ashcroft, est un membre de la National Rifle Association, l'organisation qui empêche tout contrôle effectif sur la vente d'armes aux États-Unis.

ment en guerre. Ce phénomène n'est pas un accident ni une coïncidence.

L'effondrement du bloc communiste en 1991 créa un véritable cauchemar dans certains milieux américains. C'est que l'industrie américaine de la guerre est trop importante. Elle a besoin de créer une demande continue pour ses produits en perpétuel renouvellement. Et, pour cela, la population américaine doit être maintenue continuellement sur le qui-vive.

Lors de son discours sur l'état de la Nation, le 21 janvier 2002, dans lequel son rédacteur de discours lui faisait diviser le monde entre les « bons » et les « méchants », George W. Bush reprenait les mots d'un autre président américain, Ronald Reagan, qui avait parlé de l'Union soviétique comme d'un « empire du Mal ». Bush identifiait trois pays formant ce qu'il appelait « un axe du Mal », soit l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord ⁷³. Un tel mélange de condescendance, d'arrogance et de paranoïa fait peur. Le ministre français des Affaires étrangères alors en poste, Hubert Védrine, avait à juste titre observé que c'était une vue bien simpliste et dangereuse des choses. En réponse à la bravade du président américain, le leader terroriste ben Laden identifiait les États-Unis et six autres pays occidentaux comme formant un axe du mal que son réseau Al-Qaida ciblait tout particulièrement pour des attaques terroristes ⁷⁴.

⁷³ Ces trois pays ne formaient pas un « axe » de quoi que ce soit, n'étant pas des pays alliés et n'ayant aucun objectif commun. Ce vocabulaire en était un de désinformation dans la bouche de George W. Bush. Ces pays étaient peut-être ennemis de la civilisation, mais ils ne formaient pas, à proprement parler, un « axe » politique.

⁷⁴ Les six pays alliés des États-Unis visés par ben Laden étaient la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et l'Australie. Jack Kelley, « Officials : Voice on Tape is Ben Laden », *USA Today*, 13 novembre 2002, p. 1A.

Lacunes du système politique américain

Une des grandes faiblesses du système politique américain est qu'il faut entraîner de nouveau une équipe dirigeante à tous les quatre ou huit ans. En effet, lorsqu'un président est élu, il provient habituellement de l'extérieur du gouvernement. De plus, tous les hauts fonctionnaires (au-delà de 3 000) sont remplacés par des nouveaux venus. En d'autres termes, on se trouve à défaire le gouvernement américain des gens d'expérience qui sont au courant des dossiers pour les remplacer, la plupart du temps, par des personnes qui doivent recommencer à zéro. Ce qui en souffre, bien sûr, c'est la continuité et la cohérence des politiques américaines, en particulier des politiques étrangères.

Le meilleur exemple du manque de continuité dans la politique étrangère américaine a été fourni par le désintéressement de la nouvelle administration de George W. Bush à l'endroit du terrorisme international lorsqu'elle prit le pouvoir en janvier 2001. Le responsable du gouvernement Clinton pour les questions de sécurité nationale, Sandy Berger, avait pris d'importantes mesures pour sensibiliser le personnel de l'administration républicaine au besoin de lancer une offensive majeure contre le réseau terroriste d'Al-Qaida. Un plan stratégique détaillé avait été préparé en ce sens par le spécialiste de la Maison-Blanche en matière de terrorisme, Richard Clarke.

Le plan visait à déstabiliser le réseau terroriste, non seulement en Afghanistan où il entraînait ses recrues, mais aussi dans les autres pays, tels l'Ouzbékistan, les Philippines et le Yémen, où il était bien implanté. Il prévoyait le déploiement de forces spéciales en Afghanistan et l'octroi d'une assistance militaire et financière importante aux forces de l'Alliance du Nord, lesquelles étaient le principal bouclier contre le régime paria des Talibans à Kaboul. Le plan proposait l'envoi d'un drone espion Predator au-dessus de l'Afghanistan, afin de recueillir en temps réel des renseignements indispensables sur les activités du groupe Al-Qaida. Il y avait une certaine urgence, car 17 Américains avaient périés lorsque des terroristes avaient bombardé le navire de guerre *U.S.S. Cole* au Yémen, quelques mois auparavant, le 12 octobre 2000.

Mais la nouvelle administration avait d'autres priorités. Incroyablement, le plan d'attaque contre le réseau Al-Qaïda d'Oussama ben Laden a été remis aux tiroirs. Il n'est ressorti qu'à la fin du mois d'avril et il a fallu quatre autres longs mois avant que des bureaucrates se familiarisent suffisamment avec le plan pour le présenter à la haute direction du gouvernement Bush, le 4 septembre 2001. À cette date, il était trop tard. Al-Qaïda avait pu préparer son propre plan diabolique du 11 septembre 2001 en toute quiétude⁷⁵. L'inexpérience et l'insouciance de l'administration Bush ont coûté très cher au peuple américain.

La seule véritable continuité qui s'impose aux États-Unis réside dans l'influence démesurée des lobbies politiques, lesquels s'arrangent pour fortement influencer, sinon contrôler, le gouvernement américain, que les élus soient républicains ou démocrates.

⁷⁵ Michael Elliot, « They Had a Plan », *Time Magazine*, 12 août 2002.

7

La politique et la religion aux États-Unis

Je crois que chaque Américain devrait avoir une religion, et peu importe laquelle.

Le président Dwight D. Eisenhower
président des États-Unis de 1953 à 1961

La religion peut être l'objet de préoccupation pour un peuple, mais elle ne doit jamais devenir l'affaire de l'État.

Leo Baeck, rabbin allemand (1873-1956)

Pour tuer, il faut beaucoup d'enthousiasme, il faut se sentir possédé par une force infaillible, c'est-à-dire entrer dans les transes, dans ce que l'on appelait autrefois « religion ».

Françoise Giroud, *On ne peut pas être heureux tout le temps*, Fayard, 2001

[Retour à la table des matières](#)

En 1966, aux États-Unis, un certain film fit fureur. Il s'agissait de *The Russians are Coming, the Russians are Coming*. Basé sur un roman de Nathaniel Benchley, il mettait en scène un sous-marin russe échoué sur une plage de la Nouvelle-Angleterre. La rumeur s'étant

répandue que les Russes avaient envahi un petit village côtier, un vent de panique s'empara de la population et de ses dirigeants.

À cette époque, les États-Unis étaient plongés en pleine guerre froide, et il régnait au pays une hantise plus imaginaire que réelle d'une invasion armée de la part des mauvais Russes communistes. Parfois, sans que l'on sache précisément pourquoi, une psychose collective s'empare d'une population et meuble son imagination.

En 2002, la grande hantise de plusieurs aux États-Unis était de combattre le diable ou Satan. Carolyn Risher, la mairesse de la petite ville d'Inglis au nord de Tampa en Floride, fit la manchette des nouvelles en émettant une proclamation municipale à l'effet de bannir officiellement le diable de sa ville ⁷⁶. Quand on lui demanda pourquoi elle croyait nécessaire d'utiliser son poste de mairesse pour déclarer la guerre à Satan, elle répondit que c'était Dieu lui-même qui le lui avait demandé, quatre mois auparavant, quand elle méditait un soir, toute seule, dans sa cuisine ⁷⁷. C'était Dieu qui lui avait dicté les mots en langue anglaise qu'elle avait inscrits sur la proclamation municipale. Ce n'est pas la première fois que des personnes entendent des voix entre leurs deux oreilles et assignent ces élucubrations à l'intervention privilégiée de forces extraterrestres.

Ce n'était pas la première fois, non plus, qu'un gouvernement américain d'État ou de municipalité se mêlait officiellement de questions théologiques, puisqu'il existe aux États-Unis un fort courant politico-religieux qui pousse les gouvernements, tantôt à adopter les Dix Commandements de la Bible, tantôt à afficher des plaques proclamant *God save America*, tantôt encore à décréter une « journée officielle de la prière ».

⁷⁶ La proclamation, signée par le secrétaire de la ville et portant le sceau municipal se lisait comme suit : « Be it known from this day forward that Satan, ruler of darkness, giver of evil, destroyer of what is good and just, is not now, nor ever again will be, a part of this town of Inglis. Satan is hereby declared powerless, no longer ruling over, nor influencing, our citizens. In the past, Satan has caused division, animosity, hate, confusion, ungodly acts on our youth, and discord among our friends and loved ones. No longer! »

⁷⁷ Rick Bragg, « Florida Town Finds Satan an Offense Unto It », *The New York Times*, 14 mars 2002, p. A1.

En 1952, en pleine guerre de Corée et alors que le maccarthysme anticommuniste faisait rage aux États-Unis, les politiciens américains souhaitaient mettre l'accent sur ce qui distinguait les Américains des communistes. Ce n'était pas la démocratie et le capitalisme, mais la religion : les Américains étaient révérencieux envers Dieu tandis que les communistes étaient des athées. Le 17 avril 1952, le président Harry S. Truman approuva la Loi Publique 324, laquelle stipulait : « Qu'il soit résolu que le Sénat et la Chambre des représentants en assemblée demandent au président de choisir chaque année une journée, autre qu'un dimanche, et de la désigner journée Nationale de la Prière, au cours de laquelle le peuple des États-Unis pourra s'adresser à Dieu en priant et en méditant dans les églises, en groupes, et en tant qu'individus. »

En 1954, en pleine guerre froide contre le régime communiste de l'Union soviétique et d'autres pays, et à la suite d'une campagne de la part des Chevaliers de Colomb catholiques, le Congrès américain modifia le Serment d'allégeance, que la plupart des élèves américains doivent réciter chaque matin dans les écoles, pour y incorporer une référence directe à Dieu. Le serment d'allégeance avait été composé, en 1892, par un socialiste, Francis Bellamy (1855-1931), et se lisait comme suit : « Je prête allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une Nation, indivisible, avec liberté et justice pour tous ⁷⁸. » Ce serment patriotique n'était pas assez religieux au goût des politiciens américains.

Afin de donner au serment d'allégeance une connotation religieuse et d'en faire non seulement un serment patriotique, mais en même temps une prière d'État, le gouvernement républicain de Dwight D. Eisenhower et le Congrès américain ajoutèrent ceci en 1954 : « une

⁷⁸ « I pledge allegiance to the flag of the United States of America and to the republic for which it stands, one nation, indivisible, with liberty and justice for all ». C'est cette version du Serment d'allégeance de 1892 qui fut codifiée par le Congrès américain en 1942. En 1954, le serment est devenu celui-ci : « I pledge allegiance to the flag of the United States of America, and to the republic for which it stands, one nation, under God, indivisible, with liberty and justice for all ».

Nation sous le regard de Dieu ⁷⁹ ». Le serment devenait : « Je prête serment au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la république qu'il représente, une nation sous le regard de Dieu, indivisible, avec liberté et justice pour tous ⁸⁰. »

Il faut dire qu'au cours des années 50, c'est-à-dire la décennie où le pays a atteint le statut de superpuissance économique et militaire, les États-Unis sont venus bien près de passer d'une république laïque à

⁷⁹ Le 26 juin 2002, la 91 Cour de district des États-Unis, responsable de la loi dans neuf États de l'Ouest américain, décréta que le verset *under God* que les élèves des écoles doivent réciter chaque matin, violait le Premier amendement de la Constitution des États-Unis, lequel stipule que « Congress shall make no law respecting an establishment of religion ». Dans son jugement, la Cour américaine statua que « tel que présentement codifié, [le verset] constitue une avalisation gouvernementale non permise de la religion, laquelle envoie un message aux non-croyants qu'ils sont tenus à l'écart, ne sont pas des membres à part entière de la société, alors qu'elle envoie un message aux croyants qu'ils sont des membres privilégiés et favorisés de la société politique [...] [Le verset] fait acte de profession à l'effet que nous sommes une nation "sous le regard de Dieu", ce qui est identique à dire que nous sommes une nation "sous le regard de Jésus", une nation "sous le regard de Vishnou", une nation "sous le regard de Zeus", ou une nation "sous le regard d'aucun dieu", car aucune de ces professions ne peut être neutre par rapport à la religion ». Comme ce jugement sera sûrement porté en appel devant la Cour suprême des États-Unis, il sera intéressant de suivre la décision de cette dernière, sachant qu'elle débute chacune de ses sessions en déclarant : « God save the United States and this honorable court. » George W. Bush se fit un devoir de rappeler que le Serment d'allégeance américain de nature religieuse était « une confirmation que nous recevons nos droits de Dieu ». (John Ibbitson, « U.S. Court Bans Pledge of Allegiance in Schools », *The Globe and Mail*, 27 juin 2002, p. A1.)

⁸⁰ Celui-là même qui avait obtenu le jugement déclarant inconstitutionnel la phrase « One nation under God » dans le Serment d'allégeance, le médecin californien Michael Mewdow, a aussi porté plainte contre le fait que le Congrès américain embauche des aumôniers, parfois avec un salaire pouvant atteindre 148 500 \$, pour réciter des prières à l'ouverture de chaque séance de la Chambre des représentants et du Sénat. Selon le principe de la séparation de l'Église et de l'État consacré dans la Constitution américaine, il serait inconstitutionnel pour des aumôniers payés sur des fonds publics de prier publiquement dans les chambres du Congrès. Déjà, en 2000, la Cour suprême des États-Unis jugea inconstitutionnelles les prières publiques au collège avant les matchs de football américain. (Agence France-Presse, « Un athée réclame le départ des aumôniers », *Le Devoir*, 31 août 2002, p. A2.)

une république religieuse. À ce moment, la hantise de l'anticommunisme était à son comble, et il régnait une sorte de surenchère parmi les politiciens pour introduire explicitement la religion dans la sphère politique. Ainsi, le 30 juillet 1956, deux ans après la modification du Serment d'allégeance, le Congrès américain revenait à la charge, toujours à l'insistance des Chevaliers de Colomb, et adoptait la phrase *In God we Trust* en tant que devise officielle des États-Unis. Le slogan à saveur religieuse avait déjà été inscrit sur les pièces de monnaie et sur tous les billets de banque américains, à la suite d'une résolution du Congrès américain, adoptée en 1955.

Historiquement, la phrase *In God we Trust* avait été inscrite sur une pièce de monnaie métallique en 1864, après la campagne d'un pasteur baptiste du nom de Mark R. Watkinson. L'usage du slogan religieux devint peu à peu coutumier, de sorte qu'en 1938 il apparaissait sur la plupart des pièces de monnaie métalliques, mais pas sur les billets de banque. C'est pour généraliser cet usage que le Congrès américain exigea, en 1955, que la devise apparaisse sur toutes les formes de monnaie américaine.

Auparavant, la devise officielle favorite des États-Unis était la phrase latine *E Pluribus Unum*, ce qui signifie « De plusieurs [pays], un seul », en référence à la population des États-Unis qui tire son origine de divers horizons géographiques, raciaux et culturels, mais trouve son unité dans la diversité. La devise faisait aussi référence aux 13 colonies, devenus États, qui s'allièrent pour former une grande fédération. Cette devise, essentiellement politique et dénuée de connotation religieuse, avait été choisie par un comité formé des auteurs mêmes de la Constitution américaine, Jefferson, Franklin et Adams ⁸¹. Dans la pratique, le *In God we Trust* religieux est venu remplacer la devise laïque *E Pluribus Unum*.

⁸¹ La véritable devise des États-Unis pourrait être *Guns and God*. En effet, il y a de plus 200 millions d'armes en circulation aux États-Unis. C'est pourquoi les États-Unis ont un haut taux de criminalité : Il s'y commet un crime toutes les 2 secondes, un viol toutes les 5 minutes et un meurtre toutes les 29 minutes. Les États du Texas et de la Louisiane ont les taux d'incarcération les plus élevés au monde, soit respectivement 659 et 573 prisonniers par 100 000 habitants (voir Robert Young Pelton, *The World's Most Dangerous Places*, Amazon Books, 2002).

Un autre exemple plus récent, parmi d'autres, du mélange de la politique et de la religion aux États-Unis, nous est fourni par ce sculpteur de l'Arizona qui lança un mouvement, après le drame du 11 septembre 2001, afin d'enrôler 28 millions d'Américains, soit 10 % de la population, pour qu'ils prient chaque jour pour le président George W. Bush ⁸². Décidément, les États-Unis n'ont pas seulement les armes les plus redoutables, mais ils seraient en plus les favoris des déités ! On a l'impression parfois que les gens qui ont de l'argent et du pouvoir, et c'est le cas présentement des Américains, tiennent absolument à ce que leur bonne fortune reçoive « l'imprimatur » de forces occultes.

Le plus inquiétant dans ce mélange du politique et du religieux aux États-Unis est la personnalité de George W. Bush, un politicien républicain du Texas, reconnu pour sa religiosité, et élu président en novembre 2000 avec moins d'appuis électoraux que son adversaire démocrate Al Gore ⁸³. George W. Bush est reconnu comme un individu sans grande culture personnelle. Il s'efforce de suppléer à cette lacune

⁸² Le nom de ce sculpteur est William Hunter de la banlieue cossue de Scottsdale en Arizona.

⁸³ Les présidents américains ne sont que partiellement élus au suffrage universel. En effet, l'élection définitive du président est décidée en dernier ressort par un Collège électoral, dont la composition reflète la population des divers États. Pour devenir président, le candidat vainqueur doit obtenir une majorité des votes du Collège électoral. Si les votes d'un candidat sont mieux répartis dans plusieurs États que ceux de son adversaire, il est possible alors qu'il soit élu avec moins de voix. C'est ce qui se produisit lors des élections du 7 novembre 2000. Lors des élections présidentielles du 7 novembre 2000, Al Gore (démocrate) obtint 48,3 % des votes, contre les 48,1 % de George W. Bush (républicain), et quelque 537 000 votes de plus que son adversaire. Un troisième candidat, le contestataire Ralph Nader, obtint 2,6 % des suffrages, de sorte qu'il est permis de croire que sans Ralph Nader, les Américains auraient sans doute élu Al Gore, en 2000, avec plus de 50 % des voix, et aussi avec au-delà des 270 votes électoraux requis par le système américain du Collège électoral. Le facteur qui contribua le plus à la défaite d'Al Gore fût le scandale politico-sexuel de Bill Clinton. Sans l'affaire Monica Lewinsky, en effet, il est permis de croire que les Démocrates auraient conservé la Maison-Blanche.

en empruntant le ton des prêcheurs télévangélistes américains, lesquels pullulent sur les ondes ⁸⁴.

C'est la première fois de leur histoire que les Américains ont à leur tête une personne qui se décrit comme un protestant *born again*, c'est-à-dire le type religieux le plus fondamentaliste et extrémiste que l'on retrouve présentement aux États-Unis ⁸⁵. Depuis son élection serrée, George W. Bush a multiplié les discours à saveur de sermons religieux et de prières publiques. Le 30 mars 2002, à titre d'exemple, il se surpassa et déclara ce qui suit lors d'une allocution radiophonique : « Nous plaçons notre confiance dans le Créateur qui nous a fait. Nous lui confions nos peines et nos besoins, en implorant la miséricorde de Dieu. Nous demandons pardon pour nos échecs, en recherchant le renouveau qu'il peut nous apporter ⁸⁶. »

Et, plus tard, il ajouta : « La foi nous apporte la conviction que l'échec n'est jamais final, et que la souffrance est temporaire, et que les tribulations d'ici-bas seront surmontées. On peut être certain, cependant, que le mal sera au rendez-vous et qu'il peut être puissant, mais il ne prévaudra pas ⁸⁷. »

Comme pour souligner qu'il se croyait mandaté par des forces divines pour faire la guerre, il ajouta : « En cette saison [de Pâques], nous sommes convaincus que l'Histoire suit une trajectoire morale planifiée. La justice et la cruauté ont de tout temps été en guerre, et Dieu n'est pas neutre entre les deux. Ses plans sont souvent défiés, mais jamais défaits. »

⁸⁴ On peut dénombrer les nombreuses occasions quand George W. Bush a éprouvé de la difficulté à s'exprimer en consultant le site web suivant : <http://www.dubyaspeak.com>.

⁸⁵ En 1976, les États-Unis avait élu Jimmy Carter, un producteur d'arachides qui se doublait le dimanche en prédicateur d'église. Mais Carter était réservé dans ses déclarations publiques en comparaison de George W. Bush.

⁸⁶ Le principal rédacteur de discours de George W. Bush est Michael Gerson, un chrétien évangéliste qui a étudié la théologie au Collège de Wheaton près de Chicago.

⁸⁷ Discours radiophonique de George W. Bush, le 30 mars 2002. (Elizabeth Bumiller, « Bush Strikes Religious Note in an Address for Holidays », *The New York Times*, 31 mars 2002, p. 21.)

De tels propos à saveur religieuse dans la bouche d'un chef d'État ressemblent à ceux que l'on peut entendre dans les théocraties de l'Iran et dans l'Afghanistan des Talibans, avant que ces derniers ne soient délogés du pouvoir par une intervention armée extérieure. Je ne connais aucun chef d'État dans un pays démocratique ⁸⁸, y compris en Grande-Bretagne où prévaut une religion d'État, autre que George W. Bush, qui fait des prières publiques et prétend agir publiquement au nom de Dieu ⁸⁹.

Pour des non-Américains, entendre les politiciens terminer immanquablement leurs discours par le cri *God Bless America* !, ou « Que Dieu bénisse l'Amérique ! », a de quoi surprendre. Comme le fit remarquer un évêque belge, quand on utilise une telle incantation à la fin d'un discours politique ou militaire, cela peut signifier « Que Dieu nous bénisse tous, mais pas les autres. » Pour l'archevêque de Malines-Bruxelles, Godfried Danneels, primat de Belgique, « s'accaparer Dieu pour sa propre cause, ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'Histoire de l'humanité, mais il faut savoir que ça ne se fait pas ⁹⁰. »

Mais cela se fait aux États-Unis. Le président George W. Bush va même plus loin : il commence les réunions de son conseil de guerre par une prière. Quand on sait qu'à ces conciliabules, des décisions sont prises de bombarder des milliers de personnes, on frémit à la pensée que le président américain se croirait oint par les forces surnaturelles

⁸⁸ L'exception pourrait être le premier ministre Ariel Sharon d'Israël. Ainsi, dans ses vœux de fin d'année en 2001, il déclarait : « From Jerusalem, the eternal, undivided capital of the Jewish people for the last 3 004 years and forever, I send you my warmest greetings for a happy, healthy and prosperous New Year. [...] « Israel is the only place in the world where Jews have the right, the capability and the duty to defend themselves by themselves. For this, we must thank God every day. [...] At this New Year, I fervently pray we will be blessed with security, peace and joy for all of us. »

⁸⁹ Aux États-Unis, il existe un état, l'Utah, où règne *de facto* une religion d'État : l'Église des mormons. (Michael Janofsky « Plaza Dispute in Salt Lake Roils Citizens Over Religion », *The New York Times*, 16 novembre 2002.)

⁹⁰ Jean-Pierre Stroobants, « Le primat de Belgique en a assez du "God Bless America" », *Le Monde*, 24 décembre 2002.

pour faire la guerre ⁹¹. Dans le cas de Bush, reconnu pour son « jingoisme » (tiré de l'exclamation *by jingo* dans une chanson anglaise populaire de 1878) ou pour son chauvinisme débridé, le mélange de religiosité et de nationalisme extrême a de quoi faire réfléchir. Tel que rapporté par le grand journaliste du *Washington Post*, Bob Woodward, George W. Bush ne se cache guère pour clamer ouvertement qu'il considère les États-Unis au-dessus des lois internationales.

En effet, lors d'une réunion de son conseil de guerre, le 15 septembre 2001, il aurait déclaré ce qui suit sur le besoin pour les Américains de faire la guerre au terrorisme envers et contre tous : « At some point, we may be the only ones left. That's okay with me. We are America. » («Éventuellement, il est possible que nous soyons les seuls à vouloir aller de l'avant. C'est très bien, en ce qui me concerne. Nous sommes l'Amérique ⁹². ») Son ministre des Affaires étrangères, le secrétaire d'État Colin Powell, aurait fait la remarque que parler haut et fort ne pouvait pas tenir lieu de politique.

Il est surprenant qu'un pays comme les États-Unis, lequel fut fondé par des gens qui voulaient justement s'échapper de la tyrannie des religions d'État qui prévalaient en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles, soit aujourd'hui dirigé par des personnes qui veulent établir le christianisme religion d'État. Tous les empires ont voulu dans le passé faire entériner leur hégémonie par des déités. Que les États-Unis, la seule superpuissance militaire mondiale du début du XXI^e siècle, recherchent la même consécration est une autre indication que l'humanité progresse très lentement.

Ce qui est curieux dans le cas des États-Unis, c'est que sa propre constitution, par son Premier amendement, défend expressément à l'État de prendre position en matière de religion. Il y est précisé qu'il

⁹¹ Bob Woodward et Dan Balz, « At Camp David, Advise and Dissent: Bush, Aides Grapple With War Plan », *The Washington Post*, 31 janvier, 2002, page A01.

⁹² Propos rapportés par Bob Woodward et Dan Balz, *idem*.

n'appartient pas au gouvernement de décréter ce qui est bon ou mauvais à partir d'une interprétation religieuse ⁹³.

Ce qui est le plus inquiétant pour la stabilité du monde est la jonction de deux penchants chez le président américain, c'est-à-dire son penchant religieux et son penchant militariste. Les deux sont de la dynamite. Dans un discours prononcé dans l'État du Tennessee, le 8 avril 2002, George W. Bush exprima publiquement sa vision des liens entre sa morale religieuse et le pouvoir militaire des États-Unis. Il déclara : « Le meilleur moyen de combattre le mal est de faire le bien. Permettez-moi d'apporter une qualification à ce que je viens de dire — la meilleure façon de combattre le mal ici même aux États-Unis est de faire le bien. Mais, la meilleure façon de les (*sic*) combattre à l'étranger est de lâcher contre eux la puissance militaire ⁹⁴ »

À peu près à la même époque, ses conseillers produisirent un document de politique dans lequel il était dit que les États-Unis songaient à modifier leur politique quant au recours aux armes nucléaires dans l'avenir. La vieille politique de la dissuasion qui consistait à ne jamais utiliser les armes nucléaires en premier pourrait être remplacée par un recours unilatéral au nucléaire, en certaines circonstances.

La base morale d'esprits remplis de religiosité sectaire à la George W. Bush risque de les faire basculer à tout moment dans la cruauté envers d'autres êtres humains qui ne pensent pas comme eux. Cela est d'autant plus vraisemblable que les autres sont d'une couleur différente, d'une autre race ou d'une autre religion. Pour ma part, je ne crois pas que Harry S. Truman, en 1945, aurait largué des bombes nucléaires sur des villes européennes. Il le fit cependant sur des villes asiatiques ⁹⁵.

⁹³ L'article 1 du Premier amendement de la Constitution américaine stipule, en effet, que le « Congrès ne doit passer aucune loi qui aurait pour effet d'établir une religion d'État ou de limiter la pratique des religions. »

⁹⁴ Les paroles textuelles de George W. Bush étaient : « The best way to fight evil is to do some good. Let me qualify that – the best way to fight evil at home is to do some good. The best way to fight them abroad is to unleash the military. » (Knoxville, Tennessee, 8 avril, 2002.)

⁹⁵ À la décharge de Harry Truman, il faut dire que la hiérarchie militaire et politique du Japon, à l'été 1945, ne voulait pas capituler. Or, les États-Unis

Et aujourd'hui, je ne crois pas que George W. Bush oserait s'en prendre à l'Europe, mais les villes arabes du Moyen-Orient ont tout à craindre d'un chef militaire qui se croit mandaté par Dieu pour imposer sa version de la justice. Il saurait bien trouver une justification après coup. Souhaitons que le précédent terrible de 1945 dans la terreur militaire ne vienne point un jour hanter les États-Unis.

La guerre en tant que sport ou en tant que jeu

Aux États-Unis, on est si souvent en guerre qu'on en est venu à considérer cette dernière comme une version des événements sportifs. Pour beaucoup d'Américains, en effet, à commencer par George W. Bush, un ancien propriétaire de club de baseball, une guerre est un peu comme une partie de baseball ou de football : il s'agit tout simplement d'être les plus forts et de gagner. En ce faisant, on divertit le peuple et on occupe les médias en leur fournissant de la matière pour remplir les ondes. Aux États-Unis, la guerre est une composante de l'industrie du divertissement.

L'analogie entre les guerres sanglantes et les jeux vidéo est aussi à retenir. Il existe une pléthore de jeux vidéo guerriers, accessibles aux enfants, et dans lesquels les bons triomphent des méchants et se font justice eux-mêmes par la violence. Est-ce que les jeux de guerre vidéo rendent la violence et la guerre plus acceptables et, en apparence, plus faciles ? Dans la promotion et la banalisation de la violence gratuite, Hollywood fait aussi sa part : dans les 25 films les plus populaires de tous les temps, on dénombre pas moins de 9 milliards de morts ⁹⁶ ! Est-ce que les guerres modernes électroniques ne seraient qu'une

n'avaient que quelques bombes atomiques et une invasion terrestre du Japon par l'armée américaine aurait coûté la vie à plusieurs milliers de soldats américains. Est-ce qu'une démonstration de force nucléaire en dehors des centres peuplés aurait suffi à faire changer d'avis le gouvernement japonais ? Nous ne le saurons jamais.

⁹⁶ Christopher Reed, « Searching for a Hollywood Ending », *The Globe and Mail*, 31 décembre 2002, p. R1.

transposition en temps réel des jeux de guerre électroniques et des films à tueries multiples ?

De même, les grands médias jouent un rôle central dans la montée de la psychose guerrière dans un pays. En décembre 2002, par exemple, à l'aube d'une guerre entre la superpuissance américaine et l'Irak, le monde américain des médias néo-conservateurs prenait l'allure d'une maison d'aliénés. On y discutait ouvertement, comme avant un match de foot, sur l'usage que les forces américaines pourraient ou devraient faire des mines antipersonnel pour sécuriser tel ou tel territoire, ou sur la menace de recourir à des armes nucléaires tactiques pour dissuader l'Irak de recourir à des armes de destruction massive chimiques ou biochimiques. On ne semblait guère se préoccuper que les mines antipersonnel fassent surtout des victimes dans la population civile, à commencer par les enfants. Quant à l'arme nucléaire, on oublie trop facilement que les États-Unis demeurent, jusqu'à ce jour, le seul pays qui l'ait déjà utilisée pour détruire des populations civiles ⁹⁷. La moralité de certains semble ne plus compter quand il s'agit de tuer.

La religion dans les écoles aux États-Unis

En 1925, dans l'État du Tennessee, un jeune instituteur, John Scopes, fut condamné et mis à l'amende (100\$) pour avoir enseigné la théorie de l'évolution des espèces vivantes de Charles Darwin. C'était la conclusion du fameux *Scopes Monkey Trial* qui dura du 10 au 25 juillet 1925.

La condamnation de l'enseignant Scopes confirmait la constitutionnalité de la loi Butler, laquelle défendait expressément l'enseignement de l'évolution dans les écoles du Tennessee. Des lois semblables existaient dans d'autres États américains, soit en Oklahoma, en Floride, au Mississippi, en Caroline du Nord et au Kentucky. Ce n'est que 42 ans plus tard, en 1967, que la loi Butler fut résiliée.

⁹⁷ Fox News Channel, « Fox and Friends », le 11 décembre 2002. Voir aussi David E. Sanger, « Bush Warns Foes Not to Use Weapons of Mass Destruction on U.S. Troops », *The New York Times*, 11 décembre 2002.

Cependant, les milieux religieux fondamentalistes américains n'ont jamais abandonné leur but de faire du mythe de la création biblique l'objet d'un enseignement obligatoire dans les écoles américaines, malgré les règles de la Constitution qui établit une nette séparation entre l'État et la religion. À partir de la mythologie biblique, en effet, les fondamentalistes religieux croient que toutes les formes de la vie sur la Terre ont été créées une fois pour toutes, en six jours, par une puissance divine. Les découvertes scientifiques situent plutôt l'apparition des premières formes de vie sur la planète à quelque 3,1 milliards d'années, quand des micro-organismes, sous la forme d'algues et de bactéries, firent leur apparition.

Dans la même lancée, les fondamentalistes propagent l'idée que la Terre a été créée par une force divine il y a 4 000 ou 6 000 ans, comme cela peut être déduit de la Bible, alors que les données scientifiques établissent plutôt cet événement à 4,5 milliards d'années environ ⁹⁸. Les recherches scientifiques ont plutôt identifié le hasard des changements climatiques, des mutations et des catastrophes en tant que facteur crucial d'explication de l'apparition et de l'évolution de la vie sur cette planète.

La plus récente tactique des milieux religieux extrémistes américains vise à présenter le créationnisme comme ayant une valeur scientifique. Ils utilisent le stratagème qui consiste à incorporer le mot « science » au mot « création », comme ils affublent le titre « d'université » à leurs séminaires, afin de créer une confusion chez les législateurs et les juges quant à leurs intentions ultimes. Ils présentent les vues religieuses de la création comme une *intelligent design theory*, une sorte de programmation divine intelligente, selon laquelle seul un dieu aurait pu faire en sorte que le processus évolutif génère des orga-

⁹⁸ Dans les années 1650, un archevêque irlandais du nom de James Ussher calcula l'âge de la Terre en additionnant, à partir de la Bible, les âges d'Adam et de ses descendants. Il arriva à la conclusion que Dieu avait créé la Terre le 22 octobre de l'an 4004 avant J.-C. Pendant 200 ans, cette date fut la référence religieuse de base pour la création de l'univers. (Carl Zimmer, « How old is the Universe ? », *National Geographic*, septembre 2001.)

nes très complexes, comme l'œil chez les humains et chez les animaux ⁹⁹.

D'un point de vue logique, cependant, les deux propositions suivantes sont équivalentes : a) la vie terrestre est si évoluée qu'elle doit avoir été créée par un être divin supérieur ; b) la vie terrestre est si évoluée qu'elle doit avoir été créée par une race de créatures spatiales super intelligentes. Puisque personne ne peut fournir une quelconque évidence pour appuyer l'une ou l'autre proposition, les deux avancées ne sont que pure spéculation, et sans fondement scientifique.

Cela n'empêche nullement une vaste majorité de la population américaine d'être en accord avec les milieux religieux. En effet, la plupart des Américains croient encore dans une biologie d'inspiration divine ou estiment tout au moins que des explications religieuses alternatives au concept d'évolution et de sélection naturelle des espèces par voie d'adaptation devraient faire partie du programme d'études scolaires de leurs enfants.

Toujours à la recherche de votes, les politiciens américains suivent le courant anti-scientifique et adoptent de temps à autre des législations qui légalisent l'enseignement religieux de la biologie. Les cours de justice déclarent habituellement de telles lois contraires aux dispositions constitutionnelles ¹⁰⁰. D'autres lois du même acabit viennent alors les remplacer, de sorte que le débat sur la question de l'origine de l'univers est toujours à reprendre aux États-Unis ¹⁰¹.

⁹⁹ Le 26 septembre 2002, la commission scolaire de Cobb County, en banlieue de la ville d'Atlanta en Géorgie, aux États-Unis, vota un amendement pour permettre qu'on enseigne dans les écoles que « Dieu a créé l'univers en six jours ». (« A suburban school board declares that evolution is just another theory »), *The Economist*, 3 octobre 2002.)

¹⁰⁰ En 1987, la Cour suprême des États-Unis statua que l'enseignement de la *creation science* violait la séparation constitutionnelle de l'Église de l'État.

¹⁰¹ Comme nous l'avons écrit en 2001 (voir *L'Heure Juste*, Stanké Internationales, p. 65), nous sommes d'avis que l'évidence semble indiquer que la matière et l'énergie dans l'univers changent constamment de forme dans un long cycle éternellement répété et qui va de « Big Bang » en « Big Bang ». Le dernier « Big Bang », quand de nombreuses galaxies entrèrent en collision, s'est produit il y a moins de 15 milliards d'années. Cette théorie de l'univers fut initialement proposée en 1955 par l'astronome Lyman Spitzer et confirmée en 1999

La religiosité personnelle de George W. Bush

Quand la religiosité personnelle d'un chef d'État influence directement son jugement dans les politiques d'un pays fortement militarisé comme les États-Unis, le monde a raison de s'inquiéter. Or, George W. Bush ne s'en cache guère : ses politiques sont fortement teintées par ses convictions de fondamentaliste extrémiste religieux. Et il s'attend à ce que son entourage gouvernemental, à commencer par son ministre de la Justice, fasse de même.

Constatons que George W. Bush n'est pas le seul leader américain qui place la religion avant tout. Le chef du mouvement musulman noir américain Nation de l'Islam, le révérend Louis Farrakhan, proclame tout haut sa loyauté, non pas à son pays, mais aux nations étrangères musulmanes. Lors d'un voyage en Irak en juillet 2002, Farrakhan mit tout le pouvoir de ses prières derrière l'ennemi juré de George W. Bush : « Le peuple musulman américain prie pour la victoire de l'Irak, sous la direction du président Saddam Hussein », déclara-t-il. Comme quoi les mouvements religieux peuvent servir de cinquième colonne intérieure lorsque les guerres ont un fondement religieux ¹⁰².

Les conséquences internationales de la dérive religieuse chez le président américain sont des plus évidentes dans la politique américaine face au conflit entre Israël et les Palestiniens. En fait, ce conflit sanglant, qui a pris l'allure d'une guerre non déclarée depuis l'arrivée au pouvoir en Israël, en mars 2001, d'un général extrémiste en la per-

par des spécialistes de la NASA avec l'observatoire orbital FUSE. Les astrophysiciens tentent présentement d'évaluer à quel moment le « Big Bang » précédent se serait produit. Voir Paul Steinhardt et Neil Turok, *The Endless Universe : A Brief Introduction to the Cyclic Universe*. *Science online*, 25 avril, 2002 et revue *Science*, 24 mai, 2002 ; voir aussi Fred Hoyle, Geoffrey Burbidge, et Jayant Vishnu Narlikar, *A Different Approach to Cosmology : From a Static Universe Through the Big Bang Towards Reality*, New York, Cambridge University Press, 2000, 357 p.

¹⁰² Agence France-Presse, « Farrakhan et l'embargo », *La Presse*, 7 juillet, 2002, p. A7.

sonne d'Ariel Sharon, aurait dû être réglé il y a longtemps. En effet, sans l'encouragement à l'intransigeance que les États-Unis ont fourni à Israël en lui procurant de 3 à 4 milliards de dollars en aide financière et militaire chaque année, avec un minimum de conditions, soit plus de 60 milliards de dollars depuis 1979, le conflit serait arrivé à terme il y a longtemps.

Une partie de cette aide est accordée sous forme financière directe, mais une autre partie comprend des garanties d'emprunts et des emprunts publics qui sont discrètement effacés par la suite. Plus des deux tiers de cette aide sont sous forme d'assistance militaire ¹⁰³. En 2001, par exemple, les États-Unis fournirent gratuitement à Israël 67 hélicoptères d'attaque et plus de 300 avions de combat, le tout d'une valeur approchant 2 milliards de dollars.

Du point de vue de la morale humaniste, les États-Unis sont responsables de l'usage des armes meurtrières sophistiquées qu'ils fournissent à Israël. Ce dernier pays est le seul à être directement branché sur le budget du gouvernement des États-Unis ¹⁰⁴. De plus, et cela renforce la responsabilité morale des États-Unis, l'armée américaine tient de temps à autre des exercices conjoints avec l'armée israélienne ¹⁰⁵. Si le gouvernement américain voulait véritablement mettre fin au conflit israélo-palestinien, il commencerait par arrêter son armement d'Israël ¹⁰⁶.

¹⁰³ Barbara Slavin, « Middle East Today Eerily Parallels 1982 Situation », *USA Today*, 4 avril 2002, p. 4A.

¹⁰⁴ L'économiste Thomas Stauffer a calculé que l'État d'Israël a coûté 1,6 mille millions de dollars aux États-Unis depuis 1973, soit 5 700 dollars pour chaque Américain. Voir David R. Francis, « Economist Tallies Swelling Cost of Israel to U.S. », *The Christian Science Monitor*, 9 décembre 2002.

¹⁰⁵ Jonathan Weisman et Dave Moniz, « Pentagon Cancels U.S. Military Exercise with Israel », *USA Today*, 5 avril 2002, p. 6A.

¹⁰⁶ Au printemps 2002, après que l'armée israélienne eut détruit le quart des maisons du camp de réfugiés palestiniens de Jénine, l'agence d'aide américaine USAID offrit des tentes et des draps aux résidents. La population en colère les brûla, ne voulant pas recevoir des tentes et du matériel de la part des États-Unis, alors que ce pays avait fourni les armes qui avaient servi à détruire leurs demeures. Voir Paul Adams et Paul Koring, « Rebuilding Jenin Camp a Delicate Task », *The Globe and Mail*, 4 mai 2002, p. A5.

En effet, la seule raison pour laquelle Israël se comporte comme une superpuissance en Palestine et fait des grimaces au monde entier, tient au fait que le grand frère américain lui sert de caution et de paravent. Il n'est guère exagéré de dire qu'Israël est *de facto* le 51^e État américain. La communauté internationale n'accepterait jamais qu'un pays de 5 millions d'habitants détruise impunément des camps de réfugiés et utilise l'artillerie lourde contre des populations civiles désarmées, si ce n'est qu'elle ne peut faire autrement parce qu'Israël est le protégé militaire des États-Unis d'Amérique. C'est une responsabilité que les États-Unis ne peuvent récuser. Par leurs actions et par leur négligence, les États-Unis sont les complices des crimes de guerre que le gouvernement israélien commet contre le peuple palestinien.

L'effet boomerang de la propagande religieuse américaine à l'étranger

Sous l'administration de Ronald Reagan, au milieu des années 80, le gouvernement américain crut avoir trouvé la formule magique pour promouvoir les intérêts américains contre l'Union soviétique : il s'agissait de fournir gratuitement aux écoles religieuses islamistes de l'Afghanistan sous occupation soviétique, et jusqu'à un certain point à celles du Pakistan sous le règne du général Zia, des livres d'islamisme militant, afin de promouvoir le *jihad* contre les Russes athées. Le plan de la U.S. Agency for International Development consistait à inonder les écoles religieuses afghanes, les *madrassas* ou écoles coraniques, de livres de classe spécialement conçus dans un langage qui glorifiait la Loi islamique, le *jihad* et la guerre contre les infidèles, en l'occurrence les communistes soviétiques.

En d'autres mots, il s'agissait de distribuer gratuitement aux écoles religieuses de cette partie du monde un petit catéchisme d'une centaine de pages du parfait terroriste islamiste, prêt à se sacrifier pour tuer l'ennemi. Les *madrassas* sont, en effet, des écoles religieuses qui servent de lieu privilégié d'endoctrinement et de recrutement des terroristes musulmans. Le petit catéchisme américain pour former des terroristes islamistes contenait non seulement des exhortations à la guerre sainte, mais aussi de nombreux dessins mettant en évidence des sol-

dates, des fusils, des balles, des grenades, des chars d'assaut, des missiles et des mines antipersonnel.

En vertu du programme « d'aide religieuse » américaine, on attribua un budget de 51 millions de dollars à l'Université du Nebraska-Omaha, et à son Centre des études sur l'Afghanistan, de 1984 à 1994, afin qu'ils développent et rédigent les manuels de classe glorifiant la guerre et les armes. Les manuels militaro-religieux étaient rédigés en langues dari et pachtou, les deux langues dominantes en Afghanistan et dans une partie du Pakistan. Les petits livres devinrent vite très populaires auprès du clergé islamique afghan et les Talibans, une fois parvenus au pouvoir en 1996, les adoptèrent comme manuels d'instruction de l'islamisme militant.

Dans son adresse radiophonique hebdomadaire du 16 mars 2002, le président George W. Bush annonça que son administration suivait les traces du gouvernement Reagan et que l'Agency for International Development s'apprêtait à distribuer 10 millions de nouveaux manuels en Afghanistan. La même Université du Nebraska-Omaha reçut 6,5 millions de dollars afin de préparer la nouvelle version. Les observateurs notèrent, cependant, que les nouveaux manuels de propagande mousaient encore la ferveur islamique et contenaient des versets tirés du Coran et d'autres enseignements reliés à la religion musulmane.

Bush n'en déclara pas moins que les nouveaux livres de classe allaient enseigner aux enfants de l'Afghanistan « le respect pour la dignité humaine, au lieu de les endoctriner dans la voie du fanatisme et de l'intolérance ¹⁰⁷. » Quant aux vieux manuels terroristes, l'Agence d'aide internationale américaine se lança dans une opération pour effacer les passages qui faisaient trop ouvertement la promotion de la violence et des assassinats.

Ainsi, même si la constitution américaine défend expressément au gouvernement de faire la promotion d'une religion, et encore moins de dépenser de l'argent à cet effet, les gouvernements de Ronald Reagan

¹⁰⁷ Joe Stephens et David B. Ottaway, « From U.S., the ABC's of Jihad : Violent Soviet-Era Textbooks Complicate Afghan Education Efforts », *The Washington Post*, 23 mars, 2002, p. A01.

et de George H. Bush n'en consacrèrent pas moins des millions de dollars, de 1984 à 1992, à faire la promotion de l'islamisme et du terrorisme en Afghanistan, et dans les régions voisines du Pakistan. Les observateurs s'accordent pour dire que l'intégrisme religieux n'était rien en Afghanistan et au Pakistan, avant que le gouvernement américain ne décide de les financer et de leur fournir des armes idéologiques et militaires pour combattre les soviétiques ¹⁰⁸.

Le 11 septembre 2001, cet « investissement » public américain fut repayé avec intérêts, quand 19 terroristes islamistes, plusieurs entraînés en Afghanistan, commirent leurs attentats en sol américain, contre des milliers d'Américains ¹⁰⁹. Ce qui est encore plus étonnant, c'est l'acharnement de George W. Bush à poursuivre la même aventure désastreuse d'une propagande religieuse antidémocratique des plus élémentaires dans les pays du tiers-monde.

Les États-Unis et la lutte mondiale contre le sida

La religiosité du gouvernement américain l'amène parfois à s'associer aux régimes les plus répressifs de la terre, lorsqu'il s'agit du contrôle des naissances dans les pays pauvres et surpeuplés, et lorsqu'il s'agit de favoriser l'éducation sexuelle et l'émancipation des femmes. En effet, les Nations unies déploient des efforts considérables pour aider les pays les plus pauvres à contrôler l'explosion de leurs populations et à enrayer des maladies transmises sexuellement comme le sida.

L'épidémie du sida est devenue une cause importante de pauvreté dans les pays du tiers-monde, tout particulièrement en Afrique subsaharienne. Selon le Programme Commun des Nations unies sur le

¹⁰⁸ En 1995, le Congrès américain vota une somme de 300 millions de dollars, afin de soutenir les combattants moudjahidines contre l'Union soviétique. L'aide devait transiter par le Pakistan, pays à qui le gouvernement fournissait des avions militaires F-16.

¹⁰⁹ Martin Schram, « Can this be the enemy? How American texts schooled terrorists », Scripps Howard News Service, 28 mars 2002.

VIH/sida (ONUSida) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y avait dans le monde, en 2002, quelque 42 millions de personnes vivant avec le virus du sida, tandis que 3 millions de personnes succombaient annuellement à la maladie.

L'Afrique sub-saharienne est tout particulièrement touchée par l'épidémie, parce que c'est dans cette région du monde où on dénombre 70 % du total des personnes affectées, soit 29,4 millions de personnes. Et, qui plus est, il y a dans cette région 3,5 millions de nouveaux cas diagnostiqués chaque année, soit 70 % de tous les nouveaux cas recensés dans le monde. Cette maladie transmise sexuellement exigerait donc des efforts encore plus soutenus pour contenir l'épidémie et renverser sa tendance.

Or, un des adversaires acharnés de ces efforts est justement l'ultra conservateur gouvernement américain, lequel n'hésite pas en pareilles circonstances à s'allier à des pays islamiques fondamentalistes pour mettre des bâtons dans les roues des Nations unies. Il s'agit d'un autre exemple de l'influence néfaste des vues religieuses fondamentalistes de certains milieux américains sur la politique extérieure de ce pays.

Ainsi, lors d'un sommet des Nations unies sur l'enfance, tenu à New York en mai 2002, le gouvernement de George W. Bush délégua son secrétaire à la Santé, Tommy Thompson, pour livrer le message suivant : la lutte contre le sida dans les pays pauvres doit passer en premier lieu par l'abstinence et la chasteté, à la fois dans le mariage et à l'extérieur du mariage. De plus, les États-Unis n'approuveront aucun programme des Nations unies qui encourage l'avortement et le contrôle des naissances. L'administration américaine n'entend contribuer, ni de près ni de loin, à la lutte contre la surpopulation en tant que cause majeure de la pauvreté dans les pays en voie de développement.

Le gouvernement Bush mit sa menace à exécution le 22 juillet 2002, quand il annonça qu'il mettait fin à sa contribution annuelle de 34 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour la population

(FNUAP)¹¹⁰. Sur ces questions de planning familial, d'éducation sexuelle et d'émancipation des femmes dans les pays pauvres, force est de constater que le gouvernement américain fait beaucoup plus partie du problème que de la solution.

Mais, paradoxalement, ce sont de simples citoyens américains qui contribuent le plus, à même leurs fortunes personnelles, à financer des programmes internationaux d'éducation sexuelle et de contrôle des naissances. Ainsi, deux des plus grands philanthropes en la matière sont les Américains Bill Gates (Microsoft) et Ted Turner (CNN). Ces deux donateurs ont contribué des centaines de millions de dollars à la lutte contre la surpopulation et contre les maladies transmises sexuellement dans les pays pauvres. Comme quoi les États-Unis présentent au monde deux visages en matière d'aide étrangère et de politiques sociales : celui d'un gouvernement puritain, prisonnier de son prude électorat, et celui de donateurs privés à l'esprit ouvert et généreux¹¹¹.

¹¹⁰ L'Union européenne fit montre de leadership en annonçant qu'elle allait compenser le retrait des États-Unis et verser 32 millions d'euros supplémentaires au Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

¹¹¹ Doug Saunders, « Birth Control No Solution for AIDS, U.S. Argues », *The Globe and Mail*, 8 mai 2002, p. A7.

8

La politique aux États-Unis

Méfiez-vous du chef qui bat du tambour pour fouetter la ferveur patriotique du peuple, car le patriotisme est une arme à double tranchant. C'est qu'il fait tout à la fois bouillir le sang et obscurcir l'esprit. Et, quand les tam-tam de la guerre atteignent des sommets fiévreux et que le sang écume de haine et que les esprits se sont refermés, le leader n'a même pas besoin de s'approprier les droits des citoyens. Bien au contraire, ce sont les gens eux-mêmes, pris de peur et aveuglés par le patriotisme, qui abdiqueront dans l'allégresse tous leurs droits au profit du chef. Comment sais-je ces choses ? Parce que c'est ce que j'ai moi-même fait. Moi, César.

Jules César (101-44 av. J.-C.)

With God, all things are possible.

(« Avec l'aide de Dieu, tout est possible. »)

Devise de l'État américain de l'Ohio

Dieu est toujours du côté des plus gros bataillons.

Frédéric le Grand, roi prussien (1712-1786)

[Retour à la table des matières](#)

L'aspirant à la présidence

En décembre 1998, les conseillers du gouverneur du Texas étaient préoccupés du peu d'expérience internationale que possédait le prétendant à la Maison-Blanche. George W. Bush, même âgé d'un demi-siècle, n'avait jamais voyagé à l'extérieur des États-Unis, à l'exception des villes mexicaines frontalières du Texas.

C'était une différence énorme avec son père, George H. W. Bush, qui devint président des États-Unis en 1988, après avoir acquis une vaste expérience des affaires internationales. George père, en effet, avait été ambassadeur des États-Unis aux Nations unies et directeur de la CIA, l'organisme d'espionnage américain, en plus d'avoir été vice-président dans l'administration de Ronald Reagan de 1981 à 1988. Le premier président Bush ne se sentait pas prisonnier d'Israël et n'hésita pas à l'occasion à user de représailles contre le gouvernement de Yitzhak Shamir, quand ce dernier mettait les États-Unis dans l'embarras.

En 1992, par exemple, après qu'Israël eut menacé de saboter le processus de paix de Madrid, Bush père menaça de suspendre la garantie de 10 milliards de dollars que les États-Unis avaient promis pour le transfert de colons russes vers les installations d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. Plus tard, George W. Bush, le fils, affirmera que l'attitude ferme de son père avait été une erreur politique qui lui avait coûté sa réélection en 1992, en lui enlevant des votes pro-Israël. Pour Bush fils, il apparaissait que ce n'était pas une « erreur » à répéter.

George W. Bush pouvait capitaliser sur le nom Bush, rendu célèbre par son père, mais avant son arrivée à Washington, il était fondamentalement ignorant des grands problèmes mondiaux. Afin de redorer son image auprès des médias, cependant, les conseillers de George W. Bush lui organisèrent un voyage en Israël, en décembre 1998, où le candidat présidentiel fut l'invité du général Ariel Sharon. Ce dernier était alors ministre des Affaires étrangères d'Israël, mais il allait plus tard devenir chef du Likoud et premier ministre.

Sharon s'empessa de mettre un hélicoptère au service de son visiteur afin qu'il ait une bonne vue du pays. La visite des Lieux saints stimula la ferveur religieuse de George W. Bush, lequel raconta dans son autobiographie comment il avait été impressionné de voir les toits en or de la ville de Jérusalem ¹¹².

Une fois de retour, le candidat présidentiel fut en mesure de faire un discours devant le puissant American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), et de parler en connaissance de cause et avec sympathie des limites territoriales très étroites de l'État d'Israël ¹¹³.

Un puissant groupe de pression

En février 1998, un petit groupe de 40 personnes en vue formèrent une cabale sous le leadership de Richard Perle, président d'un groupe obscur mais influent, le Defense Policy Board. Ils rédigèrent et signèrent une lettre ouverte adressée au président Bill Clinton, l'enjoignant de mettre tout en oeuvre pour renverser le régime de Saddam Hussein en Irak.

Le groupe, appuyé publiquement par Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État de Richard Nixon et de Gerald Ford de 1969 à 1976, comprenait les anciens secrétaires à la Défense, Caspar Weinberger, Frank Carlucci et Donald H. Rumsfeld, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, de même que des sous-ministres importants, tels Paul Wolfowitz (défense), Douglas Feith (défense), Richard Armitage (af-

¹¹² George W. Bush, *A Charge to Keep*, New York, Morrow, 1999. Dans ce livre, écrit en collaboration avec son directeur des communications, Karen Hughes, les mots « oil » et « religion », deux des principales préoccupations de George W. Bush, n'apparaissent même pas à l'index.

¹¹³ Avant 1954, ce lobby portait le nom plus évocateur de *American Zionist Council of Public Affairs*. L'AIPAC est une sorte de grande organisation politique de type « parapluie » pro-Israël aux États-Unis. Il s'agit d'une organisation politique extrêmement puissante qui souscrit des millions de dollars aux campagnes électorales américaines. (Robert S. Greenberger et Jeanne Cummings, « Faith, Trust and War Keep Bush Firmly in Israel's Corner », *The Wall Street Journal*, 3 avril 2002, p. A24.)

fares étrangères), et des politiciens tel Stephen Solarz (New York), etc. ¹¹⁴. Six mois plus tard, le président Clinton signait une loi intitulée *Iraq Liberation Act*, laquelle s'accompagnait d'un budget de 97 millions de dollars destinés à venir en aide à l'opposition irakienne.

La même cabale, exercée avec encore plus de pression, mais cette fois-ci avec plus de succès, s'appliquera à persuader l'administration de George W. Bush que les États-Unis se devaient de renverser le gouvernement de Saddam Hussein. Le but de la cabale était de faire détourner la guerre contre le terrorisme international et le réseau Al-Qaïda, vers l'Irak et son pétrole. C'était une opportunité historique de faire d'une pierre deux coups et de s'attaquer à un problème majeur anticipé ¹¹⁵.

En effet, il existe une justification économique à l'intérêt que les dirigeants américains portent au pétrole du Moyen-Orient. Plusieurs experts croient que la production pétrolière mondiale atteindra son sommet entre 2010 et 2020, quand la moitié des ressources exploitables auront été développées. En 2020, en effet, il est prévu que les producteurs membres de l'OPEP devront produire, à eux seuls, 50 millions de barils de pétrole par jour pour satisfaire les besoins de l'économie mondiale. À ce moment, le prix de l'or noir pourrait se mettre à grimper en flèche, alimentant une inflation mondiale et disloquant les économies industrialisées. Dans ce contexte, si de nombreux pays du Moyen-Orient tombaient sous la coupole des mouvements fondamentalistes et devenaient des États islamistes hostiles à l'Occident, selon le modèle de l'Iran, la crise mondiale future du pétrole pourrait être extrêmement grave ¹¹⁶.

C'est pourquoi, dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush fit d'un changement de régime politique en Irak une pièce maîtresse de sa politique étrangère. En ce faisant, cependant, et surtout en refusant

¹¹⁴ Seymour M. Hersh, « The Iraq Hawks », *The New Yorker*, 24 et 31 décembre 2001, p. 58-64.

¹¹⁵ C'était aussi une opportunité pour les États-Unis de rentabiliser les quelques 343 milliards de dollars en dépenses militaires « improductives » que ce pays engloutit chaque année.

¹¹⁶ Jeremy Rifkin, *L'Économie hydrogène après la fin du pétrole, la nouvelle révolution économique*, Paris, La Découverte, 2002.

d'imposer un règlement au conflit israélo-palestinien, George W. Bush minait les efforts de son propre gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme dirigé contre les États-Unis. En effet, en menaçant de s'attaquer à un pays arabe sans provocation apparente, le gouvernement Bush se trouvait non pas à décourager, mais à encourager le terrorisme islamiste contre son propre pays. Le risque en valait-il la chandelle ? Pour les membres de la cabale anti-irakienne, la réponse était plus que positive. C'était une nécessité quasi absolue : il fallait transformer le Moyen-Orient en une grande colonie pourvoyeuse de pétrole.

L'offensive médiatisée

La charge des *Likudniks* au Congrès américain était menée par l'ancien candidat démocrate à la vice-présidence, le sénateur Joseph Lieberman, leur *point-man* au Congrès américain. Ce dernier se distinguait par son attitude de fermeté en appelant le Congrès à donner au président Bush les pouvoirs nécessaires « pour agir afin de chasser Saddam Hussein... Nous avons la force nécessaire pour le faire partir. Nous pouvons assembler un plan pour le remplacer par un gouvernement irakien uni. Allons-y, et donnons au président [Bush] l'autorité pour qu'il fasse ce pour quoi nous élisons les commandants en chef », déclarait Joseph Lieberman sur les ondes du Fox News Channel ¹¹⁷.

Toujours sur Fox News, Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères d'Israël, s'employait à diaboliser Saddam Hussein, ce qui n'était guère difficile, et à comparer l'Irak à l'Allemagne nazie, ce qui était, pour le moins, une exagération. Tout cela avait pour but de conditionner le public américain, ébranlé par les attentats du 11 septembre 2001, à accepter que leur pays devienne l'agresseur au Moyen-Orient.

Selon un expert situé au premier rang, Scott Ritter, ancien chef de l'équipe d'inspection de l'armement des Nations unies en Irak, c'était

¹¹⁷ Agence France-Presse, « La classe politique américaine en ébullition », *Le Devoir*, 5 août 2002.

un subterfuge que de prétendre qu'il fallait attaquer l'Irak parce que ce pays représentait une menace à la sécurité des États-Unis ¹¹⁸. L'Irak appauvri et isolé ne menaçait ni les États-Unis, ni leurs alliés, ni ses voisins proches. Selon Ritter, en effet, « les forces armées irakiennes ne posent aucune menace, sauf à la population irakienne elle-même ¹¹⁹ ».

En 2002-2003, l'Irak, un pays de 25 millions d'habitants, défait militairement par les forces alliées en 1991, soumis à 12 années d'embargo économique ¹²⁰, en plus d'avoir été l'objet de nombreuses inspections et d'avoir été *de facto* désarmé par les Nations unies, n'était pas un pays en mesure de menacer ses voisins, encore moins les États-Unis d'Amérique ¹²¹. C'était un pays pratiquement complètement désarmé contre les attaques aériennes du consortium militaire États-Unis-Grande-Bretagne. Et, qui plus est, personne ne pouvait démon-

¹¹⁸ Cela en dit long sur le déclin de la démocratie aux États-Unis : le FBI, l'instrument policier du ministère de la justice dirigé par John Ashcroft, a enquêté sur John Ritter à trois occasions après son intervention publique, en plus de placer aussi son épouse sous investigation. (Voir Nadani Ditmars, « Ex-Weapons Inspector Prefers Patriot Label », *The Globe and Mail*, 7 octobre 2002, p. A15.)

¹¹⁹ « End the Iraq War », *The Seattle Times*, 14 mai 2001. Voir aussi Scott Ritter, *Endgame : Solving the Iraq Problem, Once and For All*, New York, Simon & Schuster, 1999.

¹²⁰ L'embargo économique contre l'Irak fut total de 1990 à 1995, en vertu de la résolution 661 du Conseil de sécurité. Seuls les médicaments et les vivres aux fins humanitaires faisaient l'objet d'exemption. À compter de mai 1996, en vertu de la résolution 986 du Conseil, connue sous le nom de « pétrole contre nourriture », l'Irak signa une entente l'autorisant à vendre du pétrole, sous le contrôle du comité des sanctions de l'ONU, les sommes étant déposées dans des banques new-yorkaises et utilisées pour solder des achats acceptés. En mai 2000, en vertu de la résolution 1284, le programme fut soustrait au contrôle du comité des sanctions, ce qui permit à l'Irak de vendre davantage de pétrole, sous la surveillance d'une commission internationale, mais toujours pour s'acquitter d'achats à l'étranger jugés prioritaires.

¹²¹ Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, confirma indirectement cette réalité quand il déclara, sur un ton d'indignation, que l'Irak avait tiré 67 fois contre des avions anglais et américains patrouillant les zones de non-vol en Irak, en deux semaines, mais n'avait atteint aucun d'entre eux. Voir Alan Freeman, « U.S. Struggles to Win Support of Key Players on Iraq Plan », *The Globe and Mail*, 11, octobre 2002, p. A10.

trer que la politique d'encerclement stratégique de l'Irak ne pouvait se poursuivre aussi longtemps que nécessaire.

Selon les mots mêmes de l'ancien chef de l'équipe d'inspection de l'armement des Nations unies, « Il est irresponsable à l'extrême de dire [que l'Irak s'est doté d'un armement de destruction massive] sans fournir aucune évidence à cet effet. Personne, ni le Sénat des États-Unis, ni les services américains d'espionnage, ni aucun des politiciens de l'administration de George W. Bush, n'a fourni aucun indice qui s'apparente de loin à un fait réel pour appuyer leurs allégations concernant la possession que l'Irak aurait présentement des armes de destruction massive ¹²². » Tout ce que le président américain pouvait affirmer en public était que l'Irak pourrait acquérir l'arme nucléaire « dans un avenir pas très lointain ». Pour George W. Bush, cela était suffisant pour proclamer avec grandiloquence que « l'Histoire nous a enjoint d'agir ¹²³ ».

Mais pour qu'un pays pose véritablement une menace militaire sérieuse et imminente pour un autre pays, il faut deux conditions : primo, que le présumé agresseur ait la capacité militaire de constituer une telle menace ; et, secundo, que le pays en question ait une intention ou une volonté manifeste de causer des dommages.

Aucune de ces deux conditions n'était remplie par l'Irak face aux États-Unis. Ce pouvoir militaire de troisième ordre n'avait pratiquement pas de forces aériennes et, même s'il avait un armement rudimentaire de destruction massive, il n'avait certes pas les moyens de s'en servir sur la scène internationale. Quant à l'intention d'attaquer les États-Unis, c'était plutôt les avions anglais et américains qui attaquaient quotidiennement le territoire irakien, tandis que Saddam Hussein en avait plein les bras de se maintenir au pouvoir après sa défaite de 1991.

Malgré tous les efforts déployés pour montrer le contraire, aucun lien crédible n'avait pu être établi entre le réseau Al-Qaïda et l'Irak, et

¹²² Interview de Scott Ritter pour le *National Post*. Voir Jan Cieski, « Iraqi Arms Capability Played Down », *The National Post*, 7 août 2002, p. A11.

¹²³ Associated Press, « Bush Warns of Iraqi Nukes », 8 août 2002.

aucune menace de nature militaire n'avait été proférée contre les États-Unis ou contre d'autres pays ¹²⁴. Dans un rapport public, une enquête des Nations unies sur la question avait même conclu « qu'il n'y avait aucune évidence d'un lien existant entre le groupe terroriste de Ousama ben Laden et le gouvernement irakien ¹²⁵ ».

Alors pourquoi une telle cabale existait-elle aux États-Unis pour aller en guerre contre l'Irak ? Une partie de la réponse : nous avons affaire, ni plus ni moins, à une tentative de mainmise d'Israël et de son puissant lobby politique américain sur la politique étrangère des États-Unis. Une première motivation derrière la cabale : préserver le monopole nucléaire que l'État d'Israël détient au Moyen-Orient, et anéantir le reste de l'armée irakienne. Les autres parties de la réponse, que nous développons plus loin, touchent au besoin de contrôler les sources de pétrole au Moyen-Orient et aux impératifs électoraux républicains à court terme aux États-Unis en 2002 et en 2004.

Nul doute, cependant, qu'une fois l'Irak écrasé, les leaders de la cabale hostile à l'Irak allaient lancer leur arsenal de propagande médiatisée contre l'Iran, ou encore contre la Corée du Nord, tous les deux déjà identifiés par le président américain, en janvier 2002, comme faisant partie d'un « axe du Mal ». En vérité, nous étions en présence d'un plan cohérent visant à se servir de la puissance militaire américaine pour réaliser simultanément plusieurs objectifs stratégiques.

¹²⁴ Même la CIA, l'organisme d'espionnage américain, crut bon de rappeler qu'il était peu probable que l'Irak puisse lancer une attaque contre les États-Unis dans un avenir prévisible, quoique ce pays puisse probablement le faire s'il était provoqué. Voir Patrick Worsnip, « CIA Warns that Iraq Will Retaliate », *The Globe and Mail*, 10 octobre 2002, p. A15.

¹²⁵ Joe Lauria, « (U.N. Finds No Evidence of Link between Al-Qaeda and Iraq) », *Southam News, The Gazette*, 18 décembre 2002, p. A28.

La symbiose Sharon-Bush

En 2002-2003, George W. Bush et Ariel Sharon sont deux frères jumeaux, idéologiquement parlant. Les deux sont des leaders pieux, conservateurs et ultranationalistes, l'un entra en fonction en janvier 2001, l'autre au début de mars 2001. Les deux étaient déterminés à changer les politiques de leurs prédécesseurs dans le conflit israélo-palestinien. Sharon rejetait comme une erreur pour Israël tout le processus de paix d'Oslo de 1993 ¹²⁶, tandis que Bush rejetait les interventions de Bill Clinton dans le conflit au Moyen-Orient comme ayant été contre-productives.

Tous les deux avaient présenté leurs guerres respectives contre le terrorisme comme une lutte entre le Bien et le Mal. Les deux méprisaient les Nations unies et les lois internationales. Les deux croyaient que les conflits internationaux devaient se régler par l'usage de la force, et pas autrement, c'est-à-dire par la diplomatie et par l'application des lois internationales.

Une fois parvenu au pouvoir, George W. Bush se hâta de confirmer son appui indéfectible à Israël en déclarant, en février 2001, que les relations États-Unis-Israël sous son administration étaient aussi solides que le roc (*rock-solid*). Bush annonça aussi que son gouvernement allait abandonner les efforts de paix du gouvernement Clinton et allait plutôt adopter une politique de désengagement à l'endroit du conflit israélo-palestinien. En pratique, cela signifiait que les États-Unis allaient continuer à fournir des armes sophistiquées à Israël

¹²⁶ L'accord d'Oslo fut négocié dans la capitale norvégienne entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, et signé à Washington le 13 septembre 1993. Il représentait l'ensemble des accords conclus entre Israël et les Palestiniens pour fixer un calendrier et les règles de la mise en place progressive de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, de même que les conditions pour des négociations finales sur des formes juridiques plus permanentes. Itzhak Rabin fut assassiné le 4 novembre 1995, par un jeune juif fanatique prétendant agir « au nom de Dieu ». Il subissait en cela le même sort qu'Anouar Sadate, le président égyptien assassiné par des islamistes fanatiques en octobre 1981.

(avions, hélicoptères, chars, missiles et fusils), mais qu'ils laissaient toute la latitude au gouvernement israélien de s'en servir contre les populations palestiniennes.

Ariel Sharon capta bien le message. D'ailleurs, quand ce dernier visita Washington en mars 2001 et qu'il annonça à Bush qu'il « allait extirper de notre société les radicaux palestiniens », le président américain est rapporté lui avoir dit : « Vous n'avez pas besoin d'élaborer. » Bien sûr, ce genre de clin d'œil diplomatique et cette politique du « faire semblant » ne passent pas inaperçus et minent sérieusement la crédibilité de celui qui les fait, surtout lorsqu'il ambitionne par la suite de jouer au Salomon dans la résolution de conflits internationaux.

9

Les conséquences des politiques internationales de George W. Bush

Celui qui est un fanatique de la justice finit par tuer un million de personnes innocentes afin de faire de la place pour ses tribunaux. Si nous voulons survivre sur cette planète, nous devons faire des compromis.

Storm Jameson

La moitié du mal dans le monde vient de gens qui veulent se sentir importants. Ils n'ont pas l'intention de faire du mal, mais cela ne les préoccupe guère. Ou bien, ils s'en rendent compte, mais ils se justifient en se réconfortant qu'ils doivent continuellement lutter pour être à la hauteur d'eux-mêmes.

T.S. Eliot (1888-1965)

[Retour à la table des matières](#)

Les conséquences de ce cumul de politiques présidentielles à courte vue ne pouvaient qu'être des plus désastreuses, à la fois pour les États-Unis et pour le monde. Commençons par les attentats terroristes islamistes du 11 septembre 2001.

Primo, même si personne ne peut répondre avec certitude à une telle question, on peut légitimement se demander si un tel carnage se

serait produit sous l'administration de Bill Clinton, alors que le président américain, même dans l'échec, avait conservé une certaine crédibilité tant auprès des camps israélien que palestinien. Avec les déclarations publiques de George W. Bush, une fois parvenu au pouvoir, tous les espoirs de voir les États-Unis jouer le rôle d'un honnête courtier de paix au Moyen-Orient s'évanouirent. Même si l'on sait que les terroristes planifiaient un coup d'éclat contre les États-Unis depuis quelques années, est-ce que l'élection et les politiques de George W. Bush ont tué tout espoir et ont été l'étincelle qui a allumé le brasier ?

Est-ce que l'élection de George W. Bush et le déséquilibre de ses politiques ont été des éléments amplificateurs du terrorisme islamiste ? On ne pourra jamais répondre avec certitude à une telle question. Que l'indignation internationale face au conflit israélo-palestinien et l'antiaméricanisme qui l'accompagne aient monté d'un cran avec l'arrivée aux commandes de George W. Bush est indéniable (voir l'analyse du rapport Pew au chapitre 17). Le désastre du 11 septembre 2001 fut autant une conséquence des mauvaises politiques extérieures des États-Unis que l'échec retentissant de leur appareil de cueillette de renseignements.

Est-ce que George W. Bush, par ses provocations, est indirectement responsable de l'hécatombe du 11 septembre 2001 qui a coûté la vie à plus de 3 000 personnes innocentes ¹²⁷ À qui profite le crime ? Nulle personne n'a autant profité personnellement de l'abominable désastre humain du 11 septembre 2001 que George W. Bush. Politicien néophyte sur la scène fédérale américaine qui s'était hissé au pouvoir avec moins de votes que son adversaire Al Gore, George W. Bush ne jouissait pas d'une bonne image publique avant le 11 septembre 2001. Il avait la réputation de ne pas être des plus brillants intellectuellement, et il crouissait dans les sondages publics avec 53 % d'approbation populaire ¹²⁸.

¹²⁷ L'hécatombe terroriste du 11 septembre 2001 fit officiellement 2 830 victimes au World Trade Center de New York. De ce nombre 494 étaient des ressortissants étrangers, même si plusieurs avaient une double citoyenneté. L'attaque terroriste contre le Pentagone à Washington et l'effondrement en Pennsylvanie d'un avion arraisonné par les terroristes firent 200 autres victimes.

¹²⁸ Après son élection contestée, George W. Bush avait réussi à grimper jusqu'à 60 % d'approbation dans les sondages. Cependant, à l'été 2001, son pourcen-

Tout cela changea le 11 septembre 2001. De leader ordinaire, élu par un accident réglementaire, George W. Bush fut subitement consacré grand chef militaire dans la lutte internationale au terrorisme. Mieux, il ne perdit pas de temps à se trouver une « mission historique » qui cadrerait bien avec son tempérament belliqueux et sa vision simpliste d'un monde divisé entre des valeurs absolues, entre le Bien et le Mal, entre le Fort et le Faible, entre le Blanc et le Noir, entre ceux qui sont avec nous et ceux qui sont contre nous : « Ou bien vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes ¹²⁹ » Il allait, déclara-t-il, partir « *en croisade* » contre les forces du Mal ¹³⁰. C'était à s'y méprendre une version presque identique des admonitions de Oussama ben Laden, quand ce dernier proclamait : « Vous êtes ou bien croyant ou un infidèle. »

Les fréquentes apparitions télévisées du président américain le projetèrent dans le rôle de chef d'État américain comme aucun autre événement n'aurait pu le faire. Il existe chez les Américains une tendance naturelle à se rallier derrière leur commandant en chef en temps de crise ou de guerre. Devant ce raz-de-marée patriotique, ses adversaires démocrates furent désemparés et ne purent qu'emboîter le pas. La popularité de George W. Bush explosa, comme elle aurait d'ailleurs explosé pour n'importe quel président en pareilles circonstances, et il bénéficia soudainement de taux d'approbation populaire atteignant 80 et même 90 %.

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001, malgré leur tragique impact, furent sans contredit un cadeau politique inespéré pour George W. Bush. En ces temps de catastrophe et de peur, le public américain, avec les médias en tête, recherchait désespérément un symbole paternaliste national. Le président américain se vit, du jour au lendemain, confier une mission quasi religieuse de vengeance na-

tage d'approbation était retombé autour de 50 %, ce qui est relativement bas pour un nouveau président.

¹²⁹ Bush se trouvait à paraphraser Jésus-Christ, le fondateur de la religion chrétienne, qui avait déclaré : « Qui n'est pas avec moi est contre moi, et qui ne rassemble pas avec moi disperse. » (Mathieu 12, 30.)

¹³⁰ En ce faisant, George W. Bush employait un terme chargé de signification, puisqu'il se référait aux croisades médiévales des chrétiens contre les musulmans.

tionale. Ce n'était pas sans rappeler la vénération dont Franklin D. Roosevelt bénéficia après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Dans le cas de George W. Bush, celui-ci s'était lancé dans la religion après avoir surmonté son alcoolisme à l'âge de 40 ans. Les événements tragiques du 11 septembre 2001 vinrent renforcer sa conviction qu'il avait été choisi ni plus ni moins que par Dieu lui-même pour guider les États-Unis et le monde dans cette époque troublée.

Secundo, l'appui de George W. Bush et la tendance de celui-ci à mettre le conflit israélo-palestinien, demi-centenaire, dans le fourre-tout du terrorisme international furent interprétés par Ariel Sharon comme une licence américaine de faire des incursions militaires dans la zone autonome palestinienne, et cela en toute impunité. Le but d'Ariel Sharon a été depuis longtemps d'expulser de force les Palestiniens de leurs territoires qu'Israël occupe illégalement depuis la guerre des Six Jours, soit depuis 1967, et cela à l'encontre de multiples résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, laissées lettres mortes grâce au veto américain. Parmi ces dernières, on retrouve la résolution 465, approuvée à l'unanimité par ses membres le 1^{er} mars 1980. Cette résolution est des plus claires : les colonies israéliennes en Palestine sont illégales et les politiques d'Israël à ce sujet constituent une « violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève » et une obstruction sérieuse à l'atteinte d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Après les attentats terroristes en territoire américain, Ariel Sharon ne perdit pas de temps à exploiter la vision simpliste de George W. Bush quant aux sources et aux genres de terrorisme pouvant exister de par le monde. Afin de persuader le président américain, il utilisa un syllogisme assez grossier :

- a) Les Palestiniens sont autant des terroristes que les membres d'Al-Qaïda qui commirent les atrocités du 11 septembre aux États-Unis ;
- b) Or, monsieur Bush, vous avez bien dit que, dans la lutte au terrorisme, « vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous » ;

c) Donc, monsieur Bush, vous vous devez d'appuyer Israël dans sa lutte contre les Palestiniens.

Toujours afin de persuader les États-Unis et leur président que le terrorisme de résistance des Palestiniens était de même nature que le terrorisme politico-religieux de l'Al-Qaïda de Oussama ben Laden, Sharon s'employa à désigner Yasser Arafat, le leader de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme un deuxième ben Laden, et l'OLP comme un second Al-Qaïda ¹³¹.

Ces propos constituent un habile argument de propagande, mais ils font abstraction des véritables données du problème Israël-Palestine. On ne peut, en effet, confondre une guerre de libération nationale avec un mouvement terroriste international dirigé contre les États-Unis. Les deux problèmes exigent des solutions différentes. À moins de justifier un génocide, une entente de paix entre les Israéliens et les Palestiniens est incontournable.

Dans le cas des terroristes d'Al-Qaïda qui s'attaquèrent gratuitement aux États-Unis après s'être entraînés dans des camps en Afghanistan, il était tout à fait justifié que les forces armées des États-Unis et de leurs alliés procèdent à la destruction de ces camps. Aucune possibilité de « paix » ne se présentait dans ce dernier contexte de terroristes apatrides. La guerre contre le réseau Al-Qaïda et ses supporters talibans en Afghanistan était une de ces guerres imposées, inévitables et légitimes.

En Israël, cependant, le gouvernement hébreu n'a jamais obtempéré aux demandes des Nations unies de se retirer des territoires palestiniens. Par conséquent, quand l'armée israélienne occupe ces territoires par la force et y mène une guerre antiterroriste, il s'agit véritablement

¹³¹ À l'instigation du sénateur Joseph Lieberman, le Congrès américain s'est employé à confirmer les vues d'Ariel Sharon, en adoptant des résolutions proclamant « qu'Israël est engagé comme les États-Unis dans une guerre contre le terrorisme ». Le 2 mai 2002, le Sénat américain se prononça à 94 voix contre 2 en faveur d'une telle résolution pro-israélienne, tandis que la Chambre des représentants fit de même dans une proportion de 352 contre 21. Voir Béatrice Khadige, Agence France-Presse, « Le Sénat et le Congrès américains appuient l'action d'Israël », *La Presse*, 3 mai 2002, p. A8.

d'une guerre facultative et évitable, et non d'une guerre imposée et inévitable.

Tertio, l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, en janvier 2001, précéda de quelques mois le début d'une récession économique aux États-Unis ¹³². La négligence de son administration à l'endroit du conflit israélo-palestinien risquait de plonger le monde dans une dépression économique. En effet, les économies nationales sont fragiles en 2002-2003, les excès d'endettement des années 90 n'ayant pas encore été complètement résorbés. Plusieurs pays, les États-Unis en tête, recouraient au protectionnisme pour renflouer des industries nationales en péril ¹³³. Il y avait certes danger de répéter les erreurs protectionnistes de la dépression des années 30, quand les États-Unis adoptèrent le Smoot-Hawley Tariff Act et menèrent le monde dans une guerre commerciale destructrice.

C'est pourquoi quand le prix du pétrole se mit à grimper, à la suite des explosions de violence en Palestine et des intentions plusieurs fois annoncées par George W. Bush de se lancer dans une guerre en Irak pour y déloger Saddam Hussein, et quand les scandales comptables et financiers commencèrent à effleurer la Maison-Blanche, à l'été 2002, les marchés boursiers commencèrent à s'énervier pour de vrai. De mars 2000 à juillet 2002, la bourse américaine détruisit 7,6 billions (7 600 milliards) de dollars, soit plus des trois quarts de la valeur du PIB annuel.

¹³² La récession américaine débuta en mars 2001.

¹³³ Au cours du seul mois de mars 2002, l'administration de George W. Bush imposa des tarifs punitifs à l'endroit des importations américaines d'acier et de bois d'oeuvre.

10

Le parti pris américain envers Israël

Je vous demande pardon, messieurs, mais j'ai à répondre à des milliers de citoyens qui sont favorables à ce que le sionisme réussisse. Je n'ai pas des centaines de milliers d'électeurs arabes parmi mes commettants.

Harry S. Truman, président des États-Unis de 1945 à 1953

Quelque contrainte, quelque violence qu'on emploie pour contenir un peuple, il n'est que deux moyens d'en venir à bout : celui d'avoir toujours prête à mettre en campagne une bonne armée comme les Romains ; ou celui de le détruire, de le dissiper, de le diviser, de manière qu'il lui soit impossible de se rassembler pour nous nuire.

Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*,
Livre 2, chap. XXIV.

[Retour à la table des matières](#)

Origine historique des conflits au Moyen-Orient

La Première Guerre mondiale (1914-1918) provoqua un réaligement colossal dans la carte géopolitique du monde. Trois empires séculaires s'effondrèrent, soit l'Empire allemand, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman sous l'égide de la Turquie, tandis que trois autres empires s'en trouvèrent renforcés : britannique, français et américain. Les conséquences de ce tremblement de terre géopolitique nous affectent encore aujourd'hui.

À titre d'exemple, les conflits actuels au Moyen-Orient ont vraiment débuté à cette époque. En effet, après la victoire des forces alliées sur les Turcs, la Grande-Bretagne fut mandatée par les puissances alliées, en 1917-1918, pour administrer le territoire de la Palestine, lequel faisait autrefois partie de l'Empire ottoman. Compte tenu des liens historiques que le peuple juif avait entretenus avec le territoire de la Palestine pendant quelques millénaires auparavant, le gouvernement britannique vit une occasion de reconstituer, sous son autorité, un foyer national pour les juifs de la diaspora.

Cela faisait quelque 18 siècles, soit depuis l'écrasement par les Romains de la dernière révolte juive en 135 de l'ère moderne, que la perspective d'un État hébreu en Terre sainte était ressuscitée. Cependant, le fait que le territoire de la Palestine ait été occupé pendant tous ces siècles d'attente par des Palestiniens, descendants des Cananéens et des Philistins, allait causer tout un problème. Comment déloger des gens qui considèrent un territoire comme le leur, sous prétexte qu'il y a 18 siècles un autre peuple en fut expulsé par les Romains ?

En effet, la vaste majorité de la population de la Palestine est arabe depuis 1 200 ans, soit depuis le VII^e siècle de l'ère moderne. C'est là tout le nœud du problème israélo-palestinien. Pour paraphraser l'auteur Arthur Koestler, la Grande-Bretagne, une puissance européenne, promettait solennellement à la nation juive un territoire non européen, lequel était occupé de surcroît depuis des siècles par des Palestiniens.

En 1919, la Palestine était la patrie de 700 000 Palestiniens ¹³⁴. En 1931, il y avait 174 606 résidents d'origine juive recensés en Palestine, contre 1 033 314 Arabes ¹³⁵.

La création d'Israël

Sion est une des collines de Jérusalem sur laquelle le palais du roi David, et plus tard son temple, sont présumés avoir été construits. Elle a donné son nom au mouvement sioniste, mouvement créé en 1897 par Theodor Herzl, un juif né en Hongrie, au sein des communautés juives d'Europe et d'Amérique. Dès le début, l'objectif du mouvement était d'établir le plus grand nombre de Juifs dans un nouveau territoire. Dans l'esprit de Herzl, cependant, il n'y avait pas un, mais deux endroits où le nouvel État d'Israël pouvait logiquement être établi : en Palestine ou... en Argentine. Plus tard, l'attention se porta exclusivement sur la Palestine, et l'objectif de transformer cette région en un État hébreu indépendant était en marche ¹³⁶.

C'est donc à partir de 1897 qu'une campagne fut mise en branle pour établir un État hébreu indépendant, afin de concentrer la population juive dispersée en un seul endroit. Il faut dire aussi que pendant des siècles, à l'occasion du repas (*seder*) de la Pâque juive, les juifs dévots avaient conservé une forte mémoire ethnique et religieuse en se souhaitant « L'année prochaine à Jérusalem ! »

En 1516, la Palestine, qui avait été jusque-là un territoire arabe, devint une province de l'Empire ottoman contrôlé par les Turcs. Et, même si au Moyen Âge les juifs persécutés en Espagne et ailleurs en Europe trouvèrent refuge en Afrique du Nord et au Moyen-Orient arabe, l'immense majorité des habitants de la Palestine était arabe.

¹³⁴ Jews for Justice in the Middle East, *Origin of the Palestinian-Israel Conflict*, Berkeley, Californie, 2000.

¹³⁵ Edward W. Said, *The Question of Palestine*, New York, Vintage Books, 1992.

¹³⁶ Theodor Herzl, *The Jewish State*, 1896.

À compter de la fin du XIX^e siècle, le mouvement sioniste entendait changer cette situation. Le but était de revendiquer le territoire de la Palestine comme territoire hébreu, à l'exclusion de ses habitants musulmans et chrétiens. Trois moyens furent employés pour atteindre cette fin. Premièrement, il fallait encourager au maximum l'immigration de juifs européens vers cette province de l'Empire ottoman jusqu'en 1918, devenue territoire sous protectorat britannique par la suite. Deuxièmement, avec la création d'un Fonds national juif, il fallait acheter le maximum de terres arabes, sans possibilité de retour, afin de créer un programme d'établissement et de développement sur des terres contrôlées par des Juifs. Troisièmement, il fallait convaincre le gouvernement britannique qu'il y allait de son intérêt d'encourager l'établissement d'une colonie juive autonome en Palestine.

Il faut dire que les Turcs avaient préparé le terrain pour la dépossession des terres palestiniennes en adoptant, dès 1858, un nouveau code foncier, lequel enleva de nombreuses terres que des paysans (*fellah in*) occupaient et avaient cultivées selon des droits ancestraux, pour les transférer à de riches propriétaires arabes absents. C'est de ces propriétaires *in absentia* que le Fonds de colonisation juive acheta le gros de ses terres ¹³⁷. En 1948, quand Israël se déclara État indépendant, il possédait légalement un peu plus de 6 % du territoire palestinien.

Quant à la volonté britannique, elle se concrétisa dans une déclaration célèbre par laquelle le gouvernement britannique de coalition de Lloyd George s'engageait à établir un État juif en Palestine. Le 2 novembre 1917, en effet, sous l'influence de Walter James Rothschild, banquier devenu lord britannique, représentant des citoyens juifs britanniques et leader du mouvement sioniste, le gouvernement britannique adopta une déclaration proposée par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Arthur Balfour, annonçant au monde la volonté britannique d'établir un État juif à l'intérieur du protectorat de la Palestine ¹³⁸.

¹³⁷ John Quigley, *Palestine and Israel : A Challenge to Justice*, Durham, Duke University Press, 1990.

¹³⁸ La déclaration Balfour se lisait comme suit :
« 2 novembre 1917

Cinq ans plus tard, soit le 22 juillet 1922, la Grande-Bretagne se vit confier un mandat officiel de la part de la Société des Nations pour mettre en application sa politique en Palestine ¹³⁹.

Après la Seconde Guerre mondiale, ce furent les Nations unies, créées en 1945, qui héritèrent du dossier de l'établissement d'un État israélien en Palestine. À ce moment, la Palestine était occupée à raison d'un tiers par des juifs et de deux tiers par les Palestiniens. Les Nations unies adoptèrent la résolution 181 (29 novembre 1947) qui proposait un plan de partage de l'ensemble de la Palestine en un État juif et en un État arabe. On prévoyait pour les deux entités une union économique afin de rendre ces deux États économiquement viables. Le plan des Nations unies était très favorable à Israël : avec 35 % de la population, la communauté juive prenait le contrôle de 56 % du territoire de la Palestine, alors même qu'elle n'en possédait légalement que 6 %.

Malheureusement, les dirigeants israéliens estimaient que le plan des Nations unies n'allait pas assez loin ; ils n'attendirent pas la

« Cher Lord Rothschild,

« J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays.

« Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

« Arthur James Balfour »

¹³⁹ Extrait du mandat confié à la Grande-Bretagne par la Société des Nations, le 24 juillet 1922 :

« Article 2

« Le mandataire assumera la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif, comme il est prévu au préambule, et à assurer également le développement d'institutions de libre gouvernement, ainsi que la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, à quelque race ou religion qu'ils appartiennent. »

conclusion des pourparlers avec les Nations unies et choisirent plutôt d'établir en Palestine un nouveau pays par la force des armes (et de l'argent). Comme conséquence, l'État hébreu fut créé, mais non l'État palestinien. De là découle la source première de la violence dans les rapports entre Israël et les Palestiniens, ceux-ci ne résultant pas de négociations librement acceptées, mais de l'imposition par la force de la volonté israélite-sioniste ¹⁴⁰.

L'État d'Israël fut donc proclamé unilatéralement par David Ben Gourion le 14 mai 1948, après une période de terrorisme et de sabotage auxquels participa à fond le futur premier ministre israélien Menahem Begin (1913-1992) ¹⁴¹. Le gouvernement israélien vit là une occasion de consolider son contrôle territorial sur la Palestine en expulsant par la terreur de nombreux Palestiniens et en détruisant leurs villages. Les visées de David Ben Gourion, exprimées dès 1938, sont les suivantes : « nous entendons mettre de côté la partition [souhaitée par la communauté internationale] et occuper toute la Palestine ¹⁴² ».

Les persécutions des Palestiniens pour les faire fuir de leurs terres et la création de l'État d'Israël provoquèrent un conflit inévitable avec les pays arabes limitrophes, soit la Jordanie, l'Égypte, l'Irak et la Syrie. Ces pays arabes voisins, n'ayant pas entériné le plan de l'ONU et refusant le geste unilatéral des Israéliens, tombèrent dans le piège qu'Israël leur avait tendu. Le 15 mai 1948, ils envahirent la partie de la Palestine que les Nations unies avaient réservée aux Palestiniens. Ils furent cependant défaits par les forces armées fort supérieures de l'État hé-

¹⁴⁰ Même en 2002, après l'échec retentissant des politiques antérieures, le président américain George W. Bush refusait encore la création d'un État palestinien. Voir Agence France-Presse, « Bush rejette le plan Mubarak », *La Presse*, 9 juin 2002, p. A1.

¹⁴¹ Menahem Begin devint, en 1942, le commandant du Irgun Zvai Leumi, un groupe terroriste clandestin voué à l'expulsion des Britanniques de la Palestine par la force. En tant que chef du Likoud, il fut premier ministre d'Israël de 1977 à 1983. Il signa un traité de paix avec l'Égypte en 1979, cette dernière étant alors dirigée par le président Anouar el-Sadate. Begin et Sadate reçurent le prix Nobel de la paix en 1978 en reconnaissance de leurs efforts de paix.

¹⁴² Noam Chomsky, *The Fateful Triangle: The United States, Israel and the Palestinians*, Boston, South End Press, 1983.

breu. Aujourd'hui, il y a environ 5 millions d'Israéliens en Israël proprement dit et 3 millions de Palestiniens dans les territoires occupés.

La paralysie des Nations unies et le veto américain ¹⁴³

Cela fait plus d'un demi-siècle qu'Israéliens et Palestiniens s'entre-tuent, Israël infligeant habituellement les plus gros dommages, et sans que les institutions internationales ne réussissent à mettre fin au carnage ¹⁴⁴. Dans une société civilisée, quand deux personnes en viennent aux coups parce qu'elles ne peuvent s'entendre par elles-mêmes, une tierce partie, c'est-à-dire la police, intervient. On laisse ensuite à des tribunaux impartiaux le soin de trancher le litige. Au plan international, quand deux peuples en viennent aux coups, on s'attendrait à ce qu'une autorité neutre se manifeste et mette fin au carnage. La seule autorité capable de remplir cette fonction devrait être les Nations unies. On s'attendrait donc à ce que cette organisation intervienne pour faire entendre raison aux deux belligérants du Moyen-Orient.

¹⁴³ Les 190 pays membres de l'ONU siègent à l'Assemblée générale où les résolutions sont votées à la majorité des voix. Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU pèsent plus lourd que celles de l'Assemblée générale. Ses décisions doivent être approuvées par au moins 9 membres sur 15. Chacun des membres permanents doit approuver les résolutions du Conseil ou s'abstenir. Seul le Conseil de sécurité peut autoriser une action militaire contre un pays. Le Conseil de sécurité compte 15 membres. Dix des sièges du Conseil de sécurité sont occupés pendant 2 ans par des pays élus par l'Assemblée générale. Cinq pays (les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Chine) sont membres permanents et ont un droit de veto. Les 10 membres nommés pour un terme de 2 ans, à raison de 5 membres renouvelés chaque année, proviennent des différentes régions du monde : 5 de l'Afrique et de l'Asie, 1 de l'Europe de l'Est, 2 de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2 de l'Europe de l'Ouest et du reste du monde. La présidence du Conseil est assumée mensuellement par ordre alphabétique. Le terme de cinq pays (Colombie, Irlande, Maurice, Norvège, et Singapour) prenait fin en 2002, tandis que celui de cinq autres (Bulgarie, Cameroun, Guinée, Mexique et Syrie) échoit en 2003.

¹⁴⁴ De septembre 2000, date du début du soulèvement palestinien pour protester contre l'échec des pourparlers de paix, jusqu'au printemps 2002, le ratio des morts a été de plus de 1 200 Palestiniens tués Pour 400 Israéliens.

En effet, les parties en cause dans le conflit israélien-palestinien ont depuis longtemps fait la preuve que, laissées à elles-mêmes, elles ne pouvaient parvenir à une paix durable. Seul un arbitre et une force extérieure pourraient imposer une solution juste et durable qui mettrait fin au sempiternel conflit. Malheureusement, cette organisation de 190 pays membres est la plupart du temps paralysée dans ses actions par le veto dont disposent les cinq plus importants pays fondateurs, soit les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine.

Les États-Unis ont traditionnellement adopté la position de protecteur d'Israël à l'endroit de toute résolution des Nations unies qui enjoint ce pays de mettre un terme à l'occupation de territoires acquis par la force et de cesser ses opérations militaires contre des populations civiles désarmées. Ils ont, par conséquent, systématiquement utilisé leur veto pour neutraliser toutes les tentatives des Nations unies de mettre fin au conflit israélo-palestinien. Et même quand l'armée israélienne tua trois employés de l'Agence des Nations unies pour l'aide aux réfugiés (UNRWA) en territoires palestiniens, les États-Unis n'en firent pas moins en sorte que le Conseil de sécurité ne puisse émettre le moindre blâme à l'endroit d'Israël, imposant leur veto contre le vote de 12 autres membres du Conseil ¹⁴⁵.

Si le conflit au Moyen-Orient avait mis en cause des pays différents, les Nations unies auraient depuis très longtemps dépêché des troupes internationales pour s'interposer entre les combattants. L'organisation l'a fait à de multiples occasions en Corée, au Congo, en Bosnie, au Kosovo, au Rwanda... En fait, depuis 1948, les Nations unies ont mené une cinquantaine d'opérations de maintien de la paix,

¹⁴⁵ Agence France-Presse, « Les États-Unis mettent leur veto à une résolution condamnant Israël », *Le Monde*, 21 décembre 2002. Le vote de blâme à l'endroit d'Israël pour le meurtre des 3 employés de l'ONU aurait été de 12 pour, 1 contre et 2 abstentions, n'eut été du veto américain. À la demande d'Israël, les États-Unis firent aussi en sorte que le quartette pour le Proche-Orient (Union européenne, ONU, Russie et États-Unis) n'adopte pas, le 20 décembre 2002, une « feuille de route » prévoyant un règlement du conflit israélo-palestinien en ordonnant un gel total de la colonisation juive dans les territoires palestiniens et en prévoyant un calendrier de mise en place d'un État palestinien d'ici à 2005. (« Israël se félicite du veto américain au Conseil de sécurité », *Le Monde*, 21 décembre 2002.)

évitant de ce fait à plusieurs conflits régionaux de dégénérer en des guerres meurtrières pour les populations ¹⁴⁶.

¹⁴⁶ Les principales résolutions de l'ONU concernant le conflit israélo-palestinien sont les suivantes :

- La résolution 181 (29 novembre 1947) de l'Assemblée générale adoptée à la majorité des deux tiers (33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions) qui prévoit un plan de partage de la Palestine, avec union économique
- La résolution 194 (11 décembre 1948) de l'Assemblée générale vise à garantir aux réfugiés palestiniens le droit de retourner dans leurs propriétés ou, dans le cas contraire, d'être dédommages.
- La résolution 242 (22 novembre 1967) du Conseil de sécurité exige la libération des territoires occupés (Cisjordanie, bande de Gaza, Jérusalem-Est) et la reconnaissance de la souveraineté de chaque État de la région.
- La résolution 338 (22 octobre 1973) du Conseil de sécurité adoptée durant la guerre du Ramadan ou du Yom Kippour, réaffirme la validité de la résolution 242 et appelle au cessez-le-feu et à des négociations en vue « d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient ».
- La résolution 3236 (22 novembre 1974) de l'Assemblée générale réaffirme le « droit inaltérable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés » et demande le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.
- La résolution 465 (1^{er} mars 1980), adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, condamne la politique de colonisation d'Israël : « Toutes les mesures prises par Israël pour changer le caractère physique, la composition, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens et autre territoire arabes occupé depuis 1967, Jérusalem y compris, n'ont pas de base légale » et « sont une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève ».
- La résolution 1322 du Conseil de sécurité de 7 octobre 2000, adoptée par 14 voix pour et 1 abstention (États-Unis, « condamne les actes de violence, particulièrement le recours excessif à la force contre les Palestiniens, qui ont fait des blessés et causé des pertes en vie humaine » et « déplore l'acte de provocation commis le 28 septembre 2000 au Haram al-Charif de Jérusalem, de même que les violence qui ont eu lieu par la suite en d'autres lieux saints ».
- La résolution 1397 (13 mars 2002) qui fait référence à la création d'un État palestinien.
- La résolution 1402 (12 mars 2002) du Conseil de sécurité réitère la demande faite dans la résolution 1397 (2002) exigeant l'arrêt immédiat de tous les actes de violence, incluant ceux de terreur, de provocation, d'incitation et de destruction.

En 1947, les Nations unies, par la résolution 181 de l'Assemblée générale, avaient justement proposé qu'Israël ait son État et que les Palestiniens aient le leur, comme solution pour assurer une paix durable entre Israël et les pays voisins. Cette occasion fut manquée, de sorte que 55 ans plus tard et des milliers de personnes sacrifiées, les Nations unies, le 12 mars 2002, devaient adopter à nouveau une résolution d'appui à l'établissement d'un État palestinien ¹⁴⁷.

Tôt ou tard, il faudra bien trouver une façon de mettre en œuvre la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967, laquelle n'a jamais été résiliée et continue d'exiger la libération des territoires palestiniens occupés (Cisjordanie, bande de Gaza, Jérusalem-Est) et la reconnaissance de la souveraineté de chaque État de la région.

En Israël et en Palestine, l'établissement d'un tampon entre les belligérants ne s'est jamais fait, essentiellement parce que les États-Unis ne l'ont jamais voulu, et en partie aussi parce que les pays arabes intéressés et les Palestiniens n'ont jamais voulu faire les compromis qui auraient pu apporter la paix. À chaque fois qu'il y eut unanimité au Conseil de sécurité pour intervenir et mettre fin à ce qui est graduellement devenu une opération de déportation et de génocide contre le peuple palestinien, ce sont les États-Unis qui s'y sont opposés, le plus souvent en déposant leur veto.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, avait demandé au Conseil de sécurité, le 18 avril 2002, soit après les saccages israéliens de villes palestiniennes, qu'une force multinationale armée et autorisée à recourir à la force soit déployée dans les territoires palestiniens, afin de mettre fin au cycle de la violence dans cette partie du monde. Pour sa part, le gouvernement du Canada réitéra à plu-

¹⁴⁷ À cette occasion – et cela pour la première fois –, les États-Unis accordèrent leur appui au concept d'un État palestinien, concept qui avait été reconnu par les Nations unies dès 1947. Le 24 juin 2002, George W. Bush proposa l'établissement d'un État palestinien « provisoire », mais posa des conditions tellement irréalistes, comme la destitution demandée par Israël du chef palestinien Yasser Arafat, que l'initiative visait davantage à donner au monde l'impression de « faire quelque chose » que d'une véritable initiative de paix.

sieurs occasions sa volonté de participer à une telle force internationale de paix ¹⁴⁸.

Cependant, le gouvernement israélien s'y opposa, et les États-Unis, pour la nième fois, volèrent au secours d'Israël en avertissant les Nations unies qu'ils opposeraient leur veto à tout projet allant dans ce sens ¹⁴⁹. La conclusion est incontournable : il n'y a pas de solution pacifique au Moyen-Orient parce que les États-Unis d'Amérique ne le veulent pas. Et les États-Unis ne le veulent pas parce que leur situation politique intérieure ne le permet pas ¹⁵⁰. C'est ce qui explique le comportement tout à fait odieux du gouvernement américain aux Nations unies, eut égard au conflit demi-centenaire qui perdure au Moyen-Orient.

Les relations privilégiées entre les États-Unis et l'État d'Israël

Lors de la sixième visite à Washington d'Ariel Sharon, le 10 juin 2002, le président américain se rangea résolument du côté d'Israël en ne demandant plus que l'État hébreu revienne à ses frontières d'avant 1967, comme les Nations unies le lui avaient enjoint à de multiples

¹⁴⁸ Gilles Toupin, « Ottawa prêt à envoyer une force de maintien de la paix en Palestine », *La Presse*, 19 décembre 2002, p. A8.

¹⁴⁹ Voir Jooneed Khan, « Appels multiples pour une enquête sur Jénine », *La Presse*, 19 avril 2002, p. A10. Devant la réprobation générale, les États-Unis rédigèrent finalement une résolution de leur propre chef pour dépêcher une équipe d'observateurs de l'ONU dans le camp saccagé de Jénine. Cette résolution 1405 du Conseil de sécurité fut finalement adoptée à l'unanimité le vendredi 18 avril 2002. Elle stipulait, en termes vagues, l'envoi, à une date non déterminée, d'une équipe chargée de l'établissement des faits. Sophie Claudet, Agence France-Presse, « William Burns identifie une « tragédie humaine » à Jénine », *La Presse*, 21 avril 2002, p. A6.

¹⁵⁰ Comme pour démontrer combien il est difficile politiquement pour le président américain de dévier de la politique du lobby juif américain, le AIPAC, George W. Bush se vit publiquement critiqué par Joe Lieberman, le colistier de Gore en 2000 et un politicien « démocrate » qui se situe à droite de Bush, si cela est possible, pour avoir demandé à Israël de mettre un terme à son action militaire en Cisjordanie. Voir Richard Hétu, « Le "retour" d'Al Gore », *La Presse*, 21 avril 2002, p. A1.

occasions, et surtout en reportant aux calendes grecques la création d'un État palestinien et en acceptant l'idée de Sharon selon laquelle une conférence de paix internationale n'était point nécessaire pour mettre fin au carnage. Un haut fonctionnaire israélien put même s'exclamer, après la sixième rencontre Bush-Sharon : « Nous avons obtenu ce que nous voulions ¹⁵¹. »

La victoire définitive du gouvernement israélien aux États-Unis fut consacrée le 24 juin 2002, quand George W. Bush choisit de se servir du conflit israélo-palestinien pour se faire du capital politique aux États-Unis mêmes, en courtisant deux groupes puissants, celui des électeurs d'allégeance juive et celui de la droite religieuse américaine.

Cette journée-là, en effet, Bush fit connaître un simulacre de plan de paix au Moyen-Orient par lequel il se rangeait sur presque tous les points du côté du gouvernement d'Ariel Sharon. Contre toute logique, le président américain ne choisit pas de mettre le poids des États-Unis derrière un plan équilibré pour rétablir la paix entre Israël et les Palestiniens. Il aurait pu, par exemple, insister pour que les Palestiniens renoncent à la terreur et tiennent de nouvelles élections, et enjoindre le gouvernement d'Ariel Sharon de mettre fin à son occupation de la Cis-jordanie et de Gaza selon un échéancier précis.

À la place, George W. Bush ne fit pratiquement aucune demande crédible à Israël et se lança dans une litanie d'exigences irréalistes à l'endroit des Palestiniens, les enjoignant à élire de nouveaux chefs « non compromis par la terreur », à récrire leur constitution, à se démocratiser et à effectuer, en trois ans, toute une gamme de réformes. Ces dernières, si elles avaient pu être appliquées par une Autorité palestinienne assiégée et dépourvue de moyens, auraient fait de la Palestine le pays le plus démocratique du Moyen-Orient. C'était, en réalité, une carte blanche américaine offerte à Ariel Sharon pour poursuivre l'occupation armée des territoires palestiniens et pour frapper les Palestiniens à sa guise.

¹⁵¹ « Ariel Sharon's Victory in Washington », *The Globe and Mail*, 12 juin 2002, p. A14.

Immédiatement après le discours, truffé de citations tirées de la Bible, et comme pour bien marquer que les buts recherchés étaient intérieurs bien avant d'être internationaux, le conseiller de Bush en matière de sécurité nationale, Condoleezza Rice, organisa une conférence téléphonique avec 30 des plus éminents leaders juifs américains. On rapporte que ces derniers étaient extatiques. Marvin Hier, le fondateur et doyen du centre Simon Weisenthal de Los Angeles s'exclama : « Je vous le dis, s'il y avait une élection aujourd'hui, George Bush récolterait plus de votes de la population juive américaine qu'aucun autre président républicain dans toute l'histoire ¹⁵². »

Le porte-parole de la droite religieuse américaine, le télévangéliste Pat Robertson, déclara à la chaîne CNN que le discours de Bush sur le Moyen-Orient était « brillant » et « qu'il couvrait tout l'éventail des sujets ». Il faut comprendre que les conservateurs chrétiens aux États-Unis croient nécessaire la domination d'Israël au Moyen-Orient afin que se réalise un certain nombre de prophéties tirées des livres saints. Pour eux, quand les armées israéliennes écrasent les Palestiniens, ils ne font que le travail de Dieu.

En Israël même, on n'en demandait pas tant. Le ministre des Télécommunications, Reuven Rivlin, un proche de Sharon, déclara : « Ce discours aurait pu être rédigé par un responsable du Likoud. Moi-même, j'aurais pu le prononcer devant la Knesset ¹⁵³. »

Ce favoritisme de la droite américaine à l'endroit d'Israël est tellement puissant qu'il déteint sur l'ensemble du Congrès américain, peu de sénateurs ou de représentants n'osant affronter un tel alignement de forces politiques. C'est pourquoi, quand une résolution de soutien à Israël fut présentée au Congrès en mai 2002, le scrutin fut nettement favorable à cet État : 352 pour, 21 contre et 29 abstentions, la grande majorité des votes négatifs ou neutres venant de députés démocrates (44 sur 50).

¹⁵² John Ibbitson, « Bush's Speech Well Received by Crucial U.S. Audience », *The Globe and Mail*, 26 juin 2002, A5.

¹⁵³ Associated Press et Agence France-Presse, « Le discours de Bush ne rassemble pas la communauté internationale », *La Presse*, 26 juin 2002, p. A3.

Dans son discours du 24 juin 2002, qui plut tellement à son auditoire religieux américain et aux supporters américains d'Israël, Bush acceptait les vues de Sharon liant la révolte palestinienne à la lutte mondiale entreprise par le gouvernement américain contre le terrorisme international. Il décrivit Yasser Arafat, symbole de la résistance palestinienne, comme un terroriste et demanda ni plus ni moins son limogeage. En fait, ce que Bush voulait dire, c'est ceci : vous pouvez bien tenir des élections, vous les Palestiniens, mais n'éliminez pas le candidat que nous n'aimons pas. Le discours n'était pas celui d'un homme d'État qui recherche une solution de paix, mais plutôt une provocation calculée à l'endroit des Palestiniens, peu appréciés aux États-Unis depuis la catastrophe du 11 septembre 2001, afin de s'attirer des votes pour les élections américaines de novembre 2002.

En effet, quand on lui demanda ce qu'il ferait si les Palestiniens ré-élevaient Yasser Arafat lors des élections prévues initialement entre le 10 et le 24 janvier 2003, George W. Bush fit état de sa conception articulée de la démocratie : « Si les gens veulent la paix, ils choisiront autre chose ¹⁵⁴. » Bush fit même de l'émergence d'une nouvelle direction à la tête de l'Autorité palestinienne la condition centrale pour que toute démarche concrète puisse être entreprise afin de rendre justice aux réclamations palestiniennes. Or, une telle vision du conflit israélo-palestinien, toute populaire qu'elle soit dans les milieux américains d'extrême droite, est un cul-de-sac et constitue ni plus ni moins une politique du pire.

Le soutien des fondamentalistes chrétiens américains à Israël

Les protestants fondamentalistes des États-Unis jouent un rôle important dans l'opposition de ce pays à l'envoi au Moyen-Orient d'une force des Nations unies pour établir la paix entre les Israéliens et les Palestiniens. C'est que la déclaration de Balfour de 1917 et la création de l'État d'Israël en 1948 sont interprétées par les milieux fondamenta-

¹⁵⁴ La citation exacte de George W. Bush fut : « If people are interested in peace, something else has got to happen ». Voir John Ibbitson, « Bush Is Making it Simple for Palestinians », *The Globe and Mail*, 27 juin 2002, p. A15.

listes et évangélistes américains non comme des actes politiques ordinaires, mais comme des événements providentiels. Pour eux, les péripéties de l'histoire d'Israël sont l'oeuvre éternelle de Dieu. Ainsi, aux yeux du prêcheur fondamentaliste Jerry Falwell, la proclamation de l'État d'Israël par Ben Gourion en 1948 a été le jour le plus important dans l'histoire depuis l'ascension de Jésus au ciel et « la preuve que le retour de Jésus-Christ est proche ¹⁵⁵ ».

Les partisans de l'infailibilité de la Bible aux États-Unis n'ont pas le choix d'être des supporters inconditionnels d'Israël et, par extension, d'être opposés à tous ceux qui se mettent en travers de la réalisation des desseins de Dieu, tels les Palestiniens qui refusent de céder leurs terres. Sans un État d'Israël en Terre sainte, aux yeux des fondamentalistes religieux américains, il ne pourrait y avoir de retour de Jésus-Christ, ni jour du jugement dernier, ni fin du monde !

Par conséquent, on ne peut comprendre les fondements de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient sans tenir compte de l'influence politique des milieux fondamentalistes et évangélistes auprès de la Maison-Blanche et du Congrès américain. Plus ces milieux sont forts politiquement, plus solide est le soutien économique et militaire que les États-Unis apportent à Israël, et plus ils sont hostiles aux revendications palestiniennes.

¹⁵⁵ *The Fundamentalist Journal*, mai 1998.

11

La Cour criminelle internationale de 2002

On tue un homme : on est un assassin. On tue des millions d'hommes : on est un conquérant. On les tue tous : on est un dieu.

Jean Rostand

Les lois sont silencieuses en temps de guerre.

Cicéron

Opposition américaine à la création d'une Cour pénale internationale

[Retour à la table des matières](#)

Le 5 mai 2002, les États-Unis ont notifié le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qu'ils posaient un geste sans précédent et retiraient l'appui officiel que l'administration de Bill Clinton avait donné *in extremis*, le 31 décembre 2000, à la création d'une Cour pénale internationale pour juger les crimes de guerre, les génocides et, en général, les crimes contre l'humanité.

Le gouvernement de George W. Bush s'oppose avec véhémence à la création de la Cour pénale internationale. Son gouvernement exprime une grande préférence pour les tribunaux internationaux *ad hoc*

pour juger les crimes de guerre, selon le modèle du Tribunal de Nuremberg et de celui de Tokyo, après la Seconde Guerre mondiale. On se rappelle que de telles cours temporaires ont été créées par les États-Unis, sous les auspices des Nations unies, afin de juger les dirigeants nazis et japonais.

Mais pourquoi, un demi-siècle plus tard, en 2002, une telle opposition américaine à l'établissement d'une Cour de justice internationale que la plupart des gouvernements considèrent comme un acquis de civilisation ? Il y a les raisons officielles : les États-Unis craignent les agissements d'un Tribunal pénal international permanent, indépendant et supranational qu'ils ne contrôlèrent pas, et qui pourrait de surcroît se retourner contre eux. En effet, bon an mal an, les États-Unis ont quelque 50 000 soldats répartis à travers le globe et poursuivent une politique interventionniste systématique au-delà de leurs frontières. Ils ne veulent pas se retrouver un jour avec un de leurs généraux, un de leurs diplomates ou même un de leurs politiciens traduit devant une Cour internationale de justice ¹⁵⁶.

Il y a aussi les raisons morales : certains politiciens américains, dont George W. Bush, ne sont pas loin d'avoir fait leur la théorie israélienne du « peuple choisi », se considérant « la nation par excellence sous le regard de Dieu ». Avec une telle vue mythique du monde, les États-Unis seraient une sorte de « Terre promise », ce qui devrait naturellement leur conférer un statut international spécial. Pour les Américains qui souscrivent à ces vues excentriques, soumettre les agissements de leur pays à l'autorité d'une Cour de justice internationale ne serait pas seulement une limitation abusive des prérogatives que confèrent la souveraineté nationale et la supériorité militaire, mais constituerait une sorte de sacrilège.

En effet, par leur « supériorité morale » et leur statut de seule superpuissance militaire depuis l'effondrement de l'Union soviétique

¹⁵⁶ Même sous le régime de la Cour pénale internationale, les États-Unis auraient l'option de négocier des accords bilatéraux avec les pays qui bénéficient de son assistance militaire, comme c'était le cas en 2002 avec les Philippines et la Colombie, afin de soustraire leurs soldats à toute accusation criminelle qui pourrait être portée contre eux devant la Cour.

communiste, les États-Unis auraient besoin d'un statut juridique particulier dans le concert des nations. Le rôle dominant des États-Unis dans les affaires du monde en général et la lutte qu'ils ont entreprise contre le terrorisme international depuis le 11 septembre 2001 en particulier, font des Américains des cibles potentielles qui doivent bénéficier d'une protection spéciale. Par conséquent, ce pays particulier devrait pouvoir intervenir partout à travers le monde, en vertu d'un droit international supérieur.

Il est vrai que dans un passé récent, les États-Unis ne se sont point gênés pour intervenir militairement dans de nombreux pays en plus d'intervenir politiquement dans de nombreux autres. Il s'agissait la plupart du temps, cependant, d'actions de police : dans l'île de Grenade (1983), au Liban (1983), au Nicaragua (1981-1990), au Panama (1989), en Somalie (1992-1993), en Haïti (1994-1996) et au Soudan (1998), etc. En Irak (1990-1991) et en Afghanistan (2001-2002), en revanche, il s'agissait de véritables guerres lancées en représailles des attaques initiées par l'Irak de Saddam Hussein contre le Koweït et par le réseau Al-Qaïda d'Oussama ben Laden contre les États-Unis eux-mêmes.

Pour des raisons géopolitiques, le gouvernement américain s'oppose à la création de la Cour pénale internationale et déploie d'énormes efforts pour se soustraire à sa juridiction parce qu'il tient absolument à conserver toute la latitude nécessaire pour intervenir militairement et politiquement dans les affaires des autres pays, quand cela lui chante et quand sa perception des intérêts nationaux américains le lui dicte.

La réalité de la Cour pénale internationale

Cependant, malgré les réticences et l'opposition du gouvernement américain, la Cour pénale internationale (CPI) est un fait accompli. Elle existe depuis le 1^{er} juillet 2002. En effet, quatre ans auparavant, à Rome, 120 États membres des Nations unies ont adopté une convention mettant en place, pour la première fois dans l'histoire du monde, une Cour pénale internationale permanente. Il était prévu que la convention devait entrer en vigueur en juillet 2002, après sa ratifica-

tion par au moins 60 des États signataires. Or, c'est le 11 avril 2002 que cette barre fatidique fut franchie, lorsque 68 pays ratifièrent le traité de création de la Cour. Depuis, de nombreux autres pays l'ont ratifié, incluant la plupart des grandes démocraties et la totalité des 15 membres de l'Union européenne ¹⁵⁷.

Cette Cour aura toute la latitude pour engager des poursuites contre les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ¹⁵⁸. Et, contrairement au Tribunal pénal international qui l'a précédée, la Cour pénale internationale n'aura pas besoin pour opérer de l'aval des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle sera donc libre de poursuivre les individus ayant commis des atrocités, quelle que soit la nationalité des ressortissants accusés, à moins que leur pays d'origine ne les juge lui-même. Dans ce cas, la Cour internationale s'en remettra aux instances judiciaires nationales. Seuls les États, cependant, pourront porter plainte devant la Cour ¹⁵⁹.

¹⁵⁷ La Cour pénale internationale compte 18 juges et 1 procureur. Les premiers juges ont été nommés en septembre 2002 et formellement élus au début de 2003. Elle a donc commencé ses travaux en 2003. Comme concession faite aux pays réticents (États-Unis, Russie et Chine), seuls les crimes commis après le 1^{er} juillet 2002 pourront être entendus.

¹⁵⁸ Selon les statuts de la Cour pénale internationale, on entend par « crime contre l'humanité » des actes « commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque », y compris des « actes inhumains [...] causant intentionnellement de graves souffrances et des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale ». Le génocide inclut des actes « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », y compris : « atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

¹⁵⁹ De nombreuses précautions ont été prises afin d'éviter des poursuites frivoles ou des poursuites entreprises pour des motifs politiques. En effet, un groupe de juges doit revoir toutes les causes avant qu'elles ne soient déposées. Le Conseil de sécurité peut également retarder les poursuites pour des durées de 12 mois à la fois. De plus, la Cour ne peut poursuivre et juger les personnes ayant commis des crimes contre l'humanité dans un pays qui n'a pas ratifié le traité, à moins que ce pays ne donne son consentement. Malgré tout, le Congrès américain a adopté un projet de loi anti-Cour pénale internationale, lequel défend au gouvernement américain de collaborer avec la Cour et autorise le président à employer « tous les moyens requis et appropriés » pour libé-

Malgré ce large consensus international et devant une réalité incontournable, le gouvernement américain n'a pas moins tenté un dernier coup de force contre la création de la Cour pénale internationale en menaçant de se retirer de toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU, si les personnels qui y participent ne sont pas mis à l'abri de la justice internationale. Le gouvernement Bush prétend, en effet, qu'il est absolument nécessaire que les personnes américaines, civiles ou militaires, engagées dans des opérations de maintien de la paix sous l'autorité des Nations unies, ne relèvent que de la seule justice de leur pays d'origine. Seule la Chine communiste s'est déclarée prête à suivre les États-Unis sur ce terrain.

Le raisonnement, si tant est qu'on puisse qualifier ce genre d'obstruction des institutions internationales du vocable de « raisonnement », est cousu de fil blanc. Il est incongru, en effet, que des personnes désignées pour maintenir la paix dans un pays ravagé puissent craindre, même en théorie, d'être accusées de génocide, de crime contre l'humanité ou de crime de guerre. Ces préoccupations de l'administration Bush à l'endroit des missions de paix de l'ONU ne sont, en réalité, qu'un prétexte pour obtenir carte blanche pour des interventions armées américaines unilatérales.

Le 5 juillet 2002, les États-Unis n'ont pas moins posé un geste très lourd de conséquences : ils ont soulevé l'indignation des pays démocratiques en opposant leur veto au Conseil de sécurité afin d'empêcher les 14 autres membres du Conseil de prolonger le mandat de la mission de paix des Nations unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) ¹⁶⁰. Si les États-Unis répètent ce genre de menace, cela pourrait mettre en péril l'ensemble des 15 opérations courantes de maintien de la paix de

rer les Américains détenus par la Cour. Certains qualifient cette mesure de « Loi pour envahir La Haye ». Voir Marcus Gee, « U.S. Vetoes Bosnia Mission to Protest New World Court », *The Globe and Mail*, 1^{er} juillet 2002, p. A1.

¹⁶⁰ Le gouvernement Bush a en partie gagné son « bluff » contre la Cour pénale internationale. À la suite d'une résolution parrainée par la Grande-Bretagne, l'île Maurice et la France, le Conseil de sécurité a accepté de demander à la Cour un délai de 12 mois avant le lancement d'enquêtes ou d'inculpations contre des Casques bleus originaires de pays qui n'ont pas ratifié le traité d'établissement de la Cour.

l'ONU dans le monde, et toute mission de paix future. Les États-Unis, armés de leur droit de veto, pourraient donc paralyser les Nations Unies ¹⁶¹.

Ce n'est malheureusement pas le seul cas d'obstruction américaine aux efforts internationaux pour faire du monde une terre plus civilisée. En effet, le gouvernement de George W. Bush a fait alliance, le 24 juillet 2002, avec la Chine, Cuba, l'Iran et la Libye, tous des pays montrés du doigt pour ne pas respecter les Droits de l'homme, afin de bloquer l'adoption du Protocole des Nations unies contre la torture. Les Américains prétendaient que ce Protocole, adopté par un vote de 35 contre 8 et 10 abstentions par le Conseil économique et social de l'ONU, allait permettre des visites internationales dans les prisons où le gouvernement américain détenait des suspects terroristes. Or, selon le Protocole contre la torture, il n'en est rien puisque de telles visites ne sont possibles que dans les pays qui l'ont, au préalable, signé. « Après nous, l'anarchie », semblait donc dire George W. Bush.

Ce que le gouvernement Bush tente en réalité par tous les moyens d'obtenir, c'est le rétablissement du veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur les institutions internationales, notamment sur la Cour pénale internationale, ce qui lui conférerait *de facto* une exonération permanente pour toutes les activités militaires américaines dans le monde. Cela ressemble étrangement à la fable de La Fontaine du loup et de l'agneau, où « la raison du plus fort est toujours la meilleure ».

John Bolton, le sous-secrétaire américain pour le contrôle des armements sous Colin Powell et responsable de la mise en œuvre de la politique de sabotage de la CPI, s'est chargé de préciser la pensée du gouvernement américain : « Restraining US military power is the real hidden agenda here ¹⁶². » Il a certes en partie raison. En effet, la dernière chose dont le monde a besoin au XXI^e siècle est d'un fier-à-bras

¹⁶¹ En 2002, les États-Unis avaient 704 soldats parmi les 45 159 Casques bleus de l'ONU déployés dans le monde.

¹⁶² « La mise en tutelle du pouvoir militaire américain est véritablement l'objectif caché ici. » Quentin Peel, « An Empire in Denial Opts Out », *The Financial Times*, 19 août 2002, p. 11.

armé jusqu'aux dents, libéré des contraintes de la guerre froide, et qui ne serait soumis à aucune règle de droit ¹⁶³.

Que des fonctionnaires américains hauts placés ne voient pas là un danger en dit long sur l'égoïsme nationaliste qui les anime. Le président américain George W. Bush ne se voit pas à la tête d'un grand pays démocratique, gardien des valeurs de liberté, de démocratie et de paix, comme c'était le cas avec Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt et John F. Kennedy, mais comme le chef impitoyable d'un empire mondial super armé et super interventionniste, qui n'a de comptes à rendre à personne ¹⁶⁴.

¹⁶³ Le monde n'a pas oublié que les premiers à utiliser l'arme nucléaire contre des populations civiles, à Hiroshima et à Nagasaki, en 1945, furent les États-Unis, sous Harry S. Truman. Truman, tout comme George W. Bush, était un président faible. Il s'agissait d'un propriétaire de magasin de vêtements du Missouri qui avait eu la chance d'être choisi par Franklin D. Roosevelt comme vice-président à l'occasion des élections présidentielles de 1944. Il accéda par accident à la présidence américaine à la mort de Roosevelt, le 17 avril 1945. Le 6 août 1945, il ordonna le bombardement nucléaire de la ville japonaise d'Hiroshima, faisant 140 000 morts. Le 10 août 1945, il ordonna le bombardement nucléaire de la ville japonaise de Nagasaki, faisant 90 000 morts. Depuis, aucun autre pays n'a utilisé la bombe nucléaire pour solutionner un différend. Les États-Unis sont les seuls à détenir ce douteux honneur.

¹⁶⁴ Agence France-Presse, « Washington tente un coup de force contre la Cour pénale internationale », *La Presse*, 20 juin 2002, p. A12.

12

Le pétrole et la théologie dans les politiques américaines : la nouvelle croisade

Paris vaut bien une messe.

Henri IV, roi de France

L'Irak est une situation bien différente de celle de l'Afghanistan. L'Irak a du pétrole.

Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense des États-Unis
(*Fortune*, 18 novembre 2002, p. 144)

[Retour à la table des matières](#)

Le monde est en mesure de se demander quel rôle joue le pétrole dans la politique guerrière des États-Unis. C'est une question qu'il convient de se poser depuis que l'administration américaine a mis en marche des préparatifs militaires afin d'envahir l'Irak. Un document américain de planification militaire intitulé *CentCom Courses of Action* et divulgué par le quotidien *New York Times*, au début de juillet 2002, faisait déjà état de préparatifs américains en vue de procéder à des bombardements massifs sur des milliers d'objectifs en Irak — des

aéroports, des routes et des centres de communication — dès que l'occasion se présenterait ¹⁶⁵.

Une équipe dirigeante tirée du complexe militaro-industriel

Depuis le 20 janvier 2001, les États-Unis sont dirigés par des personnes qui, pour la plupart, tirent leur expérience de l'industrie de la guerre ou de l'industrie du pétrole, parfois des deux. Plusieurs viennent du Texas, un État reconnu pour son tempérament macho. Ces dirigeants sont déterminés à utiliser à fond l'énorme appareil militaire américain à leur disposition pour promouvoir leur version des intérêts américains. Leurs mots d'ordre sont « Soyons craints plutôt qu'aimés, respectés plutôt qu'admirés » et, selon les mots mêmes de George W. Bush, « En avant toutes ! » (*Let's roll !*). Leurs décisions, bonnes ou mauvaises, auront une très grande importance pour la stabilité ou l'instabilité du monde dans les prochaines années ¹⁶⁶.

Qui sont-ils, ces dirigeants ? Le chef de file, bien sûr, est George W. Bush, lui-même un ancien directeur de compagnie de pétrole, et dont la carrière politique baigne dans l'huile et le gaz. Pendant une douzaine d'années, son principal bailleur de fonds fut la société Enron et ses dirigeants. En tant que directeur de la compagnie texane Harken Energy Corp., une compagnie à qui il avait vendu sa propre compagnie, la Spectrum 7 Energy, en 1986, George W. Bush fut même accusé d'avoir réalisé un profit rapide de près de un million de dollars quand, en 1990, alors que son père était président des États-Unis, il aurait profité de renseignements privilégiés pour effectuer une transaction financière d'initiés ¹⁶⁷.

¹⁶⁵ « Washington planifierait une attaque massive sur l'Irak », *La Presse*, 6 juillet 2002, p. A9.

¹⁶⁶ Les médias américains aiment à se complaire dans l'idée que la raison pour laquelle les Américains sont détestés dans plusieurs pays en est une de jalousie. En réalité, les Américains sont détestés non pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils font à l'extérieur de leurs frontières.

¹⁶⁷ Voir Barrie McKenna, « Bush Tangled in Web of Corporate Wrong Doing », *The Globe and Mail*, 5 juillet 2002, p. B6. Voir aussi : Allan Fotheringham, « Naughty Capitalism Familiar Territory for Bush », *The Globe and Mail*, 6

Le vice-président Richard « Dick » Cheney fut pour sa part, de 1995 à 2000, président- directeur général de la compagnie Halliburton — un géant mondial dans les services pétroliers de Dallas au Texas — et un ancien ministre de la Défense dans l'administration de Bush père (1989-1993). Il fut accusé lui aussi, de même que sa compagnie, d'avoir manipulé les livres comptables afin de gonfler artificiellement les profits. Il a une santé chancelante et ses graves problèmes cardiaques l'obligent à porter sur sa personne, en tout temps, un défibrillateur cardiaque.

Général d'armée, Colin Powell est le ministre des Affaires étrangères américaines (*Secretary of State*). C'est un vétéran de la guerre du Viêtnam et il a été en charge des forces armées américaines de 1989 à 1993, soit une période qui couvre la guerre du Golfe menée contre l'Irak en 1990-1991.

Donald H. Rumsfeld, le ministre de la Défense sous George W. Bush, occupait la même fonction dans l'administration de Gerald Ford (1975-1977) ¹⁶⁸. Son sous-ministre est Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, et ancien ambassadeur américain en Indonésie, en plus d'être un « faucon » guerrier d'allégeance juive qui milite ouvertement en faveur d'une guerre contre l'Irak depuis plus de 10 ans. Rumsfeld est un ancien représentant de l'Illinois et un ancien chef de cabinet à la Maison-Blanche (1974-1975) sous Gerald Ford. Dans le monde des affaires, Donald H. Rumsfeld fut président-directeur général des compagnies G. D. Searle et de General Instruments.

Le ministre des Finances dans l'administration Bush, son secrétaire au Trésor Paul O'Neill, a été président-directeur général de la firme

juillet 2002, p. A2, ainsi que Richard S. Dunham et Mike McNamee, « Bush Sr.'s Profitable Crossing », *Business Week*, 4 mars 2002, p. 12. Voir enfin Karim Benessaïeh, « Bush président... grâce à Bud Selig », *La Presse*, 13 juillet 2002, p. G1.

¹⁶⁸ La devise que Donald H. Rumsfeld exhibe sur son bureau est la suivante : « Aggressive fighting for the right is the noblest sport the world affords. » (« Un combat agressif pour ce qui est juste est le sport le plus noble que le monde ait à offrir »). Bill Moyers, « Now with Bill Moyers », *PBS*, 18 octobre 2002.

Alcoa. Jusqu'à ce qu'il soit remplacé, en décembre 2002, par John W. Snow, président de la société CSX, une compagnie de chemins de fer. Son secrétaire au Commerce, Don Evans, est un ancien président-directeur général de la compagnie de services énergétiques, Tom Brown. Son directeur du Budget, Mitch Daniels, est un ancien vice-président senior de la firme Eli Lilly. Son secrétaire aux forces armées, Thomas White, est un ancien vice-président senior de la firme énergétique texane au nom célèbre, la société Enron.

Condoleezza Rice, la conseillère du président pour les Affaires de sécurité nationale est une universitaire qui s'est spécialisée dans les questions politiques et militaires, surtout dans le contexte de la guerre froide avec l'Union soviétique. Elle est, entre autres, un ancien membre du conseil d'administration de la société pétrolière Chevron.

On peut donc dire qu'en 2002-2003, le cœur du cabinet de George W. Bush est constitué de personnes dont l'expérience vient soit du monde des affaires, notamment de l'industrie du pétrole, soit du secteur militaire, soit des deux. Dans un tel contexte, il ne faut pas se surprendre si ces deux centres de préoccupation tiennent une place de choix dans les politiques du gouvernement de George W. Bush.

L'approvisionnement en pétrole : priorité de la politique étrangère américaine ?

Dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush a fait de la politique énergétique une priorité de son gouvernement. Le vice-président Dick Cheney s'est immédiatement attelé à la tâche en présidant une commission intergouvernementale avec le mandat d'élaborer une nouvelle politique énergétique. De nombreuses personnalités du monde des affaires furent consultées au cours des travaux de la commission. Celle-ci a remis ses recommandations, le 16 mai 2001, dans un volumineux rapport de 163 pages. On y trouve un plan ambitieux pour assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie des États-Unis pour les décennies à venir, allant d'une réforme des marchés de l'électricité à la suite de la débâcle vécue par l'État de la Californie à l'été 2000 et de l'ouverture de nouvelles sources intérieures en pétrole et en gaz,

jusqu'à des mesures pour accroître l'économie et la conservation d'énergie ¹⁶⁹.

On y parle du besoin d'établir de nouvelles ententes bilatérales avec des pays producteurs de pétrole, notamment avec le Canada, le Mexique, le Venezuela, le Brésil et les pays africains producteurs de pétrole. Concernant la région stratégique du Moyen-Orient, dépositaire des deux tiers des réserves mondiales connues de pétrole, on recommande que les États-Unis encouragent l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, Oman, les Émirats arabes unis (ÉAU), le Yémen, l'Algérie et les autres pays producteurs à accueillir des investissements internationaux pour permettre une expansion de leurs secteurs énergétiques.

On y propose aussi la construction du pipeline BTC en provenance du Kazakhstan, comme celle du pipeline Shah Deniz pour l'acheminement du gaz de l'Azerbaïdjan, via la Géorgie et la Turquie. De même, on propose d'encourager la Turquie et la Grèce à jumeler leurs systèmes de pipelines afin d'acheminer le gaz de la mer Caspienne vers les marchés européens. Des discussions doivent être entreprises avec l'Inde et avec la Russie concernant la production énergétique de ces pays. On y recommande même que le G8 tienne une réunion annuelle consacrée uniquement aux questions énergétiques, tant on considère ces questions importantes pour la stabilité économique et politique du monde.

Le côté intérieur de la stratégie énergétique américaine s'est assez rapidement embourbé au Congrès américain, les démocrates étant résolument opposés à laisser s'ouvrir à la prospection les champs pétrolifères du Arctic National Wildlife Refuge en Alaska (ANWR), tandis qu'il n'y avait pas d'entente sur les nouveaux pouvoirs de réglementation pour empêcher la répétition de désastres comme ceux vécus en Californie à l'été 2000. Il reste la partie internationale du plan. Après les événements du 11 septembre 2001, cette stratégie d'accroître et de

¹⁶⁹ Le rapport s'intitule *Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future*, Report of the National Energy Policy Development Group, Washington, 2001.

mieux contrôler la production mondiale d'hydrocarbures a pris une importance encore plus grande.

Un comité énergétique, parallèle à la commission intergouvernementale et constitué des spécialistes extérieurs qui avaient conseillé Dick Cheney dans son propre rapport, a remis lui aussi son rapport en avril 2001. Ce comité de 41 personnalités américaines triées sur le volet, sur lequel siégeait le président de la société énergétique Enron, Kenneth Lay, a déposé un rapport étoffé, lequel contient une stratégie globale que les États-Unis se doivent d'adopter pour résoudre leur déficit croissant en ressources énergétiques ¹⁷⁰. Ce rapport a été rédigé par des personnes œuvrant pour plusieurs dans l'industrie énergétique, assistées par des universitaires et des représentants de firmes de consultants. Les compagnies Chevron-Texaco, Hess, Shell, British Petroleum et ENI, en plus d'Enron et Dynegy, de même que des banquiers spécialisés dans le financement énergétique, étaient représentés.

La conclusion du rapport est que les États-Unis deviennent de plus en plus vulnérables à des perturbations dans l'approvisionnement international en pétrole, au moment même où les réserves intérieures officielles de pétrole sont en baisse. En effet, les États-Unis consomment 25 % du pétrole produit mondialement, mais ils n'ont qu'un peu plus de 2 % des réserves connues de pétrole. En dix ans, de 1990 à 2000, les réserves américaines connues de pétrole sont même passées de 26 milliards de barils à 22 milliards de barils. On peut comparer ces chiffres avec les 49 milliards de barils de pétrole que la Russie est réputée posséder en réserve.

Pendant la même décennie, les sanctions imposées à certains pays producteurs de pétrole (Iran, Irak, Lybie, etc.) et la déréglementation des marchés de l'énergie ont entraîné une baisse dans les investissements d'infrastructure pour accroître les capacités de production. Par

¹⁷⁰ Edward L. Morse et Amy Myers Jaffe, *Strategic Energy Policy Challenges for the 21st Century*, Report of an Independent Task Force Sponsored by the James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University and the Council on Foreign Relations, avril 2001.

conséquent, il existe très peu de capacité excédentaire de production dans le système mondial d'approvisionnement en pétrole.

Du côté de la demande, très peu d'efforts ont été entrepris pour encourager la conservation énergétique et le recours à des sources moins polluantes que les hydrocarbures. Le résultat est un accroissement plutôt qu'une baisse dans le recours au pétrole dans le secteur clé des transports américain. Cette part du pétrole dans le bilan énergétique du transport aux États-Unis est passée de 52 % en 1970 à 66 % en 1995 et il est prévu qu'elle atteindra 70 % en l'an 2010. La dépendance américaine à l'endroit du pétrole, tant intérieur qu'importé, est très grande et va en s'accroissant. Et le rapport conclut : « Si les États-Unis apportent pas une réponse stratégique à la situation énergétique actuelle, le pays risque de faire face à des adversaires renforcés d'une façon inacceptable par leur levier [pétrolier], en plus de voir son économie demeurer vulnérable à une grande volatilité des prix énergétiques ¹⁷¹. »

Forte dépendance américaine au pétrole importé

Selon la Energy Information Administration des États-Unis, la consommation quotidienne américaine de pétrole est de l'ordre de quelque 19,8 millions de barils de pétrole, soit 26 % de la production mondiale. En contrepartie, les États-Unis ne produisent quotidiennement que 9,1 millions de barils.

Les États-Unis sont donc dans la position inconfortable de devoir importer chaque jour 10,7 millions de barils ou 54 % de leur consommation quotidienne. En 1990, cette dépendance américaine à l'extérieur n'était que de 40 %. Avant 1948, les États-Unis étaient même un exportateur net de pétrole. Les choses ont bien changé puisque les réserves américaines en hydrocarbures ont été surexploitées (3 millions des 4 millions de forages pétroliers et gaziers dans le monde l'ont été aux États-Unis).

¹⁷¹ *Ibid.*

Au rythme où les États-Unis produisent et consomment du pétrole, ils se dirigent tout droit vers une crise énergétique majeure d'ici une décennie. En effet, les États-Unis exploitent leurs réserves de pétrole au rythme d'une production totalisant 3,3 milliards de barils par année. Avec des réserves pétrolières connues qui ne dépassent guère 22 milliards de barils, les États-Unis atteindront le fond du baril entre 2008 et 2010, si aucun autre dépôt pétrolier d'importance n'est découvert en territoire américain.

Il y a peut-être les réserves inexploitées de l'Alaska, mais les réserves pétrolières situées dans les parcs publics de l'Alaska sont limitées. En effet, même en développant les sols pétroliers de l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR), dont les réserves récupérables sont évaluées à 10 milliards de barils, la part des États-Unis dans les réserves mondiales d'hydrocarbures passerait, en dix ans, de 2,3 % présentement à seulement 3,3 % ¹⁷². Autant dire que les États-Unis sont dans une dangereuse position déficitaire face au pétrole, et le seront pour des décennies à venir. On peut comprendre pourquoi, pour Bush et Cheney, une guerre contre l'Irak n'est pas un choix, mais presque une nécessité économique.

En effet, une telle dépendance énergétique envers l'étranger, surtout lorsqu'il s'agit de producteurs peu fiables, est la cause d'une grande vulnérabilité géopolitique. En 2000, les cinq pays qui fournissaient le plus de pétrole aux États-Unis étaient le Canada¹⁷³ (15 %), l'Arabie saoudite (14 %), le Venezuela (14 %), le Mexique (12 %) et

¹⁷² James Woolsey (directeur de la CIA de 1993 à 1995), « Spiking the Oil Weapon », *The Wall Street Journal*, 19 septembre 2002, p. A16.

¹⁷³ Le Canada possède d'énormes réserves pétrolières, soit 367 milliards de barils de pétrole. Il s'agit de réserves connues de beaucoup supérieures à celles de l'Arabie saoudite. Cependant, 84 % de ces réserves sont dans des sables bitumineux, lesquels recèlent 309 milliards de barils de pétrole lourd exploitables. L'extraction du pétrole des sables bitumineux est difficile d'accès, coûteuse et exige pour être rentable un prix mondial pour le pétrole au-dessus de 15 dollars le baril. Les réserves conventionnelles canadiennes de pétrole égalent 58 milliards de barils, presque le double des réserves prouvées du Mexique, évaluées à 32,6 milliards de barils. On prévoit qu'à compter de 2005, la moitié de la production canadienne de pétrole proviendra de ses sables bitumineux. Office national de l'énergie (ONE), *L'offre et la demande d'énergie canadienne jusqu'en 2025*.

l'Irak (8 %)¹⁷⁴. Sur une base régionale, les importations américaines de pétrole proviennent à 50 % de l'hémisphère occidental, à 24 % du Moyen-Orient, à 14 % de l'Afrique, à 9 % de l'Eurasie et à 3 % d'ailleurs. Les États-Unis ont un besoin quasi vital d'accroître et de diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole, sinon de contrôler ces sources de plus près ¹⁷⁵.

En 2002, l'Arabie saoudite sunnite et wahhabite produisait quelque 7,1 millions de barils de pétrole par jour, soit près de 10 % de la consommation mondiale. Cependant, ce pays a une capacité excédentaire quotidienne d'environ 3 millions de barils, ce qui lui permet de jouer un rôle de stabilisateur des prix mondiaux à l'intérieur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), organisation qu'elle domine ¹⁷⁶. C'est sur ce pays que les États-Unis ont traditionnellement compté pour stabiliser le prix mondial du pétrole et pour atténuer les côtés les plus menaçants de l'OPEP.

Fait particulier, l'Arabie saoudite a dirigé une part croissante de ses revenus pétroliers vers des fins sociales et politiques et a peu investi pour accroître ses installations de production. Mais pire, depuis le 11 septembre 2001, et depuis l'intransigeance croissante de l'État d'Israël dans le conflit israélo-palestinien, l'Arabie saoudite, comme d'autres pays producteurs du golfe Persique, a de moins en moins de politiques intérieure et extérieure qui coïncident avec les intérêts américains.

Le fort courant anti-américain dans la région du Golfe est susceptible d'empêcher les gouvernements, y compris celui de l'Arabie saou-

¹⁷⁴ U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.

¹⁷⁵ L'Afrique est appelée à fournir davantage de pétrole dans l'avenir. Cinq pays en particulier (Nigeria, Angola, Gabon, Guinée-Équatoriale et Tchad) devraient voir leur production augmenter. Seul le Nigeria fait partie de l'OPEP, le Gabon ayant quitté cette organisation en 1995. (James Dao, « In Quietly Courting Africa, White House likes Dowry : Oil », *The New York Times*, 19 septembre 2002, p. A1.)

¹⁷⁶ En 2002, l'OPEP a produit officiellement 21,7 millions de barils de pétrole par jour. Cependant, la production réelle est supérieure de 2 millions de barils. La production de pétrole de l'OPEP représente un peu plus du tiers de la production mondiale totale. Voir Thaddeus Herrick, « OPEC is to Hold Oil Output Steady », *The New York Times*, 20 septembre 2002, p. A5.

dite, de collaborer pleinement dans l'avenir avec les États-Unis. Le rapport identifie clairement les causes de ce fossé qui s'est creusé entre les États-Unis et les pays arabes producteurs de pétrole :

« L'amère perception dans le monde arabe que les États-Unis n'ont pas poursuivi une politique équitable dans le processus de paix entre Israël et les Palestiniens a accentué les pressions sur l'Arabie saoudite et sur les autres membre du Conseil de coopération des pays de Golfe (GCC), ce qui a procuré à l'Irak de Saddam Hussein un levier politique auprès des populations du monde arabe ¹⁷⁷. »

En théorie, la Russie, qui ne fait pas partie du club des dix pays (l'Irak n'y participe plus) de l'OPEP et qui produit environ 6,9 millions de barils de pétrole par jour, pourrait accroître sa capacité de production de 50 % et, de cette façon, réduire quelque peu l'ascendance saoudienne sur le marché mondial du pétrole ¹⁷⁸. De lourds investissements seraient cependant requis pour remédier à l'état déplorable de ses pipelines et de ses ports de chargement ¹⁷⁹.

Et il y a l'Irak. Le rapport faisait l'observation suivante à son sujet : « Le resserrement des marchés énergétiques a accru la vulnérabilité des États-Unis et du monde face à des perturbations [dans les approvisionnements] et fournit aux adversaires une influence potentielle induite sur le prix du pétrole. L'Irak est devenu un producteur "charnière" et cela pose un problème particulier au gouvernement américain ¹⁸⁰. »

Il se trouve que l'Irak est le deuxième pays du Moyen-Orient quant aux réserves officielles de pétrole, derrière l'Arabie saoudite. L'Irak, avec 115 milliards de barils de réserves pétrolières, soit 11 % des ré-

¹⁷⁷ Voir Edward L. Morse et Amy Myers Jaffe, *op. cit.*

¹⁷⁸ James Woolsey, *op. cit.*

¹⁷⁹ Quatre compagnies pétrolières russes (Loukoïl, Sibneft, Tyumen Oil et Yukos) prévoient construire un oléoduc afin d'acheminer le pétrole russe par le port arctique de Mourmansk. Quelque 584 millions de barils de pétrole par jour pourraient être transportés vers les marchés européens et américains à compter de 2007.

¹⁸⁰ Voir Edward L. Morse et Amy Myers Jaffe, *op. cit.*

erves mondiales connues de pétrole, ou 17 % des réserves pétrolières du Moyen-Orient, demeure une source majeure d'approvisionnement en pétrole ¹⁸¹. L'Arabie saoudite, avec ses 265 milliards de barils de pétrole en réserves, possède 25 % des réserves mondiales, tandis que les Émirats arabes unis et le Koweït possèdent chacun environ 9 % des réserves mondiales. C'est dire que cette région contrôle environ les deux tiers des réserves mondiales de pétrole ¹⁸². Si on y ajoute le pétrole du bassin de la mer Caspienne, cette région recèle les trois quarts des réserves connues de pétrole mondial ¹⁸³.

Les réserves pétrolières non développées de l'Irak sont présumées être encore plus importantes. Selon Richard Spertzel, ancien inspecteur en chef des Nations unies pour les armes biologiques en Irak (1994-1998), ces réserves non développées seraient les plus importantes au monde. Selon d'autres spécialistes, les réserves probables de l'Irak seraient en effet de l'ordre de 220 à 300 milliards de barils et peut-être plus, puisque le territoire irakien a été relativement inexploré en raison des nombreuses années de guerre au cours du dernier quart de siècle ¹⁸⁴. » Si ces évaluations se révélaient fondées, l'Irak pourrait être une pompe à pétrole aussi importante, et peut-être même davantage, que l'Arabie saoudite. De quoi faire se lécher les babines à quiconque a déjà trempé dans la mare pétrolière !

Compte tenu de cet énorme potentiel, la capacité de production actuelle de l'Irak, évaluée à quelque 2,8 millions de barils par jour, pourrait facilement passer à 6 millions de barils par jour et davantage, en quelques années, si la situation politique intérieure et extérieure de ce pays se stabilisait, si les sanctions imposées en 1991 par l'ONU

¹⁸¹ Babette Stern, « Le pétrole, l'autre enjeu du conflit », *Le Monde*, 19 septembre 2002.

¹⁸² Les réserves mondiales connues de pétrole sont d'environ 1 000 milliards de barils, alors que celles du Moyen-Orient sont de l'ordre de 664 milliards de barils. (U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.)

¹⁸³ Le pétrole de la mer Caspienne est beaucoup plus coûteux à exploiter, soit de l'ordre de 7 à 8 dollars le baril, tandis que le pétrole irakien coule pour moins de 1 dollar le baril. Les réserves pétrolières connues du bassin de la mer Caspienne sont de l'ordre de 30 milliards de barils. Cependant, les réserves possibles pourraient se chiffrer à 235 milliards de barils. Voir Babette Stern, *op. cit.*

¹⁸⁴ Babette Stern, *op. cit.*

étaient levées et si les compagnies pétrolières étrangères, anxieuses d'investir, pouvaient le faire.

La ruée vers les contrats pétroliers en Irak

La liste est longue des sociétés pétrolières qui ont signé des contrats de prospection et de développement des champs pétrolifères irakiens ou qui ont entrepris des négociations en ce sens avec le gouvernement irakien.

À l'aube d'une attaque « préventive » des États-Unis contre l'Irak, ce sont les compagnies pétrolières françaises qui ont en poche les plus gros contrats de forage et de mise en valeur de ces champs pétrolifères, et cela depuis 1995-1996 ¹⁸⁵. Le géant français Total/Fina/Elf (Aquitaine) détient les positions les plus importantes en Irak, ayant obtenu les droits exclusifs de développer les champs de Majnoon, situés à 48 kilomètres au nord de Basra (Bassorah), à la frontière avec l'Iran. Les réserves estimées de ces champs sont de l'ordre de 10 milliards de barils. Ces puits, plus ceux des champs plus petits de Bin Umar, permettraient à Total/Fina/Elf (Aquitaine) de produire 400 000 barils par jour de pétrole irakien ¹⁸⁶.

Les contrats entre le gouvernement irakien et les compagnies françaises sont des accords dits « de partage de la production » (PSA : *production sharing agreements*), lesquels permettent aux compagnies qui en bénéficient d'inscrire les réserves qu'elles contrôlent dans leurs bilans. Les méthodes comptables considèrent, en effet, ces droits de prospection et de forage comme des actifs tangibles ¹⁸⁷. On comprend alors pourquoi le gouvernement de Jacques Chirac a essayé de ména-

¹⁸⁵ Témoignage de Richard Spertzel devant le House Armed Services Committee de la Chambre des représentants sur le sujet de « Iraqi Weapons Capabilities », Réseau C-SPAN, 10 septembre 2002.

¹⁸⁶ John Tagliabue, « (Europeans Strive to Tighten Trade Ties with Iraq », *The New York Times*, 19 septembre 2002, p. A16.

¹⁸⁷ L'autre type de contrat, la prestation de services, moins rémunératrice, n'a pas le même effet positif sur les bilans et est donc moins recherché. Voir Marc Roche, « Le lobbying intensif sur le pétrole est à la hauteur de l'enjeu », *Le Monde*, 31 octobre 2002.

ger la chèvre et le chou dans ses tractations aux Nations unies, eu égard à la sévère résolution anti-Irak que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont réclamée à grands cris.

Les compagnies italiennes et russes sont elles aussi bien placées pour profiter du boom pétrolier irakien. Le consortium italien ENI/Agip est présumé avoir conclu une entente pour développer les champs pétrolifères de Nassiriyah, à un coût de 1,9 milliard de dollars, dont les réserves pourraient atteindre 2 milliards de barils. Le premier ministre Silvio Berlusconi a déclaré, après une rencontre avec George W. Bush à sa retraite de Camp David, que l'Italie est avec les États-Unis, quoi qu'ils fassent, et que les bases américaines en Italie peuvent servir lors d'une campagne militaire contre l'Irak.

La Russie, envers qui l'Irak a une dette de 7 milliards de dollars, datant de la période précédant la guerre du Golfe de 1990-1991, ne veut pas être en reste et négocie avec l'administration américaine les moyens de récupérer ses billes ¹⁸⁸. Il y a aussi cette épine au pied de la lutte anti-terroriste en Tchétchénie. En effet, la crise provoquée par une prise d'otages à Moscou même par un commando terroriste, en octobre 2002, et les frictions avec une Géorgie qui sert de sanctuaire aux terroristes tchétchènes ont intensifié la répression russe dans cette partie du monde.

Est-ce que la Russie peut être persuadée de troquer sa réticence envers une attaque anglo-américaine en Irak contre des assurances que les États-Unis protégeront les intérêts russes en Irak et n'accableront pas le gouvernement russe dans sa propre lutte anti-terroriste ? Est-ce que le président russe, Vladimir Poutine, réussira, comme Ariel Sharon en Israël, à solutionner ses problèmes politiques intérieurs en s'accrochant au char américain de la lutte internationale contre le terrorisme islamiste ?

Quoi qu'il en soit, un consortium de compagnies russes, sous la gouverne de la société AOA Loukoïl, associée aux sociétés Zarubezneft et Mashinoimport, s'est taillé une assiette de contrats

¹⁸⁸ Tom Raum, « Bush Administration's Iraq Campaign Includes Behind-Scenes Bartering », Associated Press, 22 septembre 2002.

d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, sur une période de 23 ans, pour rénover plusieurs installations pétrolières irakiennes. De plus, le consortium a manœuvré pour développer les champs pétrolifères du Qurna occidental, situé à 99 kilomètres au nord-ouest de la ville de Basra (Bassorah), lesquels peuvent générer de 7,5 à 15 milliards de barils de pétrole, peut-être même 20 milliards de barils ¹⁸⁹.

Même la Chine, avec la société China National Petroleum, détient des contrats pour développer des ressources pétrolières irakiennes pouvant générer des réserves de quelque deux milliards de barils de pétrole ¹⁹⁰. Tous les pays veulent se partager la dépouille de l'Irak, advenant le cas où George W. Bush réussisse dans son projet d'envahir ce pays et d'y effectuer un « changement imposé de régime ». Tous, cependant, marchent sur des œufs, tellement les enjeux économiques sont importants : si on misait sur le mauvais cheval...

Les grandes absentes du bilan des sociétés bien positionnées pour exploiter le pétrole irakien sont les géantes pétrolières américaines et britanniques. À cause des sanctions imposées par l'ONU, mais surtout à cause des sanctions que les gouvernements américain et anglais ont eux-mêmes votées contre l'Irak, aussi contre l'Iran et contre la Libye, les géantes américaines et anglaises risquent, si la situation perdure, de se voir distancer sur le marché mondial du pétrole par des sociétés rivales.

Elles sont, cependant, encouragées par les déclarations d'Ahmed Chalabi, membre du Congrès national irakien de l'opposition en exil, selon qui « le nouveau régime [irakien] n'envisageait de travailler qu'avec des compagnies américaines » après le renversement de Saddam Hussein. Et, comme pour mettre la Russie sur les dents, Chalabi précise que « le nouveau pouvoir de Bagdad n'aura pas les moyens de

¹⁸⁹ John Tagliabue, *op. cit.*

¹⁹⁰ Neil King Jr. et John J. Fialka, « Balance of Power in Oil Fallout From an Iraq War, Iran could Gain, Saudis Lose », *The New York Times*, 19 septembre 2002, p. A1.

procéder au remboursement des sept milliards de dollars de dettes irakiennes auprès de la Russie ¹⁹¹ ».

James Woolsey, un ancien directeur de la CIA, l'a candidement expliqué au journal *Washington Post* en soulignant que la répartition du pétrole irakien n'était pas très compliquée : « la France et la Russie ont des compagnies pétrolières et des intérêts importants en Irak. Elles devraient savoir que, si un régime irakien plus décent s'installe, nous ferons de nôtre mieux pour nous assurer que ce nouveau gouvernement travaille étroitement avec nos compagnies ¹⁹² ». Un ancien conseiller du ministère américain de la Défense, Charles V. Peña, a été encore plus clair : « Le pétrole est au centre de notre politique au Moyen Orient. Tout ce que nous faisons dans la région vise essentiellement à nous assurer des sources pétrolières bon marché ¹⁹³. »

C'est donc une réalité criante que l'on ne retrouve pas les Exxon-Mobil, Chevron-Texaco, Valero Energy, Conoco, etc., ni les British Petroleum et Royal Dutch-Shell parmi les sociétés qui ont obtenu des contrats de développement du pétrole irakien. À défaut d'un changement de régime politique à Bagdad, imposé par la force, les compagnies américaines et britanniques seront acculées à joindre des consortiums existants, afin de participer aux investissements et à la production du pétrole irakien. Pour elles, le renversement du gouvernement de Saddam Hussein par la force promet d'ouvrir bien des portes.

Il n'est donc pas surprenant que les responsables en exil du Congrès national irakien (CNI), avec à leur tête Ahmed Chalabi, un dirigeant tout particulièrement proche du vice-président américain, Dick Cheney, soient discrètement courtisés par Exxon-Mobil et Chevron-Texaco. Il faut bien préparer le terrain des négociations pétrolières qui suivront le renversement de Saddam Hussein ¹⁹⁴.

¹⁹¹ Rapporté par le journal russe *Izvestia* et recensé par le *Courrier International*, 4 octobre 2002.

¹⁹² « Irak : le pétrole, moteur de la guerre américaine », *Courrier International*, 28 septembre 2002.

¹⁹³ Tom Fennell, « Not for Justice, but Oil », *Macleans*, 7 octobre 2002, p. 28.

¹⁹⁴ Marc Roche, *op. cit.*

Mais, si les États-Unis attaquent un pays souverain comme l'Irak sans provocation évidente, le monde sera en mesure de fortement soupçonner George W. Bush et son vice-président Dick Cheney, tous deux issus de l'industrie pétrolière, de vouloir contrôler les réserves de pétrole, développées ou non, de l'Irak, en fonction d'une nouvelle politique énergétique américaine englobant le monde entier ¹⁹⁵. On pourrait croire, en effet, que ce qui intéresse les dirigeants américains au plus haut point, c'est d'imposer une Pax Americana dans cette région, afin de faciliter la prospection, la production et l'acheminement du pétrole en provenance du Moyen-Orient, mais aussi celui en provenance de l'Asie centrale, à commencer par celui de la mer Caspienne et de pays tels que le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ¹⁹⁶, sans compter l'Azerbaïdjan et la Russie ¹⁹⁷.

Pour construire les pipelines requis afin d'atteindre les marchés asiatiques et européens, c'est en effet toute la situation géopolitique des régions du golfe Persique et de l'Asie centrale qui se doit d'être contrôlée et stabilisée ¹⁹⁸. Il serait plus facile de contrôler Riyad et Té-

¹⁹⁵ Michael Den Tandt, « Oil supply the real focus of Iraq policy », *The Globe and Mail*, 10 octobre 2002, p. B2.

¹⁹⁶ Depuis une entente conclue en 1993, les sociétés américaines Chevron-Texaco et Exxon-Mobil font partie d'un consortium appelé TangizChevroil, avec la société russe LukArco et la société kazakhienne KazMunaiGaz, pour le développement des réserves pétrolières du Kazakhstan. Voir Sabrna Tavernise, « Kazakhstan Gets a Lesson in Oil Politics », *The New York Times*, 16 novembre 2002, p. B3.

¹⁹⁷ Selon les auteurs français Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquie, George W. Bush a tenté de négocier avec le gouvernement taliban de l'Afghanistan, avant le 11 septembre 2001, la construction d'un pipeline allant du Kazakhstan jusqu'à l'océan Indien, en passant par l'Afghanistan, en échange d'une entente pour assurer le libre passage d'Oussama ben Laden vers l'Arabie saoudite. Voir Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquie, *Ben Laden, la vérité interdite*, Paris, Gallimard, 2002.

¹⁹⁸ La construction de nombreux pipelines est prévue : un vers l'est et le sud, passant par l'Afghanistan jusqu'au port de Multan au Pakistan sur l'océan Indien, afin de desservir le marché asiatique ; un autre pipeline de quelque 1 760 kilomètres, allant de Bakou à Ceyhan, doit amener le gaz naturel du Turkménistan, en traversant directement la mer Caspienne à travers l'Azerbaïdjan et la Géorgie jusqu'en Turquie, soit jusqu'au port méditerranéen de Ceyhan ; un pipeline vers l'ouest lierait la partie nord de la région caspienne jusqu'au port

héran, pense-t-on à Washington, si on contrôlait au préalable Bagdad ¹⁹⁹.

En effet, il est clair que l'autre objectif caché du gouvernement américain, une fois l'Irak sous contrôle, est de faire pression sur l'Arabie saoudite afin que ce pays charnière suive une politique pro-américaine plus fiable. À la même occasion, la haute main américaine sur le pétrole irakien permettrait d'affaiblir le cartel de l'OPEP et sa capacité d'imposer des embargos pétroliers comme celui de 1973, quand le prix du brut passa soudainement de 3 dollars le baril à 12 dollars. Cela pourrait tout aussi bien signifier, une fois pour toutes, le démantèlement de cette organisation dominée par des Arabes.

En 2002-2003, il tombe donc sous le sens que la politique énergétique du gouvernement Bush est de stabiliser militairement l'ensemble du Moyen-Orient et vise au plus haut point à s'assurer du contrôle des fortes réserves pétrolières connues et inexplorées, non seulement de l'Irak, mais de tout le Moyen Orient. En effet, il est évident qu'en installant à Bagdad un régime proaméricain, les États-Unis auraient par le fait même un accès assuré et prolongé à des sources pétrolières bon marché et en grande abondance, sans compter les contrats lucratifs que les pétrolières américaines ne manqueraient point de décrocher.

Le langage officiel des dirigeants américains

On comprend mieux pourquoi il en est ainsi quand on regarde qui sont les personnes que George W. Bush a choisies pour rédiger ses discours. En effet, les principaux discours du président américain sont rédigés par un théologien, Michael Gerson. Ce dernier dirige une équipe d'une demi-douzaine de personnes qui préparent les textes publics de George W. Bush. Les principaux assistants de Gerson pour les discours importants sont Matthew Scully et John McConnell.

russe de Novorossiisk sur la mer Noire, avec transbordement par pétroliers à travers le détroit de Bosphore jusqu'aux marchés européens et mondiaux.

¹⁹⁹ Philip Golub et Agnès Levallois, « Washington veut remodeler le Moyen Orient », *Le Monde*, 19 septembre 2002.

Or, Gerson est un chrétien évangéliste qui a fait ses études de théologie au collège fondamentaliste chrétien Wheaton College, situé en banlieue de Chicago. C'est à lui que l'on doit les références fréquentes du président américain à la division du monde entre les bons et les méchants, entre le Bien et le Mal. En effet, Gerson, tout comme Bush et plusieurs de ses conseillers, croit que les États-Unis ont une mission « divine » dans le monde. On frémit à la pensée que de tels esprits ont le doigt sur la gâchette nucléaire.

L'ancien président américain, Dwight D. Eisenhower (1890-1969), prononça, le 17 janvier 1961, un discours d'adieu dont la sagesse retentit encore aujourd'hui. Dans ce discours historique, Eisenhower, lui-même un ancien général d'armée, mettait en garde son pays contre l'influence indue du complexe militaro-industriel : « Dans les antichambres des gouvernements, nous devons être vigilants face aux influences indues, recherchées ou pas, par le complexe militaro-industriel. Il existe et il existera un potentiel pour l'émergence désastreuse d'un pouvoir détourné. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés ou nos institutions démocratiques ²⁰⁰. »

Si Eisenhower revenait aujourd'hui, il serait stupéfait de constater combien grande est l'influence des milieux militaristes et des milieux industriels dans le gouvernement américain. Les principales politiques américaines sont fortement teintées par le complexe militaro-industriel, le tout enveloppé dans une dangereuse rhétorique à saveur religieuse.

²⁰⁰ « In the councils of government, we must guard against the acquisition of unwarranted influence, whether sought or unsought, by the military industrial complex. The potential for the disastrous rise of misplaced power exists and will persist. We must never let the weight of this combination endanger our liberties or democratic processes. »

13

Les préparatifs de guerre contre l'Irak

Celui qui est capable de marcher derrière une musique militaire n'a pas besoin de cerveau : une moelle épinière lui suffit.

Albert Einstein

Nul homme sensé ne peut préférer la guerre à la paix puisque, à la guerre, ce sont les pères qui enterrent leurs fils alors que, en temps de paix, ce sont les fils qui enterrent leurs pères.

Hérodote

[Retour à la table des matières](#)

En 1941, le gouvernement militariste du Japon, croyant qu'Hitler était en train de gagner sa guerre d'invasion en Europe et souhaitant consolider ses positions expansionnistes en Asie, décida de lancer une attaque préventive surprise contre les États-Unis. Le 7 décembre 1941, C'était l'infâme attaque japonaise contre Pearl Harbor, en Hawaï.

Les États-Unis devraient donc être bien placés pour savoir que rien ne galvanise davantage la population d'un pays que de se savoir attaquée par un autre. Néanmoins, l'administration Bush s'est laissée persuader par la cabale menée par Richard Perle, selon qui « les gens danseront dans les rues de Bagdad le jour où les USA envahiront l'Irak ²⁰¹ ». Comme si les Américains avaient le cœur à danser dans les rues quand le Japon attaqua les États-Unis !

Néanmoins, tout au long de l'été et de l'automne 2002, les manchettes disent : « Israel's Sharon urges U.S. not to delay attack against Iraq ²⁰². » Ou encore, d'après un article de l'ancien secrétaire d'État, Henry Kissinger : « Delaying Iraq decision could hurt U.S. ²⁰³ » De même, après une intervention publique de la conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice : « U.S. Makes "Moral Case" for War ». Et puis après, comme pour appuyer les intentions belliqueuses du tandem Bush-Sharon : « Des blindés sont envoyés vers le golfe Persique ²⁰⁴ » et « Bush given detailed plan for attacking Iraq ²⁰⁵. »

À mesure que le temps passe, les préparatifs de guerre s'intensifient : « 58 000 soldats américains ont été déployés dans la région du Golfe » ; « À l'approche des Américains, on verra le régime irakien s'effondrer ²⁰⁶. » Il s'agit véritablement d'un plan concerté et concocté depuis longtemps de prendre le contrôle de l'Irak, d'y établir un gouvernement fantoche et de se répartir les réserves pétrolières de ce pays.

²⁰¹ Propos tenus sur le réseau PBS en août 2002.

²⁰² Bloomberg Network, 16 août 2002.

²⁰³ Henry A. Kissinger, *Washington Post* (et journaux affiliés), 12 août 2002.

²⁰⁴ *Le Devoir*, 5 septembre 2002.

²⁰⁵ Robert Burns, « Bush Given Detailed Plan for Attacking Iraq », Associated Press, 22 septembre 2002.

²⁰⁶ *Le Monde*, 12 et 9 octobre 2002, respectivement.

Que la source soit Ariel Sharon, Henry Kissinger ²⁰⁷ ou Condoleezza Rice, sans compter la pléthore de journalistes américains néo-conservateurs, une propagande inlassable assaille le public américain, déjà ulcéré par les attentats terroristes du 11 septembre 2001, et ouvert à l'idée d'une vengeance. Au début, cependant, l'accueil fait à cette propagande guerrière est plutôt mitigé. À mesure que l'Américain moyen se rend compte que les preuves que Saddam Hussein représente une menace stratégique réelle pour les États-Unis manquent, le peuple américain demeure profondément divisé sur la stratégie d'une attaque unilatérale américaine, même s'il existe peu de sympathie pour ce dictateur en poste depuis 1979.

Les sondages CNN/USA Today/Gallup indiquent que le soutien de l'opinion américaine à une invasion de l'Irak par des troupes américaines est tombé de 70 % en décembre 2001 à seulement 51 % en août 2002. Le soutien à la guerre tombe à des niveaux semblables à ceux observés au cours de la guerre du Viêtnam, soit 33 %, dans l'hypothèse où la guerre ferait 5 000 victimes américaines. Pire, seulement 20 % des Américains pensent que les États-Unis doivent procéder contre l'Irak sans l'appui de pays alliés. C'est un pourcentage d'appui guère éloigné de celui recensé en Grande-Bretagne pour une telle invasion, celui-ci se situant à 19 %.

Qui plus est, des personnalités américaines à l'esprit sensé et dotées d'une grande expérience commencent à intervenir publiquement contre les projets des « faucons » qui conseillent le président américain. Ces personnes ont déjà participé à des guerres et peuvent mieux en souper les risques et les coûts que d'autres personnes moins expérimentées.

Le sénateur républicain Chuck Hagel, membre du comité des Affaires étrangères du Sénat et lui-même vétéran de la guerre désas-

²⁰⁷ Le 27 novembre 2002, soit plus d'un an après les événements, ce dernier, âgé de 79 ans, est choisi par George W. Bush pour présider une commission indépendante afin de rechercher les causes de l'échec des systèmes gouvernementaux de prévention eu égard aux attaques terroristes du 11 septembre 2001. Incapable de rendre public ses contrats avec des entreprises et des gouvernements étrangers, Kissinger démissionne un mois plus tard.

treuse du Viêtnam, une autre guerre insensée de type impérialiste, dans laquelle 58 000 jeunes Américains furent inutilement sacrifiés à cause des mauvaises décisions d'une poignée de politiciens américains, résume bien la question : « Je trouve intéressant de voir que beaucoup de ceux qui veulent précipiter le pays dans la guerre et pensent qu'elle sera rapide et facile ne connaissent rien à la guerre. Ils ont une approche intellectuelle et n'ont jamais été coincés dans un trou ou dans la jungle en train de voir la tête de leurs amis exploser. Je voudrais m'exprimer pour tous ces fantômes du passé. ²⁰⁸ »

Ces propos sont repris par le général Anthony Zinni, ancien chef du commandement central américain et envoyé spécial américain au Proche-Orient : « Il est intéressant que tous les généraux pensent pareil » et « que les autres qui n'ont jamais tiré un seul coup de feu soient démangés par l'envie de guerre ». D'autres anciens généraux américains, tels Norman Schwarzkopf, dirigeant de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak en 1991, et Wesley Clark, ex-commandant en chef des forces de l'OTAN, pensent de même ²⁰⁹.

Un autre ancien général, de surcroît ancien conseiller pour la Sécurité nationale sous George Bush père, Brent Scowcroft, rappelle lui aussi à George W. Bush qu'une guerre préventive américaine contre l'Irak affaiblirait le soutien international dans la guerre contre le terrorisme et placerait les États-Unis dans la position d'un pays agresseur pour la première fois de son histoire.

Ce serait la meilleure façon de se mettre à dos les pays amis, d'intensifier l'instabilité politique au Moyen-Orient et de nuire aux intérêts

²⁰⁸ Andrea Mitchell, « A Number of Prominent Republicans Are Now Publicly Coming Out Against President Bush's Plans for Iraq », *Newsweek*, 16 août 2002. Cela n'a point empêché le sénateur Hagel de voter en faveur de la résolution Bush prévoyant le recours à la force contre l'Irak. Voir David Firestone « 2 Critics of Bush Iraq Policy Say They'll Back Resolution », *The New York Times*, 10 octobre 2002. Voir aussi Michael Langan, Agence France-Presse, « Un ex-secrétaire d'État de Bush père convie à la prudence au sujet de l'Irak », *La Presse*, 26 août 2002, p. A8.

²⁰⁹ Agence France-Presse, « D'ex-généraux rejettent une guerre solitaire en Irak », *La Presse*, 31 août 2002, p. A15.

à long terme des États-Unis ²¹⁰. Pire, une attaque pourrait provoquer l'Irak au point de recourir à des armes chimiques ou bactériologiques contre Israël, avec la possibilité de déclencher une guerre nucléaire. Pour William Cohen, l'ancien secrétaire de la Défense dans l'administration Clinton, « Saddam Hussein n'est pas davantage une menace aujourd'hui qu'hier ». Cohen doutait qu'une attaque contre l'Irak soit nécessaire pour protéger les États-Unis ²¹¹.

Le renommé James Baker, secrétaire d'État dans l'administration de George Bush père de 1989 à 1992 et en poste lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, invite pour sa part George W. Bush à la prudence. Baker présida à la création d'une coalition de 40 pays qui participèrent à l'opération d'expulsion du Koweït, pays que Saddam Hussein avait décrété être la dix-neuvième province de l'Irak. Onze ans plus tard, il estime que court-circuiter le Conseil de sécurité des Nations Unies ne pourrait qu'isoler les États-Unis et miner sa position morale dans le monde.

Pour l'ancien secrétaire d'État, il faut plutôt inciter le Conseil de Sécurité à adopter une résolution enjoignant l'Irak à accepter des inspections de l'ONU en tous temps, en tous lieux et sans exception, en plus d'autoriser le recours à la force pour la mettre en œuvre ²¹². De plus, James Baker enjoint George W. Bush de mettre tout le poids des États-Unis pour solutionner le conflit israélo-palestinien et redonner de la crédibilité à l'Amérique ²¹³.

Toutes ces admonitions de personnes républicaines expérimentées, en plus de celles des sénateurs Bob Graham (Floride), Arlen Specter (Pennsylvanie) et Richard Lugar (Indiana), sans compter celle de Dick Armey, leader de la majorité républicaine à la Chambre des représentants et élu du Texas, de même que celle de Lawrence Eagleberger, successeur de Baker au secrétariat d'État, ont pour effet d'ébranler

²¹⁰ Brent Scowcroft, « Don't Attack Saddam », *The Wall Street Journal*, 15 août 2002.

²¹¹ *The Newshour*, PBS, 27 août 2002.

²¹² C'était, en gros, la position défendue par la France de Jacques Chirac.

²¹³ James A. Baker III, « The Right Way to Change a Regime », *The New York Times*, 25 août 2002.

George W. Bush et de neutraliser quelque peu l'influence belliqueuse des Cheney, Rumsfeld et Rice face au secrétaire d'État Colin Powell dans le gouvernement. Pour le représentant Arney, par exemple, il est clair que « Les États-Unis n'auront pas de justification [pour attaquer], s'il n'y a pas de provocation irakienne ²¹⁴. »

Le secrétaire d'État Colin Powell exprime publiquement son désaccord avec ses collègues quand il déclare, le 1^{er} septembre 2002, qu'il croit que la crise irakienne peut être désamorcée si les inspections des Nations unies recommencent ²¹⁵. Un cabinet ministériel qui ne peut même pas convaincre le seul général d'armée dans son sein du bien-fondé de sa politique n'a vraiment pas de bons arguments ²¹⁶.

Normalement, l'opposition aux visées militaristes de George W. Bush, un républicain, aurait dû venir des politiciens américains issus du Parti démocrate. Mais après la défaite crève-cœur d'Al Gore en 2001, le porte-parole démocrate le plus en vue à Washington est son colistier, le sénateur Joe Lieberman du Connecticut, un politicien américain inconditionnellement dévoué aux intérêts du gouvernement israélien ²¹⁷.

Les autres leaders démocrates, Tom Daschle (Dakota du Sud) au Sénat et Richard « Dick » Gephardt (Missouri) à la Chambre des représentants, sont beaucoup moins critiques que certains républicains. Ils n'osent pas confronter Bush et Lieberman, et se contentent plutôt d'appuyer l'objectif de déloger Saddam Hussein, tout en souhaitant que le Congrès soit consulté sur l'échéancier et sur les moyens retenus.

²¹⁴ À la fin, cependant, le représentant Arney se joint à George W. Bush pour appuyer la résolution l'autorisant à recourir à la force militaire contre l'Irak. Voir Mireille Duteil, Jean Guisnel et Olivier Weber, « Irak : comment les faucons préparent la guerre », *Le Point*, 16 août 2002.

²¹⁵ Paul Koring, « Powell Exposes Split Over Iraq Invasion », *The Globe and Mail*, 2 septembre 2002.

²¹⁶ Le problème pour Colin Powell vient du fait qu'il n'est pas le seul ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Bush. En effet, le secrétaire à la Défense, Donald H. Rumsfeld, l'est autant sinon plus que lui. Par exemple, c'est Rumsfeld qui propose publiquement des attaques contre l'Irak et un changement de gouvernement à Bagdad. (Tom Raum, « Rumsfeld Presses for Action Against Iraq », Associated Press, 19 septembre 2002.)

²¹⁷ En 1991, Joe Lieberman fit partie de la poignée de députés démocrates qui supportèrent l'intervention militaire américaine contre l'Irak.

Pour le leadership démocrate au Congrès américain, c'est l'abdication. Selon les mots mêmes de Tom Daschle, on voulait « passer à autre chose ²¹⁸ ».

L'ex-président Jimmy Carter (1976-1980), prix Nobel de la paix en 2002, est pratiquement seul quand il dénonce la dangereuse dérive de l'administration américaine au pouvoir et son éloignement de la défense américaine traditionnelle des droits humains. Concernant la cabale guerrière contre l'Irak, Carter répète l'évidence, à savoir que « Bagdad n'est présentement pas une menace pour les États-Unis ²¹⁹ ».

Mais le Parti démocrate, sous la gouverne informelle du sénateur Joe Lieberman, s'est joint à la cabale anti-irakienne ²²⁰. Lieberman peut s'exclamer, sans être contredit : « Nous [les démocrates] sommes d'avis que l'on doit autoriser le président à entreprendre une action militaire sans les Nations unies, si l'ONU ne veut pas le faire ²²¹. »

Ce n'est qu'après une intervention étoffée d'Al Gore, l'ancien vice-président et candidat présidentiel démocrate aux élections de 2000, prononcée à San Francisco, que les Démocrates sortent de leur torpeur. Dans ce discours, prononcé le 23 septembre 2002, Gore expose avec fermeté et avec clarté pourquoi les États-Unis ne doivent pas violer les lois internationales et pourquoi ils ne doivent pas se lancer en guerre de façon unilatérale. Dans les jours qui suivent, d'autres personnalités démocrates américaines, dont le sénateur Ted Kennedy, haussent le ton contre George W. Bush. Même le timide Tom Daschle trouve le courage d'accuser le président américain de se faire du capital politique sur le dos de Saddam Hussein et d'essayer outrageuse-

²¹⁸ Frank Rich, « It's the War, Stupid », *The New York Times*, 11 octobre 2002.

²¹⁹ Jimmy Carter, « The Troubling New Face of America », *The New York Times*, 5 septembre 2002, p. A31.

²²⁰ En pleine campagne de persuasion pour que le public américain en vienne à soutenir une intervention américaine unilatérale en Irak, l'American Jewish Committee (AIC), lance à coup de millions de dollars une campagne télévisuelle sur CNN, Fox News et MSNBC, moussant le message que « l'Amérique et Israël partagent des valeurs, une vision de paix ». Agence France-Presse, « Un clip pro-Israël fait des remous aux É.-U. », *La Presse*, 3 octobre 2002, p. B4.

²²¹ Robert Burns, *op. cit.*

ment d'accuser les sénateurs démocrates de « ne pas être intéressés à préserver la sécurité nationale ».

L'ambivalence et l'opposition timide du Parti démocrate aux visées guerrières de George W. Bush permettent à ce dernier de faire fi des critiques et des appels isolés à la prudence pour foncer tout droit vers les préparatifs de guerre. Le lendemain de la déclaration de James Baker, par exemple, le vice-président Dick Cheney repousse les avis de Baker et réitère, dans un discours, le besoin pour les États-Unis de déclencher une guerre « préventive » contre l'Irak, parce que Saddam Hussein pourrait un jour, dit-il, prendre le contrôle du Moyen-Orient et « d'une grande partie des réserves mondiales de pétrole ».

L'avocat de l'administration, Alberto R. « Al » Gonzales argue même que le président américain peut déclarer la guerre à l'Irak sans l'appui du Congrès, et cela, malgré les termes mêmes de la Constitution américaine qui disent le contraire, et malgré la loi *War Resolution Act* de 1973 qui empêche tout président, depuis la guerre désastreuse du Viêtnam, de décider unilatéralement de la poursuite d'une guerre ²²².

De son côté, le ministre de la Défense, Donald H. Rumsfeld, se comportant en véritable secrétaire d'État, multiplie les apparitions devant les comités du Congrès et devant les médias pour mousser l'idée que les États-Unis se doivent d'attaquer l'Irak. On ne sait vraiment pas qui, de Colin Powell ou de Donald H. Rumsfeld, est en charge de la politique étrangère américaine. Pire, lorsque vient le temps de faire parvenir une résolution au Congrès américain pour obtenir l'appui de

²²² La section 8 de l'article premier de la Constitution américaine stipule, en effet, [...]

« Le Congrès aura le pouvoir : [...]

« De déclarer la guerre, [...]

« De lever et d'entretenir des armées, [...]

« De créer et d'entretenir une marine de guerre ;

« D'établir des règlements pour le commandement et la discipline des forces de terre et de mer ».

ce dernier pour une attaque « préventive » contre l'Irak, c'est le bureau de l'avocat Gonzales qui est chargé de la rédiger ²²³.

²²³ Lorsque George W. Bush accepte à regret, dans le conflit avec l'Irak, de poursuivre la voie diplomatique en saisissant les Nations unies de la question, le 12 octobre 2002, il se trouve à renforcer l'influence de Colin Powell et du secrétariat d'État dans son cabinet à l'encontre du Pentagone et des Cheney, Rice, Rumsfeld.

Piétinement de la lutte anti-terroriste

Pendant que George W. Bush et son entourage convoitent le pétrole irakien, la lutte entreprise pour éradiquer les racines du réseau terroriste d'Al-Qaïda piétine. D'une part, le travail anti-terroriste que les États-Unis ont entrepris en Afghanistan après le 11 septembre 2001 est loin d'être terminé. Certes, les Talibans ont été chassés du pouvoir, les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaïda ont été détruits et un gouvernement afghan provisoire a été constitué sous la direction du président Hamid Karzaï.

Néanmoins, la lutte anti-terroriste elle-même va au ralenti : ni le leader d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, celui-là même que George W. Bush voulait « mort ou vif » après les attentats du 11 septembre 2001, ni son bras droit, Ayman al-Zawahiri, n'ont été capturés ; le leader des Talibans, le mollah Mohammed Omar, est toujours au large ; plusieurs des terroristes islamistes afghans se sont réfugiés dans des enclaves islamistes au Pakistan voisin ; et des attentats se multiplient contre la personne même du président Hamid Karzaï ²²⁴.

Peut-être encore plus dangereux pour la stabilité future du pays, l'aide qui avait été promise solennellement pour reconstruire le pays entre au compte-gouttes ²²⁵. Et la démocratie que George W. Bush prétendait vouloir instaurer en Irak n'était toujours pas apparente en Afghanistan, les femmes y étant toujours écrasées, même si les écoles leur ont finalement été ouvertes, tandis que les « seigneurs de la guerre » règnent toujours en maîtres, comme auparavant. Dans un rapport publié en novembre 2002 par l'organisme Human Rights Watch (HRW), on lit que « l'Afghanistan demeure un pays fracturé, une collection non démocratique de fiefs dans lesquels les seigneurs de la guerre ont la liberté d'intimider, rançonner et réprimer la population locale qui se trouve privée des droits les plus élémentaires ».

²²⁴ Agence France-Presse, « Les extrémistes de retour en force en Afghanistan », *La Presse*, 6 septembre 2002, p. A1.

²²⁵ Stephanie Nolen, « Promises to Afghans Lie in Ruins a Year Later », *The Globe and Mail*, 7 octobre 2002, p. A1.

Par conséquent, la situation politique, sociale et militaire en Afghanistan est loin d'être stabilisée et ce pays n'est pas devenu, tant s'en faut, un modèle de démocratie et de liberté pour la région. L'Afghanistan risque même de redevenir une ruche de terroristes islamistes. Les États-Unis courent le risque de s'y embourber comme les Russes l'ont fait une douzaine d'années auparavant quand les États-Unis fournissaient des armes et de l'assistance aux Talibans.

Les méfaits du terrorisme islamiste s'étendent au monde entier et viennent perturber la stabilité nécessaire à la liberté des mouvements des personnes, des entreprises, et des échanges commerciaux. Tantôt c'est un pétrolier français qui est la cible des terroristes, sur les côtes du Yémen, tantôt encore, ce sont des centaines de jeunes touristes occidentaux qui sont déchiquetés et brûlés dans le centre touristique de Bali, en Indonésie musulmane ²²⁶.

Tous savent que la guerre contre le réseau Al-Qaïda, contre Ousama ben Laden et contre le terrorisme islamiste en général ne passe pas principalement par l'Irak, un pays relativement peu religieux et peu enclin à l'extrémisme islamiste. Ils sont nombreux dans les autres pays islamiques, à commencer par l'Iran, l'Arabie saoudite, le Soudan et l'Indonésie, à être activement derrière des groupes de terroristes islamistes. Ce sont ces pays qui auraient dû, en premier lieu, être mis en demeure de cesser ce soutien, bien avant l'Irak sous la botte dictatoriale de Saddam Hussein.

En effet, si l'Irak de Saddam Hussein, ou tout autre pays, était activement de connivence avec des groupes terroristes internationaux, la communauté internationale, et pas seulement les États-Unis, serait justifiée de condamner un tel pays et de l'enjoindre de cesser cet ap-

²²⁶ L'Indonésie est à 90 % musulmane et le plus peuplé des pays d'allégeance islamique. Elle abrite des groupes fondamentalistes islamistes extrémistes, tels que *Jemaah Islamiyah* ou le *Laskar Jihad* (Combattants pour l'Islam). Ces groupes d'extrémistes religieux établissent des camps d'entraînement paramilitaires et recourent à la terreur et à la subversion pour introduire la loi islamique dans la région du Sud-Est asiatique. Ils sont aussi dangereux que l'étaient les Talibans de l'Afghanistan avant que ces derniers ne soient chassés du pouvoir par les forces armées des États-Unis et celles de nombreux autres pays.

pui, sous peine d'être sanctionné militairement et mis sous tutelle. Ce fut le cas de l'Afghanistan des Talibans quand ce pays accepta de servir de territoire d'entraînement pour les terroristes du réseau Al-Qaïda. Personne ne mit en cause, alors, le droit des Nations unies et du pays attaqué, les États-Unis, de prendre des mesures militaires de rétorsion contre un tel pays et contre son gouvernement. En clair, si Saddam Hussein était un terroriste international, il perdrait toute légitimité à diriger son pays, et les Nations unies et une coalition d'États volontaires seraient tout à fait justifiées de prendre les mesures nécessaires pour le renverser.

En 2002-2003, ce n'est pas le cas de l'Irak. On peut argumenter que le dictateur Saddam Hussein représente une menace théorique et hypothétique, étant donné son animosité passée envers Israël et les États-Unis. Aucun lien direct, cependant, n'a pu être établi entre le régime irakien et le terrorisme islamiste international. On soupçonne Saddam Hussein d'être sympathique au terrorisme international et même de le soutenir en sous-main. Le gouvernement américain a allégué que l'Irak avait fourni des gaz paralysants au réseau Al-Qaïda, mais sans jamais fournir quelque preuve que ce soit ²²⁷. À défaut de telles preuves, on est en droit de croire que de telles accusations servent plutôt à diaboliser l'Irak et son gouvernement, en exagérant sciemment la menace qu'ils représentent.

Malgré tout, après avoir commencé une opération justifiée et nécessaire de lutte anti-terroriste en Afghanistan, le gouvernement de George W. Bush semble tout heureux de délaissier le chantier à moitié terminé pour se lancer dans une opération d'agression militaire contre l'Irak, laquelle risque de surcroît d'intensifier inutilement la haine et les agressions terroristes contre les États-Unis et contre l'Occident ²²⁸.

²²⁷ Barton Gellman, « Report : Al Qaeda gets nerve weapon », *The Washington Post*, 12 décembre 2002.

²²⁸ Un autre membre identifié par George W. Bush comme faisant partie de « l'axe du Mal », la Corée du Nord, a avoué posséder un programme atomique militaire, contrairement à un accord de gel passé en 1994 avec les États-Unis. Et, fait troublant, le Pakistan a fourni la technologie nucléaire à la Corée du Nord en échange d'une technologie sur les missiles. Il n'est pas question pour les États-Unis, cependant, d'aller désarmer la Corée du Nord par la force. Primo, la Corée du Nord n'a pas de pétrole. Secundo, elle n'est pas une menace

Il faut saisir l'occasion historique et aller en Irak. On pourrait ainsi, pense-t-on à la Maison-Blanche de George W. Bush, mettre la main sur « la pompe à pétrole » de l'Irak à peu de frais ²²⁹ ; les élections législatives du 5 novembre 2002 se feraient sous le thème rassembleur d'une guerre étrangère pour assurer « la sécurité de l'Amérique » ; le groupe de pression pro-Israël aux États-Unis délaisserait le Parti démocrate pour appuyer les candidats républicains, ouvrant ainsi la voie à une prise de contrôle complet du gouvernement américain par un seul parti (Maison-Blanche, Sénat, Chambre des représentants, Cour suprême), pour la première fois en 80 ans ; le gouvernement Sharon en Israël pourrait intensifier sa campagne d'écrasement des Palestiniens pendant que toute l'attention des médias internationaux serait concentrée sur l'Irak ; et, fait non négligeable, le Pentagone et les entreprises de guerre américaines pourraient tester de nouvelles armes sophistiquées ²³⁰. La vraie et nécessaire guerre de civilisation, celle contre le terrorisme islamiste global, peut attendre.

pour Israël. Tertio, il y a ce gorille qu'est la Chine derrière. Voir David E. Sanger et James Dao, « U.S. Says Pakistan Gave Technology to North Korea », *The New York Times*, 18 octobre 2002.

²²⁹ L'expression est de Jean-Pierre Chevènement. Voir Jean-Pierre Chevènement, « L'Amérique veut se saisir d'une pompe à pétrole », *Le Monde*, 12 octobre 2002.

²³⁰ Les nouvelles armes du Pentagone non encore testées sont des armes à pulsions électriques de haute énergie pouvant être larguées par des appareils en orbite ou par des drones téléguidés. Un nouvel avion de combat, le F/A-18E super Hornet, va s'avérer très utile à la Marine américaine. (Paul Koring, « Bombing Baghdad », *The Globe and Mail*, 12 octobre 2002, p. F6.)

14

La politique partisane et la guerre

La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité.

Rudyard Kipling

Jamais personne ne s'est ruiné en sous-estimant l'intelligence du public américain.

H. L. Mencken

[Retour à la table des matières](#)

Karl Rove, un républicain d'extrême droite qui est à la fois le principal conseiller politique, le principal stratège électoral et le chef du patronage pour George W Bush, l'a bien dit en janvier 2002 : « Nous allons créer un contexte qui sera favorable aux républicains pour les élections législatives du 5 novembre 2002. »

Son objectif : faire en sorte que le Parti républicain reprenne le contrôle du très important Sénat américain, lui-même la clé pour contrôler la composition de la Cour suprême ²³¹.

²³¹ Matt Bai, « Rove's Way », *The New York Times Magazine*, 20 octobre 2002.

Historiquement, le parti qui contrôle la Maison-Blanche subit des pertes plus ou moins importantes lors de ces élections où le poste du président n'est pas en ballottage. Depuis 1860, avec seulement deux exceptions, le parti qui contrôle la Maison-Blanche perd des sièges à la Chambre des représentants lors des élections législatives de « mi-mandat ». Depuis 1945, le parti présidentiel a perdu 27 sièges en moyenne lors de ces élections. Ces élections de mi-mandat sont donc préoccupantes pour le parti au pouvoir. Or, en 2002, le Parti républicain ne détenait que 11 sièges de plus que les Démocrates à la Chambre des représentants. Le Parti démocrate pouvait donc espérer s'emparer de la chambre basse. D'autant plus que la conjoncture économique le favorisait.

En effet, il tombait sous le sens que le Parti républicain ne pouvait pas compter sur son bilan économique et législatif pour conserver le contrôle de la Chambre des représentants ni pour reprendre celui du Sénat, perdu à la suite de la défection du sénateur républicain Jim Jeffords du Vermont : les marchés boursiers étaient fortement en baisse depuis leurs sommets historiques de l'hiver 2000 ; le budget du gouvernement américain était passé d'un excédent de 100 \$ milliards à un déficit de 200 \$ milliards, à cause des baisses d'impôts consenties aux plus riches des contribuables par l'administration de George W. Bush et à la suite des dépenses militaires accrues ; les scandales dans les milieux d'affaires, proches supporteurs de George W. Bush, se succédaient de jour en jour et montraient toute la cupidité d'une partie importante des dirigeants d'entreprises américaines ; la confiance des consommateurs était en chute libre et l'économie américaine, en récession en 2001, risquait de rechuter dans une deuxième récession en 2002-2003, avec des licenciements massifs dans le secteur stratégique des télécommunications et de la haute technologie.

Tout allait mal et cela risquait même d'empirer. C'est pourquoi le leader de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Richard « Dick » Gephardt, celui-là même qui se faisait photographier en compagnie d'un George W. Bush vantant la guerre contre l'Irak, espérait tout haut que les Démocrates gagnent 40 sièges additionnels et prennent le contrôle de la Chambre.

On comprend pourquoi les stratèges républicains de l'administration de Bush étaient très préoccupés par les élections législatives du 5 novembre 2002, élections au cours desquelles la totalité des 435 membres de la Chambre des représentants et le tiers des sénateurs américains devaient faire face à l'électorat. Ils ne voulaient surtout pas que les élections portent sur les scandales financiers, sur les pertes d'emplois et sur l'effondrement des marchés boursiers. Si c'était le cas, les Républicains risquaient d'y laisser leur chemise ²³². Il fallait donc tenir une élection sur fond de patriotisme et de guerre.

Leur carte maîtresse : ils avaient un président dont le taux d'approbation oscillait entre 60 et 70 % lorsqu'il parlait de guerre contre le terrorisme et de projets d'envahir l'Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein et détruire toutes ses installations de production d'armes de destruction massive. Il fallait que les élections du 5 novembre 2002 portent sur une guerre et non sur l'économie ²³³.

En effet, à défaut de faire une élection sur le dos du chef du réseau Al-Qaïda, Oussama ben Laden, introuvable et à l'image fuyante, pourquoi ne pas faire porter les élections sur ce bonhomme sept-heures arabe, Saddam « Satan » Hussein, l'ennemi de la guerre du Golfe qui continuait, plus de 10 ans après, à narguer Bush père et Bush fils ! Il était difficile pour George W. Bush de faire porter une élection sur Al-Qaïda et Oussama ben Laden sans rappeler à l'électorat que la lutte contre le terrorisme islamiste était en partie un échec, aussi longtemps qu'Oussama ben Laden était au large et capable de planifier d'autres attentats contre les intérêts américains. Oussama ben Laden était un symbole d'échec tandis que Saddam Hussein avait été défait en 1991 et était une cible beaucoup plus visible et beaucoup plus facile à diaboliser.

²³² Le gros morceau était le contrôle du Sénat. En effet, afin de placer des juges néo-conservateurs à la Cour suprême, l'administration Bush avait besoin d'un Sénat à majorité républicaine. La Chambre des représentants contrôle le budget, mais les nominations à la Cour suprême ont besoin d'être entérinées par le Sénat.

²³³ Associated Press, « Iraq Becomes Presidential Issue », *The New York Times*, 12 octobre 2002.

Même si Saddam Hussein n'a rien eu à voir avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001, c'est néanmoins un symbole facilement identifiable de l'ennemi parfait : c'est un dictateur arabe auréolé d'une réputation de rudesse et de cruauté contre les minorités kurdes et chiites de son pays, et qui, en plus, est assis sur la deuxième plus grande réserve mondiale de pétrole.

Malgré tout, quand Al Gore a déclaré que c'était la lutte contre le terrorisme islamiste qui était importante, le gouvernement s'est hâté de monter un argument reliant les terroristes d'Al-Qaïda et Bagdad, sans fournir cependant la moindre preuve crédible pour appuyer ses allégations ²³⁴. De telles allégations étaient d'autant plus suspectes que Donald H. Rumsfeld aimait rappeler publiquement, en l'approuvant, la boutade de Winston Churchill selon qui « en temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'il faut la protéger avec un quarteron de mensonges ²³⁵ ».

La tactique des stratèges républicains de George W. Bush en 2002 ressemble à s'y méprendre, mais en temps réel, à celle qu'un président emploie pour détourner l'attention des électeurs dans le film américain du réalisateur Barry Levinson, dans un scénario de David Mamet, intitulé *Des hommes d'influence* (*Wag The Dog*). Dans ce film de satire politique, braqué sur le cynisme en politique et dans les médias électroniques, les stratèges du président américain inventent de toutes piè-

²³⁴ Sur ces questions, George W. Bush demandait au public américain un acte de foi. C'était une autre de ses *faith-based initiatives* !

²³⁵ Lors de la première Guerre du Golfe, en 1991, le gouvernement de Bush père avait recouru à un certain nombre de mensonges afin de susciter la haine de Saddam Hussein : 1) le gouvernement américain disait que des soldats irakiens avaient retiré des bébés de leurs incubateurs dans les hôpitaux, les avaient laissé mourir sur le sol et avaient volé les incubateurs. C'était faux : c'était une mise en scène orchestrée par une maison de relations publiques de New York, Hill and Knowlton ; 2) le gouvernement américain disait que des satellites militaires américains montraient que des troupes irakiennes étaient massées à la frontière de l'Arabie saoudite et étaient prêtes à envahir le royaume saoudien. Or, les satellites privés de communication ne montraient aucune concentration de troupes sur la frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite. Voir John R. MacArthur, *Second Front : Censorship and Propaganda in the Gulf*, Berkeley, University of California Press, 2002.

ces, à l'aube d'une élection, une guerre dans une contrée lointaine afin de faire dévier l'attention des scandales politiques intérieurs.

Quand les Démocrates ont compris toute la portée de la stratégie électorale républicaine, et après que George W. Bush a lui-même mis le feu aux poudres en déclarant que « le Sénat [sous contrôle démocrate] est plus intéressé à défendre des intérêts particuliers à Washington qu'à assurer la sécurité du peuple américain », les Démocrates ont bien été contraints d'attaquer George W. Bush sur son propre terrain ²³⁶. Mais il était trop tard.

En effet, un sondage *Washington Post-ABC*, fait au début de l'automne 2002, montrait que l'attention portée à l'Irak et au terrorisme aidait les républicains ²³⁷. En règle générale, les Américains les plus préoccupés par les conditions économiques favorisaient les Démocrates, mais ceux qui voyaient dans le terrorisme la plus grande menace penchaient plutôt du côté républicain.

Les Démocrates étaient quelque peu réconfortés par l'ambivalence qui prévalait chez plusieurs Américains face à une éventuelle invasion de l'Irak, sans l'appui des alliés habituels des États-Unis. Même si une majorité d'Américains (61 %) s'étaient laissé persuader que ce serait une bonne chose d'employer la force pour renverser Saddam Hussein, l'appui à une telle opération entreprise sans les pays alliés tombait à 47 %, contre 46 % qui s'y opposaient ²³⁸.

La résolution que George W. Bush a fait parvenir au Congrès américain, le 20 septembre 2002, afin d'obtenir d'avance l'autorisation d'attaquer et d'envahir l'Irak, a permis aux démocrates de manifester quelque peu leur mécontentement devant la stratégie de l'administration. Alors que George W. Bush demandait l'aval du Congrès pour « employer tous les moyens nécessaires, y compris la force... afin de rétablir la paix internationale et la sécurité dans la région », les élus

²³⁶ William M Welch, « Frayed Tempers Snap Over Politics, Patriotism », *USA Today*, 26 septembre 2002, p. A6.

²³⁷ David S. Broder et Helen Rumbelow, « War Talk Shapes Fall Elections », *The Washington Post*, 29 Septembre 2002, p. A01.

²³⁸ *Ibid.*

démocrates ont réussi à circonscrire cette autorisation au seul cas de l'Irak, et non à tout le Moyen-Orient.

Mais le ver était dans la pomme et George W. Bush pouvait poursuivre en toute légitimité américaine, à défaut de celle conférée par les Nations unies, sa croisade militaire contre l'Irak et, surtout, contre Saddam Hussein ²³⁹.

La résolution du golfe du Tonkin en 1964

Ce n'est pas la première fois qu'un président américain sollicite un chèque en blanc pour faire la guerre, à l'aube d'une élection partisane. Au mois d'août 1964, le président Lyndon B. Johnson, ayant succédé à John F. Kennedy assassiné le 23 novembre 1963, était à la recherche d'un premier mandat populaire. Aux États-Unis, c'est bien connu, la meilleure posture pour un président en exercice est de se présenter devant l'électorat en costume de commandant en chef.

Trois mois avant les élections, Lyndon B. Johnson trouva le prétexte qu'il cherchait pour que l'élection de 1964 porte sur la guerre du Viêtnam, laquelle n'avait pas encore fait tous ses ravages et bénéficiait d'un large appui de la population en général. Johnson souhaitait depuis quelque temps élargir la guerre contre le Viêtnam du Nord communiste, alors menée avec plus ou moins de succès par les forces armées du Sud-Viêtnam et du Laos, avec l'appui de milliers de « conseillers » américains.

Les stratèges politiques et militaires du président américain montèrent de toutes pièces un scénario de provocation à l'endroit du Viêtnam du Nord, afin que ce dernier réagisse et passe à l'attaque. En ef-

²³⁹ La résolution (1 866 mots) autorisant George W. Bush à lancer une attaque « préventive » contre l'Irak et, au besoin, sans l'autorisation de l'ONU, a été adoptée par le Congrès américain le 11 octobre 2002. Le vote à la Chambre des représentants fut de 296 pour et 133 contre. Au Sénat, le vote fut de 77 pour et 23 contre. Afin de rallier le plus grand nombre possible d'appuis au Congrès, le gouvernement Bush garda secret, jusqu'après le vote sur sa résolution, l'information qu'il avait en sa possession à l'effet que la Corée du Nord avait relancé son programme d'armement nucléaire.

fet, un navire de guerre américain, le *Maddox*, s'était approché près des côtes du Viêtnam du Nord pour effectuer des opérations de reconnaissance et d'espionnage, dans le cadre de ses activités de coordination des attaques effectuées par la marine sud-vietnamienne et les forces aériennes laotiennes. Quand les Nord-Vietnamiens tentèrent de repousser le navire, les États-Unis crièrent à l'attaque injustifiée et non provoquée, prétendant que le *Maddox* était un bateau pacifique voguant en eaux internationales. Le secrétaire de la défense du temps, Robert McNamara avouera plus tard, les larmes aux yeux, que le tout était une supercherie afin de provoquer l'escalade de la guerre et amener le Congrès américain à approuver le déploiement de troupes au Viêtnam.

Quoi qu'il en soit, dès que les médias crédules ou de connivence rapportèrent en manchette que les navires américains avaient été attaqués en haute mer, sans provocation, par le Viêtnam du Nord, un président Lyndon B. Johnson sombre et solennel apparut sur les réseaux de la télévision nationale pour annoncer son intention d'user de représailles contre le Viêtnam du Nord et de procéder à une énorme escalade de la guerre en autorisant des bombardements directs. Simultanément, les conseillers du président se hâtèrent de faire parvenir au Congrès une résolution qui autorisait le président à intensifier la guerre en faisant usage « de tous les moyens nécessaires, y compris le recours aux forces armées » pour contrer l'agression vietnamienne.

La résolution, baptisée du nom de *Tonkin Gulf Resolution* fut adoptée par le Sénat le 7 août 1964 par un vote de 98 contre 2, trois mois avant les élections présidentielles de novembre. La résolution permettait à L. B. Johnson d'aller à la guerre sans avoir besoin de demander au Congrès américain de la déclarer formellement, et elle lui permettait de se présenter devant l'électorat dans les habits d'un commandant en chef. Dans les annales politiques, cette résolution demeure un des meilleurs exemples de mensonges et de manipulations politiques pour influencer l'opinion publique.

En novembre 1964, Lyndon B. Johnson fut élu président par un raz-de-marée électoral, contre son adversaire républicain de droite, Barry Goldwater. Quand la guerre du Viêtnam se solda par une défaite, 10 ans plus tard, 58 000 jeunes Américains y avaient laissé leur

vie, et plus d'un million de Vietnamiens avaient péri. Le tout pour absolument rien, sauf l'élection de Lyndon B. Johnson à la présidence, en 1964.

La résolution des Nations unies

En novembre 2002, il y a de fortes chances que l'histoire puisse se répéter avec un autre président originaire du Texas : George W. Bush. Sa résolution d'octobre au Congrès américain contre l'Irak comporte un fort contenu de politique partisane intérieure, à quelques semaines d'une élection décisive. C'est, de surcroît, une résolution qui comporte un double objectif, soit le désarmement de l'Irak et le renversement du gouvernement de Saddam Hussein. Le premier objectif est conforme au droit international ; le deuxième ne l'est pas. À sa face même, en effet, le deuxième objectif est illégal d'un point de vue international.

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, s'est chargé de le rappeler à George W. Bush : « La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, telle est bien la priorité. [...] mais une action qui se donnerait pour but un changement de régime contredirait les règles du droit international et ouvrirait la porte à toutes les dérives ²⁴⁰. »

Ce que George W. Bush et ses stratèges espéraient du Conseil de sécurité de l'ONU, c'était une résolution semblable à celle que le Congrès américain lui avait finalement consentie le 11 octobre 2002, c'est-à-dire une résolution autorisant un recours automatique à la force, sans autre procédure et sans autre retour devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, et en fonction des objectifs américains, advenant une « violation flagrante » par l'Irak des termes de l'inspection que l'ONU lui imposait ²⁴¹.

²⁴⁰ Dominique de Villepin, « Irak : ne pas brûler les étapes », *Le Monde*, 30 septembre 2002.

²⁴¹ La résolution finalement adoptée par le Congrès n'oblige nullement l'administration de George W. Bush à attendre le résultat des inspections de l'ONU ni à attendre une autorisation des Nations Unies pour attaquer l'Irak. En contrepartie, la Maison-Blanche consent à avertir « si possible » le Congrès dans les 48 heures avant une attaque militaire en Irak.

En clair, ce que le gouvernement Bush recherchait, c'était un chèque en blanc de la part des Nations Unies pour que les États-Unis puissent déclarer la guerre à l'Irak au moindre prétexte, et cela, de leur propre chef, étant les seuls à juger quand il y aurait « violation flagrante » ou non. Nul doute qu'un tel prétexte ne serait pas difficile à monter. Le gouvernement Bush considérerait alors avoir le feu vert pour en finir avec le régime de Saddam, Hussein, son véritable objectif, et les Nations Unies lui auraient alors servi de couverture « légale ».

La démarche française

La démarche progressive en deux temps proposée par le gouvernement français était beaucoup plus respectueuse des prérogatives des Nations Unies et plus logique, même si elle était moins dure à l'endroit du dictateur irakien. Dans un premier temps, il y était prévu une résolution du Conseil de sécurité qui, contrairement au projet américain, n'ajoutait ni nouvelles exigences ni menaces explicites, mais exigeait de l'Irak une ouverture sans restrictions aux inspecteurs de l'ONU et lui rappelait ses obligations concernant le cadre de leur travail. Cette première résolution n'aurait compris aucune référence explicite à un recours automatique à la force en cas de non-collaboration irakienne ²⁴².

Dans un deuxième temps, en cas de non respect par l'Irak des termes d'inspection et de désarmement, et à la suite d'un rapport des inspecteurs en ce sens déposé au Conseil de sécurité de l'ONU, ce dernier apprécierait et débattrait des mesures à prendre, puis adopterait une résolution pour les mettre en œuvre, éventuellement par un recours à la force, mais pas nécessairement et pas avant d'en avoir débattu. Avec cette démarche française, le Conseil de sécurité serait demeuré la seule autorité décisionnelle pour décréter ou non une attaque militaire contre l'Irak.

²⁴² Ces exigences étaient les mêmes que celles contenues dans la résolution 1284 du Conseil de sécurité de décembre 1999.

Mais, on le comprend, cette démarche française déplaisait souverainement à George W. Bush. En effet, elle contrecarrait on ne peut plus ses plans militaires, puisqu'il lui aurait fallu revenir devant le Conseil de sécurité et obtenir son autorisation explicite avant de déclencher les hostilités contre l'Irak.

Un temps précieux aurait été perdu, sans compter que les États-Unis auraient été à la merci du veto des membres permanents du Conseil. Tout le projet américain d'une attaque concertée contre l'Irak risquait de s'écrouler.

Pour déclencher les hostilités contre l'Irak en février-mars 2003, alors que le climat est propice à ce genre d'opérations, il fallait absolument obtenir un semblant de légitimité de la part du Conseil de sécurité, quitte à laisser le Conseil se réunir à nouveau pour « discuter » si ses membres allaient se joindre ou non aux États-Unis pour renverser Saddam Hussein ²⁴³. Toute la question tournait autour de la nécessité ou non pour le gouvernement Bush de revenir devant le Conseil de sécurité afin d'obtenir une autorisation explicite pour attaquer l'Irak, advenant le cas où les inspecteurs de l'ONU se retireraient de l'Irak pour cause de non-collaboration et déposaient un rapport en ce sens. Bush voulait obtenir du Conseil de sécurité suffisamment de couverture légale pour pouvoir attaquer l'Irak à sa discrétion, si le Conseil refusait d'utiliser la force après avoir reçu le rapport des inspecteurs de l'ONU et après le retrait de l'Irak.

C'est, finalement, ce que le gouvernement de Bush a obtenu. Les Nations Unies n'auraient pas de veto sur un recours ultime à la force par les États-Unis contre l'Irak. La France et la Russie acceptaient, en fin de compte, une résolution unique du Conseil de sécurité au langage ambigu, et non deux, stipulant que l'Irak ferait face à de « graves conséquences » si Saddam Hussein refusait de désarmer ou s'il mettait des bâtons dans les roues de l'inspection onusienne. C'était le camouflage légal que George W. Bush recherchait pour attaquer, bombarder et envahir l'Irak au moindre prétexte. Les souhaits du Secrétaire géné-

²⁴³ Alors qu'une majorité de 9 pays sur 15 est requise au Conseil de sécurité, seuls la Grande-Bretagne, la Bulgarie, la Norvège, la Colombie et Singapour étaient disposés à appuyer la résolution agressive des États-Unis contre l'Irak.

ral des Nations Unies, Kofi Annan, ont cependant été temporairement exaucés : le 8 novembre 2002, le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé à l'unanimité des 15 membres, y compris la Syrie, le seul pays arabe du Conseil, une résolution sévère enjoignant l'Irak d'ouvrir ses portes aux inspecteurs de l'ONU et d'accepter de désarmer.

En bout de ligne, et c'est le point central, la France et la Russie n'ont pas insisté pour que ce soit le Conseil de sécurité qui définisse, en temps et lieu, la teneur et la portée de ces « graves conséquences » auxquelles fait allusion la résolution de l'ONU. Tout ce qu'elles ont obtenu, c'est la promesse plus ou moins ferme des États-Unis de « consulter » le Conseil de sécurité avant d'engager des opérations militaires en Irak, après que le Conseil aura reçu et débattu les conclusions d'un rapport des inspecteurs dépêchés en Irak.

Les deux pays récalcitrants ont gagné la bataille des mots et de la procédure diplomatique, mais perdu la bataille des faits. En apparence, la France et la Russie ont sauvé la face, mais les États-Unis ont obtenu ce qu'ils voulaient : être les seuls à décider si ces « graves conséquences » doivent se traduire par une attaque militaire ou non, après en avoir avisé les membres du Conseil de sécurité et pris en considération les sentiments du Conseil. La résolution 1441 consacre pour la première fois la position prééminente des États-Unis dans le nouvel ordre international du XXI^e siècle.

Comme dans le cas des délibérations du Conseil de sécurité en mars 1999, ayant trait aux attaques de l'OTAN contre la Serbie (voir le chapitre suivant), le Conseil de sécurité ne pourra pas opposer son veto à des attaques militaires américaines contre l'Irak et proposer des sanctions alternatives. Tout ce que le Conseil pourra faire, en pareilles circonstances, sera de désapprouver les attaques américaines, avec un vote plus ou moins divisé, mais il ne pourra pas les empêcher.

Néanmoins, pour George W. Bush, la partie n'a pas été facile. Après avoir accepté de rechercher l'aval des Nations Unies, il a été confronté, par la position ferme de la France, au choix suivant : ou il accepte un compromis plus ou moins contraignant sur une résolution unique du Conseil de sécurité, laquelle ne lui accorde pas la permis-

sion automatique et explicite d'attaquer l'Irak et d'y effectuer le changement de régime souhaité, mais seulement une autorisation implicite ; ou il se résigne à l'impasse au Conseil de sécurité, tout en espérant, par le fait même, bloquer le retour des inspecteurs onusiens en Irak. Il peut ainsi espérer gagner du temps pour engager, au moindre prétexte et hors du cadre des Nations unies, les opérations militaires déjà en préparation contre Bagdad.

Dans le premier cas, en supposant que les inspections de l'ONU confirment le désarmement de l'Irak, Saddam Hussein pourrait demeurer au pouvoir pendant plusieurs années et George W. Bush perdrait la face. Dans le deuxième cas, George W. Bush se verrait obligé de porter l'odieux d'une guerre d'agression non autorisée par l'ONU, en plus de se voir accusé d'avoir contribué à miner la légitimité des Nations Unies. En effet, s'il envahissait l'Irak alors même que le processus d'inspection et de désarmement des Nations Unies n'était pas complété, ou pire, s'il faisait dérailler le processus d'inspection, il serait unanimement dénoncé à travers le monde comme saboteur des Nations Unies et comme un agresseur impatient, à la poursuite d'objectifs inavouables.

Le projet initial du gouvernement Bush est cependant d'utiliser le précédent du Kosovo pour intervenir militairement en Irak, en fonction des résolutions passées, sans avoir besoin de solliciter un mandat spécifique des Nations Unies ²⁴⁴. Ce n'est donc qu'en apparence que George W. Bush semble piégé par le processus diplomatique de l'ONU.

La capitulation en douce de la France et de la Russie aux Nations Unies a permis à George W. Bush de revenir à son projet initial, ayant implicitement obtenu du Conseil de sécurité l'autorisation d'employer la force militaire contre l'Irak au moment opportun, en vertu des fameuses « graves conséquences », sans avoir besoin d'une résolution formelle du Conseil de sécurité. Il ne reste plus qu'à créer le prétexte d'une attaque. En réalité, il n'est même pas certain qu'un prétexte soit

²⁴⁴ Il se serait quand même exposé à un vote de blâme majoritaire du Conseil de sécurité, ce qui ne fut point le cas lorsque l'OTAN intervint au Kosovo, le blâme proposé par la Russie ayant été défait à 12 contre 3.

nécessaire. Deux courtes journées après que le Conseil de sécurité eut adopté la résolution 1441, le *New York Times* titrait à la une que George W. Bush avait approuvé un plan détaillé de l'armée américaine pour envahir l'Irak avec 250 000 soldats, selon le modèle de l'occupation du Japon en 1945. Tout le long débat aux Nations unies n'avait été qu'une charade ²⁴⁵.

La fureur religieuse et partisane aux États-Unis

À l'automne 2002, il n'y a pas de propagandistes plus enthousiastes de la guerre contre l'Irak que les milieux fondamentalistes et évangélistes américains. Le conservatisme politique s'est allié à la philosophie biblique pour justifier le déploiement, par un pays industrialisé de 275 millions d'habitants contre un pays en voie de développement de 25 millions d'habitants, d'armes sophistiquées et meurtrières. Les milieux évangélistes américains, de plus en plus influents aux États-Unis, peuvent revendiquer un des leurs à la Maison-Blanche. Le 11 octobre 2002, ils ont tenu une manifestation à Washington en brandissant des drapeaux d'Israël et en chantant « I am zealous for Zion ²⁴⁶ ». George W. Bush n'a pas manqué l'occasion de leur adresser la parole par le truchement d'une vidéo préenregistrée.

Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, est venu saluer cette cinquième colonne en territoire américain en promettant de s'associer aux évangélistes de Pat Robertson pour entreprendre conjointement un tour de prières à travers les États-Unis. Robertson, de son côté, a salué cette alliance comme étant « une grande union des fidèles évangélistes et les partisans de Sion ». Et l'influent Jerry Falwell, membre de la Coalition chrétienne de Pat Robertson, s'est envolé dans une extase toute biblique : « Vous et moi savons qu'il ne peut y avoir de paix durable au Moyen-Orient jusqu'au jour où le Seigneur Jésus-Christ s'as-

²⁴⁵ Sanger, David E., Eric Schmitt et Thom Shanker, « War Plan in Iraq Sees Large Force and Quick Strikes », *The New York Times*, 10 novembre 2002, p. YNE 1.

²⁴⁶ Doug Saunders, « Evangelicals at rally "Zealous for Zion" », *The Globe and Mail*, 12 octobre 2002, p. A14.

soira sur le trône de David à Jérusalem ²⁴⁷. » C'était là une indication du climat religieux-guerrier régnant aux États-Unis à l'aube d'une guerre déséquilibrée entre les États-Unis et l'Irak ²⁴⁸.

Succès de la stratégie militaro-partisane de George W. Bush

Comme pour Lyndon B. Johnson avec sa résolution du golfe de Tonkin en 1964, la stratégie militaro-partisane de George W. Bush a rapporté gros le 5 novembre 2002. En introduisant consciemment une psychose de guerre dans le discours politique ambiant aux États-Unis, George W. Bush savait ce qu'il faisait : il préparait le terrain à une victoire républicaine éclatante aux élections législatives de l'automne. En plus d'être le *Party of God*, le Parti républicain allait être le *War Party* : au cours de cette campagne, on ne parlerait pas d'économie, de scandales financiers ou d'autres thèmes terre à terre, mais de guerre, de patriotisme et de drapeau ! La journée même des élections, les stratèges républicains ont fait le nécessaire pour que la manchette des journaux porte sur le terrorisme et la guerre. Ainsi, le *USA Today* titrait à la une : « U.S. kills Al-Qaeda suspects in Yemen ²⁴⁹. »

Les résultats électoraux ont comblé les meilleurs espoirs de Bush et des stratèges de son parti : au lieu de la perte moyenne attendue de 27 sièges à la Chambre des représentants lors d'élections de mi-mandat, pour le parti de la Maison-Blanche, les Républicains de George W. Bush ont gagné 5 sièges. Fait encore plus significatif, compte tenu de l'importance du Sénat pour les nominations à vie à la Cour suprême, le Parti républicain a repris le contrôle du Sénat en gagnant deux nouveaux sièges. Dans l'ensemble, les républicains ont

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Jerry Falwell s'est attiré les foudres des milieux musulmans quand il a déclaré, quelques jours auparavant : « Je pense que Mahomet était un terroriste. J'ai lu suffisamment d'auteurs musulmans et non musulmans pour savoir qu'il était un homme violent, un belliciste. » Voir Agence France-Presse, « Un journal iranien appelle au meurtre de Jerry Falwell », *La Presse*, 9 octobre 2002, p. B8.

²⁴⁹ Jack Kelley, « U.S. kills Al-Qaeda suspects in Yemen », *USA Today*, 5 novembre 2002, p. A1.

obtenu 51,6 % du vote populaire, contre 45 % pour les démocrates, même si seulement 39,3 % des électeurs se sont déplacés pour aller voter ²⁵⁰.

Les Démocrates, sous le leadership vacillant de Dick Gephardt et de Tom Daschle, se sont fait emberlificoter par les stratèges de George W. Bush. Leur démarche du « moi aussi » n'a guère impressionné l'électorat. En effet, au lieu de contrer la propagande de leurs adversaires et de proposer des alternatives, les démocrates ont renforcé le thème principal véhiculé par George W. Bush et le Parti républicain. Pire, ils s'y sont associés en ordre dispersé. L'ancien président Bill Clinton a bien résumé l'état d'esprit des Américains d'après le 11 septembre : « ils préfèrent avoir affaire à quelqu'un de fort, même s'il se trompe, plutôt qu'à quelqu'un de faible, même s'il a raison ». Par conséquent, en restant silencieux sur la question de la sécurité nationale, les dirigeants du Parti démocrate ont commis une erreur politique majeure ²⁵¹.

À l'automne 2002, les démocrates américains étaient en déroute et le succès de George W. Bush et de son parti « va-t-en-guerre » était complet. À plusieurs occasions, le président G. W. Bush s'est montré sous ses pires traits. En effet, il n'a point hésité à employer un langage démagogique pour tirer la couverture politique de son côté : démagogie contre Saddam. Hussein, démagogie à l'endroit des candidats démocrates, démagogie contre l'institution des Nations Unies, etc. Tellement que cela semblait en être devenu une habitude chez lui. Qui pourra dire sans rire, dorénavant, que faire de la politique avec la guerre et le patriotisme « à la mode Bush » n'est pas une tactique gagnante aux États-Unis ?

²⁵⁰ Dans les chambres de représentants au niveau des 50 États américains, le Parti républicain a aussi renversé le cours des choses : alors qu'il s'attendait à perdre 350 sièges à l'occasion d'une élection de mi-mandat, le Parti républicain a raflé 200 sièges additionnels.

²⁵¹ Sylvie Kauffmann, « Des Américains pas tranquilles », *Le Monde*, 22 décembre 2002.

15

Le caractère flou des lois internationales

Rien ne révèle davantage le caractère réel d'une personne que l'exercice du pouvoir. Il est facile pour les gens faibles d'être gentils. De même, la plupart des gens sont capables de supporter l'adversité. Mais, si vous voulez savoir l'essence de quelqu'un, donnez-lui le pouvoir. C'est le test suprême.

Robert Ingersoll

Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

« Les Animaux malades de la peste », *Fables* de La Fontaine

[Retour à la table des matières](#)

Les lois et les règles internationales découlent principalement des traités et des protocoles politiques passés entre pays souverains, à commencer par ceux qui ont servi à établir des institutions internationales, telles les Nations Unies, en fonction depuis 1946. Mais, comme il n'existe pas de gouvernement mondial, les lois et les règles internationales exigent, pour être opérantes, une acceptation volontaire des gouvernements nationaux et une volonté de s'y soumettre.

La question fondamentale de la légalité et de la légitimité des guerres entre les pays demeure encore aujourd'hui nébuleuse. Certes, il y a eu évolution par rapport à la situation qui prévalait au XIX^e siècle, alors que les empires décidaient unilatéralement quand il y allait de leurs intérêts de déclencher une guerre.

Le rôle pacificateur des Nations unies

On a cru, après la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), que la création des Nations Unies allait prévenir ces guerres meurtrières insensées. En effet, le principal organe judiciaire de l'ONU, la Cour internationale de justice, est habilitée à trancher les litiges entre États. En réalité, cependant, l'Assemblée générale des Nations Unies est une sorte de Parlement sans véritables pouvoirs. Les vrais pouvoirs d'intervention des Nations Unies sont concentrés dans son conseil exécutif, le Conseil de sécurité.

Comme conséquence, rien n'empêche vraiment un empire ou une superpuissance détenant un veto au Conseil de sécurité de déclarer impunément la guerre à un autre pays, sujet aux seules pressions que les autres membres permanents du Conseil peuvent exercer sur lui. Même si les règles des Nations Unies défendent à un pays de se faire justice lui-même, ces règles ne s'appliquent guère en pratique aux cinq puissances qui détiennent un droit de veto au Conseil de sécurité et, par extension, aux pays dont ils se font les protecteurs. En utilisant leur veto, ces pays peuvent empêcher que l'ONU condamne les agressions armées d'un pays contre un autre.

Le précédent du Kosovo

En mars 1999, en plein milieu de la crise du Kosovo, dans l'ancienne Yougoslavie, le Conseil de sécurité établit un précédent historique quand il accepta implicitement que l'OTAN lance des attaques aériennes punitives contre la Serbie. En effet, la Charte des Nations Unies ne prévoit que deux circonstances dans lesquelles un pays peut faire usage de la force militaire contre un autre pays :

1. Lorsqu'un pays doit se défendre contre une attaque provenant d'un autre pays ;
2. lorsque le conseil de sécurité a autorisé l'emploi de la force militaire contre un pays qui est en violation des principales de la Charte de l'ONU.

Dans le cas de la Serbie, il n'y avait pas de situation de légitime défense, ni pour les États-Unis ni pour aucun des autres pays de l'OTAN et le Conseil de sécurité n'avait pas explicitement autorisé le recours à une force militaire extérieure. En effet, même si une résolution présentée par la Russie au Conseil de sécurité et visant à condamner les attaques de l'OTAN contre la Serbie fut défaite à 12 contre 3, il ne s'agissait que d'une autorisation indirecte et non pas directe du recours à la force.

La majorité des membres du Conseil de sécurité estimait, semble-t-il, que le fait que le gouvernement Milosevic n'ait point respecté les résolutions précédentes du Conseil de septembre et d'octobre 1998, l'enjoignant de respecter les droits humains des Kosovars minoritaires, et qu'il soit en phase agressive contre cette minorité, constituait une justification suffisante pour l'intervention de l'OTAN, sans autre autorisation explicite. Il s'agissait d'un nouveau concept par lequel la souveraineté d'un État-nation comporte la responsabilité de protéger les droits humains de ses propres ressortissants, sans quoi la communauté internationale se sentait justifiée de violer cette souveraineté en intervenant pour protéger des populations démunies devant les exactions de leur gouvernement.

Depuis cette intervention humanitaire pour faire respecter les Droits de l'homme, la règle de guerre selon laquelle seule une situation manifeste de légitime défense ou une résolution du Conseil de sécurité peuvent autoriser un pays à en attaquer un autre semble avoir été remplacée par deux principes assez flous.

Premièrement, une attaque contre un pays serait justifiée si ce dernier a ignoré d'une façon systématique des résolutions antérieures du Conseil de sécurité, notamment lorsqu'il s'agit de protéger des minori-

tés persécutées, sans que le Conseil de sécurité ne l'autorise explicitement.

Deuxièmement, un pays pourrait intervenir militairement contre un autre pays si ce dernier constitue une menace exceptionnelle et imminente, et cela, selon sa propre appréciation et sans nécessairement être appuyé par une résolution formelle du Conseil de sécurité.

Le premier principe découle du précédent du Kosovo, mais non le deuxième. En effet, le premier principe justifierait une intervention internationale pour protéger des victimes d'exactions gouvernementales en vertu d'un « droit d'intervention humanitaire ». Le deuxième vise plutôt à justifier l'intervention militaire d'un pays dans les affaires d'un autre pays, en fonction de la vision unilatérale que le premier a de ses intérêts nationaux vitaux ²⁵².

Avec le deuxième principe, tout devient question d'appréciation et de discrétion unilatérales. Si ce nouveau principe apparaissait dans le décor international, le monde ne serait pas loin de revenir à l'arbitraire et à l'anarchie du XIX^e siècle pour décider des conditions de guerre ou de paix entre les pays. C'est tout comme si on rendait insignifiantes les Nations Unies, un organisme international que les États-Unis ont contribué à créer, et qu'ils sont présentement occupés à neutraliser, sinon à saboter. Avec cette nouvelle doctrine, tout pays qui en aurait les moyens pourrait lancer une attaque armée contre un autre, sur le seul constat de violation de décisions antérieures de l'ONU, ou d'une menace appréhendée contre lui-même ou contre un pays tiers, sans que le Conseil de sécurité ne doive voter explicitement sur l'usage de la force.

²⁵² Pour une analyse détaillée de ces questions, consulter le rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE), *La Responsabilité de Protéger*, ministère des Affaires étrangères, Ottawa, 2002.

Le cas de l'Irak

Les conséquences du précédent du Kosovo sont importantes. C'est en vertu de ce précédent que George W. Bush a justifié son intention d'envahir par la force l'Irak, en argumentant, d'une part, que le gouvernement irakien n'a pas respecté plusieurs résolutions du Conseil de sécurité l'enjoignant de détruire son armement de destruction massive et d'accepter des inspecteurs de l'ONU pour vérifier le résultat et, d'autre part, que l'Irak est une menace pour les États-Unis et les pays amis, sans toutefois fournir de preuves évidentes à cet effet. Le fait que le gouvernement de Saddam Hussein ait persécuté les minorités kurdes et chi'ites n'est guère invoqué pour une intervention militaire en Irak, puisque le gouvernement Bush s'est officiellement prononcé, au préalable, contre tout projet d'indépendance politique pour les Kurdes ou pour les chi'ites.

Le 12 septembre 2002, lors d'un discours de 15 minutes devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président américain a invoqué en ces termes le rôle de gendarme international qu'il entrevoit pour son pays : « Les résolutions des Nations Unies doivent être appliquées. » George W. Bush est même allé encore plus loin et a lancé un ultimatum aux Nations Unies : ou vous forcez l'Irak à respecter toutes les résolutions adoptées dans le passé à son endroit, ou les États-Unis, avec leur force militaire, se chargeront de le faire à votre place ²⁵³.

²⁵³ Ron Fournier, « Bush Challenges U.N. To Confront Iraq », Associated Press, 13 septembre 2002.

Les principales résolutions du Conseil de sécurité concernant l'Irak sont :

Un tel précédent et un tel ultimatum de la part des États-Unis vont peut-être plus loin que certains, y compris George W. Bush, ne l'auraient souhaité. En effet, le principal problème de crédibilité internationale pour George W. Bush vient du fait qu'il choisit à sa guise quelles sont les résolutions de l'ONU doivent être mises en œuvre et lesquelles peuvent impunément être ignorées. Face aux Nations Unies, George W. Bush a une moralité à la carte : ce ne sont pas toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui doivent être respectées sous peine de sanctions et même sous peine d'être attaqué militairement. Par exemple, puisque le gouvernement d'Israël a ignoré des dizaines de résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité, est-ce que les lois internationales en vigueur permettraient qu'un pays comme l'Égypte ou la Russie attaque Israël pour y effectuer un changement de gouvernement ?

Le cas d'Israël

Résolution 661 du 6 août 1990 : imposition de sanctions économiques contre l'Irak avec un embargo contre toutes les importations de l'Irak, « sauf les médicaments, et les vivres au fins humanitaires » ;

Résolution 678 du 29 novembre 1990 : autorise les États membres à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) ;

Résolution 686 du 2 mars 1991 : exige que l'Irak restitue dans les meilleurs délais tous les biens koweïtiens que l'Irak a saisis ;

Résolution 687 du 3 avril 1991 : prolonge les sanctions « jusqu'à ce que l'Irak convainque le Conseil de sécurité de l'ONU qu'il ne possède plus d'armes atomiques, chimiques et biologiques, ni de missiles d'une portée de plus de 150 km » ;

Résolution 986 du 14 avril 1995 : initie la vente de pétrole contre nourriture ;

Résolution 1284 du 17 décembre 1999 : constitue la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) qui remplace la Commission spéciale créée par la résolution 687 (1991) ;

Résolution 1373 : justifie l'opération conjointe contre le terrorisme en évoquant la « légitime défense » ;

Résolution 1441 du 8 novembre 2002 : exige de l'Irak une déclaration à jour, exacte et complète sur tous les aspects de ses programmes de mise au point d'armes chimiques, biologiques et nucléaires.

Ainsi, l'Irak n'est pas le seul pays à ignorer les résolutions du Conseil de sécurité quand il y trouve son avantage. Le gouvernement d'Israël a refusé, depuis plus de 30 ans, d'obtempérer à de multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, la plupart l'enjoignant de libérer les territoires occupés (Cisjordanie, bande de Gaza, Jérusalem-Est) et de respecter le droit des 3,4 millions de réfugiés palestiniens de retourner dans leurs propriétés ou, dans le cas contraire, d'être dédommagés ²⁵⁴.

Pourquoi a-t-on imposé des sanctions économiques accablantes à l'Irak et non à l'État d'Israël ²⁵⁵ ? Est-ce à dire aussi que n'importe quel pays ayant les moyens de le faire pourrait envahir et occuper Israël afin de forcer ce pays à respecter les résolutions du Conseil de sécurité ? Pour paraphraser George Orwell dans *La Ferme des animaux*, comme quoi tous les pays sont égaux aux Nations unies, mais certains sont plus égaux que d'autres !

L'objectif de George W. Bush

Le 16 septembre 2002, le monde a cru un instant que l'acceptation sans conditions par l'Irak de la venue des inspecteurs des Nations unies pour s'assurer qu'aucune arme de destruction massive ne se trouvait sur le territoire irakien, allait mettre un terme aux préparatifs

²⁵⁴ Ces réfugiés sont répartis entre la Jordanie (1,4 million), le Liban (360 000) et la Syrie (160 000). À ceux-ci, il faut ajouter les 1,3 million de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et à Gaza.

²⁵⁵ Par la résolution 661 du 6 août 1990, le Conseil de sécurité de l'ONU, à la demande des États-Unis, imposa des sanctions économiques contre l'Irak. Ces sanctions imposaient un embargo contre toutes les importations de l'Irak, « sauf les médicaments et les vivres aux fins humanitaires ». Elles furent prolongées par la résolution 687 après le retrait irakien du Koweït, « jusqu'à ce que l'Irak convainque le Conseil de sécurité de l'ONU qu'il ne possède plus d'armes atomiques, chimiques et biologiques, ni de missiles d'une portée de plus de 150 km ».

de guerre de l'administration Bush ²⁵⁶. Il en fut de même le 1^{er} octobre 2002, quand le chef inspecteur des Nations unies, Hans Blix, a annoncé qu'une entente était intervenue avec l'Irak sur les conditions du retour des inspecteurs de l'ONU ²⁵⁷. L'inspection sans conditions par l'ONU de l'Irak, et son désarmement de toute arme de destruction massive, était l'objectif central du Conseil de sécurité. C'était aussi en conformité avec la recommandation de l'ancien Secrétaire d'État américain James Baker.

Mais ce n'était pas, en réalité, l'objectif véritable de George W. Bush. Certains, tel l'éditorialiste du *New York Times*, se sont interrogés tout haut sur les véritables buts de Bush : « À l'ONU, les États-Unis demandent uniquement le désarmement effectif de Saddam Hussein, tandis que, dans ses discours électoraux, Bush parle sans arrêt du renversement du dictateur irakien ²⁵⁸. »

Rarement, cependant, faisait-on le lien avec le pétrole irakien ²⁵⁹. Désarmer l'Irak ne permettait pas de contrôler directement l'appareil gouvernemental irakien. Or, pour parapher des contrats de prospection

²⁵⁶ Michael Hedges, « Iraq Agrees to Allow Weapons Inspectors », *Houston Chronicle*, 17 septembre 2002, p. A1.

²⁵⁷ Jooneed Khan, « Accord entre Bagdad et l'ONU sur le retour des experts », *La Presse*, 2 octobre 2002, p. A12.

²⁵⁸ *Courrier International*, 30 septembre 2002.

²⁵⁹ Une des rares personnalités américaines à avoir soulevé publiquement la question est le comédien Jon Stewart, animateur de l'émission satirique américaine *The Today Show*. À la fin septembre 2002, en conversation avec George Stephanopoulos, ancien conseiller du président Clinton et lui-même animateur au réseau ABC, Stewart se demande si l'administration américaine ne planifie pas un changement de régime gouvernemental en Irak parce que les États-Unis souhaitent s'emparer du contrôle du pétrole du Moyen-Orient. Stephanopoulos est d'accord que cela est certes une possibilité. « Mais, qui dans cette administration est intéressé par l'industrie du pétrole ? », demanda un Stewart pince-sans-rire. Voir Simon Houpt, « The World According to Stewart », *The Globe and Mail*, 3 octobre 2002, p. R1.

Un autre comédien, Bill Maher, hôte de l'émission *Politically Incorrect* sur la chaîne américaine ABC, s'est attiré les foudres de la société Disney, propriétaire de ABC, parce qu'il a déclaré sur les ondes, après le 11 septembre 2001, que si c'était lâche pour des terroristes de tuer des milliers de personnes, ce l'était aussi de bombarder des gens à 30 000 pieds d'altitude. (Isabelle Massé, « Pas du tout politically correct », *La Presse*, 20 juillet 2002, p. D 10.)

et de production de pétrole, il fallait remplacer le gouvernement en place par un autre qui serait plus accommodant.

Bush n'a cure que Saddam Hussein respecte ou non les résolutions des Nations unies et que le monde s'assure que l'Irak n'est pas en possession d'armes de destruction massive. Pour confirmer que l'objectif est véritablement de prendre le contrôle du gouvernement de Bagdad, des responsables américains parlant sous le couvert de l'anonymat ont dit au quotidien *New York Times* que, même dans l'éventualité où le régime de Saddam Hussein serait renversé avant même des frappes américaines, les États-Unis pourraient intervenir afin de « libérer » et de « pacifier » le pays ²⁶⁰.

Autrement dit, même si l'Irak était complètement désarmé en accord avec les résolutions des Nations unies, et même si Saddam Hussein était renversé ou exilé par les Irakiens eux-mêmes, cela ne satisferait pas George W. Bush. Il faudrait que l'administration américaine s'empare du gouvernement irakien pour l'utiliser à ses fins ²⁶¹.

Les véritables objectifs de Bush sont donc clairs : primo, faire en sorte que les États-Unis contrôlent le gouvernement irakien et ultimement le pétrole de tout le Moyen-Orient ; secundo, que l'Irak ne soit pas une menace de près ou de loin pour Israël ²⁶². Et, pour cela, Bush se doit de changer le gouvernement irakien pour y établir un régime fantoche avec qui les lucratifs contrats pétroliers pourraient être conclus. Mais, de quel droit ?

Certainement pas en fonction du droit international. En effet, une telle opération ne peut être entérinée par les Nations unies, puisque sa

²⁶⁰ Agence France-Presse, « Administration "provisoire" plutôt qu'"occupation", dit Washington », *Le Devoir*, 12 octobre 2002.

²⁶¹ Les gouvernements américain et anglais ont prétendu qu'ils avaient en leur possession des preuves que l'Irak possédait des armes de destruction massive, mais contrairement aux obligations qu'ils avaient en vertu de l'article 10 de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de transmettre ces renseignements aux inspecteurs de l'ONU, ils refusaient de le faire.

²⁶² Un Irak scindé en trois unités, un pays kurde au nord, un pays sunnite au centre et un pays chi'ite au sud serait une entité politique considérablement affaiblie.

Charte protège la souveraineté des pays qui en font partie. Changer les gouvernements des pays membres n'est pas dans les prérogatives des Nations unies. Changer les gouvernements souverains fait encore moins partie des prérogatives des États-Unis d'Amérique.

La Charte des Nations Unies, que tous les pays membres et signataires doivent respecter, est des plus claires sur la question.

Article 2.3. Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationale ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.

Article 2.4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

George W. Bush va à l'encontre de la Charte des Nations unies quand il s'arroge le droit de renverser par la force le gouvernement irakien de Saddam Hussein.

Chapitre 16

La doctrine Bush d'hégémonie et de domination mondiales

Bush veut créer une diversion pour faire oublier ses problèmes intérieurs. Il s'agit d'une vieille tactique. Hitler s'en est déjà servi.

Herta Däubler-Gmelin, ministre allemande de la justice ²⁶³

Les États-Unis cherchent à détruire l'Irak afin de prendre le contrôle du pétrole du Moyen-Orient.

Saddam Hussein, président de l'Irak ²⁶⁴

Les États-Unis sont en train de devenir un autre Empire mongol dont l'ambition est moins de gouverner le monde que de le dominer par la force.

Shintaro Ishihara, gouverneur de Tokyo ²⁶⁵

[Retour à la table des matières](#)

²⁶³ Dans Steven Erlanger, « Bush-Hitler Remark Shows U.S. as Issue in Germany Election », *The New York Times*, 20 septembre 2002, p. A1.

²⁶⁴ Dans Julia Preston, « Hussein, in a Letter to General Assembly, Says Bush Wants to Control Middle East Oil », *The New York Times*, 20 septembre 2002, p. A12.

²⁶⁵ Philippe Pons « Les États-Unis, nouvel empire mongol ? », *Le Monde*, 20 octobre 2002.

Dans un message au Congrès américain, en décembre 1823, le président James Monroe (1758-1831) énonçait une politique étrangère, laquelle fut plus tard connue sous le vocable de « doctrine Monroe ». À l'époque, le gouvernement américain craignait que les puissances européennes ne veuillent reconquérir les territoires perdus en Amérique du Nord, surtout en Amérique du Sud.

Au nord, la Russie, à qui appartenait l'Alaska, prétendait que son territoire s'étendait jusqu'au 51^e parallèle, soit jusqu'en Oregon, en couvrant toute la côte actuelle de la Colombie-Britannique, alors possession de la Grande-Bretagne. En Amérique du Sud, la crainte était que la Sainte-Alliance entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, aille prêter main-forte à l'Espagne pour que cette dernière reprenne le contrôle de ses anciennes colonies. Celles-ci s'étaient, pour la plupart, révoltées selon le modèle américain et avaient conquis leur indépendance.

Avec sa « doctrine », Monroe mettait en demeure les puissances européennes de ne pas intervenir dans les affaires des pays de l'hémisphère occidental, les États-Unis promettant quant à eux de ne point se mêler des affaires européennes ²⁶⁶.

Mais revenons au XXI^e siècle. Le 7 juin 2002, devant les cadets de l'école militaire de West Point, le président américain George W. Bush rassurait le monde en déclarant que « l'Amérique n'a pas d'empire à agrandir, ni d'utopie à promouvoir ». Trois mois plus tard, ce-

²⁶⁶ La doctrine Monroe comportait quatre éléments :

1- Les continents américains ne seraient plus ouverts à la colonisation par les pays européens; 2- les États-Unis considéraient que tout élargissement du système politique européen à l'hémisphère occidental serait une menace à sa sécurité ; 3- les États-Unis s'engageaient à ne point intervenir dans les affaires des colonies existantes des pouvoirs européens ; 4- les États-Unis n'entendaient guère intervenir dans les affaires internes des pays européens.

pendant, il semblait avoir changé d'avis. L'expansion de l'impérialisme américain allait être la marque première de sa présidence.

En effet, le 19 septembre 2002, trois courtes journées après que l'Irak eut signifié son intention au secrétaire général des Nations unies de réadmettre sans conditions les inspecteurs de l'ONU, George W. Bush transmettait au Congrès américain un document de 31 pages sur sa politique étrangère, intitulé *La Stratégie de sécurité nationale des États-Unis*.

Le document, publié le 20 septembre 2002, avait été rédigé, semble-t-il, par un comité sous la responsabilité de madame Condoleezza Rice, la professeure de sciences politiques devenue conseillère du président pour les Affaires de sécurité nationale. C'était un texte frappé au sceau d'une grande arrogance et d'une grande naïveté à saveur littéraire. On y sentait la griffe de personnes profondément obnubilées par la puissance militaire américaine. En effet, les mots « forces » ou « forces militaires » y revenaient à plus de 30 reprises. L'opération allait cependant se révéler un désastre sans précédent en matière de relations publiques, provoquant une levée de boucliers presque universelle contre les États-Unis.

Par ce document provocateur, en effet, George W. Bush étendait la « doctrine Monroe » au monde entier et à l'infini. Il s'agissait d'une nouvelle « doctrine Monroe », mais avec un champ d'application global et tous azimuts. Le document aurait tout aussi bien pu s'intituler *Plan pour consolider l'hégémonie mondiale des États-Unis d'Amérique* ou encore *Plan américain pour dominer la planète*, tellement la nouvelle doctrine reposait sur l'interventionnisme unilatéral de la superpuissance, tant militaire qu'économique et politique.

Jamais auparavant un gouvernement américain n'avait présenté au monde une doctrine impériale aussi consciente et aussi affirmée. C'était l'expression d'une nouvelle volonté impériale américaine. Pour la première fois depuis 1776, les États-Unis, pays créé en réaction à l'Empire britannique et contre l'impérialisme en général et adhérant à un certain isolationnisme historique, exprimaient à leur tour l'intention de devenir un empire mondial.

La nouvelle doctrine est à la fois un plan de lutte active contre le terrorisme international, une mise en demeure solennelle contre les États-voyous et une sorte de déclaration de guerre contre le monde entier et contre quiconque oserait contrecarrer les visées américaines de transformer le monde à leur image.

Le président américain énonce une « doctrine d'hégémonie et de domination mondiales » ou d'America First, fondée non pas sur le droit mais sur le principe élémentaire de la force brute. Au besoin, cet empire pourrait faire fi des lois internationales et, comme dans un coup d'État, décréter, selon les circonstances, la Loi internationale. Cette nouvelle souveraineté planétaire des États-Unis s'articule en 10 points principaux.

L'unilatéralisme en remplacement du multilatéralisme : la guerre préventive

Le virage vers l'unilatéralisme dans les affaires internationales est ce qu'il y a de plus important et de plus préoccupant dans la nouvelle doctrine. George W. Bush dit vouloir revenir des siècles en arrière quand les pays pouvaient se faire justice eux-mêmes, en lançant des attaques offensives « préventives » contre d'autres pays quand ils se sentaient menacés ou quand leurs intérêts nationaux étaient en jeu.

L'intention déclarée de George W. Bush est de revenir au monde d'avant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et même d'avant la Première Guerre mondiale (1914-1918). « Pendant des siècles, dit-il, les lois internationales acceptaient que les pays n'avaient pas besoin de subir une attaque avant d'agir légalement pour se défendre contre des adversaires qui leur posaient un danger imminent ». George W. Bush et son entourage immédiat font leur l'ancienne conception « militariste » des relations internationales : « Pour contrer et empêcher [des] actes d'hostilité de la part de nos adversaires, les États-Unis agiront, si nécessaire, de manière préventive. »

La nouvelle « doctrine Bush » d'intervention militaire « préventive » et unilatérale entre en contradiction avec le droit international moderne, tel que consigné dans deux articles clés de la Charte des Na-

tions unies. En effet, l'article 2.4 stipule clairement que « Les Membres s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État [...] ».

Pareillement, l'article 51 précise que ce n'est qu'en cas d'autodéfense ou de légitime défense, à la suite d'une agression armée, qu'un pays peut en attaquer un autre, et cela, seulement « jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales ». La doctrine de la « préemption » ou de la guerre préventive n'entre pas dans le cadre de la Charte des Nations unies.

Mise au rancart de facto des Nations unies

Dans son document de stratégie, le président américain fait sienne l'hostilité que les fondamentalistes religieux américains ont toujours eue à l'endroit des Nations unies, et même à l'endroit de l'ancienne Société des Nations, et propose un changement radical du rôle des Nations Unies pour maintenir la paix dans le monde ²⁶⁷. En fait, George W. Bush a dit très clairement qu'il souhaitait revenir à la situation qui régnait dans le monde avant la création des Nations unies et de la Cour internationale de justice en 1945 et même à celle qui prévalait avant la création de la Société des Nations en 1920.

Il n'est pas loin de conclure que les Nations Unies sont inutiles, voire nuisibles aux intérêts américains. Dans son esprit, George W. Bush en a conclu que la puissance militaire américaine est tellement supérieure à l'ensemble des autres que les États-Unis peuvent se passer des Nations Unies ou, à tout le moins, devraient pouvoir ignorer l'ONU et ses règles pour attaquer les pays ennemis.

Si le monde acceptait la « doctrine Bush » et le nouvel ordre international qu'elle contient, il s'ensuivrait une mise au rancart *de facto* des Nations unies, du moins en ce qui concerne la superpuissance

²⁶⁷ Karen Armstrong, *The Battle for God*, New York, Alfred A. Knopf, 2001, p. 216.

américaine. En effet, les États-Unis pourraient contourner en tout temps l'ONU pour faire unilatéralement la guerre, non seulement contre des groupes terroristes apatrides, mais aussi contre des États souverains, chaque fois que le gouvernement américain, et lui seul, jugerait que cela est nécessaire pour défendre les intérêts nationaux américains.

Ce serait un retour à l'anarchie des relations internationales du XIX^e siècle, quand des empires armés jusqu'aux dents faisaient la pluie et le beau temps dans le monde. Il s'agirait véritablement d'un recul de civilisation : le droit de la force remplacerait le droit démocratique. Attaquer un autre pays uniquement parce que l'on craint que ce dernier puisse un jour, hypothétiquement, nous attaquer, est un argument impérialiste. Il justifie à peu près toutes les invasions et toutes les guerres.

Ce que George W. Bush recherche, en réalité, c'est un droit de « super » veto sur l'ONU. Si ce droit ne lui est point reconnu et s'il refusait ouvertement de se plier aux principaux articles de la Charte des Nations Unies, est-ce que le gouvernement Bush irait jusqu'à retirer les États-Unis de la seule organisation de maintien de la paix dans le monde ? Pourquoi l'administration américaine veut-elle affaiblir les Nations Unies ? Est-ce que le gouvernement de George W. Bush recherche le chaos pour mieux dominer ?

Selon la nouvelle « doctrine Bush », il est évident que la guerre contre le terrorisme international constitue une sorte « d'opportunité » stratégique pour promouvoir les intérêts américains dans le monde. Entre la violence anarchique des terroristes politico-religieux et la violence impériale américaine, il n'y aurait plus de place pour une organisation internationale comme les Nations Unies pour agir en gendarme légitime et prévenir les conflits régionaux.

En effet, en refusant officiellement que la nouvelle Cour pénale internationale puisse avoir quelque juridiction que ce soit sur les citoyens américains, l'administration Bush a rejeté toute tentative d'établir un système de lois internationales pour faire régner la paix dans le monde. Dans son esprit, la seule paix qui prévaudrait serait une *Pax*

Americana, imposée par la puissance militaire brute et selon les seules vues américaines et non en fonction des lois internationales.

L'interventionnisme activiste et le règlement des conflits internationaux par la force impériale

Les États-Unis sous George W. Bush, proclament, *grosso modo*, que ce pays, en tant que seule superpuissance, est au-dessus des lois internationales et qu'à ce titre il se réservait le droit de provoquer des changements de gouvernement par la force dans tout autre pays souverain.

En vertu d'une stratégie des « petits pas », Bush a invoqué la loi que le président Bill Clinton fit adopter par le Congrès en 1998, intitulée *Iraq Liberation Act*, dans laquelle l'administration Clinton présentait une politique d'encouragement à un changement de régime à Bagdad. Cependant, George W. Bush a promis de laisser tomber la dernière clause de cette loi de 1998 qui disait que « rien [dans cette loi] n'autorise l'usage de la force militaire ».

De simple intention politique, la loi de 1998 concernant l'Irak est devenue, dans les mains de la nouvelle administration, un instrument pour attaquer l'Irak militairement, d'une façon dite « préventive » pour renverser son gouvernement.

Une Pax Americana imposée de façon impériale

Armés de la « doctrine Bush », les États-Unis se sont arrogé le droit d'être le gendarme de la planète en punissant les « mauvais » et en récompensant les « bons » et cela, au besoin, à l'extérieur du cadre légal des Nations Unies. L'objectif général est élargi : « Tout autant allons-nous défendre la paix, que nous allons aussi profiter de cette occasion historique pour préserver la paix. »

Et, de façon particulière, les États-Unis s'arrogent le droit de déterminer quels pays sont acceptables et lesquels ne le sont pas : « Nous devons être prêts à stopper les États-voyous et leur clientèle

terroriste avant qu'ils puissent poser une menace ou avant qu'ils ne fassent usage d'armes de destruction massive, soit contre les États-Unis, soit contre des États alliés et amis. »

Fin de la politique de dissuasion

Par sa nouvelle politique, Bush a mis au rancart la doctrine de dissuasion et d'encerclement stratégiques que l'administration de Harry S. Truman avait instituée en 1948 pour contenir le communisme international, laquelle avait prévalu et avait été un succès pendant un demi-siècle, en collaboration avec les Nations Unies.

Le projet follement ambitieux de George W. Bush met en cause non seulement le droit international moderne, lequel sanctionne l'utilisation de la force et ne l'autorise que dans les cas d'autodéfense contre des menaces existantes (et non contre des menaces potentielles), mais aussi le réalisme géopolitique classique. Dans les relations internationales, George W. Bush et son entourage sont persuadés que l'offensive militaire doit remplacer la défensive. Il ne faut plus contenir et encercler les pays avec lesquels on est en désaccord ; il faut les envahir et renverser leur régime politique.

Le président américain et son entourage immédiat sont incapables de comprendre intellectuellement que l'on ne peut pas s'assurer la collaboration et le soutien des populations et des autres gouvernements à coups de fusil. Ils ne comprennent pas que l'on n'exporte pas la démocratie et la justice en larguant des bombes. Il ne leur traverse guère l'esprit que la force militaire ne peut pas être un substitut à l'intelligence, à la générosité et à la nécessaire confiance qui doit régner entre les peuples.

Une croisade mondiale en faveur de la liberté

George W. Bush a présenté sa nouvelle doctrine d'intervention dans le monde comme une mission quasi religieuse, à partir d'une vision apologétique de la vision américaine de la liberté : « L'humanité tient entre ses mains l'occasion d'assurer le triomphe de la liberté sur ses ennemis. Les États-Unis sont fiers de la responsabilité qui leur incombe de conduire cette importante mission [...]. Les États-Unis vont saisir l'occasion présente pour étendre les bienfaits qui découlent de la liberté à travers le monde », dit-il.

Le document de stratégie affirme que les grandes luttes du XX^e siècle se sont terminées « par une victoire éclatante des forces de la liberté — et par l'émergence d'un seul modèle viable pour le succès des nations : la liberté, la démocratie et le régime de libre entreprise ». Par conséquent, le modèle américain se doit d'être étendu à l'humanité tout entière, au besoin par la force, même lorsque l'Histoire et les circonstances sont diamétralement différentes.

L'inévitable suprématie militaire américaine

Le gouvernement américain souhaite décourager toute course à l'armement de la part de pays concurrents, en déclarant impossible, sinon illégitime, toute tentative en ce sens. « Nos forces seront assez grandes pour dissuader tous les adversaires potentiels de s'engager dans une course aux armements dans l'espoir de surpasser ou d'égaliser la puissance des États-Unis. » Et pour que tout soit bien clair, George W. Bush précise le rôle central qu'il entend confier aux forces armées américaines : « Le rôle essentiel des forces armées américaines [...] doit être celui d'empêcher toute concurrence militaire future. » Les États-Unis ne sont pas seulement la seule superpuissance militaire mondiale, mais ils annoncent au monde qu'ils entendent le demeurer indéfiniment et empêcher toute concurrence.

L'absolutisme moral comme justification des interventions américaines dans le monde

La « doctrine Bush » enrobe les intérêts politiques américains dans un absolutisme moral semblable à celui que l'arrogante et puritaine Grande-Bretagne employait au XIX^e siècle pour justifier son empire colonial : il fallait alors, disait-on, rehausser des civilisations retardées et barbares.

Dans les mots mêmes de George W. Bush, la politique étrangère américaine est un instrument pour promouvoir sa vision religieuse du monde : « Certains craignent que ce ne soit un manque de diplomatie et de politesse d'employer un langage qui parle de Bien et de Mal. Je suis en désaccord. S'il est vrai que les méthodes varient selon les circonstances, il n'y a pas plusieurs moralités. »

Une hiérarchie internationale des nations

Aux yeux de George W. Bush et de ses conseillers, toutes les nations ne sont pas égales. Il y a d'abord les autres grandes puissances (Russie, Chine, Inde, etc.), lesquelles sont en transition vers le modèle américain mais que Washington met néanmoins en garde : « Nous nous opposerons avec force aux attaques venant d'autres grandes puissances — même si nous appuyons les efforts pacifiques qu'elles entreprennent pour atteindre la prospérité, pour développer leurs liens commerciaux et pour stimuler leur développement culturel. »

Il y a ensuite les pays alliés et amis, avec Israël en tête de liste. C'est avec ces pays (Canada, Mexique, Australie, Japon, les pays européens, certains pays de l'Amérique latine tels le Chili, la Colombie, le Brésil, etc.) que les États-Unis établiront des alliances et des ententes, telle l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN). Ces pays sont sous le parapluie militaire américain et ils peuvent compter sur la sollicitude bienveillante des États-Unis, surtout s'ils sont des alliés objectifs pour combattre le terrorisme global.

Dans la hiérarchie, on retrouve ensuite les pays indigents, trop nombreux pour être énumérés, mais à qui les États-Unis promettent une plus grande attention et plus de ressources : « Les États-Unis, par le biais du nouveau Fonds de développement [New Millennium Challenge Account], offriront une aide au développement plus importante aux pays qui ont des gouvernements bien disposés, qui investissent sur le plan humain et qui encouragent la liberté économique. »

En bas de l'échelle, il y a les États-voyous (Irak, Iran, Corée du Nord) qui doivent s'attendre à payer cher toute confrontation avec les États-Unis régnants, comme l'Afghanistan des Talibans l'a appris à ses dépens : « Aujourd'hui, nos ennemis ont pu voir ce que les pays civilisés peuvent et vont faire contre les régimes qui accueillent, soutiennent, et utilisent le terrorisme pour réaliser leurs objectifs politiques. »

La promotion des intérêts économiques américains dans le monde

Dans la bouche de George W. Bush, le libre-échange n'est pas une option de politique économique parmi d'autres, mais devient une sorte de « dogme moral » et la seule politique commerciale acceptable, quel que soit le niveau de développement des pays en présence : « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter l'espoir de la démocratie, du développement économique, des marchés libres et du libre-échange aux quatre coins du monde. » Et, pour être bien certains d'être compris, George W. Bush et son entourage ont réaffirmé leur intention de jouer un rôle économique actif partout à travers le monde : « Nous sommes bien décidés à promouvoir la croissance et la liberté économiques au-delà des frontières de l'Amérique. »

En conclusion, on peut dire que la nouvelle « doctrine Bush » de politique étrangère des États-Unis comprend tous les éléments idéologiques nécessaires pour établir un nouvel ordre international sous contrôle américain, conçu dans une perspective impériale. En pratique, cependant, les idées et les projets du document de politique étrangère américaine, s'ils devaient être mis à exécution, sont capables de faire reculer le monde d'au moins un demi-siècle, sinon davantage.

Le document de politique contient, en effet, les germes d'une hégémonie impériale américaine susceptible de bouleverser l'ordre légal international que le monde a, de peines et de misères, érigé après la Seconde Guerre mondiale. La « doctrine Bush » ramène à l'avant-scène un militarisme débridé, inégalé depuis les tristes jours de l'Allemagne nazie des années trente. C'est la loi du canon et des bombardiers qui menace de s'installer pour régler les différends entre les pays. C'est un retour à la domination du monde par la force brute.

Dans ce nouveau contexte tiré presque tel quel des *Fables* de La Fontaine, les États-Unis proclament non seulement leur supériorité militaire, mais aussi leur supériorité morale. Armés de ces deux boucliers, ils se déclarent prêts à jouer le rôle international composite de l'accusateur, du juge et de l'exécuteur, sans avoir besoin de rendre de comptes à personne, si ce n'est à un aréopage unanimiste de politiciens exclusivement américains. Ce projet de nouvel ordre international ressemble à s'y méprendre à l'expression d'une volonté unilatérale d'imposer l'hégémonie d'un empire américain sans frontières.

17

Les deux visages de l'Amérique

La proposition selon laquelle il existe des hommes dans tous les pays qui gagnent leur vie à même les guerres, et qui attisent les conflits entre les pays, est à la fois choquante et vraie ; mais, quand ce sont des personnes en autorité qui se font une gloire de semer la discorde, et qui entretiennent les préjugés entre les nations, cela devient carrément impardonnable.

Thomas Paine, *The Rights of Man* (1791)

L'antipathie envers les États-Unis a plus à voir avec ce que les U.S. font sur la scène internationale qu'avec les principes politiques et économiques qu'ils défendent.

The Pew Research Center for the People and the Press,
What the World Thinks in 2002.

[Retour à la table des matières](#)

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient populaires en Europe, continent qu'ils avaient grandement contribué à libérer du nazisme hitlérien. Ils étaient aussi populaires dans les pays en voie de développement parce qu'ils s'étaient prononcés contre le colonialisme et l'impérialisme, deux systèmes qui avaient dominé le monde auparavant.

Dans certaines parties du monde, cependant, la diplomatie américaine des gros sabots soulevait du ressentiment. Un film de 1963, *The Ugly American*, illustra ce côté moins sympathique des politiques américaines à l'étranger. On y présentait un ambassadeur américain impitoyable qui tirait les ficelles pour tout diriger dans le pays où il était en poste.

En réalité, les États-Unis présentent deux visages au monde. Il y a l'Amérique comme on la connaissait du temps de John F. Kennedy : cultivée, sophistiquée, progressive, généreuse, démocratique, internationaliste, pluraliste, multiethnique, tolérante, à la fine pointe du progrès scientifique et soucieuse des droits humains. Elle se situe au centre de l'échiquier politique. C'est cette Amérique qui envoya un homme sur la Lune en juillet 1969 et qui fit la fierté de l'humanité.

Il y a aussi une autre Amérique, celle de George W. Bush : égocentrique, condescendante, arrogante, peu éduquée, fanfaronne, simpliste, ploutocrate, enveloppée de religiosité et de superstition, isolationniste, militariste, souvent rude et quelque peu paranoïaque. Depuis janvier 2001, c'est cette deuxième Amérique qui ressort le plus clairement et que George W. Bush a présentée au monde, avec des résultats désastreux pour l'image américaine à travers le monde. C'est une Amérique d'extrême droite qui se recrute dans les régions rurales du Mid-West et du sud des États-Unis ²⁶⁸.

On ne risque guère de se tromper en affirmant que le prestige des États-Unis est aujourd'hui sérieusement et dangereusement en déclin dans plusieurs parties du monde. Même chez leurs alliés naturels, en Europe et ailleurs, on sent une certaine exaspération contre les politiques que le gouvernement de George W. Bush met de l'avant ou évite de mettre de l'avant.

²⁶⁸ Certains qualifient la première Amérique d'Amérique bleue, tandis que la seconde serait l'Amérique des *Red Necks*, l'Amérique rouge. Voir Doug Saunders, « Caught in the Crossfire of the "Two Americas" », *The Globe and Mail*, 12 octobre 2002, p. F3.

Au plan commercial, d'abord, où un double langage orwellien prévaut. Prétendant verbalement promouvoir le libre-échange, George W. Bush n'en poursuit pas moins, dans les faits, une des politiques commerciales les plus protectionnistes depuis les jours du *Smoot-Hawley Act* des années trente. Que ce soit pour limiter les importations d'acier, de bois d'œuvre, de vêtements, de textile et de produits agricoles, ou pour subventionner les exportations, l'administration Bush offre un minimum de résistance aux visées protectionnistes du Congrès et des lobbies industriels américains.

Au plan politique ensuite. George W. Bush et ses conseillers ont une vision simpliste et dangereuse du monde. Pour eux, les choses sont simples et claires : nous sommes bons ; nos ennemis sont mauvais ; par conséquent, nous devons les détruire. Cette vue toute théologique du monde risque de faire reculer l'humanité au niveau où elle était avant la création des Nations Unies en 1945.

Il n'y aurait, au dire de George W. Bush (voir son discours à West Point en juin 2002), « qu'un seul modèle restant de progrès humain ». Ce modèle, bien sûr, serait le modèle américain, au détriment de tous les autres. Ce serait un modèle applicable à toutes les sociétés et à toutes les époques. Et, qui plus est, il appartiendrait aux États-Unis, en vertu du droit du plus fort d'imposer ce modèle d'une manière unilatérale, partout où cela leur chante, en dépit de toutes les lois et de toutes les règles internationales.

Au plan international, ce modèle n'est pas celui de la liberté et de la démocratie, mais bien le vieux modèle primitif de la loi de la jungle. La démocratie imposée par les armes n'est pas du tout de la démocratie, mais de l'hégémonie. En outre, le modèle politique intérieur des États-Unis est loin d'être supérieur à ce qui existe en Europe, au Canada ou en Australie ²⁶⁹. En réalité, à cause de l'importance exagé-

²⁶⁹ En fait, lorsqu'on demande aux Canadiens et aux Européens ce qu'ils pensent du modèle politique américain, la moitié d'entre eux l'admirent, tandis que l'autre moitié le rejettent. Une enquête faite à travers le monde en 2002 par The Pew Research Center a révélé les renseignements suivants, sur la perception de la démocratie américaine par les citoyens des autres grandes démocraties.

rée de l'argent dans le système politique américain, les États-Unis s'apparentent beaucoup plus à une ploutocratie qu'à une véritable démocratie qui s'en remet au pouvoir « du peuple, par le peuple, pour le peuple ²⁷⁰ ».

L'effet boomerang des politiques américaines dans le monde

Le Centre de recherche Pew aux États-Unis, présidé par l'ancienne secrétaire d'État, Madeleine K. Albright, a publié les données d'une vaste enquête conduite entre les mois de juillet et d'octobre 2002, auprès de 38 000 personnes dans 44 pays sur, entre autres, l'image des États-Unis à travers le monde ²⁷¹. Les résultats du Centre de recherche Pew sont dévastateurs pour l'Amérique de George W. Bush. Presque partout, à l'exception des pays de l'ancienne Union soviétique, l'image favorable des États-Unis s'est sérieusement détériorée, et cela en seulement deux ans, soit entre l'an 2000 et l'an 2002. Ainsi, une très forte majorité des populations des pays musulmans, tels l'Égypte, le Pakistan, la Jordanie et la Turquie, ont une image négative des États-Unis et nourrissent même de la rancœur et de la haine envers eux.

Tableau - Idées américaines au sujet de la démocratie : Canada, Europe

	On aime	On n'aime pas	On ne sait pas
	%	%	%
Canada	50	40	10
Allemagne	47	45	7
Italie	45	37	18
Grande-Bretagne	43	42	15
France	42	53	5

Source : The Pew Research Center For The People and The Press, *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002.

²⁷⁰ Voir l'excellent article de Paul Krugman sur les inégalités croissantes aux États-Unis. Paul Krugman, « For Richer », *The New York Times Magazine*, 20 octobre 2002. Voir aussi Kevin Phillips, *Wealth and Democracy*, New York, 2002.

²⁷¹ The Pew Research Center for the People and The Press (www.peoplepress.org), *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002. Voir aussi Adam Clymer, « World Survey Says Negative Views of U.S. are Rising », *The New York Times*, 5 décembre 2002.

Même en Europe, en Amérique latine ou en Asie, on observe un déclin certain du pourcentage de personnes ayant une image positive des États-Unis. Tout en étant en baisse, l'image positive des États-Unis dans la plupart des pays européens et le Canada se situe encore entre 60 et 70 %, mais cette perception positive n'est plus que de 34 % en Argentine, 52 % au Brésil et 53 % en Corée du Sud.

Au chapitre des préparatifs de guerre contre l'Irak, il existe une grande différence d'opinion entre l'opinion publique américaine, chauffée à blanc par ses politiciens et ses médias, et les populations européennes. Aux États-Unis, plus de 60 % des Américains appuient une guerre contre l'Irak pour en déloger ses dirigeants. En Grande-Bretagne, le seul allié véritable des États-Unis, l'opinion publique est également partagée. Mais en France et en Allemagne, une très nette majorité réproouve cette guerre. Les sentiments en Russie sont négatifs à hauteur de 79 %. Et en Turquie, pays allié membre de l'OTAN, 83 % des personnes consultées sont opposées à ce que leur pays permette aux avions alliés de décoller de la Turquie pour attaquer l'Irak ²⁷².

La perception des motifs derrière les gestes de George W. Bush au Moyen-Orient est bien différente, selon que l'on consulte des Américains ou des Européens. Aux États-Unis, on est persuadé, à trois

²⁷² Tableau - Appui au recours à la force pour déloger Saddam Hussein (en pourcentage)

	États-Unis	Grande-Bretagne	France	Allemagne	Russie	Turquie
En faveur	62	47	33	26	12	13 *
Contre	26	47	64	71	79	83 *
Ne sait pas	12	6	3	3	9	4 *
	100	100	100	100	100	100

* La question posée aux Turcs était de savoir si la Turquie devait permettre aux États-Unis et à leurs alliés d'utiliser les bases aériennes situées dans leur pays.
Source : The Pew Research Center For The People and The Press, *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002.

contre un, que le gouvernement américain veut renverser le régime de Saddam Hussein parce que ce dernier constitue une menace pour la sécurité des États-Unis.

Dans le reste du monde, on est plutôt convaincu que si le gouvernement américain veut un changement de régime à Bagdad, c'est avant tout pour contrôler les réserves de pétrole de l'Irak et de la région. En France et en Russie, deux pays qui sont membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, les trois quarts des citoyens sont de cet avis. En Allemagne, on partage le même point de vue à cinq contre quatre, tandis que les Britanniques sont également partagés sur la question. Un grand cynisme règne dans le monde eu égard aux intentions réelles de George W. Bush, alors qu'il s'apprête à envahir l'Irak, même si le public américain semblait avoir avalé l'hameçon, la ligne et la cale ²⁷³.

La baisse de prestige des États-Unis et la montée de l'antiaméricanisme ne tiennent pas à ce qu'ils sont idéologiquement parlant — à l'exception peut-être d'un Oussama ben Laden qui déteste les États-Unis pour ce qu'ils sont —, mais à ce qu'ils font politiquement et militairement dans le monde. En effet, la culture populaire et la technologie américaines continuent d'être recherchées et admirées dans la plu-

²⁷³ **Tableau - Explication de l'intention de recourir à la force contre l'Irak (en pourcentage)**

[Voir note continue page suivante.]

	États-Unis	Grande-Bretagne	France	Allemagne	Russie	Turquie
Les É.-U. croient que Saddam est une menace	67	45	21	39	15	n/a
Les É.-U. veulent contrôler le pétrole irakien	22	44	75	54	76	n/a
Ne sait pas	11	11	4	7	9	n/a
	100	100	100	100	100	100

Source : The Pew Research Center For The People and The Press, *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002.

part des pays du monde, à l'exception de certains pays islamiques, même s'il y a beaucoup moins d'enthousiasme pour les idées et les coutumes américaines.

Ce n'est donc pas parce qu'elles envient ou jalourent les succès économiques américains, comme aiment à le répéter certains commentateurs américains, que les populations du reste du monde en ont contre les États-Unis. En réalité, il existe une grande réserve de sympathie à travers le monde pour les États-Unis. C'est contre les politiques étrangères américaines que les gens en ont.

À la base du ressentiment largement répandu à l'endroit des États-Unis et de son gouvernement, on retrouve immanquablement la trilogie suivante : l'unilatéralisme dans les politiques extérieures, l'égoïsme et l'insensibilité des intérêts américains par rapport aux intérêts des autres populations et l'interventionnisme insidieux dans les affaires intérieures des autres pays. C'est parce que les politiques du gouvernement américain font des victimes dans plusieurs régions du monde qu'elles sont décriées et dénoncées.

À ce sujet, il existe un fossé entre ce que pense l'Américain moyen et ce que pense son vis-à-vis dans les autres pays. Le premier est persuadé, à 75 %, que le gouvernement américain est un bon citoyen planétaire et que son gouvernement est respectueux des autres gouvernements. Dans la plupart des autres pays, on a une tout autre perception : une nette majorité rejette l'idée du bon gouvernement américain dans le monde. C'est ce que pensent 73 % des Canadiens, 76 % des Français, 58 % des Italiens et 52 % des Anglais ²⁷⁴.

C'est vraiment un cas où on retrouve les États-Unis contre le monde.

²⁷⁴ *Ibid.*

18

Une guerre sainte pour le pétrole ?

Quelle différence cela fait-il aux morts, aux orphelins et aux dépossédés, si la destruction insensée est perpétrée au nom du totalitarisme ou au nom de la liberté ou de la démocratie ?

Mohandas Gandhi

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

« Le Loup et l'Agneau », *Fables* de La Fontaine

Notre pays ! Dans ses relations avec les nations étrangères, puisse-t-il avoir raison ; mais, c'est mon pays, qu'il ait raison ou non.

Stephen Decatur, commandant naval américain (avril 1816)

[Retour à la table des matières](#)

L'Irak géopolitique

L'Irak est une république socialiste dont la religion d'État est l'islam. Après la chute de l'Empire ottoman, la Grande-Bretagne présida à la fondation de l'Irak moderne, en 1920, à partir de trois vilayets (provinces) ottomans sur lesquels elle exerçait un protectorat. Aujourd'hui, l'Irak compte 25 millions d'habitants, mais il est encore formé de trois communautés bien distinctes, ce qui en fait un État plus ou moins artificiel.

Dans le nord-ouest montagneux du pays vivent 6 millions de Kurdes d'origine indo-européenne mais de religion sunnite. Quelque 12 millions d'Arabes sémites de religion chi'ite occupent le sud de la plaine mésopotamienne. Par la religion, les Arabes chi'ites ont des liens avec l'Iran, pays voisin non arabe. Le reste de la population, soit environ 7 millions d'habitants, est surtout constitué d'Arabes sémites de religion sunnite qui se concentrent au centre du pays. Ce sont ces derniers cependant qui dominent le paysage politique, social et culturel du pays, en exerçant un contrôle sur les forces armées. La capitale est Bagdad, ville peuplée de quelque 5 millions d'habitants.

D'un point de vue géographique, l'Irak est un pays d'Asie occidentale situé entre l'Arabie saoudite, la Syrie et l'Iran. Pays enclavé, l'Irak ne dispose que d'une étroite fenêtre sur le golfe Persique. Pour assurer l'écoulement de son pétrole, deux oléoducs ont été construits à travers le territoire turc pour acheminer les hydrocarbures vers des ports méditerranéens.

Le parti socialiste arabe Baas, parti politique de Saddam Hussein, a pris le pouvoir en 1963. Il s'agit d'un parti politique animé par une idéologie nationaliste arabe, qui préconise une politique d'arabisation et de baathisation des Kurdes irakiens. Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau régime révolutionnaire du parti Baas entreprit d'exproprier les avoirs pétroliers coloniaux de l'Iraq Petroleum Company, alors largement sous le contrôle de compagnies pétrolières américaines et britanniques. Son nationalisme était de nature exclusivement arabe et

sunnite. Le chef de cette cabale minoritaire en Irak, Saddam Hussein, n'accéda lui-même au pouvoir qu'en 1979, à l'occasion d'un putsch. Saddam Hussein al-Takriti, de son nom au complet ²⁷⁵, est président depuis 1979 (vice-président de 1968 à 1979) et chef du gouvernement depuis 1994 ²⁷⁶.

Au début, Saddam Hussein fut appuyé par les pays occidentaux, notamment par les États-Unis et la France, parce qu'on voyait en lui une sorte de rempart contre le communisme et l'islamisme. Ce sentiment s'intensifia après la Révolution islamique en Iran, sous l'ayatollah Khomeiny. Un long conflit opposa l'Irak à l'Iran (1980-1988), au cours duquel l'armée irakienne n'hésita pas à utiliser des armes chimiques contre l'adversaire. Mais, comme on présumait que les Kurdes du nord du pays étaient sous l'influence de l'Union soviétique, les pays occidentaux, les États-Unis et la Grande-Bretagne en tête, fermèrent les yeux et se tinrent cois quand Saddam Hussein lança des opérations de répression et d'extermination des Kurdes irakiens. En 1988, Saddam Hussein fit même usage de gaz paralysants contre la population de Halabja, une ville irakienne habitée par des Kurdes.

L'attitude bienveillante des États-Unis à l'endroit de Saddam Hussein changea en 1990, même si en janvier de la même année, Bush père avait signé un arrêté présidentiel statuant « qu'il était dans l'intérêt national de promouvoir les échanges commerciaux avec l'Irak ».

C'est que le 2 août 1990, Saddam Hussein, pensant avoir l'aval de l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie, et le feu vert de Washington, décida d'envahir le Koweït, afin de rattacher le pays à l'Irak. C'était un territoire que le gouvernement britannique avait séparé de l'Irak quand ce dernier était sous son protectorat, après la Pre-

²⁷⁵ Saddam Hussein a donné de nombreux postes clés de son gouvernement à des gens de sa ville natale, Takrit. Parce que ceux-ci, comme lui-même, portent le nom de famille al-Takriti, il a interdit l'usage des noms de famille en Irak sous prétexte qu'il s'agit d'une habitude occidentale.

²⁷⁶ Un article de la revue américaine *Newsweek* documente les appuis militaires que les États-Unis ont prodigués à Saddam Hussein au cours des années quatre-vingt. Cette aide militaire américaine à Saddam Hussein lui servit à envahir le Koweït en 1990. Voir « How We Created Saddam », *Newsweek*, 22 septembre 2002.

mière Guerre mondiale. Depuis lors, l'Irak avait toujours voulu reprendre les ports de mer koweïtiens sur le golfe Persique, sans compter le pétrole koweïtien.

La guerre du Golfe (1990-1991) vint mettre un terme aux ambitions régionales du dictateur irakien. Les coûts de l'aventure koweïtienne ne furent pas seulement militaires, mais aussi économiques. En effet, à la suite d'une résolution du Conseil de sécurité, l'Irak fut soumis à un sévère embargo économique, qui fut par la suite assoupli pour permettre des importations d'aliments en échange de pétrole.

Les Kurdes ont pu bénéficier d'une certaine protection contre les exactions de Saddam Hussein depuis 1991, puisque les pays alliés, essentiellement les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont établi une zone de non-vol irakienne au Nord du 36° parallèle. Les avions de reconnaissance américains et britanniques qui ont pour mission de faire respecter cette zone de non-vol décollent de bases aériennes situées en Turquie.

Depuis la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens jouissent *de facto* de l'autonomie politique sous la protection de l'aviation américaine, sans que les principales formations kurdes, le Parti démocratique kurde (PDK) de M. Massoud Barzani et l'Union patriotique (UPK) de M. Jalal Talabani, aient réussi à s'entendre pour mettre en place une administration efficace. Seule l'indépendance, ou au pire un système fédéral, permettrait de préserver cette autonomie, dans l'hypothèse où le régime de Saddam Hussein serait renversé.

Il faut dire que les Kurdes, dont la langue est apparentée au persan, tout en étant de religion musulmane, ont longtemps été persécutés parce qu'ils refusaient de reconnaître la primauté des Arabes. Dans le monde musulman, il s'agit d'une manifestation de ce que l'on désigne comme la *sh'ûbiyya* ²⁷⁷.

Au XX^e siècle, ils ont de nombreuses fois fait les frais de tractations politiques entre les pays occidentaux et les principaux pays de la

²⁷⁷ Ali Babakhan, *Les Kurdes d'Irak, leur histoire et leur déportation par le régime de Saddam Hussein*, s.l., s.é., 1994, 352 p.

région. La population kurde totalise quelque 28 millions de personnes, mais elle a le malheur d'être située à cheval sur quatre pays : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Les gouvernements de ces quatre pays voient d'un mauvais œil toute tentative d'établir un Kurdistan indépendant. C'est pourquoi les Kurdes sont sans doute le plus grand peuple que l'on ait empêché de former un État-nation.

Après la chute de l'Empire ottoman (turc) à la fin de la Première Guerre mondiale, on a cru qu'un Kurdistan autonome pourrait voir le jour. En effet, le traité de Sèvres imposé en 1920 par les alliés au gouvernement ottoman, prévoyait l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde à l'est de l'Euphrate sur le territoire de la Turquie. Quelque 15 millions de Kurdes vivent en Turquie. Il était même prévu que la population habitant la région de Mossoul (au nord de l'Irak sous mandat britannique) pourrait, si elle le désirait, rejoindre cet État kurde en puissance ²⁷⁸.

Trois ans plus tard, cependant, un autre traité vint confirmer la création de la Turquie et relégua la question de l'autonomie kurde aux oubliettes. En effet, le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, entre l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène d'une part, et la Turquie d'autre part, perpétuait le partage en quatre du territoire national du peuple kurde. Ce qui intéressait les pays occidentaux et les pays de la région au premier titre était le partage des richesses pétrolières de la province de Mossoul, principalement occupée par des Kurdes. Avant 1914, le Kurdistan était écartelé entre l'Iran et l'Empire ottoman. Après toutes les tractations politiques, le pays du Kurdistan se retrouva arbitrairement charcuté et réparti entre les quatre entités politiques les plus puissantes de l'Asie occidentale.

Est-ce que les difficultés du régime de Saddam Hussein permettaient aux Kurdes du nord de l'Irak et aux chi'ites du sud du pays d'obtenir soit l'indépendance politique, soit plus vraisemblablement

²⁷⁸ La population kurde se répartit entre la Turquie (15 millions d'individus), l'Irak (5 millions), l'Iran (7 millions), la Syrie (1 million) et l'ex-URSS en Arménie (350 000).

une autonomie gouvernementale de type fédéral ²⁷⁹ ? Pour répondre à la question, il faudrait connaître le détail des conditions que la Turquie a posées aux États-Unis pour lui apporter son concours dans la guerre pour déloger le dictateur irakien ²⁸⁰.

En effet, ce pays était d'une importance stratégique capitale, non seulement pour ses bases aériennes, mais surtout afin que des troupes américaines puissent, de la Turquie, occuper rapidement le nord de l'Irak et ainsi protéger les importants puits de pétrole du Kurdistan, avant de prendre Bagdad en souricière en faisant une jonction avec des troupes venant du sud, en provenance du Koweït. C'est ce soutien crucial de la part de la Turquie que George W. Bush s'est efforcé d'obtenir de Recep Tayyip Erdogan, chef du parti politique nouvellement en selle à Ankara, et convoqué à Washington le 10 décembre 2002.

Déjà, en 1991, la Turquie, craignant que la chute de Bagdad n'allumât l'irrédentisme kurde, non seulement dans le nord de l'Irak mais également en Turquie, avait obtenu de Bush père qu'il arrête la guerre, alors même que l'armée irakienne était battue et que la route vers

²⁷⁹ Moins connu que la tragédie kurde, le sort des chi'ites irakiens n'en est pas moins une tragédie humaine de même nature. Plus nombreux que les Arabes sunnites qui dirigent le pays, les chi'ites irakiens ont aussi fait l'objet de persécutions et de déportations de la part du régime de Saddam Hussein, surtout après leur soulèvement en 1991. Voir Ali Babakhan, *L'Irak : 1970-1990, déportations des chi'ites*, s.l., s.é., 1996.

²⁸⁰ Au début du mois de décembre 2002, le sous-ministre américain à la Défense, Paul Wolfowitz, déploie des efforts considérables pour persuader le nouveau gouvernement turc de laisser les États-Unis utiliser le territoire turc pour envahir et bombarder l'Irak. On lui fait comprendre que la Turquie doit donner son accord, sous peine de voir les États-Unis aller en guerre sans eux, ce qui nuirait aux relations entre les deux pays. Et, signe avant-coureur de ce qui va se produire, un haut dirigeant de l'administration Bush souligne que « les plans de guerre ont un momentum qui leur est propre. Les Turcs ne peuvent garder leurs options ouvertes jusqu'à la dernière minute ». On promet à la Turquie des missiles Patriot, un appui pour entrer dans l'UE et une assistance pour régler le conflit du pays avec la Grèce sur l'île de Chypre. En contre partie, la Turquie donnerait son accord de principe pour l'utilisation de ses bases aériennes par des avions alliés dans une éventuelle offensive contre l'Irak, même si les sondages indiquaient que 83 % de la population turque s'oppose à un renversement du gouvernement de Saddam Hussein par la force. (Carla Anne Robbins et Greg Jaffe, « U.S. Keeps Pressure on Iraq, Seeks Turkey's Aid », *The Wall Street Journal*, 3 décembre 2002, p. A2.)

Bagdad était ouverte. Aujourd'hui, les Turcs sont autant sinon davantage opposés à une indépendance kurde que ne le sont les Irakiens sunnites qui contrôlent l'Irak. Est-ce que les gouvernements occidentaux, à commencer par celui de George W. Bush, abandonneront à nouveau à leur triste sort les 28 millions de Kurdes de la région ²⁸¹ ?

La crainte est réelle que l'Irak, État artificiel, ne se scinde en trois si le régime arabo-sunnite de Saddam Hussein s'effondre. Il y aurait au Nord un État kurde autonome ²⁸², au centre, un mini-État arabe et sunnite, et au Sud, le territoire des chi'ites qui se joindrait à l'Iran. Ce dernier pays deviendrait alors la première puissance dans cette région du monde, menaçant directement les États du Golfe, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie, le Liban et Israël.

L'alternative serait de voir l'Irak unifiée devenir une sorte de protectorat militaire américain, comme c'était le cas quand la Grande-Bretagne y exerçait son protectorat, après la Première Guerre mondiale ²⁸³. Cette éventualité est sans doute la plus probable, compte tenu de l'importance du pétrole dans la politique américaine et du besoin

²⁸¹ Avant d'être défait aux élections de novembre 2002, le premier ministre (malade) de la Turquie, Bulent Ecevit, rappelle la position intransigeante et colonialiste de la Turquie à l'endroit des Kurdes : « Nous sommes absolument opposés à une opération militaire [américaine] dans notre région » et, si les Kurdes du nord de l'Irak créent un état kurde indépendant à proximité de la frontière turque, « nous prendrons les mesures nécessaires ». Voir Agence France-Presse, « L'incertitude persiste sur les conditions qui seront faites au retour de l'ONU en Irak », *La Presse*, 6 octobre 2002, p. A3.

Lors d'une rencontre de l'OTAN, fin novembre 2002, George W. Bush rencontre le président de la Turquie, Ahmet Necdet Sezer, pour l'assurer que les États-Unis ne souhaitent pas voir de changements dans les frontières de l'Irak, en plus de lui confirmer son appui pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Voir « Inside the Secret Campaign to Topple Saddam », *Time Magazine*, 2 décembre 2002, p. 39.

²⁸² Les Kurdes auraient, selon leurs dires, une force armée de 100 000 soldats, appelée les *peshmerga*.

²⁸³ George W. Bush a déjà pris l'engagement de maintenir l'Irak unie après une invasion américaine : « Si une action militaire s'avère nécessaire, les États-Unis et nos alliés vont aider le peuple irakien à reconstruire leur économie et créer les institutions de liberté dans un Irak unifié et en paix avec ses voisins. » (George W. Bush, 7 octobre 2002.)

pour l'industrie et l'infrastructure pétrolières de pouvoir compter sur un système politique irakien centralisé.

Mais est-ce que l'Amérique de George W. Bush souhaite vraiment se lancer dans une aventure impérialiste et colonialiste ? Sinon, est-il vraiment dans son intérêt, et dans celui du monde occidental, que l'Iran théocratique devienne l'État dominant dans cette région explosive du monde ?

Un recul de civilisation ?

En vertu de la résolution 1441 du Conseil de sécurité, l'inspecteur en chef de l'ONU, Hans Blix, devait remettre, le 27 janvier 2003, un rapport complet sur les résultats des inspections entreprises par l'ONU en territoire irakien. On comprend qu'il régnait à Washington une certaine trépidation, car le président Bush devait aussi présenter son très important discours annuel sur l'état de la Nation le lendemain, soit le 28 janvier.

En 2002, à l'occasion du même discours, il avait annoncé son intention de renverser le régime de Saddam Hussein, après avoir amalgamé l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord dans un « axe du Mal ». L'idéal pour lui aurait été d'annoncer, dans son discours sur l'état de la Nation de 2003, que l'Irak était toujours en « violation flagrante » des résolutions de l'ONU et que les troupes américaines allaient se charger de désarmer l'Irak et de renverser le régime de Saddam Hussein, dès que le Conseil de sécurité des Nations Unies aurait débattu de la question et que le Congrès américain en aurait été avisé ²⁸⁴. Une campagne militaire pourrait alors être entreprise en février-mars, à moins bien sûr que les pressions diplomatiques ne retardent une telle invasion jusqu'à l'automne 2003.

Une telle stratégie ne va pas sans risques. En effet, s'il va trop vite et s'il se précipite dans une attaque « préventive » contre l'Irak pour déloger Saddam Hussein, le gouvernement de George W. Bush peut

²⁸⁴ La date du 28 janvier 2003 coïncide aussi avec celle de la tenue d'élections générales en Israël.

être accusé de ne pas avoir attendu que le travail des inspecteurs de l'ONU soit complété, d'avoir fait fi de la Charte des Nations Unies, d'avoir repoussé les avis de nombreuses personnalités américaines l'appelant à la prudence, et d'avoir fait un pied de nez à la plupart des pays alliés et au reste du monde. En contrepartie, le Pentagone ne peut maintenir des centaines de milliers de soldats en état de haute alerte pendant des mois et des mois. Un aboutissement quelconque va tôt ou tard s'imposer.

Néanmoins, la question de fond demeure : si les États-Unis s'engagent dans une guerre d'agression contre un autre pays, non pas parce qu'il le faut, mais parce qu'ils en ont les moyens et que l'occasion se présente, ils seront perçus par de larges segments de l'opinion mondiale comme un pays impérialiste, sinon colonialiste. Ce serait une guerre d'opportunité et une guerre d'invasion au cri de « my country, right or wrong » afin de réaliser des objectifs politiques et économiques propres aux États-Unis et à quelques-uns des pays qui lui servent d'alliés.

Et il y a cette exigence de prouver un négatif, soit l'absence d'armement de destruction massive en territoire irakien. Cela ressemble au bon vieux prétexte du « depuis quand avez-vous cessé de battre votre femme ²⁸⁵ ? » Seules d'intenses objections diplomatiques venant de partout dans le monde et une chute importante de la popularité du président américain auprès de son propre électorat peuvent retarder, et possiblement empêcher, la mise en œuvre du projet d'invasion.

C'est que le président George W. Bush tient mordicus à son projet d'intervention militaire en Irak, et cela quelles que soient les conclusions de la mission d'inspection de l'ONU et le vote d'appréciation du Conseil de sécurité. C'est pourquoi il en a été réduit à marmotter des incongruités du genre : « la déclaration irakienne est décevante pour ceux qui veulent la paix », comme si la paix était son véritable objectif, alors qu'il a fait déployer 65 000 militaires au Moyen-Orient et

²⁸⁵ En vertu de cette question-piège, si l'intimé répond par l'affirmative, il est coupable dans le présent ; s'il répond par la négative, il est coupable dans le passé. De cette façon, il ne peut échapper au sort que l'agresseur veut lui faire subir. Prouver une proposition négative est une impossibilité logique.

s'apprête à en dépêcher 50 000 autres, en plus de mettre en marche les préparatifs pour mobiliser 265 000 hommes supplémentaires de la Garde nationale, soit autant que lors de la guerre du Golfe ²⁸⁶.

Par conséquent, cette guerre « préventive », si jamais elle avait lieu, n'aurait rien d'une surprise. Tout au long de l'automne 2002 et du début de 2003, il y a eu une préparation ininterrompue des hostilités à venir : d'énormes moyens militaires, troupes et équipements, ont été positionnés dans un chapelet de pays autour de l'Irak, des journalistes ont été entraînés à couvrir « l'événement », pendant que le gouvernement poursuivait ses manœuvres diplomatiques aux Nations Unies ²⁸⁷. Il y a aussi des exigences climatiques : il faut frapper l'Irak avant que les températures élevées du printemps et de l'été ne rende la guerre difficile à mener dans un climat désertique.

Même si Saddam Hussein, en tant que dictateur sanguinaire, ne s'attire aucune sympathie dans la plupart des pays, une attaque étrangère dite « préventive », mais qui ne répondrait pas aux lois et aux règles internationales, serait de nature à lui procurer un capital de popularité dans le monde arabe et musulman.

L'idée d'une attaque « préventive » unilatérale est en soi fort discutable. Jusqu'où une telle doctrine peut-elle conduire ? Où s'arrête-t-elle ? Dans un système de droit, on ne peut pas faire d'arrestations préventives, comme on ne peut pas faire de guerres offensives préventives. Historiquement, lorsqu'un pays en agresse un autre, il s'agit inmanquablement d'une attaque « préventive » afin d'accroître sa sécurité.

C'était l'argument de l'Allemagne hitlérienne pour envahir la Tchécoslovaquie et la Pologne en 1939. C'était aussi le prétexte du Japon

²⁸⁶ Agence France-Presse, « La Grande-Bretagne et les États-Unis lancent le compte à rebours pour une guerre en Irak », *Le Monde*, 20 décembre 2002.

²⁸⁷ Ainsi, début décembre 2002, Eric Schmitt écrit dans un journal new-yorkais que « Les États-Unis auront bientôt assez de chars d'assaut, navires de guerre, avions, bombes et troupes dans la région du golfe Persique pour lancer une attaque contre l'Irak en janvier, selon des officiers militaires hauts placés. » Voir « Build up Leaves U.S. Military Nearly Set to Start Attack », *The New York Times*, 8 décembre 2002.

en 1941, lors de l'attaque offensive « préventive » contre les installations de Pearl Harbor, à Hawaï. Dans d'autres cas d'invasion, telles celle de la Bulgarie par la Grèce en 1925 ²⁸⁸, celle de la Mandchourie chinoise par le Japon en 1931, ou dans le cas de l'Italie de Mussolini qui envahit l'Éthiopie en 1935 ²⁸⁹, tous les pays envahisseurs, sans exception, prétendaient agir au nom de leur intérêt national. Si George W. Bush utilisait le même prétexte en 2003, il placerait son pays en bien mauvaise compagnie.

En 1962, si le président John F. Kennedy avait fait sienne une doctrine de guerre « préventive » lors de la crise cubaine des missiles, il aurait ordonné une attaque sans avertissement pour détruire les missiles que l'Union soviétique avait placés à Cuba. Une guerre en aurait presque à coup sûr résulté. John F. Kennedy rejeta cette option guerrière, préférant aller devant le Conseil de sécurité des Nations unies et, photos aériennes à l'appui, le persuada d'imposer un blocus à l'île de Cuba, jusqu'au retrait définitif des missiles. La crise fut dénouée sans verser de sang.

L'Irak, sous la gouverne du dictateur Saddam Hussein, est soupçonnée de chercher à acquérir l'arme nucléaire. Mais, contrairement à la Corée du Nord qui pose des gestes concrets dans ce sens, rien n'indique que tel était le cas pour l'Irak ²⁹⁰. Les inspecteurs de l'ONU sont là pour s'assurer que cela ne puisse se produire. Et même si, en théorie, l'Irak en venait un jour à pouvoir se doter de l'arme nucléaire, étant situé à quelque 16 000 kilomètres des États-Unis, ce pays en voie de développement ne pourrait en lui-même constituer une me-

²⁸⁸ Sous les pressions de la Société des Nations, la Grèce se retira de l'Albanie après neuf jours d'occupation.

²⁸⁹ Craignant une plus grande guerre, la Société des Nations ne leva aucune sanction contre le Japon en 1931. En 1935, cependant, elle imposa un embargo commercial contre l'Italie. Ce dernier pays quitta alors la Société des Nations et acheva son occupation de l'Éthiopie, jusqu'à ce que des troupes britanniques chassent les Italiens de l'Éthiopie en 1941. L'Italie avait tenté de s'emparer de l'Éthiopie, la « Suisse de l'Afrique » en 1896, mais avait été repoussée par les forces de l'empereur Menelek II. L'empereur Hailé Selassie I fut moins chanceux et l'Éthiopie fut rattachée aux colonies africaines de l'Italie.

²⁹⁰ Paul Koring, « U.S. Has Double Standard, Iraq Says », *The Globe and Mail*, 31 décembre 2002, p. A8.

nace militaire crédible pour l'Amérique. C'est un pays appauvri, eseuilé sur la scène diplomatique, avec une population prise en souricière entre une dictature impitoyable et des sanctions économiques dévastatrices, sinon meurtrières, imposées par la communauté internationale ²⁹¹.

L'Union soviétique possède l'arme nucléaire depuis plus de cinquante ans et n'a jamais osé en faire usage, par crainte des terribles représailles qu'elle aurait eu à subir. De même, d'autres pays plus ou moins hostiles aux États-Unis, tels la Chine, l'Inde, et le Pakistan, sans compter Israël, possèdent des armes nucléaires sans que les États-Unis n'aient senti le besoin de les envahir militairement. Selon la Federation of American Scientists, même si seulement sept pays (les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France, la Chine, l'Inde et le Pakistan) ont confirmé posséder l'arme nucléaire, dix-sept pays ont soit l'arme nucléaire, soit les moyens de la produire. Par exemple, Israël, la seule puissance nucléaire de la région, aurait jusqu'à 100 bombes nucléaires ²⁹².

La conclusion est inéluctable : à l'hiver 2003, les États-Unis d'Amérique ne sont nullement menacés par l'Irak, ce dernier ayant accepté la surveillance des Nations unies. Il n'y a donc aucune urgence d'envahir ce pays. Même en étirant le droit de légitime défense au maximum, en prétendant que le gouvernement de Saddam Hussein encourage le terrorisme international et aurait donc pu jouer un rôle dans les attentats du 11 septembre 2001, aucune preuve concrète et même aucun indice n'ont été apportés pour appuyer une telle affirma-

²⁹¹ Selon un rapport de l'UNICEF, publié le 12 août 1999, 500 000 enfants irakiens de moins de cinq ans, soit 4 500 par mois, seraient décédés entre 1991 et 1998, en partie à cause des sanctions économiques levées contre l'Irak. De 1991 à 2002, ce serait 700 000 enfants irakiens de moins de cinq ans qui seraient morts suite aux sanctions économiques imposées à l'Irak. Voir www.humanite.presse.fr/journal/international, « Les premières victimes de l'embargo ont moins de quinze ans », 15 mai 2002. Voir aussi : « Is U.S. Really Cruel Toward Ordinary Iraqis ? », *The Wall Street Journal*, 13 novembre 2002, p. A25.

²⁹² William J. Kole, « U.S. Singles Out Iraq While Nukes Spread », Associated Press, 11 septembre 2002.

tion ²⁹³. Il ne s'agit nullement d'un cas patent d'autodéfense. Mais, comme un spécialiste l'a bien résumé au journal *International Herald Tribune*, « l'Irak est moins une menace [pour les États-Unis et la Grande-Bretagne] qu'une opportunité [stratégique] ²⁹⁴ ».

Si les États-Unis utilisaient leurs énormes capacités militaires pour envahir l'Irak, ce serait donc principalement pour des motifs stratégiques reliés à l'approvisionnement en pétrole et à la situation politique au Moyen-Orient. En se rendant coupable d'un Pearl Harbor inversé, ce grand pays démocratique se retrouverait alors dans le rôle inconfortable de l'agresseur.

Il est indéniable qu'en prétendant ne pas avoir besoin de l'aval formel des Nations unies avant d'attaquer un autre pays, les États-Unis bafouent le droit international et contribuent à faire reculer la civilisation. Ils mettent de côté une politique que l'on peut faire remonter jusqu'à Woodrow Wilson ²⁹⁵. Ce n'est certes pas un changement bénéfique pour le monde dans son ensemble, ni pour les États-Unis d'Amérique. Le tandem Bush-ben Laden en est responsable, l'un prétendant ne pas avoir besoin de respecter les lois internationales, et l'autre, en niant même leur existence en recourant au terrorisme islamiste.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, attentats sauvages faut-il le rappeler, qui firent plus de 3000 victimes innocentes, il existe chez de nombreux Américains un sentiment de haine et une grande

²⁹³ Le 12 septembre 2001, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1368 par laquelle il reconnaît « le droit inhérent [des États-Unis] à la légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte ». Cette résolution autorise les États-Unis à poursuivre les terroristes anti-américains au-delà de leurs frontières. Elle n'autorise pas cependant les États-Unis à attaquer d'autres États souverains et à renverser leurs dirigeants.

²⁹⁴ Philip Golub et Agnès Levallois, « Washington veut remodeler le Moyen Orient », *Le Monde*, 19 septembre 2002.

²⁹⁵ Le président américain Woodrow Wilson avait énoncé, le 8 janvier 1918, une politique jugée encore aujourd'hui comme extrêmement importante dans l'histoire des États-Unis. Le programme de Woodrow Wilson se résumait ainsi :

Liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, liberté des mers, désarmement douanier et militaire, création d'une organisation internationale pour veiller au maintien de la paix, soit la Société des nations, ancêtre de l'ONU.

soif de vengeance contre les Arabes. Ce climat tout empreint d'esprit de représailles offre à George W. Bush une sorte de carte blanche politique pour intervenir militairement, où et quand il le souhaite. Mais à une injustice, faut-il en opposer une autre ? Face à un ben Laden qui déshonore l'islam en fomentant des actes terroristes meurtriers contre les États-Unis et contre l'Occident, George W. Bush doit-il nécessairement opposer une autre injustice en bombardant et en envahissant un pays, au risque de faire des milliers de victimes ?

Un président enclin au chauvinisme et à l'agression armée pour promouvoir les intérêts américains rencontre peu d'opposition aux États-Unis lorsqu'il invoque l'intérêt national pour intervenir unilatéralement contre un pays. Il s'agit d'une situation extrêmement malsaine et très dangereuse pour la stabilité géopolitique de la planète ²⁹⁶. Certains journalistes américains, commencent d'ailleurs à se demander si le pays n'est pas en train de glisser, sous George W. Bush, vers une sorte d'État à saveur fasciste et théocratique ²⁹⁷.

En 2003, les terroristes islamistes et les militaristes américains poursuivent des versions dénaturées des intérêts fondamentaux de leurs populations. En voulant s'abaisser au niveau de ses ennemis, le président américain oppose lui-même l'injustice à l'injustice.

Mais c'est un projet déjà arrêté : tel que souligné plus haut, il y a une forte probabilité que George W. Bush, homme de pétrole s'il en est, profite de l'occasion pour envahir l'Irak et consolider le contrôle américain sur les réserves pétrolières du golfe Persique. Les sociétés américaines Exxon-Mobil, Chevron-Texaco, Unocal, Amoco et Pennzoil sont déjà solidement implantées dans la région et souhaitent voir toute cette région du globe, de même que celle de l'Asie centrale qui

²⁹⁶ Un sondage *USA Today/CNN*, tenu après les élections de novembre 2002, montrait que 58 % des Américains approuvaient l'invasion de l'Irak pour déloger Saddam Hussein, quoique les deux tiers tenaient encore à ce que les États-Unis obtiennent l'autorisation préalable des Nations unies avant d'agir. Voir Richard Benedetto, « Poll : Most Support War as a Last Resort », *USA Today*, 26 novembre 2002, p. 3A.

²⁹⁷ John Stanton et Wayne Madsen, « The Emergence of the Fascist American Theocratic State », Center for Research on Globalization, Washington D.C., 17 février 2002.

regorge de grandes réserves en hydrocarbures, revenir sous leur contrôle.

En toute fin d'année 2002, George W. Bush a presque confirmé publiquement que les objectifs économiques sont bien au cœur de ses motivations à envahir l'Irak. Il a répété ce que son vice-président avait déjà dit et ce que les éditorialistes du *Wall Street Journal* avaient évoqué à plusieurs reprises, à savoir qu'une guerre contre l'Irak s'imposait afin de protéger l'économie américaine. Le président américain n'a pas insisté sur l'approvisionnement assuré et à bon marché en pétrole, préférant mettre l'accent sur le besoin de prévenir une attaque hypothétique venant de l'Irak ou d'un prête-nom : « Une attaque venant de Saddam Hussein ou d'un prête-nom pour Saddam Hussein serait dévastatrice pour notre économie. (...) Cette économie ne pourrait soutenir une telle attaque. » Or, Bush a tenu ces propos au moment même où le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, disait qu'il « ne voyait aucune raison pour une action militaire à ce moment-ci, puisque le gouvernement irakien coopère pleinement avec les inspecteurs des Nations Unies ²⁹⁸ ».

Outre les considérations économiques, deux autres facteurs importants, de nature politique ceux-là, poussent George W. Bush à vouloir déclencher une guerre contre l'Irak ²⁹⁹.

En premier lieu, de fortes pressions viennent d'Israël et du gouvernement Sharon, mais aussi d'un groupe puissant à l'intérieur même des États-Unis, afin de faire disparaître Saddam Hussein, qui constitue une menace potentielle pour Israël ³⁰⁰. L'appui politique de ce groupe

²⁹⁸ Timothy Appleby, « Annan Sees no reason for attack on Iraq », *The Globe and Mail*, 1^{er} janvier 2003, p. A1.

²⁹⁹ C'est une réalité politique qu'aux États-Unis le Parti républicain tire un plus grand profit électoral des conflits armés que le Parti démocrate, de l'ordre de 2 contre 1. En septembre 2002, par exemple, après être tombé aux alentours de 60 %, le taux d'approbation populaire de George W. Bush remonta à 67 % et davantage, lorsqu'il se remit à parler d'attaquer l'Irak. Voir Will Lester, « Republicans Have Advantage on Military Issues, Run Even with Democrats on Economy, Poll Says », Associated Press, 17 septembre 2002.

³⁰⁰ Ariel Sharon veut pardessus tout exiler Yasser Arafat et mettre l'Autorité Palestinienne sous tutelle israélienne. Une guerre américaine contre l'Irak lui

de pression est crucial pour le Parti républicain. Même si George W. Bush nuit considérablement à la crédibilité des États-Unis dans le monde en jouant le jeu d'Israël, c'est le genre de pressions qu'il ne peut ignorer ³⁰¹.

En deuxième lieu, dans la foulée de l'humiliation du 11 septembre 2001, il y a aux États-Unis un contexte politique assez favorable à la guerre. Les succès remportés par le Parti républicain lors des élections législatives de novembre 2002 en ont été la preuve. La guerre est un moyen commode de détourner l'attention de l'électorat de l'état pitoyable de l'économie et des marchés boursiers, de même que des scandales financiers qui ont effleuré la Maison-Blanche. Tous ces facteurs se conjuguent pour persuader George W. Bush que les préparatifs de guerre et la guerre elle-même ne peuvent lui nuire politiquement, même si le prix à payer peut être lourd : son pays risque d'être isolé diplomatiquement et vilipendé de par le monde.

Le pétrole, Israël et la politique partisane

Le pétrole, Israël et la politique partisane sont donc les trois déterminants essentiels de la politique de George W. Bush au Moyen-Orient. Une guerre dans cette région du globe peut servir de couverture et de diversion aux États-Unis, pour le contrôle des réserves pétrolières du Moyen-Orient, à Israël, pour détourner l'attention du monde de ses exactions à l'endroit des Palestiniens, à George W. Bush et aux membres du Parti républicain, pour faire oublier le piètre état de l'économie et les scandales financiers qui les affligent.

L'appui du premier ministre Tony Blair à toute opération militaire américaine au Moyen-Orient n'est pas une surprise, même si ce dernier est tiraillé entre son désir de préserver l'autorité des Nations

procurerait la couverture nécessaire pour réaliser son plan. Voir Paul Adams, « Israel Operatives Practice Abducting Arafat », *The Globe and Mail*, 4 octobre 2002, p. A10.

³⁰¹ Comme pour montrer au monde comment les intérêts israéliens et américains sont reliés, le gouvernement de Bush prévoit des opérations conjointes des forces armées israéliennes et américaines en Irak. (Associated Press, « U.S. Considers Israeli Plan on Iraq », *The New York Times*, 19 octobre 2002.)

Unies et celui de ne point déplaire au président américain. Il faut se rappeler que la Grande-Bretagne a joué un rôle clé dans la politique du Moyen-Orient depuis l'effondrement de l'Empire ottoman. Elle a exercé un protectorat en Irak, et c'est elle qui a détaché une partie du territoire irakien pour créer l'État du Koweït, en plus de présider à la création d'un État hébreu en Palestine. Il est néanmoins ironique que la Grande-Bretagne soit pratiquement le seul véritable allié des États-Unis dans leurs préparatifs militaires contre l'Irak, alors que la ville de Londres (appelée par les experts « Londonistan »), est la capitale occidentale des mouvements islamistes anti-américains.

Il n'y a pas de meilleurs centres de recrutement de terroristes islamistes que les mosquées de Londres. Des clercs islamiques radicaux y incitent publiquement et impunément au jihad et au meurtre, sous le regard plus ou moins impuissant de la justice anglaise ³⁰². Comme pour certaines églises du sud des États-Unis, les mosquées de Londres sont autant de lieux de rencontres politiques. Les sermons dérivent presque inévitablement sur les thèmes politiques de l'heure.

Le Parti de libération islamique (Hizb-ut-Tharir) y a son siège. C'est un parti antidémocratique qui se bat contre les gouvernements séculiers du Moyen-Orient afin d'y implanter des dictatures religieuses. En Grande-Bretagne, il y a quelque 2,5 millions de musulmans. Or, le chef anglais du Hizb-ut-Tharir, Imran Waheed, a déjà proposé d'y établir un califat et la charia islamique ³⁰³. Le gouvernement travailliste de Tony Blair ferme les yeux sur ces activités subversives et sur ces appels ouverts au terrorisme.

³⁰² Un reportage télévisé de Radio -Canada/CBC, le 9 juin 2002, retransmis le 29 juillet 2002, montre deux clercs islamiques vivant à Londres, Abu Qatada et Abu Hamza, avouant sur les ondes qu'ils encourageaient le meurtre d'Américains et de musulmans qui s'opposent à leur *jihad* ou « guerre sainte ». Voir *CBC/The National, The Recruiters*, 9 juin 2002. Le 20 janvier 2003, Scotland Yard décida d'agir. Il effectua un raid de nuit dans la grande mosquée de Finsbury Park et arrêta un certain nombre d'individus soupçonnés d'être en possession du poison mortel, la ricine. (Agence France-Presse, « Raid dans une mosquée londonienne », *Le Monde*, 20 janvier 2003.)

³⁰³ Ed Johnson, « Muslims Debate Their Role in the West », Associated Press, 16 septembre 2002.

L'appui de Tony Blair à George W. Bush dans ses projets guerriers au Moyen-Orient n'en est que plus suspect. Blair est peut-être moins intéressé à combattre le terrorisme international qu'à s'assurer d'une part du pétrole du Moyen-Orient. Nul doute que les grandes compagnies pétrolières anglaises, British Petroleum et Ramco en tête, recevront leurs quotas dans la nouvelle répartition du pétrole de l'Irak qui découlera inévitablement du nouvel ordre politique que George W. Bush veut y installer. Il en va de même pour l'accès aux importantes réserves en hydrocarbures de la région de la mer Caspienne. D'ailleurs, longtemps avant le début de toute hostilité, on chuchote que, chassé d'Irak au début des années soixante, BP remet à jour ses vieilles cartes géologiques ³⁰⁴.

La Russie est beaucoup plus réticente à accorder son aval à une invasion américaine de l'Irak, même celui-ci a résilié un contrat d'exploitation du gisement pétrolier West Qurna-2, dans le Sud irakien conclu avec la société russe Loukoïl ³⁰⁵. Le gouvernement américain a cependant pris l'engagement que les autres intérêts pétroliers russes en Irak ne seraient point inquiétés si la Russie entérine l'opération de renversement du régime de Saddam Hussein ³⁰⁶.

Pourquoi les États-Unis se servent-ils du pétrole irakien comme monnaie d'échange avant même d'avoir envahi l'Irak ? Peut-être pour persuader le président russe Vladimir Poutine d'appuyer la résolution-ultimatum que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont présenté au Conseil de sécurité ³⁰⁷. C'est que la maîtrise du pétrole du Moyen-Orient est au cœur de la politique étrangère de l'homme de pétrole qu'est George W. Bush.

Même la France de Jacques Chirac croit bon d'étouffer, autant qu'elle le peut, sa réprobation des projets militaires américains : le

³⁰⁴ Marc Roche, *op. cit.*

³⁰⁵ Agence France-Presse, « Moscou menace de lâcher l'Irak », *La Presse*, 14 décembre 2002, p. B8.

³⁰⁶ Robert Cottrell et Krishna Guha, « Concern in Washington Over Russian Trade Deal with Iraq », *The Financial Times*, 19 août 2002, p. 1.

³⁰⁷ Carola Hoyos, « Russia Drives Hard Bargain on Iraq Oil », *The New York Times*, 3 Octobre 2002. Voir aussi Greg Hitt, « Bush and Putin Vow to Support Energy Ventures », *The Wall Street Journal*, 25 novembre 2002, p. A13.

gouvernement français ne peut prendre le risque de voir les principales sociétés pétrolières françaises, dont Total/Fina/Elf (Aquitaine), complètement exclues des dépenses de restructuration et du nouveau partage des sources d'approvisionnement en pétrole qui résulteraient à coup sûr de la mainmise américaine sur l'Irak et sur la région toute entière du Proche-Orient, si le gouvernement de Saddam Hussein était renversé. Si l'Irak tombait dans le giron américain, il y aurait fort à parier que les contrats des sociétés françaises dans ce pays ne deviennent caducs.

La France n'en est pas moins au cœur de l'action, ayant accédé, par le jeu de l'ordre alphabétique, à la présidence du Conseil de sécurité en janvier 2003 ³⁰⁸. Mais son gouvernement est las de défendre le droit international et les prérogatives des Nations Unies, et il s'est résigné à une intervention militaire américaine en Irak. Même si le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a dit que « la guerre, c'est ce qui reste quand on a tout essayé, et nous voulons tout essayer pour éviter la guerre », tout ce que le gouvernement souhaite c'est que les choses traînent au moins jusqu'au 27 janvier 2003, date butoir fixée par le Conseil de sécurité de l'ONU pour le dépôt d'un rapport d'étape sur les opérations de désarmement en Irak. Ce rapport intérimaire tant attendu de l'inspecteur en chef Hans Blix doit confirmer ou infirmer si l'Irak possède des armes chimiques, biologiques, nucléaires ou des missiles de longue portée, ou tente de se doter de tels armements.

Mais, pour de nombreux députés, le gouvernement français a « perdu » son « pari » de faire en sorte que la décision finale sur l'Irak ne relève que de la communauté internationale et non des seuls États-Unis et de George W. Bush ³⁰⁹. « La guerre hélas ! », dans les mots du président français, va lui être imposée.

³⁰⁸ De plus, l'Allemagne est entrée à la même date au Conseil de sécurité comme membre non permanent, en remplacement de la Norvège, traditionnel allié des États-Unis. En plus de l'Allemagne, les autres nouveaux pays membres du Conseil de sécurité pour l'année 2003 sont l'Angola, le Chili, le Pakistan et l'Espagne. Les pays qui en sont à leur deuxième année sur le Conseil sont la Bulgarie, le Cameroun, la Guinée, le Mexique et la Syrie.

³⁰⁹ Philippe Le Cœur, « Les parlementaires semblent se résoudre à l'idée d'une intervention américaine en Irak », *Le Monde*, 3 janvier 2003.

Toutes les tractations qui ont lieu en coulisses entre le gouvernement américain et les pays comme la Grande-Bretagne, la France et la Russie, prennent l'allure d'un complot compliqué destiné à se partager le pétrole de l'Irak dans un premier temps, et éventuellement celui des autres pays du Moyen-Orient, tels l'Arabie saoudite et l'Iran.

Les risques économiques des guerres

En 1991, la guerre du Golfe n'a pratiquement rien coûté aux États-Unis. En effet, le gouvernement américain a déboursé 61 milliards de dollars, mais les pays alliés du Moyen Orient, de l'Europe et du Japon lui en ont remboursé quelque 54 milliards.

En 2003, si la guerre a lieu, les choses ne se passeront pas de la même façon. Aucun pays allié ne s'est porté volontaire pour soulager le Trésor américain, même si la Grande-Bretagne a indiqué qu'elle fournirait une contribution de guerre. On estime qu'une nouvelle guerre pourrait coûter au Trésor américain de 50 à 140 milliards de dollars en dépenses directes, selon que la guerre est courte ou non ³¹⁰.

Le conseiller économique de l'administration, Lawrence Lindsey, a commis l'imprudence de mentionner publiquement que la guerre projetée contre l'Irak pourrait coûter « jusqu'à 200 milliards de dollars ». En contrepartie, il évalue qu'un changement de régime politique à Bagdad profiterait à l'économie américaine en permettant d'accroître l'offre mondiale de pétrole de quelque 3 à 5 millions de barils par jour ³¹¹. Lindsey a été acculé à démissionner en décembre 2002, puis prestement remplacé par un banquier d'affaires new-yorkais en la personne de Stephen Friedman. Pour un gouvernement va-t-en-guerre, il vaut mieux que la population en connaisse le moins possible sur les conséquences, surtout celles qui sont négatives.

³¹⁰ Le Directeur de l'organisme gouvernemental appelé l'Office of Management and Budget, Mitchell E. Daniels Jr, fixait le coût fiscal d'une guerre contre l'Irak à l'intérieur d'une fourchette pouvant aller de 50 à 60 milliards de dollars. (Elisabeth Bumiller, « White House Cuts Estimate of Cost of War with Iraq », *The New York Times*, 31 décembre 2002.)

³¹¹ « Calculating the Consequences », *The Economist*, 30 novembre 2002, p. 63.

Une agression militaire américaine contre l'Irak est un pari chargé de risques nombreux et énormes pour l'équilibre macroéconomique de l'économie américaine et de l'économie mondiale. Dans une étude intitulée *War with Iraq: Costs, Consequences and Alternatives*, l'American Academy of Arts and Sciences conclut que les coûts totaux d'une nouvelle guerre avec l'Irak se chiffrent au minimum à 99 milliards de dollars et au maximum à 1,9 billion de dollars (1,9 mille milliards) ³¹².

Dans la conjoncture d'une économie américaine opérant déjà au ralenti et accablée par des scandales comptables et financiers et par une forte déflation des dettes, une flambée du prix du pétrole qui viendrait grever les budgets des consommateurs, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde, risquerait par le fait même de faire chuter les dépenses de consommation, moteur aux deux tiers de l'économie. Par conséquent, dans un tel contexte, une double récession dos-à-dos ne peut pas être écartée.

De même, une hausse soudaine des cours pétroliers pourrait certes relancer les craintes d'inflation, qui ne pourraient que se refléter sur les taux d'intérêt, eux-mêmes relancés à la hausse par les lourds déficits budgétaires de l'administration américaine. Il est aussi à craindre qu'un tel choc ne soit la goutte qui fasse déborder le vase et provoque une capitulation finale des investisseurs boursiers.

Pour le cortège d'entreprises surendettées des secteurs du transport aérien (US Airways, United Air Lines, American Air Lines) et des télécommunications (Lucent, Nortel, JDS Uniphase, AOL), entre autres, la dernière chose dont elles ont besoin est une baisse de l'achalandage et une hausse des coûts d'emprunt, au moment même où leurs

³¹² Associated Press, « Study: War with Iraq could cost U.S. \$2 trillion over a decade », 8 décembre 2002. Carl Kaysen, John D. Steinbruner, Martin B. Malin, Steven E. Miller et William D. Nordhaus, « War with Iraq: Costs, Consequences and Alternatives », Washington, 2002.
(www.amacad.org/publications/occasional.htm).

À titre de référence, le plan Marshall d'aide américaine à l'Europe après la Seconde Guerre mondiale coûta 13,3 milliards de dollars de l'époque, soit 450 milliards de dollars de 2002, sur une période de quatre ans.

ventes sont stagnantes et leurs investissements au point mort. Une hausse du prix du pétrole et des taux d'intérêt risque de donner le coup de grâce à plus d'une entreprise et de provoquer de nombreuses faillites.

Un conflit majeur au Moyen-Orient est de nature à transformer le ralentissement économique des années 2001-2002 en quelque chose de beaucoup plus sérieux. Les mois qui viennent vont confirmer ou infirmer les craintes appréhendées, c'est-à-dire si un tel conflit va se prolonger et s'étendre à d'autres contrées. Cependant, nous pouvons d'emblée prendre pour acquis qu'un conflit d'une telle ampleur ne peut être bon pour la Bourse, pas plus que pour l'économie mondiale.

Pour les États-Unis, cependant, on peut entrevoir un arc-en-ciel à la fin de la tempête : l'étude de l'American Academy of Arts and Sciences conclut, en effet, que le contrôle des énormes réserves de pétrole irakiennes pourrait assurer l'approvisionnement américain en pétrole importé, au niveau des besoins actuels et à des prix réels favorables, pour presque un siècle, et procurer à l'économie américaine des bénéfices de quelque 40 milliards de dollars ! Ce chiffre est, à notre avis, très sous-estimé. Selon nos propres évaluations, de tels gains escomptés pour les États-Unis devraient, au minimum, être multipliés par dix. La mainmise américaine sur le pétrole irakien constituerait une très bonne affaire pour l'Amérique, économiquement parlant. En fait, une invasion américaine de l'Irak pour contrôler ses réserves de pétrole apparaîtrait à plusieurs comme une sorte d'arnaque d'État.

Les coûts humains prévisibles d'une guerre contre l'Irak

Toutes les guerres sont humainement désastreuses, surtout pour les populations civiles et, en particulier, pour les enfants. Compte tenu du caractère imprévisible des conflits armés, il est bien difficile de chiffrer à l'avance les pertes de vie que les bombardements aériens et les attaques des blindés peuvent infliger à une population.

Cependant, l'organisation des Médecins contre la guerre (Medact) se basa sur l'expérience de la guerre du Golfe en 1990-1991 pour éva-

luer ce qu'une invasion militaire de l'Irak pourrait coûter en vies humaines, tant pour les combattants eux-mêmes que pour la population civile irakienne. Au cours de la guerre du Golfe, entre 53 000 et 135 000 personnes périrent en conséquence directe du conflit, tandis qu'en 1991, environ 110 000 civils irakiens moururent des effets néfastes de la guerre sur la santé.

Pour une nouvelle guerre contre l'Irak, la prévision la moins pessimiste des scientifiques du Medact fait état d'une probabilité de 50 000 morts, mais ceux-ci craignent que le bilan puisse monter jusqu'à 250 000 morts, seulement pour les trois premiers mois du conflit. Cependant, s'il y avait recours à des armes nucléaires au cours du conflit, Medact évalue le nombre possible de morts entre 375 000 et 3 900 000. Interrogé sur le scénario de pertes de vie du Medact, Karl Rove, le stratège politique en chef de George W. Bush, a répondu au *New York Times* qu'il se sentait davantage préoccupé « par les 3 000 personnes mortes le 11 septembre 2001 » que par la possibilité de dizaines de milliers de pertes de vie en Irak ³¹³.

On peut vraiment se demander si la guerre a encore sa place dans un monde civilisé, considérant les sévices qu'elle impose aux populations civiles et compte tenu du caractère destructeur des armements modernes ³¹⁴. En effet, plus on y réfléchit, plus on en vient à la conclusion que la guerre est indigne d'un monde civilisé et devrait être rendue illégale. Le fait de soumettre des populations civiles entières à des

³¹³ Agence Science-Presse, « Des scientifiques contre la guerre », *La Presse*, 15 décembre 2002, p. F6.

³¹⁴ Le caractère inhumain des armements modernes est démontré par un rapport de l'organisme Human Rights Watch. Les bombes *cluster* ou à « grappes » sont particulièrement dévastatrices : larguées d'un avion, elles laissent s'échapper un chapelet de 202 petites bombes à une hauteur pré-sélectionnée, lesquelles tombent au sol avec de petits parachutes, explosant en frappant le sol. Elles aspergent alors le territoire de fragments meurtriers, capables de tuer des gens et même de pénétrer des chars d'assaut ou des véhicules de transport de personnel sur une surface ovale de 120 mètres par 250 mètres. Et, quand ces petites bombes n'explosent pas, elles deviennent *de facto* des mines anti-personnel. Selon Human Rights Watch, 69 % des victimes de ces bombes intactes en Afghanistan en 2001-2002 furent des enfants. (Vernon Loeb, « U.S. Accused of Illegal Bombing in Afghanistan », *Washington Post and Associated Press* cités par *The Gazette*, 18 décembre 2002, p. A29.)

souffrances atroces dans le but d'influencer leur gouvernement est un reliquat d'un passé primitif. Au XX^e siècle, les guerres étaient inacceptables ; au XXI^e siècle, elles sont devenues un scandale pour l'humanité.

*Dangereux parallèle entre l'Allemagne
de la première partie du XX^e siècle
et les États-Unis du XXI^e siècle*

Au XX^e siècle, un pays fut un problème pour le monde. Ce pays, ce fut l'Allemagne. Au XXI^e siècle, est-ce que les États-Unis deviendront le pays-problème pour le monde ?

Au tournant du XX^e siècle, l'Allemagne était le pays le plus avancé sur les plans scientifique, industriel et militaire. C'était un des pays dominants dans le monde, tout comme les États-Unis le sont au début du XXI^e siècle. C'était aussi un pays fier mais humilié, qui croyait qu'il n'avait pas sa juste part dans le monde. En l'espace de quarante ans, après deux guerres désastreuses, et après être tombé aux mains d'un illuminé, Adolf Hitler, l'Allemagne avait réussi à s'autodétruire. Est-ce que les États-Unis seraient condamnés au même sort ?

Les États-Unis ont déjà subi les affres d'une première guerre désastreuse, la guerre du Viêtnam (1962-1973). S'ils se lançaient tête baissée dans une guerre pétro-religieuse au Moyen-Orient, ils risqueraient de s'embourber à nouveau dans le genre de conflits qui détruisent les pays et font reculer les civilisations.

En Allemagne, sous la férule de leaders hurlant « Deutschland ! Deutschland ! », le pays courut à l'abattoir. Aujourd'hui, le langage est quelque peu différent aux États-Unis, hormis ce cri de ralliement de « Homeland ! Homeland ! » Que ce soit en Allemagne, dans la première moitié du XX^e siècle, ou aux États-Unis, au début du XXI^e siècle, rares sont les esprits lucides qui osent s'objecter au rouleau com-

presseur de l'appel au patriotisme ³¹⁵. Le nouvel impérialisme est trop enivrant ³¹⁶.

On retrouve aujourd'hui, chez plusieurs leaders républicains américains, le même populisme simpliste, le même anti-intellectualisme, le même isolationnisme agressif, la même xénophobie, le même militarisme, et le même mépris pour les lois et les institutions internationales. Les États-Unis sont peut-être en plus grand danger que plusieurs ne le pensent. Si la préoccupante tendance actuelle se maintenait, dans le sillon d'une « doctrine Bush » impraticable, les États-Unis seraient sur une voie d'autodestruction. Le plus grand succès des terroristes islamistes de Al-Qaïda aura été, le 11 septembre 2001, non pas de causer 3 000 innocentes victimes, mais de transformer une grande nation libre et démocratique en une société néo-conservatrice et fascisante ³¹⁷.

La mondialisation de l'économie s'est faite, en grande partie, au cours des cinquante dernières années sous l'égide des États-Unis. Cette mondialisation s'est réalisée selon les principes d'ouverture, de liberté et de respect des nations et des peuples. Si le monde devait revenir aux principes de l'impérialisme et du colonialisme du XIX^e siècle, les gains que les États-Unis pourraient en retirer à court terme,

³¹⁵ Les deux leaders démocratiques qui s'opposent le plus ouvertement aux visées militaristes de George W. Bush en Irak sont le chancelier allemand Gerhard Schröder et le premier ministre canadien Jean Chrétien, quoique ce dernier réduisit considérablement son opposition avec le temps.

³¹⁶ Pour une vue du fonctionnement de l'Allemagne nazie, voir William L. Shirer, *The Rise and Fall of the Third Reich : A History of Nazi Germany*, New York, Touchstone Books, 1990, 1264 p. ; Albert Speer, *Inside the Third Reich : Memoirs*, New York, Simon & Schuster, 1997, 596 p.

³¹⁷ Le président américain George W. Bush est membre, comme son père, de la société secrète d'origine maçonnique Skull and Bones (Crâne et Tibias). Dans son livre *Avec l'aide de Dieu*, George W. Bush écrit : « La dernière année [de mes études à Yale], je suis devenu membre de Crâne et Tibias, une société secrète, si secrète en vérité que je ne peux en dire davantage. Je m'y suis fait 14 nouveaux amis. » Voir *Avec l'aide de Dieu*, Odile Jacob, Paris, 2000, p. 76 ; voir aussi Alexandra, Robbins, *Secrets of the Tomb : Skull and Bones, the Ivy League, and the Hidden Paths of Power*, New York, Little, Brown & Company, 2002, 240 p.

sous forme de butin de guerre, pâliraient en regard des pertes économiques et politiques qu'ils subiraient à plus long terme.

Les entreprises mondialisées sont pour plusieurs des entreprises américaines. Si les États-Unis devenaient un pays honni à travers le monde, et si, par la myopie de leurs dirigeants, ils savaient la légitimité et l'autorité des institutions internationales comme les Nations Unies, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), c'en serait fait de la mondialisation de l'économie. Les premiers perdants seraient les citoyens américains et leurs entreprises, même si le recul était senti par tous les pays et toutes les régions du globe. Le recul de civilisation serait universel.

19

Grandeur et décadence de l'Occident

La promiscuité et la dégradation prospèrent. Les mœurs romaines s'étaient depuis longtemps détériorées, mais jamais auparavant y eut-il un environnement aussi propice à la débauche que ce que l'on retrouve dans cette plèbe pourrie. Même en bonne compagnie, les gens trouvent difficile de bien se comporter. Ici, toutes les formes d'immoralité se concurrencent pour attirer notre attention, et on ne peut espérer que la chasteté, la modestie ou tout autre vestige de décence puisse survivre.

Tacite (vers 55-120), *Annales*, 14-15.

Les dieux aident ceux qui agissent et n'écoutent pas les vœux des indolents.

Proverbe romain

[Retour à la table des matières](#)

De nombreuses civilisations anciennes sont apparues pour ensuite se perdre dans la nuit des temps. On pense bien sûr au déclin et à la chute de l'Empire romain. Mais il y en eut beaucoup d'autres.

Les empires et les civilisations qui les sous-tendent ont une durée limitée dans le temps. Ils suivent la trajectoire d'un grand mégacycle

de plusieurs siècles, passant à travers des phases d'implantation, d'ascension et d'expansion, pour atteindre un apogée et un âge de grandeur, suivis d'une consolidation et d'un déclin plus ou moins lent et plus ou moins long, jusqu'à une désintégration finale. Les civilisations, comme les empires, ne sont donc pas éternelles. Elles sont complexes, donc fragiles, et à la merci de bouleversements de toute nature. Plus elles sont complexes et sophistiquées, plus elles sont fragiles et vulnérables. Au hasard de chocs majeurs, d'événements catastrophiques ou de l'influence néfaste de leaders incompetents, elles peuvent prendre de mauvais tournants qui provoquent à terme leur déclin et leur éclipse ³¹⁸.

Le mégacycle de 600 ans

D'un point de vue cyclique, il est très intéressant d'observer que, dans le passé, certains empires semblent s'être succédé tous les 600 ans. Mentionnons-en trois parmi les plus célèbres.

L'Empire romain. Si on postule que l'hégémonie de la ville de Rome, dans l'Antiquité, prit réellement son essor après avoir détruit sa rivale, Carthage, en l'an 146 av. J.-C., la période d'expansion et de déclin de l'Empire romain dura approximativement 622 ans. En effet, cet Empire connut son apogée expansionniste à partir du règne de l'empereur César Auguste (r. 27 av. J.-C.-14 après J.-C.) jusqu'à l'empereur Dioclétien (284 après J.-C.). Pendant deux autres siècles, les luttes intestines et les attaques des barbares causèrent son déclin, jusqu'à son effondrement définitif en l'an 476.

L'Empire musulman, à partir de la mort de Mahomet en 632, connut lui aussi une expansion rapide sous la dynastie du califat des Umayyades. Il s'étendait géographiquement, en 750, de l'Espagne jusqu'à l'Inde. À compter de 945, cependant, sous le califat des Abbassides, l'Empire musulman perdit sa cohésion et entreprit un long déclin, jusqu'à son effondrement définitif aux mains des Mongols, en 1258. Cet Empire avait duré 626 ans.

³¹⁸ Sur ce sujet, voir l'excellent livre de Joseph A. Tainter, *The Collapse of Complex Societies*, New York, Cambridge University Press, 1988.

L'Empire ottoman, pour sa part, connut une grande expansion géographique à partir de l'an 1290, jusqu'à la conquête de Constantinople en 1453, sous la direction du sultan Mehmet II. L'Empire poursuivit son apogée jusqu'au règne du sultan Soliman II (1520-1566). Quand ce dernier, après avoir conquis la Hongrie, fut arrêté aux portes de Vienne, en 1532, l'Empire ottoman entreprit un long retranchement, jusqu'à son effondrement définitif aux mains des forces alliées, en 1917 ³¹⁹. Cet empire avait duré 627 ans.

Existe-t-il une loi de l'effondrement des empires sous le poids de forces endogènes et exogènes après une durée approximative de six siècles ? Sans en faire une loi déterministe, il semble bien qu'il existe un mégacycle d'hégémonie pour les civilisations et les empires qui tourne autour de 600 ans.

En ce qui concerne les explications globales de ces déclin et de ces décadences, on doit retenir la thèse intéressante de Paul Kennedy, pour qui les grandes puissances, et par extension les grandes civilisations, sont généralement condamnées à suivre une dynamique interne qui les conduit, par l'arrogance ou l'inconscience de leurs dirigeants, à trop embrasser, à s'embourber dans trop d'entreprises et à commettre l'erreur de la sur-expansion et de la sur-extension ³²⁰. Les coûts entraînés à la marge par l'expansion excessive excèdent alors les bénéfices marginaux, l'empire cesse de s'enrichir et commence à s'appauvrir et à s'effriter :

Si un État pratique une stratégie d'expansion excessive — par exemple, s'il conquiert de trop vastes territoires ou s'il mène des guerres trop coûteuses —, il court le risque que les bénéfices potentiels de son déploiement extérieur soient annulés par le coût global de cette stratégie ³²¹.

³¹⁹ Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, 810 p.

³²⁰ Paul M. Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989, 730 p.

³²¹ *Idem*, p. 18.

La question mérite donc d'être posée : est-ce que le monde occidental, et les États-Unis particulièrement, ne se sont pas trop étendus sous le double parapluie de la mondialisation économique et de l'hégémonie militaire planétaire ? Est-ce que le ressac des populations et des pays laissés pour compte ne générera pas plus de coûts, en bouleversements de toutes sortes, que les gains découlant de cette hégémonie ?

Un Empire occidental s'étendant de 1453 à 2078 ?

Regardons de plus près comment l'Occident en est venu au point où il est rendu au XXI^e siècle. Le succès relatif de la civilisation occidentale au cours des cinq derniers siècles et demi ne s'est pas fait *ex nihilo*, mais repose sur des fondations politiques, économiques et militaires solides. Les nations occidentales qui ont tour à tour nourri la civilisation ont constitué avec le temps un empire *de fait*, non pas parce qu'elles étaient soumises à une autorité politique unique, mais justement à cause de l'absence d'autorité suprême centralisée.

Tout en s'abreuvant à des valeurs humanistes communes, et tout en partageant une expérience commune d'expansion géographique et de développement technologique et économique, les États-nations européens et américains se sont stimulés entre eux dans une concurrence parfois créatrice, parfois destructrice, mais, à la longue, positive. C'est parce que les nations européennes et américaines ont partagé la civilisation occidentale qu'il est réaliste et juste de qualifier l'ensemble des pays occidentaux d'Empire démocratique d'Occident, même si ce grand Empire a eu plusieurs pôles et compté plusieurs sous-empires en rivalité.

C'est un super empire qui prend véritablement son essor après la date fatidique de l'an 1453, soit après la chute de Constantinople et de l'Empire byzantin aux mains des musulmans. Cette date est doublement importante. Primo, « l'accident » de la découverte des énormes et riches territoires des Amériques par les Européens, en 1492, découle directement de la fermeture de la route des épices vers l'est. La technologie de construction de bateaux de haute mer fait le reste.

Secundo, c'est aussi aux environs de l'an 1450 que la technologie militaire des canons à poudre devient vraiment opérationnelle. Et ce sont des Français qui sont les plus habiles à perfectionner la nouvelle technologie d'artillerie. L'économiste Leonard Dudley a bien documenté ce point dans son livre *The Word and the Sword* : en 1450 et en 1453, « l'artillerie française joua un rôle important dans les victoires qui permirent de chasser les Anglais du territoire français. [...] Dans les années 1490, l'artillerie française était la meilleure au monde. Ce n'est donc pas une coïncidence si la monarchie française était la plus puissante d'Europe ³²² ».

Les Chinois avaient bien découvert la poudre à canon, mais ils ne maîtrisaient pas les techniques du moulage en fonte et en fer. Ce sont les Européens, et en particulier les Français, qui transforment la découverte chinoise en une innovation militaire dévastatrice. L'artillerie devient un élément clé des armées européennes et de leur efficacité sur les champs de bataille.

La marine militaire en profite aussi. Cette fois-ci, c'est l'Angleterre qui en bénéficie le plus : avec des canons montés sur le pont des bateaux de haute mer, la petite île de l'Angleterre pacifie les mers et se constitue un empire territorial sur lequel on disait que « le soleil ne se couchait jamais ». Nous sommes d'accord avec Leonard Dudley pour dire que la civilisation occidentale et ses valeurs fondamentales n'auraient peut-être pas pu émerger sans le parapluie protecteur d'une supériorité militaire sur les autres puissances territoriales du temps.

L'Empire démocratique d'Occident change de leadership à plusieurs reprises. D'abord, quelques monarchies se partagent l'hégémonie : la France sous François 1^{er} (1494-1547), l'Autriche et l'Espagne sous Charles Quint (1500-1558) et la famille autrichienne des Habsbourg jusqu'en 1659 (traité des Pyrénées). Au début, donc, il existe des embryons de pouvoir européen. Par la suite, la France s'impose et devient le pouvoir dominant en Europe continentale au XVII^e et au

³²² Leonard Dudley, *The Word and the Sword: How techniques of Information and Violence Have Shaped our World*, Cambridge, B. Blackwell, 1991, chap. 4.

XVIII^e siècle, d'abord sous Louis XIV (1638-1715), et ensuite sous Napoléon Bonaparte (1769-1821), jusqu'à la défaite de Waterloo en 1815.

De 1815 à 1914, la Grande-Bretagne est le fer de lance de la civilisation occidentale à travers le monde. C'est elle qui tire la première profit de la Révolution industrielle qui apparaît aux environs de 1750. L'avènement de la machine dans les procédés de production en Grande-Bretagne, et plus tard en Allemagne et en France, révolutionne l'économie traditionnelle, fondée sur l'agriculture et le commerce, et lance les grands phénomènes de l'industrialisation et de l'urbanisation.

Le choc de la Première Guerre mondiale et celui encore plus dévastateur de la Seconde Guerre mondiale affaiblissent considérablement les puissances européennes traditionnelles. Ces deux guerres ruineuses apparaissent comme des guerres fratricides épuisantes, opposant l'Allemagne et l'Italie, d'une part, et la France et la Grande-Bretagne, de l'autre.

La conséquence de ces deux guerres désastreuses pour le pôle européen de la civilisation occidentale est qu'il se fait distancer économiquement, militairement et politiquement par le pôle américain, représenté par les États-Unis. Sans ces deux guerres, que l'on peut qualifier de débilatantes, le centre névralgique de l'Empire démocratique d'Occident n'aurait sans doute pas traversé l'Atlantique.

Depuis 1914, et certainement depuis 1945, le flambeau occidental est donc passé aux États-Unis d'Amérique. L'Empire démocratique d'Occident, lequel se confond aujourd'hui avec les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), moins la Turquie, est incontestablement la plus grande puissance économique et militaire du monde. C'est aussi un Empire en pleine expansion, puisque l'adhésion de dix pays de l'Europe de l'Est à l'Union européenne, en mai 2004, fera en sorte de le renforcer et de le consolider.

Lorsqu'on fera un bilan rétrospectif, on s'entendra peut-être dans l'avenir pour situer l'apogée de l'Empire démocratique d'Occident, sous la direction américaine, à la date de l'effondrement de l'Union

des républiques socialistes soviétiques (URSS) et du communisme, entre 1989 et 1991. Ainsi disparaît, pour l'Occident démocratique et capitaliste, le seul concurrent crédible à son hégémonie mondiale. Et, pour les détenteurs de la force militaire, c'est-à-dire les États-Unis, cette absence de concurrence enlève toute retenue et ouvre la porte aux pires folies. Dans l'avenir, peut-être découvrira-t-on que le facteur déterminant du déclin de l'Empire démocratique d'Occident aura été cette dangereuse concentration induite des pouvoirs dans un seul pôle, fondée sur la force militaire, au-dessus des autres États-nations.

Les tensions politiques, économiques et militaires qui existent, au début du XXI^e siècle, entre les pôles américain et européen du super-Empire, représentent certes une menace à terme pour le maintien de la position dominante de la civilisation occidentale dans le monde.

Si la thèse de Paul Kennedy est fondée (les empires régressent lorsqu'ils deviennent surextensionnés et surendettés), la démarche unilatérale et arrogante du pôle américain, en vertu de la nouvelle « doctrine Bush », est davantage susceptible de soulever des antagonismes bloqueurs dans le reste du monde que la démarche proprement européenne de collaboration et d'ouverture aux autres civilisations.

Les frais des interventions américaines dans le monde commencent à s'alourdir pour les États-Unis. Avec un déficit commercial extérieur qui dépasse les 450 milliards de dollars et un déficit de la balance courante extérieure de 430 milliards, les États-Unis puisent davantage dans l'économie mondiale qu'ils n'en mettent. Le déficit de la balance courante, en particulier, est le reflet des emprunts nets extérieurs que l'Amérique contracte chaque année auprès des prêteurs internationaux. De tels emprunts représentent environ 5 % du PIB américain. Il s'agit d'un niveau de déficit extérieur qui n'est pas loin du niveau fatidique de 6 %, niveau auquel les pays deviennent souvent sujets à des crises financières.

L'administration républicaine de George W. Bush s'est distinguée au plan fiscal par sa volonté de vouloir baisser les impôts (surtout ceux des riches) et de laisser le déficit public se gonfler. Il en est résulté un double déficit, fiscal et extérieur, et une quête auprès des épargnants du monde entier pour financer les énormes dépenses mili-

taires américaines, lesquelles étaient de l'ordre de 343,2 milliards en 2002, soit 43 % des dépenses militaires mondiales. Les dépenses militaires américaines représentent 80 % du déficit de la balance courante extérieure des États-Unis ³²³.

La première victime de la crise financière qui s'annonce pour les États-Unis sera le dollar américain. Celui-ci cessera de dominer la finance internationale dès qu'un choc politique ou économique renversera le flux des capitaux internationaux vers les États-Unis. La deuxième victime sera l'économie américaine elle-même, quand les impôts devront être substantiellement augmentés pour éviter que la dette publique n'explose. Le double déficit intérieur et extérieur est une source de faiblesse qui viendra hanter ce pays dans l'avenir.

Sous la domination contestée des États-Unis, combien de temps l'Empire démocratique d'Occident maintiendra-t-il son ascendance mondiale face à d'autres territoires en pleine expansion économique, telle la Chine ? D'un point de vue purement spéculatif, si la durée moyenne des empires passés déjà identifiés, soit 625 ans, s'applique à l'Empire démocratique d'Occident, son déclin ou sa décadence seraient déjà avancés aux environs de 2078.

Il faut évidemment se garder de tout déterminisme en la matière, tellement les chocs et les événements futurs sont imprévisibles. D'ail-

³²³ Au plan mondial, les dépenses militaires totales en 2002 se chiffraient à 800 milliards de dollars.

Les dépenses militaires des principaux pays se chiffraient comme suit :

États-Unis : 343,2 milliards
Russie : 60 milliards
Chine : 42 milliard
Japon : 40,4 milliards
Grande-Bretagne : 34 milliards
Arabie saoudite : 27,2 milliards
France : 25,3 milliards
Allemagne : 21 milliards
Brésil : 17,9 milliards
Inde : 15,6 milliards
Italie : 15,5 milliard
Corée du Sud : 11,8 milliards

Source : Données fournies par l'organisme Nuclear Age Peace Foundation.

leurs, déjà en 1918, l'Allemand Oswald Spengler parlait de la décadence de l'Occident ³²⁴. Si l'hypothèse du mégacycle de 625 ans s'avérait fondée, Spengler se serait trompé de plus d'un siècle et demi !

Un monde bipolaire ou tripolaire à compter de 2050 ?

Si on s'en tient à la seule puissance économique, la situation hégémonique unipolaire qui prévaut au début du XXI^e siècle ne serait que temporaire. En effet, deux candidats se pointent à l'horizon pour sérieusement concurrencer les États-Unis au cours du XXI^e siècle.

À l'intérieur même du camp démocratique de l'Occident, la force démographique et économique de l'Union européenne est indéniable. Même seulement avec les quinze pays qui la composent en 2002-2003, ce bloc européen de 377 millions de personnes est déjà un géant économique mondial. À compter du 1^{er} mai 2004, l'Europe des 25, s'étant accrue des populations de 10 nouveaux adhérents, formera une formidable entité de 452 millions d'habitants. En 2007, son produit intérieur brut (PIB) atteindra 14,9 billions de dollars, à comparer aux 18 billions des États-Unis (voir tableau à la fin du chapitre). Cependant, quand le bloc européen s'élargit, il perd en cohésion politique ce qu'il gagne en puissance économique. À ce titre, l'arrivée éventuelle de la Russie dans ce bloc, nullement inconcevable, lui posera un problème de taille.

L'autre méga-État du XXI^e siècle sera la Chine continentale, additionnée de Hong-Kong et Taiwan. Il s'agit d'un pays autoritaire et non-démocratique, mais fortement orienté vers la croissance économique. On parle ici d'un bloc de 1,3 milliard d'individus, en pleine expansion économique. Au rythme où vont les choses, c'est-à-dire avec une croissance économique deux fois plus forte que celle de l'Amérique et trois fois plus rapide que celle de l'Europe, la Chine agrandie aura rattrapé économiquement l'Europe des 25 dès l'an 2007, non en termes de niveaux de vie, mais par son PIB total.

³²⁴ Oswald Spengler, *Le déclin de l'Occident*, traduction de M. Tazerout, Paris, Gallimard, 1967.

Les Chinois utilisent les nouvelles technologies des communications pour briser leur isolement, linguistique d'abord, économique ensuite. En effet, la Chine bénéficie à fond de deux grandes transformations modernes : l'émergence de nouvelles technologies de communications qui standardisent et unifient les peuples, et la mondialisation de l'économie qui crée des occasions de spécialisation et d'enrichissement et permet la croissance économique par les exportations.

Tout comme le dirigeant turc Atatürk (Mustafa Kemal) avait donné ses lettres de noblesse à la langue turque en latinisant son alphabet en 1928, les dirigeants chinois ont compris, et cela dès 1956, que les moyens électroniques modernes pouvaient faciliter la simplification de l'écriture de la langue nationale (*putonghua* ou mandarin) en fonction d'un alphabet plus standardisé, le pinyin (*pin* : épeler ; *yin* : son). Et, tout comme le Japon des années cinquante et soixante, la Chine importe à fond la haute technologie étrangère pour renforcer son économie. C'est cette double ouverture de la Chine sur la technologie et sur l'économie mondiale qui devrait propulser ce pays vers de nouveaux sommets au XXI^e siècle.

En tant que bloc économique, la Chine agrandie devrait se hisser au niveau du PIB américain en 2012, et peut-être même le dépasser légèrement. Nos extrapolations, toutes spéculatives qu'elles soient, montrent que la Chine élargie pourrait avoir substantiellement surclassé les États-Unis en 2017, avec un PIB de quelque 31,3 billions de dollars, contre 23,8 billions pour les États-Unis et 18,2 billions pour l'Union européenne à 25 pays. À ce moment, la production globale de la Chine élargie pourrait être supérieure de plus de quatre fois à celle de son concurrent asiatique, le Japon.

Les trois puissances économiques sont donc les États-Unis, l'Europe des 25 et la Chine élargie. L'histoire enseigne que de telles concentrations de pouvoirs démographiques et économiques s'accompagnent tôt ou tard de concentrations de pouvoirs politiques et militaires. Il serait par conséquent surprenant que la période hégémonique unipolaire du début du XXI^e siècle, centrée sur les États-Unis, se prolonge pendant plusieurs décennies. Au milieu du siècle au plus tard, le monde devrait être tripolaire d'un point de vue économique et géopolitique.

Tableau

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES PRINCIPAUX BLOCS ÉCONOMIQUES
(billions de dollars américains ajustés
selon la parité des pouvoirs d'achat)

	2002	2007	2012	2017
États-Unis	10,4	13,7	18,0	23,8
Union euro-péenne *	9,3	12,3	14,9	18,2
Chine élargie **	7,8	12,4	19,7	31,3
Japon	3,3	4,2	5,3	6,8

* Pour l'UE, l'année 2002 comprend 15 pays ; ensuite, 25 pays.

** La Chine élargie comprend les économies de Hong-Kong et Taiwan.

Source : Pour 2002 et 2007 : *Business Week*, 9 décembre 2002, p. 51. Pour 2012 et 2017, calculs de l'auteur.

20

Conclusion : les dix fondements de la civilisation occidentale

[Retour à la table des matières](#)

Il y a des dates qui retentissent comme des coups de canon dans l'Histoire : 28 juin 1914 (déclenchement de la Première Guerre mondiale avec l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand) 1^{er} septembre 1939 (déclenchement de la Seconde Guerre mondiale avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne hitlérienne), 7 décembre 1941 (attaque japonaise sur Pearl Harbor), 6 août 1945 (largage de la première bombe atomique sur Hiroshima) et 11 septembre 2001 (attentats terroristes d'Al-Qaïda à New York et à Washington). Ces dates charnières marquèrent le début de transformations profondes dans les affaires du monde.

À chaque occasion, quelques personnes se crurent capables de prendre des risques inconsidérés, en attaquant un autre pays ou en perpétrant un attentat spectaculaire. D'innombrables victimes durent subir les tourments que des cerveaux fêlés avaient déchaînés. À la fin, cependant, ce sont les personnes responsables et leur pays qui furent les plus sévèrement punis. C'est pourquoi les dirigeants qui se lancent dans des guerres de terrorisme aveugle ou dans des guerres d'agression doivent y penser deux fois. Les coups qu'ils portent aux autres risquent un jour de se retourner contre eux et contre leurs concitoyens.

Au XXI^e siècle, encore plus qu'au cours des siècles précédents, le recours à la guérilla terroriste et à la guerre comme instruments de politique constitue un recul de civilisation. Avec les moyens technologiques de destruction, la guerre moderne et le terrorisme politico-religieux sont immoraux. Assassiner des milliers d'innocents ou bombarder des populations humaines à 10 000 mètres d'altitude, et oser le faire au nom de déités abstraites, est le comble de la barbarie et de la lâcheté. Ceux qui le font devront un jour répondre devant l'Histoire.

Il ne fait pas de doute que le monde démocratique réussira à vaincre le fléau du terrorisme islamiste, comme il a réussi à vaincre le fléau du communisme totalitaire. On ne peut éternellement garder les êtres humains dans des carcans et dans des prisons. Quoiqu'une vigilance armée soit essentielle, les facteurs déterminants de la victoire de l'humanisme sur le totalitarisme se trouveront dans les valeurs fondamentales et universelles supérieures que la civilisation occidentale offre à l'humanité.

Cela fait plus de cinq siècles que l'Occident perfectionne les dix fondements universels de sa civilisation :

1. L'égalité, la dignité la liberté, des êtres humains, garanties par des droits innés et constitutionnalisés.
2. La tolérance entre les personnes et les groupes d'individus.
3. La solidarité sociale.
4. La sécularisation de l'État.
5. L'éducation laïque et universelle.
6. L'égalité entre les hommes et les femmes.
7. La démocratie politique.
8. La libre entreprise économique.
9. La confiance dans le progrès par la science et les connaissances,
10. Le droit de tout être humain de rechercher le bonheur.

Ce sont ces valeurs qui doivent être articulées et véhiculées, en plus d'être proclamées et contrastées avec les principes réducteurs et totalitaires que d'autres civilisations et d'autres philosophies, moins avancées, ont à offrir au monde entier. Cependant, si les États-Unis d'Amérique, le pays qui a présentement la principale responsabilité de

défendre ces grands principes, commettent l'erreur de les ignorer ou de les violer, ce n'est pas seulement lui qui en paiera le prix, mais l'humanité toute entière.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

N.B. : En général, les articles de journaux ou de revues ne sont pas mentionnés dans cette section. Cependant, ils sont dûment recensés dans les notes.

ABBOTT, Elizabeth, *A History of Celibacy*, New York, Scribner, 2000, 493 p.

ADLER, Alexandre, *J'ai vu finir le monde ancien*, Paris, Grasset, 2002, 335 p.

AHMED, Rashid, *Taliban Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, New Haven, Yale University Press, 2001.

ALTERMAN, Eric, *Who Speaks for America?*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

ARDANT, G., *Histoire financière de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Gallimard, 1976.

ARISTOTE, *Politique*, Paris, Gallimard, 1993.

ARMSTRONG, Karen, *The Battle for God*, New York, Knoff, 1996, 448 p.

BABAKHAN, Ali, *Les Kurdes d'Irak, leur histoire et leur déportation par le régime de Saddam Hussein*, s.l., s.é., 1994, 352 p.

———, *L'Irak : 1970-1990, déportations des chiïtes*, s.l., s.é., 1996, 238 p.

BAER, Robert, *La Chute de la CIA*, traduit de l'anglais, Paris, J.-C. Lattès, 2001, 392 p.

———, *See No Evil : The True Story of a Ground Soldier in the CIA's War on Terrorism*, New York, Crown Publishers, 2002.

BARKUN, Michael, *Religion and the Racist Right : The Origins of the Christian Identity Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994.

BALENCIE, Jean-Marc et Arnaud DE LA GRANGE, *Mondes rebelles : guerres civiles et violences politiques*, Paris, Michalon, 1999.

BARRETT, B. David, *World Christian Encyclopedia*, Oxford, Oxford University Press, 2001, 800 p.

BAUER, Julien, *Le Système politique israélien*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

BARZUN, Jacques, *From Dawn to Decadence : 500 Years of Western Cultural Life, 1500 to the Present*, New York, Harper Collins, 2000, 877 p.

BEIT-HALLAHMI, Benjamin, *Original Sins : Reflections on the History of Zionism and Israel*, Olive Branch Press, 1993.

BERLIN, Isaiah, *Freedom and its Betrayal : Six Enemies of Human Liberty*, Princeton, Princeton University Press, 2002, 182 p.

BIBBY, Reginald, *Restless Gods : The Renaissance of Religion in Canada*, Toronto, Stoddart, 2002.

BORDONOVE, Georges, *La tragédie cathare*, Paris, France-Loisirs, 1992.

BRISARD, Jean-Charles et Guillaume DASQUIE, *Ben Laden, la vérité interdite*, Paris, Gallimard, 2002.

BRZEZINSKI, Zbigniew K., *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1998.

BRUNI, Frank, *Ambling Through History*, New York, Harper Collins, 2001.

BUSH, George W., *A Charge to Keep*, New York, Morrow, 1999 ; en traduction française, *Avec l'aide de Dieu*, Paris, Odile Jacob, 2000.

CAMEL, Camilleri, *Chocs des cultures : concepts et enjeux pratiques*, Paris, L'Harmattan, 1989, 398 p.

CANETTI, Elias, *Crowds and Power*, Londres, Gollancs, 1962.

CHALLAND, G., *La Question Kurde*, Paris, Maspero, 1961.

CHAMBOST, Édouard, *Guide des paradis fiscaux*, Lausanne, Éditions Favre, 1999 [7^e édition], 730 p.

CHESNAIS, Jean-Claude, *Le Crépuscule de l'Occident : dénatalité, conditions des femmes et immigration*, Paris, Robert Laffont, 1995, 366 p.

CHOMSKY, Noam, *The Fateful Triangle : The United States, Israel and the Palestinians*, Boston, South End Press, 1983.

COOLEY, John K., *CIA et jihad 1950-2001 : contre l'URSS, une désastreuse alliance*, traduit de l'anglais, Paris, Autrement, 2001, 287 p.

CROSSEN, Cynthia, *The Rich and How They Got That Way*, New York, Crown Business, 2000, 287 p.

DARWIN, Charles, *The Descent of Man*, 1871.

DE CUES, Nicolas, *Du Non-autre : Le guide du penseur*, préface, traduction et annotations par Hervé Pasqua, Paris, Le Cerf, 2002, 142 p.

DELPECH, Thérèse, *Politique du chaos : l'autre face de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2002.

DIDION, Joan, *Political Fictions*, New York, Alfred A. Knopf, 2001, 338 p.

DOMMANGET, Maurice, *Le Curé Meslier, athée, communiste et révolutionnaire sous Louis XIV*, Paris, Julliard, 1965.

DUDLEY, Leonard, *The Word and the Sword : How Techniques of Information and Violence Have Shaped our World*, Cambridge, B. Blackwell, 1991.

DULAIT, André, et François THUAL, *Bagdad 2000 : l'avenir géopolitique de l'Irak*, Paris, Ellipses, 1999.

DUVERNOY, Jean, *Le Catharisme : L'histoire des Cathares*, Toulouse, Éditions Privat, 1992.

EISENHOWER, Ike, *Farewell Address*, 1960.

EL FADL, Abou, *The place of Tolerance in Islam*, Boston, Beacon Press, 2002.

ELIADE, Mircea, *Traité d'histoire des religions*, Paris, Payot, 1974, 393 p.

ENDERLIN, Charles, *Le Rêve brisé : Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient, 1995-2002*, Paris, Fayard, 354 p.

FALLACI, Oriana, *La Rage et l'Orgueil*, Paris, Plon, 2002.

FEUERBACH, Ludwig, *Contre le dualisme du corps et de l'âme, de la chair et de l'esprit (II)*, trad. par Claire Mercier, Paris, École Normale Supérieure, 1990, n° 25, p. 3-20.

———, *Pensées sur la mort et l'immortalité*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1991.

FINKELSTEIN, Norman, *L'Industrie de l'Holocauste*, Paris, La Fabrique, 2001, 160 p.

FORMAN, Ira, *Jews in American Politics*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2001, 512 p.

FRANCE, Anatole, *Les Dieux ont soif*, Paris, Calmann-Lévy, 1912.

GAUCHET, Marcel, *La Religion dans la démocratie*, Paris, Gallimard, 1998.

GOULD, Steven Jay, *The Structure of Evolutionary Theory*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

GRESH, Alain, *Irak, la faute*, Paris, Le Cerf, 1999.

HART, Jeffrey, *Smiling Through the Cultural Catastrophe*, New Haven, Yale University Press, 2001.

HAWKING, Stephen, *The Universe in a Nutshell*, New York, Bantam, 2001, 216 p.

HERZL, Theodor, *The Jewish State : An Attempt at a Modern Solution to the Jewish Question*, New York, Jacob M. Lakow, 1896.

HOYLE, Fred, Geoffrey BURBIDGE et Jayant Vishnu NARLIKAR, *A Different Approach to Cosmology : From a Static Universe Through the Big Bang Towards Reality*, New York, Cambridge University Press, 2000, 357 p.

HUME, David, *Dialogues sur la religion naturelle*, Paris, J. Vrin, 1997.

IGNATIEFF, Michael, « The Burden », *New York Times Magazine*, 5 janvier 2003.

JEWS FOR JUSTICE IN THE MIDDLE EAST, *Origin of the Palestinian-Israel Conflict*, P.O. Box 14561, Berkeley, Californie, 2000.

KAPLAN, Robert, D., *Warrior Politics : Why Leadership Demands a Pagan Ethos*, New York, Random House, 2001, 198 p.

KENNEDY, Paul M., *Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989, 730 p.

KEPEL, Gilles, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

———, *La revanche de Dieu : Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Seuil, 1991.

KEPEL, Gilles (dir.), *Les Politiques de Dieu*, Paris, Seuil, 1993, 300 p.

KOENIG, Harold G., et Michael E. MCCULLOUGH, *Handbook of Religion and Health*, New York, Oxford University Press, 2001.

LAPHAM, Lewis, *Theater of War*, New York, The New Press, 2002.

LE Roy LADURIE, Emmanuel, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard, 1975.

LESTER, Toby, « Oh, Gods ! », *The Atlantic Monthly*, février, 2002.

LEVINE, Allen, *Scattered Among the Peoples: The Jewish Diaspora in Ten Portraits*, Toronto, McClelland & Stewart, 2002, 410 p.

LEWIS, Bernard, *What Went Wrong?*, Oxford University Press, 2001, 192 p. En traduction française : « *Que s'est-il passé ?* », Paris, Gallimard/Le Débat, 2002.

LIPSET, Seymour Marton et Earl RAAB, *Jews and the New American Scene*, New York, Harvard University Press, 1994.

LOMBORG, Bjorn, *The Skeptical Environmentalist : Measuring the Real State of the World*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2001.

MAALOUF, Amin, *Les Croisades vues par les Arabes*, Paris, J.-C. Lattès, c1983.

MARTIN, Hans-Peter et Harald SCHUMANN, *Le piège de la mondialisation*, Paris, Solin/Actes Sud, 1997.

MACARTHUR, John R., *Second Front : Censorship and Propaganda in the Gulf War*, Berkeley, University of California Press, 1992.

McNEIL, W. H., *The Pursuit of Power: Technology, Armed Forces and Society since 1000 A.D.*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

———, *The Rise of the West*, Chicago, University of Chicago Press, 1967.

MANTRAN, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, 810 p.

MEAD, Frank S., *Handbook of Denominations in the United States*, Nashville, Abingdon Press, 1990.

MINOIS, Georges, *Histoire de l'athéisme*, Paris, Fayard, 1998, 671 p.

MIQUEL, Pierre, *Les Guerres de religion*, Paris, Fayard, 1980.

MITCHELL, Billy, *Winged Defense : the Development and Possibilities of Modern Air Power, Economic and Military*, New York/London, G. P. Putnam's Sons, 1925.

MOORE, Michael, *Stupid White Men and Other Sorry Excuses for the State of the Nation !*, New York, Regan Books, 2001, 277 p.

MORSE, Edward L. et Amy Myers JAFFE, *Strategic Energy Policy Challenges for the 21st Century*, rapport d'un comité indépendant créé par l'Institut James A. Baker III de Politiques publiques de l'Université Rice et le Conseil des relations étrangères, États-Unis, avril 2001.

NAIPAUL, V. S., *Among the Believers : An Islamist Journey*, Toronto, Penguin Books, 1981.

———, *Beyond Belief: Islamic Excursions among the Converted Peoples*, Londres, Little Brown, 1998.

NATAF, André, *Les Libres-Penseurs*, Bordas, Paris, 1995, 255 p.

NELLI, René, *Écritures cathares*, Paris, Du Rocher, 1994.

NEWBERG, Andrew et Eugene D'AQUILI, *Why God Won't Go Away: Brain Science & the Biology of Belief*, New York, Ballantine, 2000.

NIETZSCHE, Friedrich Wilhelm, *The Will to Power*, New York, Vintage Books, 1968.

NORTH, Douglas C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

———, *Structure and Change in Economic History*, New York, Norton, 1981.

O'DONOHUE, Maura et Marie McDONALD, "Rapports", *National Catholic Reporter Weekly*, 1995 et 1998.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*, 2002.

———, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain du monde arabe*, 2002 (www.undp.org/rbas/ahdr).

O'SHEA, Stephen, *The Perfect Heresy: The Revolutionary Life and Death of the Medieval Cathars*, New York, Walker & Company, 2000.

PANEK, Richard, *Seeing and Believing: How the Telescope Opened Our Eyes and Minds to the Heavens*, New York, Viking, 1998.

PARSONS, Albert R., *What is Anarchism*, 1887.

PELLERIN, Brigitte et Réjean BRETON, *La liberté syndicale au service du national-syndicalisme*, Montréal, Varia, 2001, 140 p.

PELSON, Robert Young, *The World's Most Dangerous Places*, Amazon Books, 2002.

PEW RESEARCH CENTER FOR THE PEOPLE AND THE PRESS, *What the World Thinks in 2002*, 4 décembre 2002 (wwwpeople-press.org).

PHILLIPS, Kevin, *Wealth and Democracy : A Political History of the American Rich*, New York, Broadway Books, 2002, 474 p.

PINKER, Steven, *The Blank Slate: The Modern Denial of Human Nature*, New York, Viking, 2002, 509 p.

PIPES, Daniel, *The Hidden Hand : Middle East Fears of Conspiracy*, New York, St. Martin Press, 1996.

PLATON, *La République*, Paris, Flammarion, 1996, 510 p.

POSNER, Richard A., *Public Intellectuals: A Study of Decline*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, 416 p.

POWER, Samantha, *A Problem for Hell: America and the Age of Genocide*, New York, Basic, 2001.

QUIGLEY, John, *Palestine and Israel : A Challenge to Justice*, Durham, Duke University Press, 1990.

RASHID, Ahmed, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, New Haven, Yale University Press, 2001.

REINHART, Tanya, *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948*, Paris, La Fabrique, 153 p.

RENAN, Ernest, *Histoire du peuple d'Israël*, Paris, 1887-1893, cinq volumes.

———, *Histoire des origines du christianisme*, Paris, 1863-1881.

RIFKIN, Jeremy, *L'Économie hydrogène après la fin du pétrole, la nouvelle révolution économique*, Paris, La Découverte, 2002, 333 p.

RITTER, Scott, *Endgame : Solving the Iraq Problem, Once and for All*, New York, Simon & Schuster, 1999.

ROBBINS, Alexandra, *Secrets of the Tomb : Skull and Bones, the Ivy League, and the Hidden Paths of Power*, New York, Little Brown & Company, 2002, 240 p.

ROBERTS, William et Norman SNIDER, *Cal Broeker, Chasseur de crimes*, Montréal, Trait d'union, 2002, 350 p.

ROQUEBERT, Michel, *L'Épopée cathare*, Toulouse, Privat, 1989, quatre tomes.

ROUGIER, Louis, *Le Génie de l'Occident : essai sur la formation d'une mentalité*, Laffont, Paris, 1969.

RUFIN, Jean-Christophe, *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, Lattès, 1991.

RUSHDIE, Salman, *Les Versets sataniques*, Paris, 10/18, 1989, 703 p.

SAID, Edward W., *The Question of Palestine*, New York, Vintage Books, 1992.

SCHAMA, Simon, *A History of Britain : The Fate of Empire 1776-2002*, New York, 2002.

SCHLESINGER, Jr., Arthur M., *the Imperial Presidency*, New York, Houghton Mifflin, 1973, 550 p.

SCHMIDT, Charles, *Histoire et doctrine des cathares*, Paris, Jean de Bonnot, 1996.

SCHWARTZ, Stephen, *The Two Faces of Islam, the house of Sa'ud, from tradition to terror*, New York, Doubleday, 2002.

SCOWEN, Peter, *Le Livre noir des États-Unis*, Montréal, Les Intouchables, 2002.

SHAHAK, Israel, *Jewish History, Jewish Religion : The Weight of Three Thousand Years*, London, Pluto Press, 1994.

SHAPIRO H. R., *Total State : USA*, Manhattan Communications, 1990, 779 p.

SHAWCHUCK, Norman, P. KOTLER, B. WREN et G. RATH, *Marketing for Congregations*, Nashville, Abingdon Books, 1992, 424 p.

SHIRER, William L., *The Rise and Fall of the Third Reich : A History of Nazi Germany*, New York, Touchstone Books, 1990, 1264 p.

SMITH, Hedrick, *The Power Game : How Washington Works*, New York, Ballantine, 1988, 789 p.

SOBEL, Dava, *Galileo's Daughter: A Historical Memoir of Science, Faith, and Love*, New York, Walker, 1999.

SPEER, Albert, *Inside the Third Reich : Memoirs*, New York, Simon & Schuster, 1997, 596 p.

SPENCER, Robert, *Islam Unveiled : Disturbing Questions About the World's Fastest Growing Faith*, New York, Encounter Books, 2002, 214 p.

SPENGLER, Oswald, *Le Déclin de l'Occident*, traduction de M. Tazerout, Paris, Gallimard, 1967.

STARK, Rodney et Roger FINK, *Acts of Faith : Explaining the Human Face of Religion*, Berkeley, University of California Press, 2000.

STARK, Rodney, *The Rise of Christianity : a Sociologist Reconsiders History*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

STEPHENS, James, *Francis Bacon and the Style of Science*, Chicago, University of Chicago Press, 1975.

STIGLITZ, Joseph E., *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002, 322 p.

TAINTER, Joseph, A., *The Collapse of Complex Societies*, New York, Cambridge University Press, 1988, 250 p.

TAYLOR, Philip N., *War and the Media : Propaganda and Persuasion in the Gulf War*, New York, Manchester University Press, 1992.

TODD, Emmanuel, *Après l'Empire*, Paris, Gallimard, 2002, 233 p.

TREMBLAY, Rodrigue, *Le Québec en crise*, Montréal, Sélect, 1981, 447 p.

———, *Les Grands Enjeux politiques et économiques du Québec*, Montréal, Transcontinental, 1999, 339 p.

———, *L'Heure juste, le choc entre la politique, l'économie et la morale*, Montréal, Stanké international, 2001, 352 p.

TRIFKOVIC, Serge, *The Sword of the Prophet : Islam-History, Theology, Impact on the World*, Regina Orthodox Press, 2002.

TURCOTTE, Marc, *Histoire de la civilisation occidentale*, Mont-Royal, Décarie, 1999, 466 p.

VAN CREVELD, Martin, *La Transformation de la guerre*, Paris/Monaco, du Rocher, 1998.

VAN WAGONER, Richard S., *Mormon Polygamy : A History*, Salt Lake City, Signature Books, 1989.

WALZER, Michael, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Paris, Belin, 1999.

WEIS, René, *The Yellow Cross : The Story of the Last Cathars, 1290-1329*, New York, Knopf

WILSON, Edward O., *Consilience, the Unity of Knowledge*, New York, Knopf, 1998.

WILSON, James Q., *The Marriage Problem*, New York, Harper Collins, 2002, 274 p.

WINTERER, Caroline, *The Culture of Classicism*, Baltimore, John Hopkins, 244 p.

WITHAM, Larry A., *Where Darwin meets the Bible : Creationists and Evolutionists in America*, Oxford, New York, 2002.

WOODWARD, Bob, *Bush at War*, New York, Simon & Schuster, 2002, 376 p.

WRIGHT, Robert, *Non-Zero: The Logic of Human Destiny*, New York, Pantheon, 2000.